

CONSEIL COMMUNAL DU 28 SEPTEMBRE 2023
GEMEENTERAAD VAN 28 SEPTEMBER 2023

REGISTRE
REGISTER

Présents
Aanwezig

Aleksandra Kokaj, *Présidente/De Voorzitster*, ;
Boris Dilliès, *Bourgmestre/Burgemeester* ;
Thibaud Wyngaard, Jonathan Biermann, Maëlle De Brouwer, Carine Gol-Lescot, Perrine Ledan, Valentine Delwart, François Jean Jacques Lambert, Daniel Hublet, *Echevin(s)/Schepen(en)* ;
Björn Becker, Eric Sax, Marc Cools, Béatrice Fraiteur, Joëlle Maison, Emmanuel De Bock, Jean-Luc Vanraes, Jérôme Toussaint, Pierre Desmet, Bernard Hayette, Diane Culer, Marion Van Offelen, Stefan Cornelis, Odile Margaux, Vanessa Issi, Michel Cohen, Cécile Egrix, Blaise Godefroid, Aurélie Czekalski, Nicolas Clumeck, Yannick Franchimont, Cédric Didier Norré, Hans Marcel Joos Van de Cauter, Michel Bruylant, Patrick Zygass, Fathiya Alami, Jean-Pierre Collin, Mathias Junqué, Leïla Kabachi, Jacques Spelkens, *Conseiller(s) communal(aux)/Gemeenteraadslid(liden)* ;
Laurence Vainsel, *Secrétaire communale/Gemeentesecretaris*.

Excusés
Verontschuldigd

Céline Fremault, Kathleen Delvoeye, Véronique Lederman-Bucquet, *Conseiller(s) communal(aux)/Gemeenteraadslid(liden)*.

Ouverture de la séance à 18:30
Opening van de zitting om 18:30

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN

Secrétariat central - Centraal secretariaat

28.09.2023/A/0001 **Interpellation citoyenne : le suivi fait par Uccle de l'Assemblée citoyenne pour le climat**

Mme de Ryckel et M. Terao, représentant l'Assemblée citoyenne pour le climat, tiennent à remercier les autorités communales d'avoir fait appel à eux. En tant que citoyens, ils ont été heureux de pouvoir participer à la recherche de solutions au plus grand défi que l'humanité ait jamais eu à résoudre. Car ils sont inquiets de l'état dans lequel on laissera la planète aux générations futures. Les élus ont la responsabilité de protéger la population et ont choisi d'écouter toutes les suggestions. Qu'ils en soient remerciés.

Les catastrophes climatiques qui ont jalonné tout l'été montrent bien que le dérèglement climatique n'épargne aucun habitant de notre Terre : incendies, canicules, tempêtes et inondations ont tout détruit sur leur passage. Partout dans le monde, les populations sont confrontées à des défis sans précédent pour maintenir leur terre habitable. C'est bien la survie de l'humanité qui est en jeu, comme l'a récemment déclaré Antonio Guterres, Secrétaire général des Nations-Unies.

Cette année est déjà l'année de tous les records climatiques : température globale, température des océans, fonte des glaces en Antarctique et dans les glaciers, montée du niveau de la mer, et bien d'autres encore. En Belgique, l'été pourri que nous avons connu a-t-il fait douter de ce réchauffement ? Non, bien au contraire, tout indique que les phénomènes s'emballent. Il y a deux ans déjà, les inondations en

Wallonie ont démontré que nos infrastructures ne sont plus adéquates.

Deux des propositions de l'Assemblée citoyenne pour le climat portaient sur des mesures d'adaptation à ces changements. Leurs représentants se réjouissent qu'elles soient déjà en cours d'implémentation. Mais cela ne suffit pas. Quand l'évier déborde, il ne suffit pas d'éponger, il faut fermer le robinet. Et le dernier rapport du GIEC a été clair : « La lenteur du monde à agir pour s'attaquer à la crise climatique est en train de miner nos chances de limiter le réchauffement à un seuil viable ».

Les progrès technologiques nous éviteront-ils le pire, comme se plaisent à le croire certains ? Hélas, les effets des nouvelles technologies sont souvent imprévisibles et la fuite en avant peut créer plus de problèmes qu'elle n'en résout. Sandrine Dixson-Declève, co-présidente du Club de Rome tient les propos suivants : « La seule innovation technologique qui nous ferait éviter le cataclysme climatique serait une machine à remonter le temps : celle qui nous ramènerait 51 ans en arrière, au moment de la publication du rapport Meadows ».

Cetta année, depuis le 26 mars, « Jour du dépassement » en Belgique, nous vivons à crédit sur les ressources naturelles. Pendant 9 mois, nous allons consommer ce que nos enfants et petits-enfant vont devoir payer. Et ces jeunes qui formeront bientôt la population active ont commencé à demander des comptes. Pas plus tard qu'hier, 6 jeunes et enfants ont été entendus par la Cour Européenne des Droits de l'Homme dans leur plainte contre les Etats de l'Union Européenne pour inaction climatique.

N'est-il pas temps d'investir, non pour notre confort à court terme, mais pour la viabilité à long terme ? N'est-il pas temps d'adopter certains changements tant qu'ils sont aisés, avant de devoir se battre pour des ressources plus vitales telles qu'un air sain, une eau potable en suffisance, les bienfaits de la nature et de la biodiversité ?

L'économiste Tim Jackson écrit : « Céder une partie de nos libertés, mais en retour gagner une certaine sécurité dans le fait que nos vies seront protégées contre la liberté débridée des autres ». Ce n'est certes pas un programme aisé à assumer pour les responsables politiques. Mais c'est sans nul doute celui qui mènera vers un avenir plus acceptable en ne laissant personne sur le bord de la route.

La mission des élus qui sont aux commandes consiste à protéger la population. Les citoyens sont inquiets, angoissés, terrifiés même de l'état dans lequel nous laissons la planète aux enfants d'aujourd'hui et de demain.

Les mandataires uclois le sont probablement aussi, spécialement s'ils sont parents et grands-parents.

Etant sur le point de voter le Plan Climat de la commune, les élus doivent savoir que, pour bon nombre d'Ucclóis, il s'agit d'un moment historique dans la vie politique communale.

Dès lors, les représentants de l'Assemblée citoyenne pour le climat attendent des mandataires uclois :

- qu'ils dépassent les clivages traditionnels majorité/opposition pour qu'ensemble, ils prennent les décisions qui dépassent les intérêts à court terme mais qui mettent au centre du jeu l'intérêt général dans le but d'une réelle justice climatique ;
- qu'ils respectent l'engagement pris auprès des 30 participants de l'Assemblée citoyenne pour le climat de mettre en œuvre au moins la moitié des mesures qu'ils ont élaborées – sans les édulcorer et en respectant les ambitions de gaz à effet de serre (GES) qu'ils y avaient mises ;
- qu'ils respectent les indicateurs qu'ils y avaient attachés en termes de temporalité de mise en œuvre, de réduction des GES, de nombre d'habitants concernés par la mesure ;
- qu'ils mettent en place, les questions climatiques étant transversales, des dispositifs de synergie entre les différents échevinats : urbanisme, logement,

environnement, travaux publics, mobilité, énergie...

M. Junqué remercie, au nom du groupe Ecolo, les citoyens qui viennent de s'exprimer, car ils envoient un signal clair : les Ucclois demandent à leurs mandataires politiques de faire mieux, et ils ont raison.

En effet, les pays riches, historiquement à l'origine de ce dérèglement climatique, ont la double responsabilité d'agir pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et d'aider les populations les plus vulnérables, étant donné que les personnes précarisées subissent davantage les effets du changement climatique.

Il y a un très large consensus au sein de la communauté scientifique pour affirmer que le changement climatique est anthropogénique, c.à.d. causé par l'activité humaine. Ceux qui prétendent le contraire sont des obscurantistes.

Les bouleversements climatiques constituent un problème mondial qu'il convient d'aborder sur tous les fronts : individuel, collectif, national, supranational mais aussi local.

Ces engagements sont des investissements pour la paix et la sécurité.

Aujourd'hui, le temps presse car on peut observer un peu partout autour du globe mais aussi sur notre petit territoire que la planète est en surchauffe. À Bruxelles, la moyenne de température va augmenter de 4°C en été selon les experts, même en cas de respect de l'accord de Paris.

Bien que les changements climatiques soient irréversibles, il est encore possible d'en enrayer les effets dévastateurs à condition de se mobiliser dès maintenant.

M. Junqué cite quelques mesures déjà mises en place : le renforcement des clauses durables dans les marchés publics communaux, notamment pour les cantines scolaires et les repas aux seniors, l'aide à l'installation de commerces durables, la lutte contre les inondations, la création d'îlots de fraîcheur, l'aménagement de l'espace public en faveur de la mobilité active, l'élaboration en cours d'un plan de déplacement d'entreprise pour la commune, la réduction des consommations énergétiques de bâtiments communaux, etc.

Comme les orateurs l'ont exprimé, la lutte contre le dérèglement climatique doit dépasser les clivages idéologiques. Le groupe Ecolo enjoint le Collège à suivre les suggestions de l'Assemblée citoyenne pour le Climat.

M. Cools remercie aussi les citoyens engagés qui ont consacré du temps à cette Assemblée citoyenne pour le climat.

Le groupe Uccle en avant partage le diagnostic sur la nécessité d'agir dans la mesure du possible contre le réchauffement climatique. Mais une fois le constat dressé, il y a lieu de s'interroger sur la manière de mettre en œuvre une politique concrète.

M. Cools n'aime pas les discours sur l'inaction climatique car à Uccle, c'est tout le contraire. Et c'était déjà le cas lors des législatures précédentes, au cours desquelles de nombreuses mesures de l'Agenda 21 ont été mises en route.

M. Cools partage l'avis des auteurs de l'interpellation sur la nécessité d'une transversalité entre les différents échevinats pour la mise en œuvre d'une action communale.

De plus, étant donné que seulement 7 % de l'« empreinte carbone » relèvent de la commune (les 93 autres pourcents étant dus aux entreprises, au chauffage domestique, etc.), la politique à développer en ce domaine ne doit pas se limiter à la commune stricto sensu en tant que personnalité juridique.

Favorable au dépassement du clivage majorité/opposition en cette matière, M. Cools estime qu'il convient de rechercher le consensus. Il remarque toutefois que le Conseil n'a pas encore été avisé des propositions du Plan Climat. On verra bien ce

que le Collège proposera. Mais il va de soi que la mobilisation doit dépasser la durée d'une législature, surtout quand cette législature va s'achever dans 12 mois.

Cependant, M. Cools figure parmi les membres du Conseil communal qui n'ont pas pris l'engagement d'accepter d'office au moins la moitié des mesures proposées par l'Assemblée pour le climat. Selon lui, il faut examiner en toute objectivité si les propositions sont réalisables. Si elles le sont, il n'y a pas de raison de se limiter à la moitié ; si elles ne le sont pas, il revient à la démocratie représentative de prendre ses responsabilités.

En ce qui concerne les nouvelles technologies, M. Cools aurait tendance à moduler quelque peu les propos des auteurs de l'interpellation citoyenne car il estime qu'il faut éviter autant que possible les mesures contraignantes et punitives. À cet égard, il évoque à titre d'exemple une interview à Bruxelles du Ministre français des Transports, M. Clément Beaune, au cours de laquelle ce dernier expliquait qu'au lieu d'interdire les vols d'avion, il valait mieux opter pour les avions à zéro carbone ou très bas carbone, qui pourront être fabriqués dans les prochaines années grâce aux nouvelles technologies.

Vu la part des activités humaines dans le réchauffement climatique, confirmée par les experts du GIEC, la responsabilité des mandataires politiques est importante. Les membres de l'Assemblée citoyenne pour le climat peuvent compter sur le groupe Uccle en avant pour examiner avec soin leurs propositions et soutenir celles qu'il jugera positives.

M. Spelkens insiste sur la nécessité d'une formation pédagogique de la jeunesse aux enjeux du développement durable.

M. le Bourgmestre signale que la commune montre l'exemple par l'aménagement de ses propres bâtiments.

En effet, la nouvelle Maison communale est chauffée et refroidie selon le principe de la rithermie. En outre, plus de 250 m² de panneaux solaires ont été aménagés.

Mme l'Echevine De Brouwer confirme qu'il y a un consensus scientifique quant au fait que le dérèglement climatique est lié aux activités humaines et a un impact sur notre environnement.

La recherche avance sans cesse en ce domaine. On pouvait lire aujourd'hui dans la presse que des chercheurs japonais ont trouvé des micros plastiques dans les nuages, dont la présence pourrait modifier le climat d'une manière qui n'est pas encore tout à fait comprise.

Depuis 1990, le GIEC remet tous les 5 ans un rapport toujours plus complexe, toujours plus fouillé que les précédents, et ces rapports, qui sont le fruit d'une demande de l'ONU, témoignent d'une prise de conscience collective de l'enjeu.

La responsabilité des Etats, et en corollaire des pouvoirs publics, est de plus en plus mise en avant, ce dont témoigne la plainte déposée devant la Cour Européenne des Droits de l'Homme à Strasbourg. La commune n'a pas d'obligation de résultat en la matière mais s'inscrit de façon volontaire dans une démarche de rédaction d'un plan climat et dans la poursuite d'objectifs de réduction des émissions de gaz à effets de serre, qu'elles émanent de ses propres bâtiments ou du territoire ucclois en général.

Depuis 2009, Uccle s'est engagée à réduire ces émissions de gaz à effet de serre via des plans stratégiques qui ont été votés à l'unanimité par le Conseil communal.

L'Assemblée citoyenne pour le climat a été une expérience innovante, qui partait du postulat que l'expérience citoyenne, alimentée par un bureau d'études, était en mesure de proposer une partie des solutions à l'échelle du territoire.

Mme l'Echevine De Brouwer souhaite qu'on puisse dépasser le clivage

majorité/opposition à l'occasion de ce plan climat.

Le temps pris pour la rédaction du plan peut sembler long mais en réalité, c'est un temps gagné pour la maîtrise des actions et donc pour leur mise en œuvre future.

Le Collège invitera le Conseil communal à intégrer dans le Plan Climat 10 des 13 fiches proposées, au terme d'un examen minutieux afin de respecter le contrat moral découlant de la mise en œuvre de l'Assemblée citoyenne pour le climat.

Mme l'Echevine De Brouwer remercie ses collègues du Collège échevinal pour leur implication dans le processus.

Les fiches « action » proposées ont été présentées aux membres du Conseil communal lors d'une séance de commission. Ceux qui n'avaient pas l'opportunité d'y assister ont reçu une farde avec ces textes. Et les remarques formulées lors de la soirée de restitution seront transmises au Conseil communal en même temps que le Plan Climat.

Le vote sur le plan climat aura lieu en deux étapes : la première, consacrée au volet territoire, sera inscrite à l'ordre du jour de la séance du Conseil communal du 19 octobre, et la seconde, consacrée au volet interne, sera soumise d'ici la fin de l'année au vote du Conseil communal.

Mme de Ryckel et M. Terao reconnaissent que l'administration communale s'est déjà beaucoup investie dans la problématique du climat.

Mais ils souhaitent que les efforts soient amplifiés afin que la commune ne soit pas une « ZAP » (Zone à protéger) mais au contraire un « TEX » (Territoire exemplaire).

Ils regrettent que la fiche mobilisation n'ait pas été retenue. Certes, il est nécessaire que la commune mobilise ses citoyens sur une consommation différente. Si la technologie peut constituer une aide dans la lutte contre le dérèglement climatique, la plupart savent que ce n'est pas suffisant.

Le Conseil prend connaissance.

Burgerinterpellatie : de opvolging door Ukkel van de Burgerraad voor het Klimaat

Mevr. de Ryckel en de h. Terao, die de Burgerraad over het Klimaat vertegenwoordigen, willen het gemeentebestuur bedanken voor de uitnodiging. Als burgers waren zij verheugd deel te kunnen nemen aan de zoektocht naar oplossingen voor de grootste uitdaging waar de mensheid ooit voor heeft gestaan. Ze zijn bezorgd over de staat waarin we de planeet aan toekomstige generaties zullen nalaten. De verkozenen hebben de verantwoordelijkheid om de bevolking te beschermen en hebben ervoor gekozen om naar alle suggesties te luisteren. We danken hen daarvoor.

De klimaatrampen die deze zomer hebben plaatsgevonden, tonen duidelijk aan dat de klimaatverandering geen enkele bewoner van onze planeet spaart: branden, hittegolven, stormen en overstromingen hebben alles op hun pad verwoest. Overal ter wereld staan mensen voor ongekende uitdagingen om hun land bewoonbaar te houden. Het voortbestaan van de mensheid staat op het spel, zoals Antonio Guterres, secretaris-generaal van de Verenigde Naties, onlangs verklaarde.

Dit jaar is al het jaar van alle klimaatrecords: wereldwijde temperatuur, temperatuur van de oceanen, smeltend ijs op Antarctica en gletsjers, stijgende zeespiegel, en vele andere. Heeft de rotzomer die we in België hebben gehad twijfel gezaaid over deze opwarming? Nee, integendeel, alles wijst erop dat de fenomenen in een stroomversnelling geraken. Twee jaar geleden toonden overstromingen in Wallonië aan dat onze infrastructuur niet meer voldeed.

Twee van de voorstellen van de Burgerraad over het Klimaat hadden

betrekking op maatregelen om zich aan te passen aan deze veranderingen. Hun vertegenwoordigers zijn verheugd dat deze al worden uitgevoerd. Maar dat is niet genoeg. Als de gootsteen overloopt, is het niet genoeg om te dweilen. Je moet de kraan dichtdraaien. En het laatste IPCC-rapport was duidelijk: "De traagheid waarmee de wereld actie onderneemt om de klimaatcrisis aan te pakken, ondermijnt onze kansen om de opwarming van de aarde te beperken tot een duurzaam niveau".

Zal technologische vooruitgang ons voor het ergste behoeden, zoals sommige mensen graag geloven? Helaas zijn de effecten van nieuwe technologieën vaak onvoorspelbaar en kan de onbesuisde stormloop meer problemen veroorzaken dan oplossen. Sandrine Dixson-Declève, medevoorzitter van de Club van Rome, zei: "De enige technologische innovatie die ons in staat zou stellen om een klimaatramp te voorkomen, zou een tijdmachine zijn: eentje die ons 51 jaar terug in de tijd zou brengen, naar de publicatie van het Meadows-rapport".

Dit jaar, vanaf 26 maart, "Overshoot Day" in België, leven we op krediet met natuurlijke hulpbronnen. Gedurende 9 maanden consumeren we wat onze kinderen en kleinkinderen zullen moeten betalen. En de jongeren die binnenkort de beroepsbevolking zullen vormen, zijn begonnen verantwoording te eisen. Gisteren nog werden 6 jongeren en kinderen gehoord door het Europees Hof voor de Rechten van de Mens in hun klacht tegen de landen van de Europese Unie wegens het uitblijven van klimaatactie.

Is het niet tijd om te investeren, niet in comfort op korte termijn, maar in duurzaamheid op lange termijn? Is het niet tijd om bepaalde veranderingen door te voeren nu ze nog gemakkelijk zijn, voordat we moeten vechten voor meer vitale hulpbronnen zoals schone lucht, voldoende drinkwater, de voordelen van de natuur en biodiversiteit?

Econoom Tim Jackson schrijft: "Geef een aantal van onze vrijheden op maar krijg in ruil daarvoor enige zekerheid dat ons leven beschermd zal zijn tegen de ongebreidelde vrijheid van anderen". Dit is zeker geen gemakkelijk programma voor politici. Maar het is ongetwijfeld het programma dat zal leiden tot een meer aanvaardbare toekomst, waarin niemand aan de kant wordt gezet.

Het is de taak van de verkozenen om de bevolking te beschermen. Burgers zijn bezorgd, zelfs doodsbang over de staat waarin we de planeet achterlaten voor de kinderen van vandaag en morgen.

De Ukkelse mandatarissen waarschijnlijk ook, vooral als ze ouders en grootouders zijn.

Nu ze op het punt staan om te stemmen over het Klimaatplan van de gemeente, moeten de verkozenen zich ervan bewust zijn dat dit voor een groot aantal Ukkelaars een historisch moment is in het politieke leven van de gemeente.

De vertegenwoordigers van de Burgerraad over het Klimaat verwachten daarom van de Ukkelse verkozenen dat ze:

- dat ze de traditionele kloof tussen meerderheid en oppositie overstijgen en samen beslissingen nemen die verder gaan dan kortetermijnbelangen en het algemeen belang centraal stellen, met als doel echte klimaatrechtvaardigheid;
- dat zij de belofte nakomen die zij hebben gedaan aan de 30 deelnemers aan de Burgerraad over het Klimaat om ten minste de helft van de maatregelen die zij hebben opgesteld uit te voeren - zonder deze af te zwakken en met inachtneming van de ambities op het gebied van broeikasgassen (BKG) die zij hebben vastgesteld;
- dat zij zich houden aan de indicatoren die zij hebben vastgesteld wat betreft het tijdschema voor de uitvoering, de vermindering van BKG en het aantal inwoners voor wie de maatregel gevolgen heeft;
- dat zij, aangezien klimaatkwesties transversaal zijn, synergiemechanismen invoeren tussen de verschillende schependiensten: Stedenbouw, Huisvesting,

Namens Ecolo bedankt **de h. Junqué** de burgers die zojuist hebben gesproken omdat ze een duidelijk signaal afgeven: de Ukkelaars vragen hun politieke vertegenwoordigers om het beter te doen, en dat doen ze terecht.

De rijke landen, die historisch gezien aan de basis liggen van de klimaatverandering, hebben een dubbele verantwoordelijkheid om te handelen om de uitstoot van broeikasgassen te verminderen en om de meest kwetsbare bevolkingsgroepen te helpen, aangezien mensen in precare situaties meer getroffen worden door de gevolgen van de klimaatverandering.

Er is een zeer brede consensus binnen de wetenschappelijke gemeenschap dat klimaatverandering antropogeen is, d.w.z. veroorzaakt door menselijke activiteit. Degenen die iets anders beweren zijn obscurantisten.

Klimaatverandering is een wereldwijd probleem dat op alle fronten moet worden aangepakt: individueel, collectief, nationaal, supranationaal en lokaal.

Deze verbintenissen zijn investeringen in vrede en veiligheid.

Vandaag is tijd van essentieel belang, want we zien zowat overal ter wereld, ook in ons eigen kleine territorium, dat de planeet oververhit raakt. In Brussel zal de gemiddelde temperatuur volgens experts in de zomer met 4°C stijgen, zelfs als het Akkoord van Parijs wordt nageleefd.

Hoewel klimaatverandering onomkeerbaar is, is het nog steeds mogelijk om de verwoestende effecten ervan te stoppen als we nu actie ondernemen.

De h. Junqué noemt een aantal maatregelen die al zijn ingevoerd, waaronder de versterking van duurzame clausules in gemeentelijke overheidsopdrachten, met name voor schoolrefters en maaltijden voor senioren, steun voor de oprichting van duurzame bedrijven, de strijd tegen overstromingen, het creëren van koele eilanden, de inrichting van openbare ruimtes ten gunste van actieve mobiliteit, de lopende ontwikkeling van een bedrijfsvervoerplan voor de gemeente en de vermindering van het energieverbruik in gemeentebouwen.

Zoals de sprekers al zeiden, moet de strijd tegen klimaatverandering ideologische tegenstellingen overstijgen. Ecolo dringt er bij het college op aan om de suggesties van de Burgerraad voor het Klimaat te volgen.

De h. Cools bedankt ook de geëngageerde burgers die hun tijd hebben besteed aan de Burgerraad voor het Klimaat .

Uccle en avant deelt de diagnose dat alles in het werk moet worden gesteld om de opwarming van de aarde tegen te gaan. Maar als de feiten eenmaal vaststaan, moeten we ons afvragen hoe we een concreet beleid kunnen voeren.

De h. Cools houdt niet van toespraken over klimaat-inactiviteit, want in Ukkel is het tegendeel waar. En dit was al het geval tijdens vorige zittingsperiodes, toen veel Agenda 21-maatregelen werden geïmplementeerd.

Hij deelt de mening van de auteurs van de interpellatie over de noodzaak van transversaliteit tussen de verschillende schependiensten voor de uitvoering van gemeentelijke acties.

Aangezien slechts 7% van de "koolstofvoetafdruk" onder de verantwoordelijkheid van de gemeente valt (de overige 93% is toe te schrijven aan bedrijven, huishoudelijke verwarming enz.), mag het beleid dat op dit gebied moet worden ontwikkeld, niet beperkt blijven tot de gemeente in strikte zin als juridische entiteit.

Om de kloof tussen meerderheid en oppositie in deze kwestie te overbruggen moet volgens de h. Cools worden gestreefd naar consensus. Hij merkt echter op dat de raad nog niet op de hoogte is van de voorstellen van het Klimaatplan. Het valt nog te bezien wat het college zal voorstellen. Maar het spreekt voor zich dat mobilisatie

verder moet gaan dan de duur van een zittingsperiode, vooral wanneer die zittingsperiode over 12 maanden afloopt.

De h. Cools is echter een van de leden van de gemeenteraad die niet hebben toegezegd automatisch in te stemmen met ten minste de helft van de maatregelen die door de Burgerraad voor het Klimaat zijn voorgesteld. Volgens hem is het belangrijk om objectief te onderzoeken of de voorstellen haalbaar zijn. Als dat zo is, is er geen reden om ons te beperken tot de helft; als dat niet zo is, is het aan de representatieve democratie om haar verantwoordelijkheid te nemen.

Wat de nieuwe technologieën betreft, is de h. Cools geneigd om de opmerkingen van de auteurs van de interpellatie van de burgers enigszins bij te stellen, omdat hij vindt dat beperkende en bestraffende maatregelen zoveel mogelijk moeten worden vermeden. In dit verband verwijst hij bijvoorbeeld naar een interview in Brussel met de Franse minister van Vervoer, de h. Clément Beaune, waarin deze uitlegde dat het beter zou zijn om, in plaats van het luchtvervoer te verbieden, te kiezen voor koolstofvrije of zeer koolstofarme vliegtuigen, die dankzij nieuwe technologieën in de komende jaren kunnen worden gebouwd.

Gezien de bijdrage van menselijke activiteit aan de opwarming van de aarde, zoals bevestigd door de IPCC-experts, is de verantwoordelijkheid van politici belangrijk. De leden van de Burgerraad voor het Klimaat kunnen erop rekenen dat Uccle en avant hun voorstellen zorgvuldig zal bestuderen en de voorstellen die zij positief vindt, zal steunen.

De h. Spelkens benadrukt de noodzaak om jongeren voor te lichten over de uitdagingen van duurzame ontwikkeling.

De burgemeester wijst erop dat de gemeente het goede voorbeeld geeft met haar eigen gebouwen.

Het nieuwe gemeentehuis wordt verwarmd en gekoeld volgens het riothermische principe. Daarnaast is er meer dan 250 m² aan zonnepanelen geïnstalleerd.

Schepen De Brouwer bevestigt dat er een wetenschappelijke consensus bestaat dat de klimaatverandering verband houdt met menselijke activiteit en een impact heeft op ons milieu.

Onderzoek boekt voortdurend vooruitgang op dit gebied. Vandaag meldde de pers dat Japanse onderzoekers microplastics in de wolken hebben gevonden, waarvan de aanwezigheid het klimaat zou kunnen veranderen op manieren die nog niet volledig worden begrepen.

Sinds 1990 heeft het IPCC elke 5 jaar een rapport uitgebracht dat complexer en gedetailleerder is dan zijn voorgangers, en deze rapporten, die het resultaat zijn van een verzoek van de VN, getuigen van een collectief bewustzijn van wat er op het spel staat.

De verantwoordelijkheid van staten, en in het verlengde daarvan van overheidsinstanties, wordt steeds meer benadrukt, zoals blijkt uit de klacht die is ingediend bij het Europees Hof voor de Rechten van de Mens in Straatsburg. De gemeente heeft geen resultaatsverplichting op dit gebied maar werkt vrijwillig mee aan het opstellen van een klimaatplan en het nastreven van doelstellingen om de uitstoot van broeikasgassen te verminderen, zowel door haar eigen gebouwen als door de omgeving van Ukkel in het algemeen.

Sinds 2009 zet Ukkel zich in om de uitstoot van broeikasgassen te verminderen door middel van strategische plannen die unaniem zijn goedgekeurd door de gemeenteraad.

De Burgerraad voor het Klimaat was een innovatief experiment, gebaseerd op de veronderstelling dat de ervaring van burgers, ondersteund door een studie bureau, in

staat was om sommige oplossingen op lokaal niveau voor te stellen.

Schepen De Brouwer hoopt dat we met dit klimaatplan de kloof tussen meerderheid en oppositie kunnen overbruggen.

De tijd die nodig is om het plan op te stellen lijkt misschien lang, maar in werkelijkheid is het tijdwinst als het gaat om het beheersen van de acties en dus de toekomstige uitvoering ervan.

Het college zal de gemeenteraad vragen om 10 van de 13 voorgestelde fiches in het klimaatplan op te nemen, na zorgvuldige afweging, om het moreel contract dat voortvloeit uit de uitvoering van de Burgerraad voor het Klimaat te respecteren.

Schepen De Brouwer bedankt haar collega's in het college voor hun betrokkenheid bij het proces.

De voorgestelde actiefiches werden tijdens een zitting van de commissie voorgelegd aan de leden van de gemeenteraad. Degenen die niet in de gelegenheid waren om aanwezig te zijn, ontvingen een map met deze teksten. De opmerkingen die op de feedbackavond zijn gemaakt, zullen tegelijk met het Klimaatplan naar de gemeenteraad worden gestuurd.

De stemming over het Klimaatplan zal in twee fasen verlopen: de eerste, gewijd aan het territoriale aspect, staat op de agenda van de gemeenteraad van 19 oktober en de tweede, gewijd aan het interne aspect, zal tegen het einde van het jaar ter stemming worden voorgelegd aan de gemeenteraad.

Mevr. de Ryckel en de h. Terao erkennen dat het gemeentebestuur al veel heeft geïnvesteerd in de klimaatkwestie.

Ze zouden echter graag meer inspanningen zien om ervoor te zorgen dat de gemeente geen te beschermen zone is maar een voorbeeldige zone. Ze betreuren het dat de mobilisatiefiche niet geselecteerd werd. Natuurlijk moet de gemeente haar burgers mobiliseren om anders te consumeren. Hoewel technologie kan helpen in de strijd tegen klimaatverandering, weten de meesten dat het niet genoeg is.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation citoyenne Assemblée climat.pdf

28.09.2023/A/0002 **Démission d'un membre du Conseil de l'action sociale.- Remplacement.**

Le Conseil,

Attendu que Mme Andrea Grebori, élue membre effectif du Conseil de l'Action sociale présente la démission de sa fonction;

Considérant que Mme Grebori n'a aucun suppléant;

Vu l'article 17 de la loi du 8 juillet 1976 organique des Centres publics d'action sociale, modifiée par l'ordonnance du 14 mars 2019, disposant :

"Lorsqu'un membre effectif cesse de faire partie du conseil de l'action sociale avant l'expiration de son mandat et qu'il n'a plus de suppléant, tous les conseillers communaux encore en fonction qui avaient signé l'acte de présentation du membre à remplacer peuvent présenter un nouveau candidat membre effectif et au moins deux candidats suppléants de sexe différent. Dans ce cas, ces candidats sont proclamés élus, les candidats suppléants dans l'ordre de leur numérotation.

Deux candidats suppléants qui se suivent sur l'acte de présentation sont de sexe différent.

S'il en est autrement, il est pourvu au remplacement par un vote secret où chaque conseiller communal dispose d'une voix et où le candidat ayant obtenu le nombre de voix le plus élevé est déclaré élu; en cas de parité de voix, l'article 15 est applicable."

Considérant que l'acte de présentation de Mme Grebori a été signé par le conseiller communal suivant : M. Boris Dilliès;

Que cette même personne présente la candidature de Mme Dominique Haumont comme membre effectif;

Prend acte de la démission de Mme Andrea Grebori;

Et constate que Mme Haumont, remplit toutes les conditions requises par la loi du 8 juillet 1976, pour être installée comme membre effectif.

La candidate membre effectif est proclamée élue.

Le Conseil approuve le point.

35 votants : 35 votes positifs.

Ontslag van een werkend lid van de Raad voor maatschappelijk welzijn.- Vervanging.

De Raad,

Overwegende dat de Mevr. Andrea Grebori, verkozen tot werkend lid van de raad voor maatschappelijk welzijn, zijn ontslag heeft aangeboden;

Overwegende dat Mevr. Grebori geen opvolger heeft;

Gelet op artikel 17 van de wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, gewijzigd door de ordonnantie van 14 maart 2019 :

"Wanneer een werkend lid voor het verstrijken van zijn mandaat ophoudt deel uit te maken van de raad voor maatschappelijk welzijn en hij geen opvolger meer heeft, kunnen alle nog in functie zijnde gemeenteraadsleden die de akte van voordracht van het te vervangen lid hadden ondertekend, gezamenlijk een nieuw kandidaat-werkend lid en tenminste twee kandidaat-opvolgers van verschillend geslacht voordragen. In dit geval zijn deze kandidaten gekozen verklaard, de kandidaat-opvolgers in de orde van hun nummering.

Twee kandidaat-opvolgers die opeenvolgend staan op de akte van voordracht, zijn van verschillend geslacht.

Is zulks niet het geval, dan wordt in de vervanging voorzien bij een geheime stemming waarbij elks gemeenteraadslid over één stem beschikt en de kandidaat die de meeste stemmen behaalde als verkozen wordt verklaard; bij staking van stemmen, is artikel 15 van toepassing."

Overwegende dat de akte van voordracht van Mevr. Andrea Grebori ondertekend werd door het volgend gemeenteraadslid : de h. Boris Dilliès;

Overwegende dat dezelfde persoon de kandidatuur van Mevr. Dominique Haumont voorstelt als werkend lid,

Neemt akte van het ontslag van Mevr. Grebori;

En stelt vast dat Mevr. Haumont voldoet aan alle voorwaarden vereist door de wet van 8 juli 1976 om aangesteld te kunnen worden als werkend lid.

Het kandidaat werkend lid wordt als verkozen uitgeroepen.

De Raad keurt het punt goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

Le Conseil,

Vu l'article 120, § 2 de la nouvelle loi communale;

Vu qu'en vertu de l'article 7 des statuts de l'AI SU adoptés par l'assemblée générale, «seize membres sont désigné·e·s par le Conseil Communal d'Uccle. *Ils ou elles doivent être domicilié·e·s à Uccle au moment de leur désignation*»;

Attendu que par courriel, M. Christophe Roelandt, membre de l'Assemblée générale présente sa démission;

Que le groupe M.R. propose de remplacer l'intéressé par M. Vincent BIRON;

Décide :

de procéder à la désignation à l'Assemblée générale de l'AI SU de M. Vincent BIRON.

Le Conseil approuve le point.

35 votants : 35 votes positifs.

S.W.U. - Vervanging van een lid van de Algemene vergadering.

De raad,

Gelet op artikel 120, § 2 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 7 van de statuten van het SWU goedgekeurd door de algemene vergadering : “*seize membres sont désigné·e·s par le Conseil Communal d'Uccle. Ils ou elles doivent être domicilié·e·s à Uccle au moment de leur désignation*”;

Aangezien de h. Christophe Roelandt van het SWU via e-mail zijn ontslag heeft ingediend;

Aangezien de MR voorstelt hem te vervangen door de h. Vincent BIRON,

Beslist :

de h. Vincent BIRON in de algemene vergadering van het SWU te benoemen.

De Raad keurt het punt goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

28.09.2023/A/0004 A.L.E. d'Uccle.- Remplacement d'un administrateur.

Le Conseil,

Vu l'article 120, § 2 de la nouvelle loi communale;

Vu qu'en vertu de l'article 14, al. 4 des statuts de l'ALE adoptés par l'assemblée générale, «*En cas de révocation ou de démission d'un administrateur, son remplacement sera effectué dans un délai de trois mois afin d'assurer la composition paritaire du Conseil d'administration* »;

Attendu que par courriel, M. Christophe Roelandt, Président du Conseil d'administration de l'ALE, présente sa démission;

Que le groupe M.R. propose de remplacer l'intéressé par M. Nima HAIRY,

Qu'il appartient en vertu de l'article 16 de statuts de l'ALE au Conseil d'administration d'élire parmi ses membres un président ; qu'il doit être choisi parmi les membres représentant le Conseil communal ;

Décide:

de proposer à l'Assemblée générale de l'ALE la désignation de M. Nima HAIRY en qualité d'administrateur au sein de ladite A.S.B.L..

Le Conseil approuve le point.
35 votants : 35 votes positifs.

P.W.A. van Ukkel.- Vervanging van een bestuurder.

De raad,

Gelet op artikel 120, § 2 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 14 lid 4 van de statuten van het PWA goedgekeurd door de algemene vergadering : *“En cas de révocation ou de démission d'un administrateur, son remplacement sera effectué dans un délai de trois mois afin d'assurer la composition paritaire du Conseil d'administration”*;

Aangezien de h. Christophe Roelandt, voorzitter van de raad van bestuur van het PWA via e-mail zijn ontslag heeft ingediend;

Aangezien de MR voorstelt hem te vervangen door de h. Nima HAIRY,

Aangezien het krachtens artikel 16 van de statuten van het PWA de verantwoordelijkheid van de raad van bestuur is om een voorzitter te kiezen uit zijn leden; dat de voorzitter gekozen moet worden uit de leden die de gemeenteraad vertegenwoordigen;

Beslist de algemene vergadering van het PWA voor te stellen de h. Nima HAIRY te benoemen in de hoedanigheid van bestuurder van de voormelde vzw.

De Raad keurt het punt goed.
35 stemmers : 35 positieve stemmen.

28.09.2023/A/0005 **A.L.E. d'Uccle. - Désignation d'un membre avec voix consultative.**

Le Conseil,

Vu l' articles 5, al.4 et 14, al.5 des statuts de l'ALE ;

Vu que ces articles permettent au Conseil communal d'associer à l'Assemblée générale et au Conseil d'administration de l'ALE, un autre membre ayant une voix consultative lors de ces assemblées ;

Considérant que cette désignation cessera de plein droit à la fin de la mandature actuelle ;

Décide :

de désigner M. François Lambert-Limbosch eu égard à sa fonction d'Echevin de l'Emploi comme membre ayant une voix consultative à l'Assemblée générale et au Conseil d'administration de l'ALE.

Le Conseil approuve le point.
35 votants : 35 votes positifs.

PWA van Ukkel. - Benoeming van een lid met raadgevende stem.

De raad,

Gelet op artikel 5, al. 4 en 14, al. 5 van de statuten van het PWA;

Aangezien deze artikels de gemeenteraad toestaan een ander lid met raadgevende stem in de algemene vergadering en in de raad van bestuur van het PWA op te nemen tijdens deze vergaderingen;

Overwegende dat deze benoeming van rechtswege eindigt aan het einde van de huidige legislatuur;

Beslist:

de h. François Lambert-Limbosch, gezien zijn functie van schepen van Tewerkstelling, te benoemen als lid met raadgevende stem in de algemene vergadering en in de raad van bestuur van het PWA.

De Raad keurt het punt goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

28.09.2023/A/0006 **A.S.B.L. Génération +.- Remplacement d'un administrateur.**

Le Conseil,

Vu l'article 120, § 2 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 36, § 2 de l'ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale qui dispose en ce qui concerne les A.S.B.L.s communales notamment que "*au moins un tiers des membres du conseil d'administration sont désignés par l'assemblée générale sur proposition du conseil communal ou sur proposition des membres de l'assemblée générale désignés par le conseil communal*";

Attendu que le groupe MR propose de remplacer Mme Andrea Grebori, administratrice démissionnaire au sein de l'A.S.B.L. Génération +, par M. Abraham de Bettencourt,

Décide:

de proposer à l'Assemblée générale de l'A.S.B.L. Génération + la désignation de M. Abraham de Bettencourt en qualité d'administrateur au sein de ladite association communale.

Le Conseil approuve le point.

35 votants : 35 votes positifs.

V.Z.W. Génération +.- Vervanging van een bestuurder.

De Raad,

Gelet op artikel 120, § 2 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 36, § 2 van de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten dat wat betreft de gemeentelijke V.Z.W.'s bepaalt dat "*Minstens een derde van de leden van de raad van bestuur wordt aangesteld door de algemene vergadering op voordracht van de gemeenteraad of van de leden van de algemene vergadering die door de gemeenteraad zijn aangewezen*";

Aangezien de groep MR voorstelt om Mevr. Andrea Grebori, ontslagnemend bestuurder bij de V.Z.W. Génération +, te vervangen door de h. Abraham de Bettencourt,

Beslist:

aan de Algemene vergadering van de V.Z.W. Génération + voor te stellen de h. Abraham de Bettencourt aan te duiden als bestuurder.

De Raad keurt het punt goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

28.09.2023/A/0007 **A.S.B.L. Le PAS.- Remplacement d'un administrateur.**

Le Conseil,

Vu l'article 120, § 2 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 36, § 2 de l'ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale qui dispose en ce qui concerne les A.S.B.L's communales notamment que "*au moins un tiers des membres du conseil d'administration sont désignés par l'assemblée générale sur proposition du conseil communal ou sur proposition des membres de l'assemblée générale désignés par le conseil communal*";

Attendu que le groupe MR propose de remplacer Mme Andrea Grebori, administratrice déléguée démissionnaire au sein de l'A.S.B.L. le PAS, par Mme. Clémentine Barzin.

Décide:

de proposer à l'Assemblée générale de l'A.S.B.L. le PAS la désignation de Mme Clémentine Barzin en qualité d'administratrice au sein de ladite association communale.

Le Conseil approuve le point.

35 votants : 35 votes positifs.

V.Z.W. Le PAS.- Vervanging van een bestuurder.

De Raad,

Gelet op artikel 120, § 2 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 36, § 2 van de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten dat wat betreft de gemeentelijke V.Z.W.'s bepaalt dat "*Minstens een derde van de leden van de raad van bestuur wordt aangesteld door de algemene vergadering op voordracht van de gemeenteraad of van de leden van de algemene vergadering die door de gemeenteraad zijn aangewezen*";

Aangezien de groep MR voorstelt om Mevr. Andrea Grebori, ontslagnemend gedelegeerd bestuurder bij de V.Z.W. Le PAS, te vervangen door Mevr. Clémentine Barzin,

Beslist:

aan de Algemene vergadering van de V.Z.W. Le PAS voor te stellen Mevr.

Clémentine Barzin aan te duiden als bestuurder.

De Raad keurt het punt goed.
35 stemmers : 35 positieve stemmen.

28.09.2023/A/0008 **A.S.B.L. Val d'Uccle.- Remplacement d'un membre.**

Le Conseil,

Vu l'article 120, § 2 de la nouvelle loi communale;
Vu l'article 36, § 2 de l'ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale qui dispose en ce qui concerne les A.S.B.L.s communales notamment que "*au moins un tiers des membres du conseil d'administration sont désignés par l'assemblée générale sur proposition du conseil communal ou sur proposition des membres de l'assemblée générale désignés par le conseil communal*";

Attendu que le groupe MR propose de remplacer M. Christophe ROELANDT, administrateur démissionnaire au sein de l'A.S.B.L. Val d'Uccle, par M. John NZONDO MAMBU,

Décide:
de proposer à l'Assemblée générale de l'A.S.B.L. Val d'Uccle la désignation de M. John NZONDO MAMBU en qualité d'administrateur au sein de ladite association communale.

Le Conseil approuve le point.
35 votants : 35 votes positifs.

V.Z.W. Val d'Uccle.- Vervanging van een lid.

De Raad,

Gelet op artikel 120, § 2 van de nieuwe gemeentewet;
Gelet op artikel 36, § 2 van de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten dat wat betreft de gemeentelijke V.Z.W.'s bepaalt dat "Minstens een derde van de leden van de raad van bestuur wordt aangesteld door de algemene vergadering op voordracht van de gemeenteraad of van de leden van de algemene vergadering die door de gemeenteraad zijn aangewezen";

Aangezien de groep MR voorstelt om de h. Christophe ROELANDT, ontslagnemend bestuurder bij de V.Z.W. Val d'Uccle, te vervangen door de h. John NZONDO MAMBU,

Beslist:
aan de Algemene vergadering van de V.Z.W. Val d'Uccle voor te stellen de h. John NZONDO MAMBU aan te duiden als bestuurder.

De Raad keurt het punt goed.
35 stemmers : 35 positieve stemmen.

Le Conseil,

Vu l'article 120, § 2 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 36, § 2 de l'ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale qui dispose en ce qui concerne les A.S.B.L's communales notamment que "*au moins un tiers des membres du conseil d'administration sont désignés par l'assemblée générale sur proposition du conseil communal ou sur proposition des membres de l'assemblée générale désignés par le conseil communal*";

Attendu que le groupe MR propose de remplacer Mme Andrea Grebori, administratrice démissionnaire au sein de l'A.S.B.L. Service uclois de la jeunesse, par M. Arthur Martin,

Décide:

de proposer à l'Assemblée générale de l'A.S.B.L. Service uclois de la jeunesse la désignation de M. Arthur Martin en qualité d'administrateur au sein de ladite association communale.

Le Conseil approuve le point.

35 votants : 35 votes positifs.

V.Z.W. Service uclois de la jeunesse.- Vervanging van een bestuurder.

De Raad,

Gelet op artikel 120, § 2 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 36, § 2 van de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten dat wat betreft de gemeentelijke V.Z.W.'s bepaalt dat "*Minstens een derde van de leden van de raad van bestuur wordt aangesteld door de algemene vergadering op voordracht van de gemeenteraad of van de leden van de algemene vergadering die door de gemeenteraad zijn aangewezen*";

Aangezien de groep MR voorstelt om Mevr. Andrea Grebori, ontslagnemend bestuurder bij de V.Z.W. Service uclois de la Jeunesse, te vervangen door de h. Arthur Martin,

Beslist:

aan de Algemene vergadering van de V.Z.W. Service uclois de la Jeunesse voor te stellen de h. Arthur Martin aan te duiden als bestuurder.

De Raad keurt het punt goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

Communication - Communicatie

Le Conseil,

Vu la décision du Collège en date du 12 février 2015 qui a marqué son accord pour la souscription à un abonnement annuel à la plateforme online Gopress avec 11 codes d'accès pour les journaux et magazines FR; couplé aux abonnements annuels de journaux FR actuels en version digitale (uniquement pour les échevins), à un abonnement annuel en version digitale pour le journal NL "De Morgen" et à un abonnement annuel en version digitale pour le journal NL "De Standaard". Et ce, pour un budget de 6.143,40 € TVAC;

Vu que depuis 2016, le Collège marque, chaque année, son accord pour l'activation d'un abonnement annuel à la plateforme online Gopress avec 11 codes d'accès pour les journaux et magazines FR;

Vu que fin 2016, une fusion silencieuse a eu lieu entre Belga News Agency (29 Quai aux Pierres de Taille à 1000 Bruxelles - TVA : BE 0403.481.693) et la GIE Gopress (29 Quai aux Pierres de Taille à 1000 Bruxelles - TVA : BE 0556.787.225) et que depuis le 1^{er} janvier 2017, les factures sont établies au nom de l'Agence de presse Belga;

Considérant que Belga News Agency est le fournisseur principal d'actualité des médias qui livre 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 une information fiable, rapide et qualitative en Belgique et à l'étranger;

Considérant qu'à la demande des éditeurs, la plateforme Gopress a été remplacée en 2023 par la nouvelle plateforme Belga.press (web.belga.press) qui vise à offrir une expérience d'information personnalisée fondée sur le principe du "walled garden";

Considérant que la plateforme belga.press, lancée par Belga News Agency, est la seule plateforme permettant un accès à tous les médias d'information de Belgique et des pays environnants, tant en temps réel que sous forme d'archives;

Considérant que le prix pour un abonnement annuel à la plateforme online Belga.press (anciennement Gopress) avec 11 codes d'accès s'élevait pour l'année 2022-2023 à 4.160 € (pas d'application de la TVA);

Considérant que l'abonnement annuel en cours a pris fin le 31 juillet 2023;

Considérant que Belga News Agency a indexé en 2022 le prix de l'abonnement annuel à la plateforme online belga.press avec 11 codes d'accès;

Considérant que ce prix s'élève désormais à 4.761 €;

Que l'agence Belga News Agency a été redésignée comme prestataire par le Collège lors de sa séance du 19 septembre 2023 pour une période courant du 1^{er} août 2023 au 31 juillet 2024 sur la base d'un marché sur simple facture acceptée;

Considérant que Belga News Agency nous demande de signer une convention pour pouvoir bénéficier de l'accès à la plateforme online Belga.press du 1^{er} août 2023 au 31 juillet 2024 (Annexe 1);

Décide :

d'approuver ladite convention ci-annexée.

Le Conseil approuve le point.

35 votants : 35 votes positifs.

Online platform Belga.press: goedkeuring van de overeenkomst

De raad,

Gelet op de beslissing van het college van 12 februari 2015 tot goedkeuring van de

inschrijving op een jaarabonnement voor het online platform Gopress met 11 toegangscodes voor Franstalige kranten en magazines, gekoppeld aan jaarabonnementen op de digitale versie van de huidige Franstalige kranten (enkel voor de schepenen), een jaarabonnement op de digitale versie van de Nederlandstalige krant "De Morgen" en een jaarabonnement op de digitale versie van de Nederlandstalige krant "De Standaard", en dit voor een bedrag van € 6.143,40 incl. btw;

Aangezien het college sinds 2016 elk jaar zijn goedkeuring verleent aan de verlenging van het jaarabonnement op het online platform Gopress met 11 toegangscodes voor Franstalige kranten en magazines;

Aangezien er eind 2016 een stille fusie plaatsgevonden heeft tussen Belga News Agency (Arduinkaai 29 te 1000 Brussel - btw: BE 0403.481.693) en GIE Gopress (Arduinkaai 29 te 1000 Brussel - btw: BE 0556.787.225) en de facturen sinds 1 januari 2017 op naam van het persagentschap Belga opgesteld worden;

Overwegende dat Belga News Agency de hoofdleverancier van actualiteit aan de media is en 24 uur per dag, 7 dagen per week snel, betrouwbaar en kwalitatief nieuws uit België en het buitenland brengt;

Overwegende dat het platform Gopress op vraag van de uitgevers in 2023 vervangen werd door het nieuwe platform Belga.press (web.belga.press), dat een gepersonaliseerde informatie-ervaring wil bieden op basis van het principe "walled garden";

Overwegende dat het platform belga.press, gelanceerd door Belga News Agency, het enige platform is dat toegang geeft tot alle informatieve media van België en de buurlanden, zowel in real time als in de vorm van archieven;

Overwegende dat de prijs voor een jaarabonnement op het online platform Belga.press (vroeger Gopress) met 11 toegangscodes voor het jaar 2022-2023 € 4.160 (geen btw) bedroeg;

Overwegende dat het huidige jaarabonnement op 31 juli 2023 verstreken is;

Overwegende dat Belga News Agency de prijs van het jaarabonnement op het online platform belga.press met 11 toegangscodes in 2022 geïndexeerd heeft;

Overwegende dat deze prijs nu € 4.761 bedraagt;

Dat het agentschap Belga News Agency door het college in zitting van 19 september 2023 opnieuw aangeduid werd als dienstverlener voor de periode van 1 augustus 2023 tot 31 juli 2024 op basis van een opdracht op aanvaarde factuur;

Overwegende dat Belga News Agency ons vraagt een overeenkomst te ondertekenen om van 1 augustus 2023 tot 31 juli 2024 toegang te krijgen tot het online platform belga.press (Bijlage 1);

Beslist:

deze overeenkomst goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

Convention Belgapress 2024-2025 (Annexe 1).pdf

Création d'un chemin vicinal entre la chaussée de Saint-Job et la rue Geleytsbeek.- Approbation définitive.

Le Conseil,

Considérant que de nombreux utilisateurs des transports en commun font usage de l'arrêt de bus Helleveld situé entre les numéros 273 et 281 de la chaussée de Saint-Job, parmi lesquels des élèves du Lycée Français Jean Monnet;

Considérant que certains de ces usagers traversent les parcelles bâties enserrées entre la chaussée de Saint-Job et la rue Geleytsbeek afin de rejoindre cette dernière;

Considérant que deux chemins officiels le permettent: d'une part un sentier large de 2 mètres dont 1,40 mètre revêtu débouchant approximativement en face de la rue du Château d'Eau, et d'autre part un chemin large de seulement 1,20 mètre mais entièrement revêtu, longeant le n° 63 de la rue Geleytsbeek et le n° 291 de la chaussée de Saint-Job;

Considérant que le passage des deux-roues est interdit sur ces deux piétonniers, entravés par des chicanes en bois;

Considérant qu'un troisième cheminement piéton s'est spontanément créé sur les parcelles cadastrées E/ 237E2 et 237F2 appartenant toutes deux à la société N.V. Seconim, qui les a conservées dans son patrimoine après avoir construit les immeubles sis aux numéros 271 et 273 de la chaussée de Saint-Job;

Considérant que les deux piétonniers officiels sont beaucoup moins fréquentés que le troisième sentier menant à l'arrêt de bus Helleveld, probablement à cause de leur étroitesse et du fait qu'ils imposent de rallier l'arrêt de bus en marchant sur le trottoir sud de la chaussée de Saint-Job, trottoir assez étroit et nettement moins confortable et sécurisant que ceux de la rue Geleytsbeek;

Considérant que ce sentier spontané était déjà très nettement visible dans sa configuration actuelle sur la photo aérienne de 1953, ne l'était plus sur l'aérophoto de 1971, mais l'est à nouveau de manière nette sans discontinuer depuis la photo de 1977 jusqu'à nos jours;

Considérant dès lors que l'utilité publique de ce sentier n'est plus à démontrer;

Considérant les demandes récurrentes émanant de citoyens réclamant de la Commune qu'elle revête et entretienne ce sentier, chose qu'elle ne peut pas faire sans l'officialiser au préalable;

Considérant que le Lycée Français a aussi mis en évidence l'importance du cheminement scolaire transitant par ce sentier;

Considérant qu'alors que l'usage de la bicyclette se développe, aucun des deux sentiers officiels ne permet de liaison cyclable vers la chaussée de Saint-Job, obligeant dès lors les cyclistes à rouler plus de 300 mètres jusqu'à l'une des deux extrémités de la rue Geleytsbeek, dont le pavage ne s'y prête guère actuellement;

Considérant que reconnaître l'existence de ce chemin spontané, le redresser et l'élargir permettrait d'offrir une connexion attractive et confortable tant aux piétons qu'aux cyclistes;

Considérant que l'assiette actuelle du chemin, traversant les deux parcelles de la société Seconim pour aboutir en oblique de manière peu pratique derrière l'abribus, gagnerait à être rendue rectiligne et accolée à la limite de parcelle de sorte à réduire la superficie emprise sur la propriété de Seconim;

Considérant que des pourparlers sont en cours avec la société propriétaire des parcelles afin d'acquiescer l'assiette requise;

Considérant qu'une largeur de quatre mètres s'indique pour permettre la cohabitation harmonieuse des piétons avec les cyclistes;

Considérant que la création de ce chemin se révèle indispensable à l'amélioration de la mobilité et de la sécurité des usagers des transports en commun;

Vu les articles 28 et 28bis de la loi du 10 avril 1841 sur les chemins vicinaux;
Attendu que le Service Technique de la Voirie a confectionné un Plan Général d'Alignement visant à officialiser et redresser le chemin;
Attendu que seul le Conseil Communal peut décider, après enquête publique, de décréter un Plan Général d'Alignement;
Attendu que ce projet de Plan Général d'Alignement fut soumis à enquête publique du 21 novembre au 21 décembre 2022;
Attendu qu'une seule réclamation fut reçue durant l'enquête, dont les remarques ou suggestions qu'elle comporte peuvent être résumées et analysées comme suit:

- Il est regretté que "le plan ne rend compte que très partiellement du relief présent", ce qui est corrigé sur le projet, où les courbes de niveau apparaissent désormais;
- Il est estimé que l'abribus "gagnerait donc à être reculé (...), ce qui permettrait de mieux aménager l'arrivée du sentier" et "d'éviter de couvrir une portion supplémentaire du Geleytsbeek", alors que le repositionnement de l'abribus sera effectivement étudié lors de la demande de permis d'urbanisme, tout en veillant à limiter la couverture du cours d'eau;
- Il est estimé que le déplacement du sentier contre la clôture "demanderait d'importants travaux de terrassement et l'édification d'une paroi verticale pour reprendre le dénivelé" et "cela condamnerait la végétation qui masque actuellement le parking", alors que le dénivelé maximum du chemin existant par rapport à la propriété riveraine est inférieur au mètre et ne devrait donc pas nécessiter d'ouvrage de soutènement important ;
- Il est estimé "plus intéressant de préserver le tracé actuel du chemin et de mieux aménager son arrivée à l'abribus en un espace plus grand pour permettre à une plus grande foule d'attendre le bus (...)", alors que l'amélioration de l'accessibilité fera effectivement partie des contraintes de l'étude de réaménagement pour lequel un permis d'urbanisme sera sollicité;
- Il est craint que le revêtement du sentier modifie le régime de ruissellement des eaux pluviales et il est estimé qu'une étude hydrologique semble nécessaire, alors que ce ruissellement n'est pas géré actuellement et fera donc partie des points d'attention du réaménagement;

Attendu que, sur suggestion du service de l'Environnement, en charge de la gestion des cours d'eau, les parcelles cadastrées E/236p et E/236f dans leur entièreté ainsi qu'une partie de la parcelle E/237f2, ont été ajoutées à l'emprise initiale afin de constituer un domaine public d'un seul tenant plus facile à gérer; en effet, toutes ces parcelles sont actuellement à l'état de bandes de terrain vague inutilisables par leur propriétaire à cause de leur configuration, à savoir leur largeur de maximum deux mètres et leur enclavement entre deux domaines publics, le cours d'eau au sud et la chaussée de Saint-Job au nord;

Vu les articles 27 et 28 de la loi du 10 avril 1841 sur les chemins vicinaux;

Vu les circulaires ministérielles des 30 mars 1907 et 25 octobre 1908 relatives à l'élaboration et à l'approbation des plans généraux d'alignement;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Décide:

- d'approuver définitivement le projet de Plan Général d'Alignement destiné à créer un chemin vicinal large de quatre mètres accessible aux piétons et cyclistes entre la chaussée de Saint-Job et la rue Geleytsbeek;
- de soumettre le Plan Général d'Alignement à l'approbation du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale;
- en cas d'approbation par le Gouvernement, d'attribuer à ce chemin vicinal le numéro 150, dans la continuité de la numérotation de l'Atlas des Communications Vicinales.

Le Conseil approuve le point.
35 votants : 35 votes positifs.

**Creatie van een buurtweg tussen de Sint-Jobsesteenweg en de Geleytsbeekstraat.-
Definitieve goedkeuring.**

De Raad,

Overwegende dat veel gebruikers van het openbaar vervoer gebruik maken van de bushalte Hellevelt, gelegen tussen de nummers 273 en 281 van de Sint-Jobsesteenweg, waaronder leerlingen van het Lycée Français Jean Monnet;

Overwegende dat een deel van deze gebruikers de bebouwde percelen tussen de Sint-Jobsesteenweg en de Geleytsbeekstraat doorkruist om deze laatste te bereiken;

Overwegende dat twee officiële paden dit mogelijk maken: enerzijds een pad van 2 meter breed, waarvan 1,40 meter verhard, dat ongeveer naar de overkant van de Waterkasteelstraat loopt, en anderzijds een pad van slechts 1,20 meter breed, maar volledig verhard, dat langs de Geleytsbeekstraat nr. 63 en de Sint-Jobsesteenweg nr. 291 loopt;

Overwegende dat de doorgang van tweewielers verboden is op deze twee voetpaden, die door houten zigzagdoorgangen worden versperd;

Overwegende dat een derde voetgangerspad spontaan is ontstaan op de kadastrale percelen E/237E2 en 237F2, beide eigendom van de NV Seconim, die ze in haar patrimonium behield na de bouw van de gebouwen op de nummers 271 en 273 van de Sint-Jobsesteenweg;

Overwegende dat de twee officiële voetpaden veel minder druk worden bezocht dan het derde pad dat naar bushalte Hellevelt leidt, waarschijnlijk vanwege hun smalheid en het feit dat zij naar de bushalte moeten lopen op het zuidelijke trottoir van de Sint-Jobsesteenweg, dat vrij smal en veel minder comfortabel en veilig dan het trottoir van de Geleytsbeekstraat;

Overwegende dat dit spontane pad in zijn huidige configuratie reeds zeer duidelijk zichtbaar was op de luchtfoto van 1953, niet meer zichtbaar was op de luchtfoto van 1971, maar vanaf de foto van 1977 tot heden opnieuw duidelijk en zonder onderbreking zichtbaar is;

Overwegende dat het algemeen nut van deze weg dus niet meer aangetoond moet worden;

Gelet op de terugkerende verzoeken van burgers die de gemeente vragen dit pad te bekleden en te onderhouden, wat zij niet kan doen zonder het vooraf officieel te maken;

Overwegende dat het Lycée Français ook heeft gewezen op het belang van dit pad voor het schoolverkeer;

Overwegende dat het gebruik van de fiets zich weliswaar ontwikkelt, maar geen van de twee officiële paden een fietsverbinding met de Sint-Jobsesteenweg mogelijk maakt, waardoor fietsers meer dan 300 meter moeten afleggen naar een van de twee uiteinden van de Geleytsbeekstraat, waarvan de bestrating momenteel niet geschikt is;

Overwegende dat, door het bestaan van dit spontane pad te erkennen, het recht te trekken en het te verbreden, een aantrekkelijke en comfortabele verbinding kan worden geboden voor zowel voetgangers als fietsers;

Overwegende dat de huidige bedding van het pad, dat de twee percelen van onderneming Seconim doorkruist om schuin en hinderlijk achter het bushokje uit te komen, er baat bij zou hebben als het pad recht wordt gemaakt en aansluit op de perceelsgrens zodat de oppervlakte van de doorgang op het perceel van Seconim wordt verkleind;

Overwegende dat er gesprekken gaande zijn met het bedrijf dat eigenaar is van de percelen om de vereiste bedding te verwerven;

Overwegende dat een breedte van vier meter is aangegeven voor een harmonieus

gebruik door voetgangers en fietsers;

Overwegende dat de creatie van deze weg essentieel is voor de verbetering van de mobiliteit en de veiligheid van de gebruikers van het openbaar vervoer;

Gelet op artikels 28 en 28bis van de wet van 10 april 1841 over de buurtwegen;

Overwegende dat de Technische Wegendienst een algemeen rooilijnplan heeft opgesteld om het pad officieel te maken en recht te trekken;

Overwegende dat enkel de gemeenteraad, na een openbaar onderzoek, kan beslissen en algemeen rooilijnplan vast te stellen;

Overwegende dat dit ontwerp van het algemeen rooilijnplan werd onderworpen aan een openbaar onderzoek 21 november tot 21 december 2022;

Overwegende dat er tijdens het onderzoek slechts één klacht werd ontvangen, waarvan de opmerkingen of suggesties als volgt kunnen worden samengevat en geanalyseerd:

- Het wordt betreurd dat "het plan slechts zeer gedeeltelijk de huidige topografie weergeeft", wat is gecorrigeerd in het ontwerp, waar de hoogtelijnen nu verschijnen;
- Men is van mening dat het schuilhokje "er dus baat bij zou hebben om naar achteren te worden verplaatst (...), waardoor de aankomst van het voetpad beter zou kunnen worden aangelegd" en "voorkomen zou worden dat een extra stuk van de Geleytsbeek wordt overdekt", terwijl de verplaatsing van het schuilhokje wel degelijk zal worden bestudeerd tijdens de aanvraag van de bouwvergunning, waarbij erop zal worden gelet dat de overkapping van de waterloop wordt beperkt;
- Men is van mening dat het verplaatsen van het pad tegen de omheining "grote grondwerken en de oprichting van een verticale muur zou vereisen om het niveauverschil op te vangen" en "dit zou de vegetatie vernietigen die momenteel de parking maskeert", terwijl het maximale niveauverschil van het bestaande pad ten opzichte van het aangrenzende eigendom minder dan één meter bedraagt en dus geen grote grondwerken zou vereisen;
- Het wordt "interessanter geacht om het huidige tracé van het pad te behouden en de inrichting van de aankomst bij het schuilhokje te verbeteren door een grotere ruimte te creëren zodat een groter publiek op de bus kan wachten (...)", terwijl het verbeteren van de toegankelijkheid inderdaad een van de beperkingen zal zijn van de herinrichtingsstudie waarvoor een bouwvergunning zal worden aangevraagd;
- Er wordt gevreesd dat de bekleding van het pad de afvoer van regenwater zal veranderen en dat een hydrologische studie noodzakelijk lijkt, terwijl deze afvoer momenteel niet wordt beheerd en daarom een van de aandachtspunten bij de herinrichting zal zijn;

Aangezien dat, op voorstel van de Milieudienst, belast met het beheer van de waterlopen, alle percelen gekadastreerd E/236p en E/236f, evenals een deel van perceel E/237f2, werden toegevoegd aan de oorspronkelijke inneming om één openbaar domein te creëren dat gemakkelijker te beheren is; al deze percelen zijn momenteel immers braakliggende stukken grond die voor hun eigenaars onbruikbaar zijn wegens hun configuratie, namelijk hun maximale breedte van twee meter en hun ligging tussen twee openbare ruimtes, de waterloop in het zuiden en de Sint-Jobsesteenweg in het noorden;

Gelet op artikel 27 en 28 van de wet van 12 april 1841 over de buurtwegen;

Gelet op de ministeriële omzendbrieven van 30 maart 1907 en 25 oktober 1908 betreffende de opmaak en de goedkeuring van algemene rooilijnplannen;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Beslist:

- het ontwerp van het algemeen rooilijnplan voor de aanleg van een buurtweg van vier meter breed voor voetgangers en fietsers tussen de Sint-Jobsesteenweg en de Geleytsbeekstraat definitief goed te keuren;
- het algemeen rooilijnplan ter goedkeuring voor te leggen aan de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
- in geval van goedkeuring door de regering aan deze buurtweg het nummer 150 toe te kennen in overeenstemming met de nummering in de Atlas der Buurtwegen.

De Raad keurt het punt goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

Sentier_Hellevelt_projét_alignement_+Saint-Job_19-09-2023.pdf

Mobilité - Mobiliteit

28.09.2023/A/0012 **Police de la circulation routière - règlement général complémentaire – abrogations et nouvelles dispositions.**

Le Conseil,

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 3 de l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative aux règlements complémentaires sur la circulation routière et sur la pose et le coût de la signalisation routière;

Vu l'article 60 et suivants de l'Arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique;

Vu l'Arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière ;

Considérant la circulaire ministérielle du 14 novembre 1977 relative aux règlements complémentaires et au placement de la signalisation routière;

Considérant que les mesures prévues ci-après concernent la voirie communale et/ou régionale;

Abrogations :

Article 5 : Arrêt et stationnement (signaux routiers)

Art.5.6. Stationnement limité dans le temps

Art.5.6.1. Le stationnement est limité dans le temps sur les voies ci-après. La mesure est matérialisée par des signaux du type E9 complétés par un panneau additionnel portant la mention adéquate.

Art.5.6.1.4. Avenue du Lycée Français, 8, lundi au vendredi de 7h45 à 8h30 (30m);

Art.5.7. Stationnement payant

Art.5.7.5. Le stationnement est payant sur les zones de livraisons dans les voiries suivantes. La mesure est matérialisée par des signaux E9a portant la mention « PAYANT » et éventuellement les horaires, complétés par un panneau informatif « Forfait 100 euro excepté livraisons » avec le pictogramme d'un camion avec hayon ouvert.

Art.5.7.5.16. Avenue Ilya Prigogine, 4, lundi au samedi de 6h à 14h (12m);

Art.5.9. Stationnement réservé

Art.5.9.1. Le stationnement est réservé, dans les endroits suivants, à certaines catégories de véhicules: Personnes handicapées. La mesure est matérialisée par des

signaux E9a complétés par un panneau additionnel sur lequel est reproduit le symbole d'une chaise roulante pour personnes handicapées.

Art.5.9.1.9. Rue Jean Ballegeer, 9 (6m);

Nouvelles dispositions :

Article 1 : Interdictions et restrictions de circulation.

Art.1.1. Sens interdit

Art.1.1.2. Il est interdit à tout conducteur de circuler sur les voies ci-après, dans le sens et sur le tronçon indiqué en regard de chacune d'elles, sauf pour les cyclistes. La mesure est matérialisée par le signal C1 complété par le panneau M2 ainsi que le F19 complété par le panneau M4.

Art.1.1.2.13. Avenue des Alisiers, de l'avenue des Sophoras vers l'avenue des Hospices;

Art.1.1.2.14. Avenue des Sophoras, de l'avenue des Hospices vers l'avenue des Alisiers;

Article 4 : Canalisation de la circulation

Art.4.1. Ilot directionnel et zone d'évitement

Art.4.1.2. Une zone d'évitement est tracée sur les voies suivantes. La mesure est matérialisée par les marques de couleur blanche prévues à l'art. 77.4. de l'A.R.

Art.4.1.2.138. Rue de la Primevère, 11 (1-3m);

Art.4.1.2.139. Rue des Trois Arbres, 85 (1-3m);

Article 5 : Arrêt et stationnement (signaux routiers)

Art.5.1. Stationnement est interdit (interdiction générale)

Art.5.1.1. Le stationnement est interdit sur les voies ou tronçons de voies suivantes. La mesure sera matérialisée par des signaux E1, éventuellement complétés par un panneau additionnel portant la mention limitative prévue dans chaque cas.

Art.5.1.1.4. Place Homère Goossens, dimanche de 6h à 15h30;

Art.5.1.1.5. Parvis Saint-Pierre, de la rue du Doyenné à la rue Xavier De Bue, dimanche de 6h à 15h30;

Art.5.6. Stationnement limité dans le temps

Art.5.6.1. Le stationnement est limité dans le temps sur les voies ci-après. La mesure est matérialisée par des signaux du type E9 complétés par un panneau additionnel portant la mention adéquate.

Art.5.6.1.7. Avenue du Lycée Français, 8, lundi au vendredi de 7h45 à 8h30, 10min (20m);

Art.5.7. Stationnement payant

Art.5.7.5. Le stationnement est payant sur les zones de livraisons dans les voiries suivantes. La mesure est matérialisée par des signaux E9a portant la mention « PAYANT » et éventuellement les horaires, complétés par un panneau informatif « Forfait 100 euro excepté livraisons » avec le pictogramme d'un camion avec hayon ouvert.

Art.5.7.5.20. Avenue Ilya Prigogine, 4, lundi au samedi de 6h à 14h (18m);

Art.5.9. Stationnement réservé

Art.5.9.1. Le stationnement est réservé, dans les endroits suivants, à certaines catégories de véhicules: Personnes handicapées. La mesure est matérialisée par des signaux E9a complétés par un panneau additionnel sur lequel est reproduit le symbole d'une chaise roulante pour personnes handicapées.

Art.5.9.1.70. Rue des Carmélites, 116 (6m);

Art.5.9.1.71. Avenue d'Homborchveld, 85 (6m);

Article 10 : Dispositions finales

Art.10.1. La signalisation prévue ci-dessus sera placée conformément aux dispositions de l'Arrêté Royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique et de l'Arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière.

Art.10.2. Le présent règlement sera soumis à l'approbation du Ministre de la Mobilité, après avis de la Commission Consultative pour la Circulation Routière, conformément à l'article 3 de l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative aux règlements complémentaires sur la circulation routière, la pose et le coût de la signalisation routière,

Décide :
d'approuver les mesures susmentionnées.

Le Conseil approuve le point.
35 votants : 35 votes positifs.

Politie op het wegverkeer algemeen bijkomend reglement – intrekkingen en nieuwe bepalingen.

De Raad,

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;
Gelet op artikel 3 van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de aanvullende reglementen op het wegverkeer en de plaatsing en bekostiging van de verkeerstekens;
Gelet op artikel 60 e.v. van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg;
Gelet op het ministerieel besluit van 11 oktober 1976 houdende de minimum afmetingen en de bijzondere plaatsingsvoorwaarden van de verkeerstekens;
Overwegende de ministeriële omzendbrief van 14 november 1977 betreffende de aanvullende reglementen en de plaatsing van verkeerstekens;
Overwegende dat de hierna voorziene maatregelen gemeentewegen en/of gewestwegen betreffen;

Intrekkingen :

Artikel 5 : Stilstaan en parkeren (verkeersborden)

Art.5.6. Parkeren beperkt in tijd

Art.5.6.1. Het parkeren is beperkt in tijd op de volgende wegen. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door de verkeersborden van het type E9 aangevuld door een onderbord met de geschikte vermelding.

Art.5.6.1.4. Frans Lyceumlaan, 8, maandag tot vrijdag van 7u45 tot 8u30 (30m);

Art.5.7. Betalend parkeren

Art.5.7.5. Het parkeren is betalend op de leveringszones op de volgende wegen. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door verkeersborden E9a met de vermelding «BETALEND» en eventueel een tijdsvenster aangevuld door een informatiebord "Forfait 100 euro uitgezonderd leveringen" met een pictogram van een vrachtwagen met een open laadklep.

Art.5.7.5.16. Ilya Prigoginelaan, 4, maandag tot zaterdag van 6u tot 14u (12m);

Art.5.9. Parkeren voorbehouden

Art.5.9.1. Het parkeren is voorbehouden op de volgende plaatsen voor bepaalde categorieën voertuigen: Personen met een handicap. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door verkeersborden E9a aangevuld met een onderbord waarop het symbool van een rolstoel voor personen met een handicap afgebeeld is.

Art.5.9.1.9. Jean Ballegeerstraat, 9 (6m);

Nieuwe bepalingen :

Artikel 1 : Verkeersverbod en -beperking.

Art.1.1. Verboden richting

Art.1.1.2. Het is voor iedere bestuurder verboden te rijden op de onderstaande wegen, in de richting en weggedeelte zoals aangegeven op deze wegen, behalve voor fietsers. Deze maatregel wordt kenbaar gemaakt met het verkeersbord C1 aangevuld met het bord M2 alsook F19 aangevuld met het bord M4.

Art.1.1.2.13. Meelbessenlaan, van de Sophoraslaan naar de Godshuizenlaan;

Art.1.1.2.14. Sophoraslaan, van de Godshuizenlaan naar de Meelbessenlaan;

Artikel 4 : Kanaliseren van het verkeer

Art.4.1. Verkeersgeleider en verdrijvingsvlak

Art.4.1.2. Een verdrijvingsvlak wordt aangebracht op de volgende wegen. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door witte strepen, conform artikel 77.4. van het K.B.

Art.4.1.2.138. Sleutelbloemstraat, 11 (1-3m);

Art.4.1.2.139. Drie Bomenstraat, 85 (1-3m);

Artikel 5 : Stilstaan en parkeren (verkeersborden)

Art.5.1. Parkeerverbod (algemeen verbod)

Art.5.1.1. Het parkeren is verboden op de volgende wegen of straatsectie. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door verkeersborden E1, eventueel aangevuld door een onderbord met de beperkende bemerking.

Art.5.1.1.4. Homère Goossensplein, zondag van 6u tot 15u30;

Art.5.1.1.5. Sint-Pietersvoorplein, van de Dekenijstraat tot de Xavier de Buestraat, zondag van 6u tot 15u30;

Art.5.6. Parkeren beperkt in tijd

Art.5.6.1. Het parkeren is beperkt in tijd op de volgende wegen. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door de verkeersborden van het type E9 aangevuld door een onderbord met de geschikte vermelding.

Art.5.6.1.7. Frans Lyceumlaan, 8, maandag tot vrijdag van 7u45 tot 8u30, 10min (20m);

Art.5.7. Betalend parkeren

Art.5.7.5. Het parkeren is betalend op de leveringszones op de volgende wegen. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door verkeersborden E9a met de vermelding «BETALEND» en eventueel een tijdsvenster aangevuld door een informatiebord "Forfait 100 euro uitgezonderd leveringen" met een pictogram van een vrachtwagen met een open laadklep.

Art.5.7.5.20. Ilya Prigoginelaan, 4, maandag tot zaterdag van 6u tot 14u (18m);

Art.5.9. Parkeren voorbehouden

Art.5.9.1. Het parkeren is voorbehouden op de volgende plaatsen voor bepaalde categorieën voertuigen: Personen met een handicap. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door verkeersborden E9a aangevuld met een onderbord waarop het symbool van een rolstoel voor personen met een handicap afgebeeld is.

Art.5.9.1.70. Karmelietenstraat, 116 (6m);

Art.5.9.1.71. Homborchveldlaan, 85 (6m);

Artikel 10 : Slotbepalingen

Art.10.1. De hierboven voorziene signalisatie wordt geplaatst conform de bepalingen van het K.B. van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg en het M.B. van 11 oktober 1976 waarbij de minimum afmetingen en de bijzondere plaatsingsvoorwaarden van de verkeerstekens worden bepaald.

Art.10.2. Het onderhavige reglement wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de Minister van Mobiliteit, na advies van de Raadgevende Commissie voor het Wegverkeer, conform artikel 3 van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de aanvullende reglementen op het wegverkeer en de plaatsing en bekostiging van de verkeerstekens,

Beslist:

de bovenvermelde maatregelen goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.
35 stemmers : 35 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen
2023 09 28_Cc_Note explicative.pdf, 2023 09 28_Cc_Annexes.pdf

28.09.2023/A/0013 **Composition Conseil Consultatif Communal des Modes Actifs - 2023-2026.**

Le Conseil,
Vu l'article 2 du Règlement du Conseil Consultatif des Modes Actifs approuvé par le Conseil Communal le 23 mai 2019;
Vu l'article 3 du Règlement du Conseil Consultatif des Modes Actifs approuvé par le Conseil Communal le 23 mai 2019;
Considérant la volonté du Collège d'introduire une forme de participation citoyenne dans le processus décisionnel communal;
Considérant l'appel public aux candidatures lancé par la commune du 1er février au 28 février 2023 via les canaux de communications habituels (site web de la commune, Wolvendael);
Considérant que le nombre total de candidatures réceptionnées est de 7,
Décide d'approuver la nomination de Patricia Duvieusart, Pauline Lemaire, Martine Volon, Catherine Spanoghe, Alessandra Biebuyck, Michel Derville, Maxime Dahan au Conseil Communal des Modes Actifs pour un mandat de trois ans.

Le Conseil approuve le point.
35 votants : 35 votes positifs.

Samenstelling van de Gemeentelijke adviesraad voor actieve verplaatsingswijzen - 2023-2026.

De Raad,
Gelet op artikel 2 van het reglement van de Adviesraad voor actieve verplaatsingswijzen, goedgekeurd door de gemeenteraad op 23 mei 2019;
Gelet op artikel 3 van het reglement van de Adviesraad voor actieve verplaatsingswijzen, goedgekeurd door de gemeenteraad op 23 mei 2019;
Overwegende de wens van het college om een vorm van burgerinspraak in te voeren in het gemeentelijk beslissingsproces;
Overwegende de openbare oproep tot kandidaatstelling, gelanceerd door de gemeente van 1 februari tot 28 februari 2023 via de gebruikelijke communicatiekanalen (website van de gemeente, Wolvendael);
Overwegende dat er in totaal 7 candidatures ingediend werden,
Beslist de benoeming van Patricia Duvieusart, Pauline Lemaire, Martine Volon, Catherine Spanoghe, Alessandra Biebuyck, Michel Derville, Maxime Dahan voor de Gemeentelijke adviesraad voor actieve verplaatsingswijzen goed te keuren, voor een mandaat van drie jaar.

De Raad keurt het punt goed.
35 stemmers : 35 positieve stemmen.

10 annexes / 10 bijlagen
2023 02 26 -Formulaire_CCCMA_Patricia Duvieusart R.pdf, 2023 02

*28_Formulaire_CCCMA_Maxime Dahan.pdf, 2023 02 26 -
Formulaire_CCCMA_Patricia Duvieusart V.pdf, Règlement du Conseil Consultatif
Communal des Modes Actifs_nl.pdf, Règlement du Conseil Consultatif Communal des
Modes Actifs.pdf, 2023 02 17_Formulaire_CCCMA_Michel Derville.pdf, 2023 02
01_Formulaire_CCCMA_Pauline Lemaire.pdf, 2023 02
02_Formulaire_CCCMA_Martine Volon.pdf, 2023 02
13_Formulaire_CCCMA_Catherine Spanoghe.pdf, 2023 02
16_Formulaire_CCCMA_Alessandra Biebuyck-Van Innis.pdf*

*Bernard Hayette entre en séance / treedt in zitting.
Odile Margaux entre en séance / treedt in zitting.
Nicolas Clumeck entre en séance / treedt in zitting.
Hans Marcel Joos Van de Caeter entre en séance / treedt in zitting.
Patrick Zygas entre en séance / treedt in zitting.
Blaise Godefroid quitte la séance / verlaat de zitting.*

28.09.2023/A/0014 **Plan Communal de Mobilité - Approbation du rapport final**

Le Conseil,

Vu l'Ordonnance du 26 juillet 2013 instituant un cadre en matière de planification de la mobilité et modifiant diverses dispositions ayant un impact en matière de mobilité;

Considérant que cette Ordonnance :

- vise à assurer une cohérence dans les stratégies et projets de mobilité aux échelles régionale et communale;
- impose l'élaboration d'un Plan Communal de Mobilité et en définit les modalités (cf. section 3 de l'Ordonnance précitée);

Vu le Plan Régional de Mobilité 2020-2030, approuvé en 3ème lecture par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale le 25 mars 2021;

Considérant que le Plan Communal de Mobilité :

- a été réalisé par la Commune d'Uccle avec l'aide du bureau d'étude Traject;
- a été suivi par le Comité d'accompagnement regroupant des représentants de différents services communaux, des membres du Collège des Bourgmestre et Echevins, des services de police, des représentants des différentes sociétés de transport public et des services de mobilité de la Région;
- a été alimenté par les contributions des différents comités de quartiers ainsi que par des contributions des associations porteuses de projets liés à la mobilité communale;
- a été alimenté par les résultats de trois ateliers de participation (cf. infra) qui ont eu lieu les 10 juin et 26 octobre 2021 ainsi qu'en date du 19 mars 2022;
- a fait l'objet d'une enquête publique du 26 mai au 31 août 2023 inclus;

Considérant que les phases 1 (diagnostic) et 2 (objectifs stratégiques) pour les trois axes de travail précités ont été présentées au grand public en date du lundi 10 mai 2021, et que cette présentation s'est faite en ligne afin de pouvoir faire participer le plus grand nombre possible de citoyens en tenant compte des mesures sanitaires en vigueur en mai 2021;

Considérant que simultanément au lancement de la phase 1 (diagnostic), la Commune d'Uccle a mis en ligne l'espace dédié au Plan Communal sur la plateforme participative fédérale <https://uccle.monopinion.belgium.be>;

Considérant que le site internet de la Commune d'Uccle a été adapté et qu'un onglet « Plan Communal de Mobilité » a été ajouté aux pages liées à la mobilité à Uccle, ceci dans le but de publier la présentation du 10 mai 2021 et de la rendre accessible à toute personne n'ayant pas pu participer à la réunion;

Considérant qu'une enquête publique en ligne s'est tenue entre le 10 mai et le 10 juin 2021 et que celle-ci a récolté 1014 contributions développées dans la phase 1

(diagnostic);

Considérant qu'une communication via toutes-boîtes a été organisée en juin 2021 afin d'annoncer le lancement du Plan Communal de Mobilité ainsi que de présenter la structure de ce dernier auprès de tous les citoyens de la Commune d'Uccle;

Considérant qu'afin d'alimenter le travail de la Commune et du bureau d'étude, des ateliers informatifs et participatifs ont été organisés pour les trois phases;

Considérant que ces ateliers ont été communiqués par le biais d'affiches apposées dans les quartiers concernés, sur le site web de la Commune et sur les réseaux sociaux;

Considérant qu'afin d'organiser au mieux les ateliers, il était demandé aux participants de s'inscrire au préalable, une invitation étant envoyée à la suite de l'inscription;

Considérant que ces trois ateliers de participation ont eu lieu les 10 juin et 26 octobre 2021 ainsi qu'en date du 19 mars 2022;

Considérant que deux de ces ateliers se sont tenus en ligne afin de pouvoir faire participer le plus grand nombre possible de citoyens en tenant compte des mesures sanitaires en vigueur en mai 2021;

Considérant que la Commune a organisé deux ateliers urbains dans les quartiers du Homborch et Zwartebeek le 9 juillet 2022;

Considérant qu'afin d'alimenter le travail de la Commune et du bureau d'étude, les collectifs et associations suivants ont été rencontrés : le Conseil Consultatif Communal de la Personne en Situation de Handicap (C.C.C.P.S.H.) le 28 mars 2022, l'Association des Comités de Quartiers Ucclois (A.C.Q.U.) le 2 juin 2022, le Conseil Consultatif Communal des Modes Actifs (C.C.C.M.A.) le 2 juin 2022, le Conseil Consultatif des Aîné.e.s Ucclois (C.C.A.U.) le 14 juin 2022 ainsi que le GRACQ et l'asbl MautoDéfense;

Considérant qu'afin de compléter le travail de la Commune et du bureau d'étude ont été recueillies les contributions de différents comités de quartier;

Vu la présentation des phase 1 et 2 auprès des membres du Conseil Communal le 7 juin 2022;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et échevins en séance du 1er février 2022 d'approuver la phase 1;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et échevins en séance du 26 juillet 2022 d'approuver la phase 2;

Considérant que le plan d'actions vise à atteindre les objectifs fixés dans la phase 2 du Plan Communal de Mobilité;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et échevins en séance du 2 mai 2023 d'approuver la phase 3;

Considérant que le plan d'actions vise à atteindre les objectifs fixés dans la phase 2 du Plan Communal de Mobilité;

Considérant que les actions proposées tiennent compte des différents avis et remarques récoltés lors d'ateliers et rencontres avec les habitants, comités de quartier et autres associations tout au long de l'élaboration des phases 1 et 2;

Considérant que le plan d'actions (phase 3) a été présenté :

- en séance du Collège des Bourgmestre et échevins en date du 22 décembre 2022;
- au comité d'accompagnement en date du 27 avril 2023;
- lors d'une réunion spécifique avec les membres du Conseil Communal le 16 mai 2023;

- aux citoyens Ucclois lors de trois réunions les 23, 30 et 31 mai 2023;

Considérant qu'un courrier toutes-boîtes a été distribué sur l'ensemble du territoire ucclois pour annoncer l'organisation de l'enquête publique sur le projet de Plan Communal de Mobilité, et la tenue des séances d'information;

Vu que, conformément à l'article 15, § 5 de l'Ordonnance du 26 juillet 2013 précitée, le projet de Plan Communal de Mobilité et le rapport sur les incidences environnementales ont été soumis à une enquête publique de 60 jours qui s'est

déroulée du 26 mai au 31 juillet 2023 inclus;

Considérant que la communication sur l'enquête publique s'est faite à travers :

- un courrier toutes-boîtes distribué sur l'ensemble du territoire communal au mois de mai 2023;
- une publication dans le journal communal Wolvendael Magazine;
- une publication dans l'onglet actualité sur le site internet de la Commune;
- une publication sur différents réseaux sociaux;

Considérant que les diverses formalités requises ont été respectées, notamment :

- l'affichage de l'avis d'enquête publique à la maison communale au plus tard le troisième jour avant le début de cette enquête;
- la durée de 60 jours dont au minimum la moitié se situant en dehors des périodes de vacances;
- les modalités de récolte des avis, remarques et observations par déposition transcrite, voie postale ou courrier électronique;
- le dépôt des documents du projet de Plan Communal de Mobilité aux fins de consultation par le public à la maison communale pendant toute la durée de l'enquête publique ainsi que la publication de ces mêmes documents concomitamment sur le site internet de la commune;

Considérant que 652 réactions ont été introduites dans le délai de l'enquête publique;

Considérant que les réclamations, avis et observations émises sont résumés dans le procès-verbal repris en annexe;

Considérant que les services communaux ont réceptionné dans le délai imparti l'avis des administrations et instances suivantes :

- Bruxelles Mobilité;
- perspective.brussels;
- Bruxelles Environnement;
- la zone de police Uccle/Watermael-Boitfort/Auderghem;
- la STIB;
- la SNCB;

Considérant que les services communaux ont réceptionné dans le délai imparti l'avis des communes limitrophes suivantes :

- la Commune de Rhode Saint-Genèse;
- la Commune de Forest;
- la commune d'Ixelles;
- la Ville de Bruxelles;

Considérant qu'à la suite des réclamations, avis et demandes reçues, il est proposé d'apporter au Plan Communal de Mobilité les modifications reprises en annexe,

Décide :

- d'approuver le procès-verbal repris en annexe reprenant les résultats de l'enquête publique et le détail des modifications au Plan Communal de Mobilité;
- d'adopter le Plan Communal de Mobilité adapté suite aux remarques pertinentes émises par les citoyens lors de l'enquête publique et aux remarques émises par les institutions, instances et communes limitrophes;
- de transmettre le Plan Communal de Mobilité adapté au Gouvernement de la Région de Bruxelles Capitale pour approbation conformément à l'article 16 de l'Ordonnance du 26 juillet 2013 précitée.

***M. le Bourgmestre** se réjouit de voir aboutir l'élaboration du Plan communal de mobilité (PCM), point très important de la législature qui figurait dans la Déclaration de politique générale.*

Quoique la mobilité soit une thématique souvent génératrice de débats houleux, M. le Bourgmestre a bon espoir que ce débat-ci sera serein car le plan élaboré, qui n'est en aucune manière un plan « Good Move bis », est équilibré, non dogmatique, et prend en compte autant les réalités ucloises que l'évolution des comportements en matière de mobilité. À cet égard, la déception que ne manqueront

pas de manifester les extrémistes de tous bords est un signe de la pertinence de ce plan.

Ce plan a déjà fait l'objet d'un large débat démocratique, puisque les échanges ont pu avoir lieu durant deux mois alors qu'ils se sont limités à un mois pour le plan précédent, élaboré en 2006.

M. le Bourgmestre remercie les conseillers qui ont déposé des amendements, car ceux-ci vont permettre de nourrir la réflexion.

Il remarque également que, conformément à la demande légitime des citoyens, ce plan accorde une grande importance à la sécurité routière, notamment aux abords des écoles.

***M. l'Echevin Wyngaard** précise que la crise du covid a rendu parfois plus complexe la mise en œuvre de la participation citoyenne, étant donné que certains ateliers ont dû parfois être organisés sur le mode virtuel.*

Ce plan s'inscrit dans une vision à long terme, en l'occurrence dans une perspective d'une dizaine d'années, voire davantage eu égard au fait que le plan précédemment en vigueur a été établi en 2006.

M. l'Echevin Wyngaard ne prétend nullement que ce plan soit parfait, et ce d'autant plus qu'il s'avère le fruit d'un compromis. Il intègre toutefois l'accélération des changements de comportement dans le domaine des transports, attestée par les données statistiques communiquées chaque année.

En réalité, on observe un véritable changement de paradigme : les piétons et les cyclistes sont désormais au cœur des préoccupations, avec un accent particulier mis sur la sécurité routière.

Mais le Collège n'a pas attendu le Plan communal de mobilité pour prendre des mesures fortes en la matière : depuis 5 ans, il a adopté toute une série de dispositions visant à favoriser la mobilité douce et à garantir un partage plus équilibré de l'espace public, conformément aux principes énoncés dans la Déclaration de politique générale.

L'enquête publique s'est déployée sur plus de deux mois (juin et juillet). En dépit des quelques critiques émises quant à la période choisie, force est de constater que la mobilisation a été forte, puisque plus de 650 contributions ont été émises. La période retenue, moins chargée sur le plan professionnel pour de nombreux citoyens, n'a pas constitué un frein, puisque la plupart des contributions sont parvenues au mois de juillet.

Le Collège s'est engagé à prendre en compte les remarques formulées au cours de l'enquête publique. Le document mentionne de façon explicite les différentes contributions, qui sont parfois contradictoires vu que les citoyens n'ont pas nécessairement tous le même avis sur un sujet déterminé.

La proposition de sens unique sur un tronçon de la rue Edith Cavell, qui avait été formulée par le bureau d'études afin de sécuriser les abords de l'école limitrophe, constitue le point ayant fait l'objet de la plus forte mobilisation de la part des citoyens.

Cette proposition a été rejetée à la quasi-unanimité : sur les 200 contributions émises sur le sujet, seules 5 ou 6 y sont favorables.

De même, la direction de l'école Notre-Dame des Champs a sondé son propre personnel ainsi que les parents d'élèves, et la proposition y a aussi été rejetée, à une majorité des deux tiers pour ce qui concerne les parents.

C'est la raison pour laquelle cette proposition a été largement remaniée.

La priorité est maintenue dans le secteur Cavell-Floride, en raison du soutien dont elle a bénéficié au cours de l'enquête publique en dépit de quelques avis négatifs. Comme pour d'autres mesures du Plan communal de mobilité, la proposition se prononce en faveur de la mise en œuvre d'un test, en concertation avec les habitants.

La situation du Parvis Saint-Pierre est le second sujet à avoir suscité la mobilisation des citoyens. Les avis quant au sort à réserver au Parvis Saint-Pierre sont beaucoup plus partagés que ceux émis pour la rue Edith Cavell.

Les commerçants ont exprimé des craintes, de même que les riverains de la rue des Fidèles et de la rue Verhulst, qui redoutent un report du trafic dans leur voirie.

Certains citoyens sont favorables à la piétonnisation partielle du Parvis Saint-Pierre mais se montrent dubitatifs à l'égard des scénarios proposés.

Tout en demeurant convaincu de la nécessité d'améliorer l'espace public autour du Parvis Saint-Pierre, le Collège souhaite approfondir le dialogue, afin d'aboutir à un scénario qui recueille l'adhésion la plus large possible.

Il y a eu beaucoup de réactions par rapport au tronçon de la chaussée de Saint-Job situé entre le rond-point de Wanzin et la place de Saint-Job. Les habitants qui se sont exprimés ont souligné la nécessité de prendre des mesures afin de réduire le danger potentiel.

M. l'Echevin Wyngaard évoque encore le lancement d'une étude d'axes pour le tronçon Calevoet-Wolvendael du Dieweg, l'attention accordée au désencombrement des trottoirs ainsi que l'énumération d'une série de propositions concrètes pour les quartiers de l'Observatoire, du Fond'Roy et de Neerstalle.

Certaines mesures peuvent être mises en œuvre très rapidement, tandis que d'autres requièrent des phases de test, des objectivations par des comptages, en raison de leur impact sur la circulation.

***M. Desmet** estime que l'actuel Plan communal de mobilité, initié il y a presque 20 ans, est dépassé par l'évolution des modes de déplacement et doit donc être revu. Une telle révision est d'ailleurs conforme aux engagements affirmés par la majorité dans la Déclaration de politique générale.*

Les années de croissance de l'après-guerre ont progressivement transformé nos villes dans l'optique du « tout à la voiture », concept considéré alors comme le signe du progrès. Cette mutation a été opérée au détriment de la sécurité et des autres modes de déplacement, et la pollution qu'elle a entraînée a contribué au dérèglement climatique et à l'effondrement de la biodiversité.

D'autres nuisances sont apparues : la pollution des sols, la dégradation des paysages, l'épuisement des ressources naturelles...

Ce modèle ayant montré ses limites, il faut accorder la priorité aux modes actifs. Il faut améliorer l'efficacité des transports collectifs et favoriser la marche et la pratique sécurisée du vélo pour lutter contre la sédentarité.

Qui regretterait la configuration urbaine d'autrefois, dont témoignent certaines photos, où l'on voit, par exemple, la Grand-Place de Bruxelles transformée en un immense parking à ciel ouvert ?

M. Desmet considère que le changement de paradigme en matière de mobilité présente aussi un intérêt sur le plan social, dans la mesure où les populations les plus précarisées sont davantage affectées par les dommages environnementaux.

La consultation citoyenne orchestrée par un bureau d'études indépendant a recueilli plus de 600 contributions. Comme c'est souvent le cas dans ce type de procédure, ce sont surtout les opposants aux propositions avancées qui ont réagi. Le groupe Ecolo tient à saluer l'immense effort accompli pour permettre cette consultation démocratique.

***M. Cools** est beaucoup moins enthousiaste que les orateurs précédents à l'égard de ce plan, qu'il considère comme le plan des occasions manquées : le Collège n'a pas établi un plan équilibré, n'est pas parvenu à mettre en œuvre une authentique participation citoyenne et n'a pas consenti à une réelle écoute du Conseil communal pour l'élaboration du plan.*

M. Cools reconnaît que le plan mentionne de nombreuses mesures positives pour les cyclistes et les piétons. Celles-ci consistent d'ailleurs pour l'essentiel en la mise en œuvre, la poursuite et l'accélération du plan PAVE, approuvé à la fin de la législature précédente.

Cependant, ce plan s'avère faible en matière de transports en commun, surtout pour le sud du territoire communal.

En outre, il va entraîner une réduction très importante du nombre de places de stationnement, en vertu même des principes qui l'inspirent.

À de très nombreuses reprises, ce plan ne se contente pas de se référer au Plan régional de mobilité mais soutient résolument la politique voulue par la Région.

En effet, le document relatif aux objectifs du plan (phase 2), approuvé en juillet 2022 par le Collège, énonce la disposition suivante, reflétant la volonté de supprimer 65.000 places de stationnement à l'échelle régionale :

« C'est à juste titre que le Plan régional de mobilité prévoit que les politiques en cours contraignant l'offre de stationnement automobile à destination, qu'elle soit en ou hors voirie, aussi bien en termes de nombre de places disponibles que de tarification, doivent donc être poursuivies et amplifiées ».

Selon M. Cools, le rapport d'incidences environnementales s'avère aussi déficient, étant donné qu'il n'a pas été en mesure de concevoir l'impact de la mise en sens unique de la rue Edith Cavell et en a minimisé la portée. Ce rapport s'inspire directement des mesures du plan Good Move relatives au stationnement.

Néanmoins, le texte sur lequel le Conseil communal est amené à se prononcer aujourd'hui présente des améliorations par rapport au document soumis à enquête publique : l'abandon de la folie que constituait la mise en sens unique de la rue Edith Cavell, la décision d'approfondir la réflexion sur le quartier d'Uccle-Centre (Parvis Saint-Pierre, rue Xavier De Bue,...) avant de prendre une décision définitive, le renforcement des mesures en faveur des personnes handicapées.

M. Cools s'interroge toutefois sur la volonté de faire passer à 30 km/h la vitesse de circulation des quelques voiries qui sont encore à 50 km/h, telles que les avenues Jean et Pierre Carsoel, Dolez, Van Bever, Wolvendael, des Hospices, du Prince d'Orange ou la rue de Messidor entre les avenues Brugmann et Winston Churchill.

Selon M. Cools, le plan s'est engouffré dans une voie erronée en raison d'un attachement obstiné à la philosophie dite « des 8 mailles ».

Les documents amendés mentionnent explicitement que l'objectif visé par le système des mailles consiste à réduire la circulation de transit à l'intérieur des mailles. Mais quand une seule maille intègre des zones aussi diversifiées que les quartiers du Homborch, de Verrewinkel, de l'avenue du Prince d'Orange, du Fort-Jaco et de Saint-Job, il n'y a pas lieu de s'étonner qu'on aboutisse à des non-sens.

M. Cools émet aussi un certain doute quant à la réalité de la participation citoyenne, ayant eu des échos selon lesquels le droit à la parole n'était pas nécessairement toujours réparti de façon équitable entre les différents intervenants aux ateliers participatifs.

Les documents relatifs à l'enquête publique étaient disponibles sur le site internet de la commune le vendredi 31 mai alors que les réunions d'information correspondantes étaient prévues à peine quelque jours plus tard, en l'occurrence le mardi et le mercredi suivants.

De nombreux habitants ont reçu le toutes-boîtes censé annoncer ces réunions beaucoup trop tardivement pour qu'ils puissent y participer. Ce document n'a même jamais été distribué dans la rue où M. Cools est domicilié.

M. Cools a même été amené à parcourir les rues du quartier Cavell avec M. Sax et celles du quartier d'Uccle-Centre avec d'autres conseillers pour aviser les habitants de l'organisation de ces réunions. Il y a donc bien des carences dans la diffusion des informations, qui requièrent une réflexion pour le futur.

Selon M. Cools, le Conseil communal n'a guère été écouté non plus, et peu d'efforts ont été déployés à son égard en vue d'aboutir à un consensus dans l'élaboration du plan.

Deux réunions d'information destinées au Conseil communal ont été organisées, la première en 2022 et la seconde un peu avant l'ouverture de l'enquête publique.

Lors de la première réunion, consacrée aux objectifs du plan, plusieurs conseillers – non seulement M. Cools mais aussi certains membres de l'actuelle majorité (dont il préfère taire le nom pour ne pas les embarrasser) – ont émis toute une série de remarques pratiques, concrètes, dont on n'a guère tenu compte par la suite.

Lors de la seconde réunion, les propos de M. Cools soulignant la folie des suggestions émises pour Uccle-Centre et le quartier Cavell n'ont pas suscité de réaction à hauteur de l'enjeu.

De surcroît, les conseillers ont reçu, avant les réunions, uniquement des slides lacunaires et non des documents complets ou à tout le moins suffisants.

M. Cools insiste sur le fait que la commune d'Uccle est confrontée à des problèmes de mobilité tout à fait spécifiques en raison de la moyenne d'âge plus élevée et de la forte proportion d'indépendants au sein de sa population. Uccle est dans le trio de tête des communes bruxelloises pour ce qui concerne le nombre d'indépendants et figure parmi les 5 communes bruxelloises ayant le plus d'inscriptions au registre de la TVA. Cette situation exige d'être attentif à l'ensemble des modes de déplacement.

M. Cools n'est pas a priori opposé à une certaine piétonnisation du parvis : c'est à l'égard des plans tels qu'ils ont été présentés lors de l'enquête publique qu'il a une certaine réserve. Une réflexion va être menée, et on verra bien ce qu'il en sortira.

Lors de la réunion pour Uccle-Centre, la représentante du bureau d'études a affirmé qu'il fallait supprimer les « voitures-parasites ». Il faut entendre par « voitures-parasites » les véhicules des personnes qui ne sont pas domiciliées dans le quartier considéré. Mais en général, le propriétaire d'une voiture ne l'utilise pas pour circuler dans un périmètre limité à son propre quartier !

La philosophie sous-jacente à la conception d'un tel plan inquiète fort M. Cools.

Ces diverses raisons amènent le groupe Uccle en avant à voter contre ce Plan communal de mobilité.

M. Hayette *remarque que dans la Déclaration de politique générale, la thématique de la mobilité est présentée comme un des axes majeurs de la politique communale pour la législature.*

Cependant, c'est à un an des élections que ce Plan communal de mobilité est disponible. Après les déclarations de M. l'Echevin Wyngaard, M. Hayette se méfierait du partenaire Ecolo s'il appartenait lui-même à la composante MR de la majorité, car, pour le parti Ecolo, le Plan communal de mobilité permet surtout de remobiliser un électorat sans doute déçu face à un bilan particulièrement maigre.

Le Collège présente un document d'environ trois pages, manquant de pédagogie, au terme d'un processus étalé d'avril 2021 à septembre 2023, alors que la mobilité aurait dû être intégrée à l'ensemble des politiques.

Le Plan communal de mobilité est l'une des voies possibles pour décliner Good Move à l'échelon communal.

L'option du Contrat local de mobilité offre une plus grande marge de manœuvre à la commune, mais Uccle a préféré choisir l'instrument le plus contraignant.

Le plan Good Move a été élaboré durant la législature 2014-2019 par un

gouvernement auquel ne participait pas Ecolo-Groen. Les formations écologistes en ont validé l'étape finale sans le modifier.

Il convient de souligner le caractère métropolitain de la mobilité à Bruxelles selon l'optique de ce plan Good Move : la moitié des 500.000 voitures qui circulent quotidiennement à Bruxelles vient de l'extérieur. Heureusement, tous ces véhicules ne passent pas par la commune d'Uccle, même si celle-ci est une porte d'entrée importante.

Par ailleurs, il y a de quoi être interpellé par le fait que les véhicules de société représentent plus de 20 % du parc automobile et 40 % de la circulation aux heures de pointe.

Good Move lie les communes dans la mesure où celles-ci doivent déployer leur politique de mobilité selon les principes du plan régional.

Au-delà d'une cinquantaine d'actions de tous ordres, telles que la « Ville 30 », les parkings de transit, les mesures en matière de tarification des transports en commun, l'objectif central de Good Move consiste à faire passer la part des trajets en voiture dans l'ensemble des déplacements d'un tiers à un quart à l'horizon 2030.

Les mailles sont de larges zones que l'on tente de préserver du trafic de transit en y sécurisant l'espace public grâce à la promotion des transports en commun et des modes actifs de transport.

Deux des huit mailles définies dans le Plan communal de mobilité font l'objet de mesures, en l'occurrence la maille Globe et la maille Altitude 100 – Churchill.

Après les consultations citoyennes et l'enquête publique, le Collège a été obligé d'abandonner certaines propositions originales comme le sens unique prévu rue Edith Cavell.

La maille sud reste soumise à d'importantes pressions du trafic de transit. Uccle-Sud présente d'importantes zones grises, comme la chaussée de Saint-Job ou encore l'avenue Dolez, qui conserve des axes de pénétration significatifs à l'instar de la chaussée de Waterloo, l'axe Hospices-Dolez, la rue du Bourdon, la chaussée de Drogenbos, la chaussée d'Alseberg, sources d'énormes nuisances aux heures de pointe.

M. Hayette conteste la propension du Collège à solliciter des études supplémentaires chaque fois qu'une difficulté se présente.

Les 26 réactions des citoyens à l'égard des mailles Observatoire et Uccle-Sud insistent sur la nécessité d'améliorer la sécurité routière et déplorent le manque de liaisons cyclables et l'absence de propositions de la part de la commune quant à l'impact sur la mobilité des nouveaux projets immobiliers tels que les Jardins de Kinsendaël.

Pour ce qui concerne la halte S-RER à hauteur du Lycée français, qu'attend le Collège pour interpellier les instances régionales et fédérales afin de créer un arrêt ferroviaire et d'augmenter la fréquence des trains ?

La plupart des 153 réactions relatives à la maille Globe – Altitude 100 concernent la proposition de piétonnisation du Parvis Saint-Pierre. Tout le monde souhaite améliorer l'accessibilité et la convivialité de la rue Xavier De Bue et du Parvis Saint-Pierre mais beaucoup s'accordent pour regretter le manque de stationnement, les risques de report du trafic dans les rues voisines, les difficultés d'accès des parents aux écoles de la rue du Doyenné ainsi que l'impact des mesures proposées sur la fréquentation des commerces.

Le groupe socialiste n'est pas hostile à une piétonnisation du Parvis Saint-Pierre mais estime qu'il serait opportun de modéliser et tester différents scénarios avant de se prononcer, et aussi de veiller à une mise en œuvre progressive du scénario retenu, de manière à ce que des habitudes puissent s'installer au sein de la population.

Conscient de la nécessité de décongestionner le quartier d'Uccle-Centre afin d'y faciliter l'activité commerciale, le groupe socialiste avait déjà proposé en début

de législature l'usage d'un minibus destiné à conduire à Uccle-Centre des habitants des quartiers Melkriek et Homborch, moins dotés en commerces.

M. Hayette regrette que le Collège cite de bonnes pratiques, comme par exemple le plan d'action « Trottoirs » de Schaerbeek, sans pour autant les reprendre. La commune de Schaerbeek a en effet imaginé de classer l'ensemble de ses trottoirs selon des critères objectifs via une échelle de 1 à 5, afin de déterminer quelles réparations de trottoirs étaient prioritaires.

L'application de ce procédé à Uccle permettrait de ramener une certaine équité dans le choix des voiries à réparer et d'éviter des problèmes de circulation semblables à ceux causés par le placement d'une nouvelle oreille de trottoir au croisement de la rue Victor Allard et de l'avenue de l'Aulne.

Uccle a trop souvent tendance à se considérer comme une île séparée de son environnement extérieur, alors qu'elle doit faire part de ses difficultés auprès des instances régionales et fédérales et promouvoir des coopérations avec les communes voisines.

Au début de cette législature, le Collège était prêt à intenter des actions auprès de la Cour de justice européenne sur la fermeture du Bois de la Cambre décidée unilatéralement par la ville de Bruxelles. Après une reconnaissance de la part du tribunal, M. le Bourgmestre s'est adressé à la presse pour témoigner de la décision du Conseil communal. Depuis lors, plus rien ne s'est passé.

Le Plan communal de mobilité ne rappelle même pas clairement la position d'Uccle quant à la manière de soulager la pression sur la chaussée de Waterloo, dont l'importance n'est plus à démontrer.

La situation ne pourra être débloquée que moyennant un accord d'Uccle avec les communes limitrophes, Watermael-Boitsfort, Rhode-Saint-Genèse et surtout la ville de Bruxelles. Toutes les solutions doivent être envisagées pour intensifier le trafic alternatif et apaiser la chaussée de Waterloo grâce à une amplification de la déviation vers la drève de Lorraine.

Le revêtement du sol et l'éclairage de la drève de Lorraine s'avèrent de mauvaise qualité pour les piétons.

La chaussée de La Hulpe exige une rénovation de fond en comble sur son tronçon ucclois en raison du manque d'éclairage, du ravinement de la dolomie sur les chemins adjacents et de l'étroitesse de la voirie entre les talus.

Pour les cyclistes, rien ne semble prévu dans un futur proche sur les axes majeurs. Certes, il y a eu de nettes améliorations sur l'axe Albert-Churchill ainsi que l'aménagement d'une magnifique piste sur l'avenue Bourgmestre Jean Herinckx, mais rien n'a été entrepris sur les deux lignes RER des voies ferrées L 26 et L 124. De plus, la piste cyclable bidirectionnelle de la drève Saint-Hubert et de la drève de Lorraine est dans un état épouvantable.

En matière de transports publics, il n'y a aucun projet concret pour la chaussée de Waterloo. Seule la ville de Bruxelles semble avoir pris conscience du problème et avance quelques solutions.

M. Hayette déplore encore l'absence de positions sur des points tels que les plans de déplacement des entreprises ou dans le contexte d'événements, la gestion des trottinettes, l'incidence budgétaire du plan Good Move ucclois ainsi que l'absence de référence aux motions sur le métro et le Bois de la Cambre votées par le Conseil communal.

En réalité, ce Plan communal de mobilité semble le fruit d'un accord minimal entre des formations politiques à bout de souffle.

Pour toutes ces raisons, le groupe socialiste votera contre le Plan communal de mobilité.

M. De Bock précise que le groupe DéFI, en dépit de la diversité des opinions en son sein sur cette thématique, votera contre le Plan communal de mobilité,

quoiqu'il reconnaisse que certaines de ses remarques ont été prises en compte.

Sur le plan méthodologique, la durée de la période prévue pour l'enquête relative à ce plan a été beaucoup trop courte. Il eût été tout à fait possible de l'étendre sur trois ou quatre mois.

Le groupe DéFI avait déjà signalé en amont le manque de clarté de ce plan, qui est apparu de façon manifeste lors des présentations à la population. L'exposition de différents scénarios, notamment pour le Parvis Saint-Pierre, rendait la situation moins lisible pour la population et ne facilitait guère la formulation d'une alternative ou l'intégration des remarques des citoyens. D'ailleurs, ce plan se limitait à deux mailles sur huit et avait été vidé de plus de la moitié des propositions du plan initial, alors que les citoyens uclois subissent des multiples reports de trafic induits par les décisions des communes voisines, notamment la fermeture du bois et le stationnement « Evénements » à Forest, qui impactent tout le nord du territoire communal.

M. De Bock regrette que les avis de la commune de Forest et de la ville de Bruxelles, approuvés par leurs Conseils communaux respectifs, n'aient pas été joints au plan. Est-ce parce qu'ils sont plutôt critiques à l'égard du plan uclois ? M. De Bock en demande la publication sur le site internet - M. l'Echevin Wyngaard n'y voit aucune objection.

M. De Bock se réjouit de s'être mobilisé avec Mmes Margaux et Maison et MM. Cools et Sax afin que les Uclois se prononcent pour la suppression du sens unique tout à fait fantaisiste de la rue Edith Cavell. Plus de 200 des 600 contributions se sont focalisées sur ce point particulier.

Pour M. De Bock, le Plan communal de mobilité repose sur un travail ayant fait l'objet de manipulations. En effet, selon les affirmations des riverains, les opérations de comptage du passage des véhicules ont abouti pour la rue Edith Cavell à des chiffres inférieurs à ceux observés dans des artères telles que la rue de Messidor. Dès lors, pourquoi imposer un sens unique rue Edith Cavell et ne faire rien de tel dans des voiries où le trafic est plus intense ? Et vu qu'il n'y a pas de calcul du report du trafic dans les rues adjacentes, rien ne démontre que ce plan va améliorer la mobilité dans ce quartier, ne fût-ce que de façon globale.

La citation suivante atteste la faiblesse des propositions du Plan communal de mobilité pour le Parvis Saint-Pierre :

« (...) une proposition alternative visant à maintenir le sens actuel Bens et inverser le sens du tronçon de Floréal situé entre Coghen et Alseberg afin de limiter le nombre de sens uniques vers la chaussée d'Alseberg et réduire la circulation de transit. Si cette proposition permettrait de contrer un transit est-ouest Bens-Floréal, elle ne permet toutefois pas d'influer sur le transit par Doyenné ».

Et puis, on attend désespérément la mesure, et rien ne se passe. Et dès lors, le résultat pour le Parvis Saint-Pierre est tel que M. De Bock l'annonçait : neutralisation des avis, accumulation de scénarios, illisibilité, et in fine pas de choix, à l'exception des sempiternelles propositions émises pour sauver la face, telles que l'installation des bancs et la plantation d'arbres, alors qu'il y en a déjà le long de l'église et sur la place Homère Goossens.

Le plan mentionne encore les précisions suivantes :

« Plusieurs scénarios de piétonnisation partielle du parvis ont été soumis à enquête publique. Ils ont suscité un grand intérêt et de nombreuses réactions de citoyens. Trois groupes se dégagent parmi les participants à l'enquête publique. Globalement, les plaintes formulées portent sur les risques de report du trafic de transit sur des voiries adjacentes, l'accessibilité des commerces et l'offre de stationnement. Les propositions alternatives qui ont été formulées par certains citoyens ont retenu toute l'attention du Collège, du bureau d'études et des services ; force est de constater que l'examen approfondi d'autres scénarios de piétonnisation partielle, de réaménagement du parvis est plus que souhaitable, en vue de susciter une adhésion suffisante tant de la part des riverains que des usagers et commerçants. De

fait, une étude d'impact détaillée doit être réalisée. L'évolution du quartier, des nouveaux logements doit également être prise en compte dans son ensemble pour déboucher sur une proposition claire et répondant autant que possible aux différentes attentes exprimées » (p. 98).

Mais la majorité a consacré 2 ans à mener un processus en 3 phases, avec l'élaboration de 4 propositions de scénario de piétonnisation, pour finalement affirmer que toute la problématique de mobilité autour du Parvis Saint-Pierre allait être réétudiée ! C'est même indécent à l'égard des personnes qui ont consacré du temps et de l'énergie à la conception de ce plan.

Il n'y a pas lieu d'être satisfait non plus des propositions relatives à la place de Saint-Job. Les commerçants et les habitants sont d'ailleurs suffisamment éloquents à cet égard.

Il n'y a rien d'intéressant non plus concernant le secteur Globe-Altitude 100.

Le Plan communal de mobilité se contente d'énumérer de grands principes tels que la généralisation du 30 km/h.

De plus, contrairement aux annonces du MR en début de législature, il y a encore une discussion à propos de la circulation sur la place Jean Vander Elst derrière la Maison communale. Concernant cette place, le Plan communal de mobilité énonce en effet la disposition suivante :

« Il conviendrait de développer le maillage vert et bleu autour de la place Vander Elst afin de la rendre plus résiliente aux vagues de chaleur en assurant le maintien d'une offre de stationnement ».

Vu que la place Jean Vander Elst a été verdurisée et dotée d'aménagements tels que des bancs publics, une fontaine et une plaine de jeux pour les enfants, de tels propos ne sont qu'une enfilade de lieux communs.

Il n'y a aucune proposition crédible sur le rond-point Churchill ou la problématique des trottinettes ou des vélos partagés.

En réalité, à un an des élections, la majorité s'est contentée du strict minimum, mais que de temps, d'énergie et d'argent gaspillés !

***M. Vanraes** estime qu'il n'y a pas une prise en compte suffisante des changements survenus dans la société.*

En raison de l'expansion démographique observée en région bruxelloise, Uccle compte 15.000 habitants en plus, dont les attentes dans le domaine des déplacements ne sont pas identiques à celles des générations précédentes.

Ils privilégient la proximité et n'ont plus les réflexes des années 70 et 80, où l'on prenait sa voiture pour faire ses courses à 10 ou 15 km dans des hypermarchés, qui ont d'ailleurs tué le commerce de proximité dans les villes françaises.

Toutes les études consacrées à la problématique de la mobilité se rejoignent pour dire que la priorité doit être accordée aux usagers du trottoir : les piétons, et notamment les piétons handicapés, dont les déplacements s'avèrent plus compliqués.

De même, sans prôner un retour en arrière, il est normal de permettre l'usage de la voiture à des citoyens octogénaires pour lesquels le transport public s'avère trop inconfortable, même pour de courtes distances.

Le discours de l'opposition n'est guère crédible : elle affirme d'un côté qu'on n'a pas pris assez de temps pour préparer ce plan et de l'autre que cela a coûté trop cher.

Le processus de consultation citoyenne a été mené de façon tout à fait démocratique et ce d'autant plus que, contrairement à ce qui s'est passé il y a 15 ans, les citoyens ont disposé de deux mois plutôt que d'un seul pour se manifester sur base de l'étude du plan de mobilité réalisée par des experts.

M. Cools a prétendu que le plan est mauvais tout en déposant des amendements, qui supposent que les points non concernés par ces derniers ne sont pas si mauvais que ça. Mais il a néanmoins eu le mérite de participer au débat

démocratique, alors que d'autres membres de l'opposition semblent un peu trop facilement dans la démagogie en se contentant de jeter l'opprobre sur le travail de la majorité, voire en lançant de fausses rumeurs.

Dans un débat tel que celui-ci, il eût été préférable de veiller à l'intérêt général en dépassant le clivage majorité-opposition.

Selon M. Vanraes, le « shift modal » ne pourra être une réalité qu'à partir du moment où le citoyen y trouvera son confort. Les perspectives tracées par le Plan communal de mobilité vont précisément dans ce sens.

Par ailleurs, tout changement doit être opéré de façon progressive. Les partisans de solutions radicales et expéditives se trompent lourdement.

Même s'il est opportun de prendre en considération les avis exprimés dans d'autres communes, un plan communal de mobilité doit d'abord se concentrer sur l'avis de ses propres concitoyens.

Le groupe de M. Vanraes apporte son soutien total à ce plan, qui constitue un compromis équilibré.

M. Norré demande quelle est la place du programme de rénovation des trottoirs dans le Plan communal de mobilité et quelle est l'ampleur du budget prévu à cette fin.

M. le Bourgmestre répond que le passage de la vitesse de circulation de 50 km/h à 30 km/h est prévu dans 7 voiries.

D'aucuns pourraient regretter cette tendance, mais à un moment donné, il faut prendre acte des évolutions inéluctables. M. le Bourgmestre reconnaît qu'au départ, il a été lui-même réticent à l'égard du passage au 30 km/h, vu qu'il fait partie d'une génération qui s'est montrée dubitative lorsqu'on est passé du 60 km/h au 50 km/h. Mais en bon libéral, il refuse toute position dogmatique et admet que finalement, le 30 km/h généralisé ne présente pas que des inconvénients.

M. le Bourgmestre assume donc tout à fait le passage au 30 km/h de l'avenue des Hospices, où la vitesse est incontestablement excessive, alors qu'une telle mesure ne se justifie pas dans l'immédiat pour d'autres voiries.

C'est la raison pour laquelle le Plan communal de mobilité prévoit une échelle de priorité de 1 à 4 pour le passage de la vitesse de circulation du 50 km/h au 30 km/h.

M. le Bourgmestre remarque que les critiques émises se partagent entre regrets nostalgiques du passé (qui relèvent d'un prisme très conservateur) et reproches un peu vains, dénués de toute proposition alternative crédible.

M. l'Echevin Wyngaard répond qu'il est normal de trouver l'énoncé de grands principes dans un plan communal de mobilité, puisque le but d'un tel plan consiste précisément à fixer un cadre général.

De même, l'absence de budgétisation des projets n'a rien d'étonnant, car tel n'est pas le but de ce plan. Ce type d'opération doit rester l'objet des exercices budgétaires triennaux et annuels, et il ne saurait être question d'anticiper les choix budgétaires des Collèges échevinaux successifs des futures majorités communales.

M. l'Echevin Wyngaard n'a jamais prétendu que ce plan était parfait, mais quoiqu'il soit le fruit d'un compromis, ce plan est ambitieux et digne de 2023, puisqu'il intègre les changements en matière de mobilité observés au sein de la population.

Certains ont dénoncé un manque de participation citoyenne. Pourtant, on n'a jamais autant agi en ce domaine que sous cette majorité, qui a d'ailleurs institué un échevinat de la Participation citoyenne.

Outre la prolongation de la période prévue pour l'enquête publique, le Collège a mis en place tout un dispositif de consultation comprenant ateliers, soirées

interactives, enquêtes et sondages en ligne, que ce soit pour le Parvis Saint-Pierre, pour la place de Saint-Job, pour l'avenue Delvaux, pour le réaménagement de la chaussée d'Alseberg...

De plus, une communication a été assurée via Facebook, le magazine Wolvendael, les mailing lists des participants aux ateliers et la distribution de toutes-boîtes.

M. l'Echevin Wyngaard reconnaît qu'il y a eu des incidents à l'occasion de la première distribution des toutes-boîtes, mais une redistribution a été effectuée aussitôt, et les initiatives personnelles de certains conseillers pour informer la population – et pour lesquelles M. l'Echevin Wyngaard exprime sa gratitude – méritent d'être saluées car, même dans le cas où elles seraient quelque peu orientées, elles contribuent à la vivacité du débat démocratique.

Le Collège a toujours été bien conscient du caractère radical de la proposition relative à la rue Edith Cavell, mais il lui a semblé opportun, dans le cadre d'un processus de participation citoyenne, d'alimenter le débat avec des propositions aussi avancées, quitte à réajuster le tir par la suite.

M. l'Echevin Wyngaard conteste l'assertion selon laquelle la majorité aurait manqué d'ambition en matière de transports en commun.

Les dispositions relatives au volet ferroviaire manifestent la volonté d'améliorer l'accessibilité des gares, la signalétique et la qualité de l'offre.

M. l'Echevin Wyngaard évoque aussi la vitesse commerciale du tram 92, l'amélioration de certaines haltes (notamment Benaets et Danco) et du site propre de la chaussée de Neerstalle ainsi que l'instauration du TC Confort sur une série de voiries.

Pour ce qui concerne le sud du territoire communal, l'offre en transports en commun n'est pas déficiente puisque cette zone est desservie par le bus 43, les trams 51 et 82 ainsi que par le réseau ferroviaire via la gare de Calevoet. Le Collège est toujours en discussion avec la STIB pour améliorer encore l'offre de transports en commun.

Il y a une volonté réelle d'avancer sur le dossier du Parvis Saint-Pierre, pour lequel des citoyens ont proposé des scénarios alternatifs intéressants. Vu que les comités de quartier insistent pour échanger et dialoguer, la réflexion va être poursuivie.

M. l'Echevin Wyngaard réfute l'argument selon lequel Uccle refuserait par principe la moindre aide en se considérant comme une île coupée du reste du monde, alors qu'au moins 4 millions d'euros ont été sollicités.

Tout en rappelant que les questions budgétaires n'ont pas leur place dans un plan communal de mobilité, M. l'Echevin Wyngaard précise que le budget alloué à la réfection des trottoirs a augmenté de 50 % et qu'au cours des dernières années, de nombreuses traversées piétonnes ont été aménagées, que ce soit place de Saint-Job, rue Vanderkindere ou à proximité des écoles. L'échevinat veille à ce que les travaux de réfection des trottoirs soient répartis sur l'ensemble du territoire communal, de manière à ce qu'aucun quartier ne soit oublié.

Pour ce qui concerne la vitesse de circulation, qui revendiquerait aujourd'hui un retour à 50 km/h d'artères telles que la rue des Carmélites ou la partie étroite du Dieweg ? M. l'Echevin Wyngaard partage la conviction de M. le Bourgmestre : au cours des prochaines années, les autres voiries passeront au 30 km/h, selon un certain ordre de priorité.

Une grande réunion consacrée à Uccle-Centre aura lieu au cours de la période hiver-printemps 2024, sous l'égide d'un comité de pilotage.

M. Cools estime que dans leurs réponses, M. le Bourgmestre et M. l'Echevin Wyngaard caricaturent un peu les propos de l'opposition.

En effet, personne au sein de cette assemblée n'a affirmé qu'il fallait mettre la

rue des Carmélites à 50 km/h.

M. Cools signale d'ailleurs qu'avant le début de cette législature, 60 % du territoire communal étaient déjà en zone 30.

Vu que la Région n'impose pas le 30 km/h pour l'ensemble des voiries du territoire régional, des exceptions sont toujours possibles, et au début de cette législature, la majorité actuelle a négocié la répartition des vitesses de circulation pour les différentes voiries.

Or, le plan justifie le passage de l'avenue des Hospices au 30 km/h par l'argument selon lequel cette mesure dissuaderait le trafic de transit. Cependant, qu'on le veuille ou non, le trafic est tel qu'il y a bien un axe de passage Hospices-Dolez-Prince d'Orange-chaussée de Waterloo, et le plan lui-même le reconnaît explicitement.

M. Cools aurait été partisan d'un plan beaucoup plus ambitieux en termes de verdurisation de l'espace public ou d'aménagement de piétonniers, mais à condition que des mécanismes de compensation soient mis en place, via par exemple des places de stationnement, et que des mesures soient prises pour garantir la fluidité du trafic, comme il en a fait lui-même l'expérience dans certaines villes espagnoles.

Selon M. Cools, il ne faut pas plus de participation citoyenne mais une gestion différente de celle-ci.

Par exemple, si l'on avait prévu le 31 mai pour la publication des documents sur le site internet et le 1er septembre pour le début de l'enquête publique, toute personne intéressée aurait eu assez de temps pour lire attentivement les documents et préparer ses questions.

Lors de la réunion dite de « participation citoyenne » consacrée à la place de Saint-Job, à laquelle M. Cools a assisté, les commerçants qui avaient préparé tout un texte de propositions n'ont pas eu droit à la parole et en ont été réduits à juste noter leurs remarques sur des post-it après avoir entendu un exposé.

M. Cools tient cependant à souligner la remarque très intelligente de M. Vanraes : « Le shift modal ne sera une réalité qu'à la condition que le citoyen y trouve son confort ». En effet, le shift modal aura été réalisé lorsqu'on verra dans le métro des cadres en costume-cravate (« tenue de ville »), comme M. Cools l'a constaté lui-même en Californie ou à Seoul en Corée du Sud.

M. Hayette tient à souligner que son intervention ne visait pas à attaquer le Plan communal de mobilité mais l'inscrire dans une perspective beaucoup plus ambitieuse.

Il demeure persuadé de la nécessité d'intensifier les collaborations avec d'autres communes.

Rappelant que les habitants du Melkriek et du Homborch n'utiliseraient pas leur voiture s'ils disposaient de commerces à proximité de leur domicile, M. Hayette se demande si la création de commerces ne devrait pas être prise en considération pour l'octroi de permis d'urbanisme.

Ceci serait d'ailleurs conforme à la philosophie du plan Good Move, en vertu duquel la mobilité ne doit pas être appréhendée de façon sélective mais intégrée à d'autres dimensions, notamment la dimension sociale.

M. De Bock déplore que certains en viennent à considérer que la majorité a d'office raison et que l'opposition a d'office tort.

Il est un peu facile de qualifier de démagogues les conseillers de l'opposition, alors que leurs critiques rejoignent celles qui sont émises par le Collège de la ville de Bruxelles ou celui de la commune de Forest, où siège le parti Ecolo.

En effet, la commune de Forest a émis l'avis suivant sur l'avenue des Sept Bonniers :

« Le scénario 1C impliquerait de modifier le plan communal forestois et de

revoir le sens de circulation proposé sur Forest et reporterait tous les véhicules vers la rue Roosendael, déjà surchargée à l'heure actuelle et pour laquelle aucune mesure n'est prévue dans le projet du plan communal ucclois ».

La commune de Forest dit encore dans son avis (dont la communication au Conseil communal ucclois ne sera assurée que suite à la demande explicite de M. De Bock) :

« Nous avons fait des propositions de mesures qui avaient été transmises à la commune d'Uccle lors de l'enquête publique, avec demande d'avis de la commune d'Uccle sur notre plan, et elles n'ont fait l'objet d'aucune remarque. La commune d'Uccle n'ayant pas transmis l'avis sur le plan communal forestois, un avis favorable a donc été émis par défaut, conformément à l'article 15 § 5 de l'ordonnance de 2013 ».

La ville de Bruxelles tient le même genre de discours :

« Le plan communal de mobilité ne clarifie pas ses intentions vis-à-vis des mesures ou recommandations concrètes visant à améliorer la circulation des transports en commun sur la chaussée de Waterloo » ;

« Dans le cadre de l'étude du bois, quel que soit le scénario retenu, il aurait été intéressant que le plan communal d'Uccle intègre des mesures concrètes plus ambitieuses, tant sur la maille Churchill que sur la maille Observatoire ».

La majorité ucquoise devrait donc faire preuve d'autocritique et apprendre à écouter les autres.

M. Norré remercie M. l'Echevin Wyngaard pour son exposé des actions déjà entreprises mais il réitère sa question sur l'aménagement des trottoirs.

Il trouve en effet paradoxal de ne trouver aucun engagement par rapport aux trottoirs dans un plan communal de mobilité.

M. l'Echevin Wyngaard répond que la participation citoyenne est une réalité vécue, notamment au quartier Saint-Job.

Mme l'Echevine Delwart et M. l'Echevin Wyngaard passent régulièrement des soirées avec les commerçants de Saint-Job. Ils les ont rencontrés en amont de chacune de ces soirées citoyennes afin de répondre à leurs interrogations légitimes.

Uccle n'est pas un îlot solitaire par rapport aux avis transmis par les diverses autorités publiques.

Il est normal que la commune de Forest pointe la nécessité de tester en concertation avec elle les mesures qui la concernent, en l'occurrence les mesures relatives aux axes est-ouest dont une partie est située sur son territoire (Emile Regard, Joffre, Roosendael). Le plan mentionne d'ailleurs explicitement l'engagement d'établir cette concertation pour l'avenue Maréchal Joffre.

La ville de Bruxelles était tout à fait dans son droit quand elle a estimé qu'Uccle manquait d'ambition sur certains points. M. l'Echevin Wyngaard se permet toutefois de signaler, par rapport à l'avis d'Uccle, qu'il y a eu une période, aujourd'hui révolue, au cours de laquelle l'administration communale a été particulièrement dépourvue de moyens de réaction.

Le Collège a l'intention d'intensifier les actions de verdurisation. L'hiver dernier, près de 100 arbres ont été plantés en voirie et l'hiver prochain, suite à une demande citoyenne dans le cadre du budget participatif, de nouveaux arbres, agrémentés d'une végétation basse, seront plantés devant l'église du Parvis Saint-Pierre.

Mme la Présidente invite l'assemblée à examiner les amendements déposés par M. Cools.

Un consensus se dégage pour l'application d'une procédure de vote à main

levée.

Amendement 1

M. Cools signale qu'à la page 13 du document, relative à l'objectif 2 « Améliorer la qualité de la vie dans les quartiers ucclois », le texte mentionne l'existence de 8 mailles, cite ces 8 mailles et précise que certaines d'entre elles ont été sélectionnées pour faire l'objet d'une étude approfondie ou d'éventuelles propositions.

Il s'agit en l'occurrence des 8 mailles issues du Plan régional de mobilité.

Selon M. Cools, il ne convient pas de préciser dans un Plan communal de mobilité que certains aspects du Plan régional de mobilité sont inopportuns, mais cela ne signifie pas non plus qu'il faille les rappeler de façon aussi explicite, et ce d'autant plus que ce dispositif de mailles s'inscrit dans une perspective particulière.

M. Cools a d'ailleurs évoqué dans son intervention préliminaire les conséquences induites par les dimensions excessives de la maille sud.

Or, en dépit de cette énorme maille sud, on affirme, y compris dans le plan d'action ucclois, le souhait de faire à terme de l'axe Hospices-Dolez-Prince d'Orange une voirie réellement « auto-quartier », c.à.d. sans aucun trafic de transit. Mais dans ce cas, par où passera le trafic de transit ?

Dès lors, M. Cools propose de remplacer le texte initial par le texte suivant :

« Objectif 2 : Améliorer la qualité de vie dans les quartiers ucclois.

L'amélioration de la qualité de vie dans les quartiers passe par la poursuite des efforts de rénovation de l'espace public et de verdurisation de celui-ci, ainsi que par l'encouragement des modes de déplacement alternatifs à la voiture, tout particulièrement pour les courts déplacements, et par une limitation chaque fois que c'est raisonnablement possible des trafics de transit dans les voiries secondaires. Le PCM s'attachera à définir des mesures dans ce sens pour l'ensemble des quartiers ucclois avec le souci de sécuriser l'ensemble des modes de déplacement ».

M. l'Echevin Wyngaard remercie au préalable M. Cools de s'être donné la peine de transmettre ses amendements à l'avance, car cela a permis au Collège de travailler dans de bonnes conditions.

Le Collège ne retient pas cet amendement, étant donné que le paragraphe dont M. Cools souhaite la suppression mentionne des éléments purement factuels du cadre régional, ce qui ne préjuge en rien du sentiment que l'on peut avoir à l'égard de celui-ci.

Le Collège estime cependant qu'il serait utile d'ajouter un paragraphe (amendement Ibis), qui rappelle les objectifs découlant des documents 1 et 2 des phases précédentes.

Amendement 1 rejeté.

6 voix pour (Uccle en avant-UEA et DéFI) – 29 voix contre – 3 abstentions.

M. Cools souscrit au dispositif de l'amendement Ibis mais souhaite y ajouter une mention complémentaire.

Selon M. Cools, la formule « Le réseau auto doit être cohérent » devrait être précisé de la manière suivante :

« Le réseau auto doit être cohérent et permettre une fluidité de circulation ».

M. l'Echevin Wyngaard répond que les formules considérées sont les titres du document 2. C'est d'ailleurs aussi le cas de la mention « Commune idéale pour la marche », pour les éléments du texte consacrés à cette thématique.

Il serait évidemment possible de modifier chaque fois les titres, mais M.

l'Echevin Wyngaard est favorable au maintien de l'amendement du Collège dans sa version initiale dans un souci de cohérence formelle, de manière à faire le lien avec les références des documents précédents.

***M. Cools** signale que le groupe Uccle en avant va voter en faveur de l'amendement 1bis.*

Amendement 1bis voté à l'unanimité.

Amendement 2

***M. Cools** signale que le groupe Uccle en avant a décidé de retirer son propre amendement pour se rallier à celui du Collège (amendement 2bis).*

L'amendement de M. Cools visait à supprimer à la fin du point « Objectif 4 : Développer une stratégie de stationnement globale et adaptée » la mention : « en bonne cohérence avec la feuille de route régionale en matière de stationnement ».

***M. l'Echevin Wyngaard** précise que le Collège souhaite remplacer la référence à la feuille de route régionale, dont M. Cools souhaitait la suppression, par une précision plus pointue sur le plan juridique en indiquant : « dans le respect de la législation et de la réglementation régionales en matière de stationnement ».*

Amendement 2 retiré.

Amendement 2bis voté à l'unanimité.

Amendement 3

***M. Cools** remarque à de nombreux endroits du document la présence de bandeaux verts censés signifier l'intervention d'apports citoyens, dont l'identification a été barrée.*

M. Cools trouve le procédé quelque peu ambigu, car ce n'est pas parce qu'une proposition est émise par une association particulière qu'elle est nécessairement partagée par d'autres. Par exemple, il n'est guère fréquent qu'une proposition émanant du GRACQ recueille l'assentiment des associations automobiles. Or, la présence de ce bandeau tendrait à faire accroire qu'il y aurait réellement un large soutien citoyen.

M. Cools est donc en faveur de la suppression de la phrase suivante :

« À cet effet, un ruban a été développé afin d'identifier ces apports tout au long du rapport ».

Et il demande aussi la suppression des références aux rubans dans tout le rapport.

***M. l'Echevin Wyngaard** propose de retenir l'amendement de M. Cools, mais seulement en partie.*

Il est en effet partisan de la suppression du passage expliquant les raisons du bandeau (p. 14) en raison de son manque de clarté, mais il estime qu'il y a eu lieu de maintenir ce dispositif dans l'ensemble du document.

Un consensus s'est établi d'emblée avec le bureau d'études en faveur de l'adoption de ce procédé, qui permet une lecture plus dynamique du document et met l'accent sur la mobilisation d'apports citoyens sans mentionner explicitement de quelle instance ils émanent.

Amendement 3 – ainsi remanié – voté à l’unanimité.

Amendement 4

M. Cools précise que le texte proposé mentionne le paragraphe suivant :

« Le niveau d’ambition acté pour chaque voirie : il s’agit de la Spécialisation multimodale des voiries (SMV) issue du Plan régional et adaptée à l’occasion de la phase 2 du présent PCM ».

Autant M. Cools est partisan de la Spécialisation multimodale des voiries, autant il est réservé à l’égard de la version qu’en donne le plan régional, dont certains choix mériteraient à ses yeux d’être revus.

Il propose donc de remplacer le texte initial par la formulation suivante :

« Le niveau d’ambition acté pour chaque voirie : il s’agit de la Spécialisation multimodale des voiries (SMV) ».

M. Cools estime que sa version présente l’intérêt de ne pas s’opposer frontalement à la Région sans pour autant prendre le plan régional pour un « catéchisme ».

M. l’Echevin Wyngaard répond qu’il n’y a aucune forme de catéchisme dans la formulation du texte considéré, étant donné que les éléments exposés, en l’occurrence l’origine régionale de cette spécialisation multimodale des voiries et son adaptation sur certains points à l’occasion de la phase 2 du présent PCM, sont d’ordre purement factuel.

M. l’Echevin Wyngaard estime donc qu’il y a lieu de maintenir le texte initial proposé par le Collège.

M. Cools maintient son point de vue, qu’il illustre en évoquant le cas de la rue Engeland, de la rue du Château d’Or et de la chaussée de Drogenbos, considérées comme des voiries « auto-quartier » alors qu’il s’agit de fait de voiries réellement multimodales.

Amendement 4 rejeté.

4 voix pour (UEA et M. De Bock) – 33 voix contre (Majorité, PS et Mme Maison) – 2 abstentions (MM. Spelkens et Clumeck).

Amendements 5 et 6

M. Cools affirme que l’amendement 5 s’avère d’une importance plus fondamentale que les amendements précédents car il traite de la chaussée de Waterloo.

Les ambitions affichées pour cette artère dans le plan d’action sont d’en faire une voirie « auto-confort », « vélo-confort », « piéton-confort » et en outre, de la doter partiellement de sites propres pour les transports en commun.

Mais vu qu’il n’y a pas vraiment de proposition concrète pour remplir l’ensemble de ces objectifs, il y a tout lieu de craindre qu’on ne puisse y arriver que par la suppression de stationnements.

À cet égard, le Plan régional de mobilité fait preuve d’une grande ambiguïté quant aux critères susceptibles de déterminer si telle ou telle voirie doit être selon les cas « vélo-confort », « auto-confort », « piéton-confort », etc.

Les choix proposés pour la chaussée de Waterloo diffèrent selon les tronçons.

M. Cools approuve le statut « vélo plus » proposé par le plan d'action pour le petit tronçon de la chaussée de Waterloo situé entre l'avenue Latérale et l'avenue Montana, eu égard à la présence sur l'avenue Latérale d'une piste cyclable en site propre dont l'itinéraire débouche sur l'avenue Montana et finalement dans le Bois de la Cambre.

Il y a aussi une certaine logique à prévoir un statut « vélo-confort » de la limite de Rhode-Saint-Genèse à l'avenue Van Bever; en raison de la présence, chaussée de Waterloo, d'une piste cyclable à hauteur de Rhode-Saint-Genèse, qui débouche sur l'avenue Van Bever pour finalement rejoindre la piste cyclable de la drève de Lorraine et gagner le Bois de la Cambre.

Par contre, les propositions de voies cyclistes relatives au reste de la chaussée de Waterloo sont beaucoup plus discutables, que ce soit dans l'axe Drève de Lorraine-Bois de la Cambre ou dans les autres axes prévus à gauche dans l'orientation nord-sud. Selon M. Cools, prévoir explicitement de telles mesures dans le Plan communal de mobilité rendrait particulièrement ardue la conciliation des différents objectifs.

M. Cools estime d'ailleurs que le choix le plus judicieux à privilégier pour la chaussée de Waterloo ne serait peut-être pas nécessairement le vélo mais plutôt les transports en commun, qui bouchonnent à certains endroits.

Quoi qu'il en soit, M. Cools craint que l'ajout d'un dispositif « vélo-confort » sur une artère telle que la chaussée de Waterloo y entrave davantage la circulation.

M. l'Echevin Wyngaard répond que le tronçon de la chaussée de Waterloo situé entre les avenues Latérale et Montana sera sous statut « vélo plus », c.à.d. le niveau supérieur (niveau 3), étant donné qu'il est intégré dans l'itinéraire prévu pour le RER-Vélo : ce dernier débouche de Saint-Job par l'avenue Latérale pour ensuite emprunter ce tronçon de la chaussée de Waterloo, qui le mène à l'avenue Montana et finalement au Bois de la Cambre.

Le reste de la chaussée de Waterloo est censé être sous statut « vélo-confort », c.à.d. non le niveau maximal mais le niveau médian.

Vu la présence de commerces et d'écoles, il serait incongru d'adopter un dispositif « vélo-quartier » pour la chaussée de Waterloo, en se contentant de mettre un petit logo par terre. Une telle mesure serait même dangereuse pour les cyclistes.

Le dispositif « vélo-confort » permet de tracer une piste cyclable là où c'est possible sans que le stationnement n'ait à en pâtir. De surcroît, l'aménagement d'un site propre pour les bus fera de cette artère, dans la perspective de 10 ou 15 ans où l'on se projette, une voirie dans une situation comparable à celle de l'avenue de la Couronne.

M. l'Echevin Wyngaard estime donc qu'il n'y a pas lieu de retenir les amendements 5 et 6 de M. Cools.

Amendements 5 et 6 rejetés.

Amendement 5 : 4 voix pour (UEA et M. De Bock) – 33 voix contre (Majorité, PS et Mme Maison) – 2 abstentions (MM. Spelkens et Clumeck).

Amendement 6 : 2 voix pour (UEA sans M. Sax) – 37 voix contre (Majorité, DéFI sans M. De Bock, PS et M. Sax) – 1 abstention (M. De Bock).

Amendement 7

M. Cools signale que la rue du Bourdon n'est pas prévue dans les projets futurs, alors que le Conseil communal en a souvent débattu et a conclu à la nécessité de planifier le réaménagement de cette voirie.

M. Cools propose donc d'intégrer la rue du Bourdon dans les projets de planification (p. 43).

***M. l'Echevin Wyngaard** est favorable à cet ajout. Et d'autres voiries mériteraient sans doute d'être ajoutées.*

La rue du Bourdon n'a pas du tout été négligée par le Collège : des dispositifs ralentisseurs ont été placés et un radar fixe a été fixé le long du chemin de fer.

De plus, les arrêts de bus de la STIB situés près du carrefour avec la rue du Bourdon vont faire l'objet d'un réaménagement.

Par ailleurs, des travaux vont être entrepris sur le tronçon de la rue du Bourdon proche de Linkebeek, mais Vivaqua va devoir intervenir au préalable pour y installer un égout.

Amendement 7 voté à l'unanimité.

Amendement 8

***M. Cools** rappelle qu'à son initiative et en concertation avec l'ensemble des groupes politiques, le Conseil communal a voté à l'unanimité en 2020 une motion visant à améliorer et renforcer l'offre de transports en commun à Uccle.*

M. Cools souhaiterait que les références et le contenu de cette motion soient repris dans le plan communal, et ce d'autant plus que certains points évoqués dans la motion n'y figurent pas, comme par exemple la connexion des bus entre le sud de la commune et l'ULB ou la prolongation éventuelle du métro jusqu'au square des Héros.

Le Collège propose un amendement rédigé de façon quelque peu différente (amendement 8bis), selon lequel le plan communal intégrerait non le texte in extenso mais les références au texte et à ses principaux points.

Le groupe Uccle en avant pourrait se rallier à cet amendement du Collège.

***M. l'Echevin Wyngaard** précise que par rapport à la phase 1, la version actuelle du document évoque la mise en place de lignes de transport en commun de haute performance.*

Cet ajout découle des derniers contacts avec Beliris, qui travaille actuellement sur cette thématique.

Ces lignes de haute performance pourraient consister en un réseau de métro mais aussi en un réseau ferroviaire. En l'occurrence, il faudra choisir le type d'infrastructure en fonction de ce qui est supportable sur le plan budgétaire.

Le plan communal mentionne donc bien les éléments évoqués dans la motion votée à l'initiative de M. Cools, mais dans une formulation différente.

Le groupe Uccle en avant consent-il à émettre un vote uniquement sur l'amendement 8bis ?

***M. Cools** marque son accord.*

Amendement 8 retiré.

Amendement 8 bis voté à l'unanimité.

Amendement 9

***M. Cools** précise que l'amendement 9 traite de la problématique des sites*

propres dont la création est envisagée chaussée de Neerstalle dans la prolongation du dispositif mis en place à Forest, donc de la rue du Merlo au carrefour Stalle.

Une infrastructure analogue est prévue du côté de la rue de l'Etoile, donc à nouveau de la rue de Stalle jusqu'à la rue des Myosotis.

M. Cools propose d'ajouter le paragraphe suivant :

« Pour la commune, la réalisation de sites propres pour le tram rue de l'Etoile et chaussée de Neerstalle doit être conditionnée par une analyse de l'impact des pertes de stationnement qui seraient engendrées par ces aménagements et par la recherche de la création de stationnements compensatoires ».

M. Cools ne se prononce pas pour ou contre de telles infrastructures, mais il estime que pour prendre une décision éclairée, il faut savoir si le projet envisagé a un impact et quelle est la hauteur de cet éventuel impact.

Il signale que les travaux entrepris sur la partie forestoise de la chaussée de Neerstalle ont entraîné la perte de nombreuses places de stationnement.

M. l'Echevin Wyngaard propose de ne pas retenir cet amendement, mais il tient à rassurer M. Cools sur le problème du stationnement.

En effet, deux scénarios avaient été envisagés lors des discussions menées avec la Région à propos de l'aménagement du tronçon de la chaussée de Neerstalle : le premier optait pour un site propre du tram avec une circulation en double-sens et le second, pour le site propre avec une circulation en sens unique.

C'est ce second scénario que le Collège a privilégié, en raison de son moindre impact sur le stationnement.

La délibération du Collège relative aux travaux de la rue de l'Etoile, pour lesquels des discussions sont en cours avec la Région, évoque explicitement la mise en place d'un mécanisme de compensation des pertes en matière de stationnement via la construction juste à côté d'un parking de dissuasion d'une capacité de 700 à 800 places. Le gouvernement a marqué son accord sur ce projet en juillet dernier.

Le scénario relatif aux travaux à accomplir du côté de la rue de l'Etoile n'est pas encore définitivement arrêté.

Amendement 9 rejeté.

5 voix pour (UEA, Mme Margaux et M. De Bock) – 30 voix contre (Majorité, Mme Maison et M. Spelkens) – 4 abstentions (PS et M. Clumeck).

Amendement 10

M. Cools précise que cet amendement se réfère aux propos qu'il a tenus précédemment sur la problématique du passage de la vitesse de circulation de 50 km/h à 30 km/h.

Il sollicite la suppression du point « Assurer la cohérence du réseau en matière de limitation de vitesse ».

M. l'Echevin Wyngaard répond que l'avenue Wolvendael ou la partie de l'avenue Jean et Pierre Carsoel qui longe le parc méritent assurément de passer au 30 km/h, eu égard au grand nombre de carrefours et de traversées piétonnes qui les jalonnent.

En outre, les citoyens se sont exprimés, via des pétitions ayant recueilli de nombreuses signatures, pour un renforcement de la sécurité routière sur d'autres voiries, telles que par exemple l'avenue du Prince d'Orange.

Amendement 10 rejeté.

4 voix pour (UEA et M. De Bock) – 28 voix contre – 2 abstentions (MM).

Amendement 11

M. Cools signale que le document mentionne les paragraphes suivants :

« Etudier les possibilités d'adaptation de la SNV auto-confort. Le réseau des voiries de la Commune d'Uccle présente une particularité dans la partie sud du territoire (maille Uccle-Sud). En effet, aucune voirie n'est reprise en réseau auto-confort, bien que dans les faits, l'avenue des Hospices, l'avenue Dolez et l'avenue du Prince d'Orange tendent à assurer cette fonction, en « évitement » de la chaussée de Waterloo. Ces axes auto-quartier absorbent par conséquent un trafic non adéquat aux standards fixés par leur statut.

Il conviendra d'assurer un monitoring régulier des conditions de trafic (vitesse congestion, accidentologie, etc.) sur ces axes et d'envisager à moyen-long terme des aménagements complémentaires pour assurer le niveau auto-quartier de ces voiries ».

M. Cools en conclut qu'il y a une volonté manifeste d'arrêter le flux de circulation de transit qui passe par cet axe est-ouest.

M. Cools propose dès lors de remplacer ce texte par la version suivante :

« Etudier les possibilités d'adaptation de la SNV auto-confort. Le réseau viaire de la commune d'Uccle présente une particularité dans la partie sud du territoire (maille Uccle-Sud du PRM). En effet, aucune voirie n'est reprise en réseau auto-confort dans le Plan régional de mobilité, bien que dans les faits, l'avenue des Hospices, l'avenue Dolez et l'avenue du Prince d'Orange assurent cette fonction et absorbent un trafic important. Il convient dès lors que ces voiries soient traitées comme des voiries auto-confort ».

M. Cools estime erronée la position consistant à ne vouloir pratiquement aucune voirie « auto-confort » ou « auto-plus », parce qu'alors, faute d'une réelle distinction entre les voiries, il y a un risque de confusion entre les grandes voiries et des artères telles que la rue des Carmélites.

M. l'Echevin Wyngaard répond qu'il s'agit effectivement d'« auto-quartiers » dans le plan régional, ce qui en pratique n'empêche pas la circulation de s'y dérouler de la manière dont on peut l'observer actuellement.

Cependant, mettre sous statut « auto-confort » une artère telle que, par exemple, l'avenue du Prince d'Orange signifierait y accueillir plus de voitures que ne le prévoit le plan régional, et donc reviendrait à envoyer à la Région un signal étrange, en totale contradiction avec la volonté affichée par ailleurs de réduire le trafic de transit dans les quartiers résidentiels.

M. l'Echevin Wyngaard estime que ce serait une erreur stratégique.

M. De Bock a un certain intérêt pour l'amendement déposé par M. Cools.

L'avenue Winston Churchill est en « auto-confort ». Cela signifie donc que pour la Région, une voirie peut être sous statut auto-confort tout en étant soumise à une limitation de vitesse à 30 km/h.

Or, M. Cools ne dit pas autre chose.

M. De Bock conteste donc l'idée selon laquelle la position défendue par M. Cools consisterait à envoyer un message incohérent à la Région.

M. l'Echevin Wyngaard réplique que le statut des voiries dont on débat n'est pas lié à la vitesse de circulation mais à la densité du trafic automobile.

M. De Bock ne l'ignore pas, mais selon lui, la Région a montré qu'il n'y a

plus de réelle hiérarchie dans le réseau de voiries, au point que l'auto-confort n'implique pas d'office le 50 km/h.

La Région a en effet démontré que sur de grands axes, il était possible d'avoir des voiries auto-confort à 30 km/h.

M. Cools partage tout à fait les considérations développées par M. De Bock.

Si l'on donne le même statut à des voiries différentes, par exemple l'avenue du Prince d'Orange et les avenues de Foestraets et Jacques Pastur qui lui sont parallèles, le trafic peut se déployer indistinctement dans ces différentes artères.

Dans une voirie auto-quartier – statut que l'on avait envisagé à une certaine époque pour les avenues de Foestraets et Jacques Pastur –, on peut y empêcher la circulation de transit en aménageant des culs-de-sac ou des sens uniques en sens contraire.

Mais dans ce cas, il faut quand même bien que les voitures passent quelque part. Or, il s'avère que le gabarit de l'avenue du Prince d'Orange est beaucoup plus large que celui des avenues de Foestraets et Jacques Pastur.

M. Cools en conclut que dans de tels quartiers, les diverses voiries ne doivent pas être traitées de la même façon.

M. l'Echevin Wyngaard répond que le Collège ne souhaite pas une augmentation du trafic sur les avenues de Foestraets et Jacques Pastur mais une réduction de celui-ci sur l'avenue du Prince d'Orange.

M. l'Echevin Wyngaard persiste à penser que l'adoption de l'amendement de M. Cools reviendrait à envoyer un message en sens contraire à la Région.

Amendement 11 rejeté.

6 voix pour (UEA et DéFI sans Mme Maison et M. Spelkens) – 33 voix contre (Majorité, PS, Mme Maison et M. Spelkens).

Amendement 12

M. Cools signale qu'il a eu un échange téléphonique avec M. l'Echevin Wyngaard sur l'amendement 12.

Cet amendement n'aborde pas de grands principes mais vise uniquement à améliorer la rédaction formelle du texte. Il demeure toutefois très proche de la version proposée par le Collège.

M. Cools décide de retirer son amendement afin de ne pas prolonger inutilement les débats.

Amendement 12 retiré.

Amendement 13

M. Cools précise que le texte suivant figure dans le plan d'action :

« Concernant la chaussée d'Alseberg, un réaménagement de façade à façade ayant été récemment réalisé, il s'agira à moyen-long terme de suivre l'évolution du trafic notamment pour évaluer si la pression du trafic est acceptable pour un axe de statut auto-quartier ou si la situation et les nuisances (performance du tramway par exemple) nécessitent des interventions plus poussées » (p.84).

Selon M. Cools, il n'y a pas lieu d'intervenir de quelque manière que ce soit sur la chaussée d'Alseberg, après les travaux de rénovation qui ont été accomplis. De toute façon, la chaussée d'Alseberg est considérée comme une voirie importante,

y compris dans les plans régionaux.

M. Cools se prononce pour la suppression de ce paragraphe.

M. l'Echevin Wyngaard insiste sur le fait qu'il s'agit juste d'une évaluation à moyen et long terme.

Amendement 13 rejeté.

5 voix pour (UEA, Mme Margaux et M. De Bock) – 33 voix contre (Majorité, PS, Mme Maison et M. Spelkens) – 1 abstention (M. Clumeck).

Amendement 14

M. Cools précise que, selon le texte du plan d'action, le dispositif des mailles implique l'engagement de réduire voire supprimer la circulation de transit à l'intérieur de ces mailles.

Le plan mentionne également que cet objectif peut être atteint avec des instruments tels que les culs-de-sac et les sens uniques en sens contraire.

M. Cools propose d'intégrer aussi les chicanes dans la liste des outils susceptibles d'être mobilisés à cette fin, par l'ajout du passage suivant :

« La création de chicanes. Déjà réalisées dans plusieurs voiries communales, elles y ralentissent la vitesse et découragent le trafic de transit ».

Selon M. Cools, les chicanes présentent un intérêt particulier, dans la mesure où, par leur effet dissuasif, elles contribuent à limiter la circulation de transit sans l'empêcher totalement, alors que les culs-de-sac et sens uniques en sens contraire érigent une barrière infranchissable la rendant impossible.

M. Cools cite à titre d'exemple la Vieille rue du Moulin, qui a été la première rue à chicanes sur le territoire communal. L'installation de chicanes sur cette voirie a contribué à y ralentir la vitesse mais a aussi dissuadé de s'y engager, sans pour autant y interdire tout passage.

M. l'Echevin Wyngaard répond que le Collège est tout à fait favorable à l'installation de chicanes mais précise que le document y fait déjà allusion :

« Pour les axes en ligne droite, un réaménagement avec des chicanes créées via l'alternance du stationnement et de la végétalisation peut aussi avoir un impact sur les vitesses pratiquées ; cette mesure devra être envisagée en phase de mise en œuvre du PCM » (p. 60).

Selon M. l'Echevin Wyngaard, il n'y a pas lieu de retenir l'amendement de M. Cools, qui serait une redondance par rapport au passage précité.

M. Cools conteste l'idée selon laquelle son amendement serait redondant.

En effet, le texte proposé par le Collège appréhende les chicanes en tant que moyen de réduire la vitesse, et M. Cools ne nie évidemment en aucune manière l'effet ralentisseur de vitesse de ce dispositif.

Mais l'amendement de M. Cools est d'une autre nature, dans la mesure où il appréhende les chicanes non en tant que dispositif ralentisseur mais en tant que moyen de limiter le transit.

Il n'y a donc aucune redondance, et M. Cools trouve quelque peu incongru de la part du Collège d'exclure les chicanes de la liste des moyens de limiter le transit pour ne retenir que les culs-de-sac et les sens uniques en sens contraire.

Amendement 14 rejeté.

8 voix pour (UEA et DéFI) – 29 voix contre (Majorité) – 3 abstentions (PS).

Amendement 15

M. Cools précise que cet amendement vise à supprimer intégralement les points 3.4.3.2. à 3.4.3.3. du document et de ne conserver pour le point 3.4.3.4. que les éléments relatifs à la rubrique « Petite maille Globe-Altitude 100 ».

Dans sa grande sagesse, le Collège a daigné écouter la « vox populi » telle qu'elle s'est exprimée à propos de la rue Edith Cavell et du Parvis Saint-Pierre mais a maintenu les mesures relatives à la rue Joseph Bens, la rue Emile Regard, l'avenue Maréchal Joffre ou l'avenue des Sept Bonniers.

M. Cools tient à se montrer cohérent avec l'avis de la commune de Forest, que M. De Bock a lu devant l'assemblée.

Il remarque aussi que l'avenue des Sept Bonniers est une voirie très large. Dans le cas où on ne pourrait emprunter cette avenue, il faudrait remonter au moins jusqu'à l'avenue Molière en embouteillant encore davantage la chaussée d'Alseberg.

Il est normal que le Collège se lance dans des réflexions mais ici, il s'agit non d'une réflexion mais de l'affirmation d'un scénario qui, selon M. Cools, n'est guère pertinent.

M. l'Echevin Wyngaard répond que les mesures proposées dans le plan seront soumises à un test extérieur.

M. Cools a tendance à assimiler la situation du Parvis Saint-Pierre à celle de la rue Edith Cavell alors qu'il s'agit de réalités différentes.

Vu que la vox populi a été quasi unanime pour la rue Edith Cavell, l'abandon du projet est clair, net et assumé.

Pour ce qui concerne le Parvis Saint-Pierre, il y a des attentes très fortes et une réelle volonté d'aller de l'avant, mais la question demeure ouverte car il faut encore déterminer quel type de scénario serait le plus judicieux, quelle requalification de l'espace public il conviendrait de privilégier, etc.

Ayant eu l'occasion de discuter avec son homologue forestois, M. l'Echevin Wyngaard précise qu'il n'y a pas d'opposition de la commune de Forest par rapport à l'avenue des Sept Bonniers. Il faudra simplement vérifier les impacts potentiels sur les voiries dans le cadre du test.

M. l'Echevin Wyngaard remarque toutefois que la création d'une piste cyclable sur ce tronçon permettra d'avoir un continuum sur l'ensemble de l'avenue des Sept Bonniers, les cyclistes étant actuellement protégés sur la partie forestoise mais non sur la partie ucquoise.

Amendement 15 rejeté.

5 voix pour (UEA, Mme Margaux et M. De Bock) – 31 voix contre (Majorité, Mme Maison et M. Spelkens) – 4 abstentions (PS et M. Clumeck).

Amendement 16

M. Cools est partisan de la suppression du point 3.4.4.2, relatif à l'inversion du sens unique de la rue Joseph Bens.

[En raison d'un problème technique affectant les micros, la présentation de l'amendement 16 effectuée par M. Cools est inaudible dans l'enregistrement de la séance.]

M. l'Echevin Wyngaard signale que cette mesure – qui fera l'objet d'un test

comme c'est le cas pour l'avenue des Sept Bonniers - n'a pas fait l'objet d'une forte contestation. Il y a d'ailleurs eu très peu d'interventions sur ce sujet dans le cadre de l'enquête publique.

Cette mesure est l'une des dispositions envisagées pour soulager quelque peu la rue du Doyenné, et notamment pour y sécuriser le cheminement des enfants, car le trafic est effectivement trop dense sur cette artère, eu égard à l'étroitesse des trottoirs et à la présence de deux écoles, de l'académie, de la bibliothèque, etc.

Le test permettra de déterminer si la mesure est pertinente. Mais il ne serait pas judicieux de l'exclure d'emblée, comme le suggère M. Cools.

Amendement 16 rejeté.

8 voix pour (UEA, PS, Mme Margaux et M. De Bock) – 27 voix contre (Majorité) – 3 abstentions (Mme Maison, MM. Clumeck et Spelkens).

Amendement 17

M. Cools précise que la version actuelle du document comporte le passage suivant :

« Adapter la tarification et/ou la durée du stationnement en voirie.

En cohérence avec les prescriptions régionales qui visent à assurer une politique régionale de stationnement équilibrée, la commune d'Uccle veillera au renforcement progressif de sa politique en matière de stationnement en adaptant la tarification de ses zones et la durée de stationnement » (p. 135).

Après avoir rappelé qu'« adaptation de tarification » signifie souvent « augmentation de tarification » et que la politique régionale de stationnement dite « équilibrée » s'est traduite par la suppression de 65.000 places de parking, M. Cools propose de remplacer la version du Collège par le texte suivant :

« Adopter une politique de stationnement équilibrée et évolutive.

La commune d'Uccle veillera à développer une politique équilibrée en matière de stationnement et raisonnable au niveau de sa tarification qui répondra aux besoins tant de ses concitoyens et de leurs visiteurs que de ses noyaux commerciaux et des activités économiques implantées sur son territoire ».

M. l'Echevin Wyngaard estime qu'il n'y a pas lieu de retenir l'amendement de M. Cools.

Il propose toutefois un amendement alternatif (amendement 17 bis), qui intègre un certain nombre d'idées formulées par M. Cools.

Cet amendement prévoit l'ajout, après le titre « Adapter la tarification et/ou la durée du stationnement en voirie », de la mention : « pour répondre aux besoins constatés ».

Dans le paragraphe, la mention « au renforcement progressif de sa politique » serait remplacée par « à développer sa politique », et au terme de celui-ci, pour faire écho aux propositions de M. Cools, on ajouterait la formule suivante : « afin de répondre aux besoins tant de ses concitoyens et de leurs visiteurs que de ses noyaux commerciaux et activités économiques ».

C'est d'ailleurs déjà dans cet esprit que travaillent les services communaux.

M. l'Echevin Wyngaard conteste l'assertion de M. Cools selon laquelle une adaptation de la tarification serait toujours à la hausse.

Il prend notamment pour exemple le cas de l'avenue Van Bever, dont une partie était réglementée mais où l'on a constaté que les emplacements considérés n'étaient jamais occupés. Dès lors, l'administration est revenue en arrière.

M. Cools propose qu'il y ait d'abord un vote sur son propre amendement,

puisque celui-ci est le plus radical.

Pour ce qui concerne l'amendement proposé par le Collège, le groupe Uccle en avant optera pour l'abstention, car quoique cet amendement améliore le texte, il continue à affirmer erronément que la politique régionale de stationnement est équilibrée.

***M. De Bock** va soutenir l'amendement de M. Cools et s'abstenir sur l'amendement proposé par M. l'Echevin Wyngaard, étant donné que l'avenue Van Bever est l'exception qui confirme la règle : en réalité, la tarification a évolué à la hausse sur beaucoup d'autres voiries, notamment sur l'axe Errera-Dupuich.*

Amendement 17 rejeté.

Amendement 17bis approuvé.

Amendement 17 : 6 voix pour (UEA, M. De Bock, PS sans Mme Kabachi) – 32 voix contre (Majorité, Mme Kabachi et M. Spelkens) – 2 abstentions (Mme Margaux et M. Clumeck).

Amendement 17 bis : 34 voix pour (Majorité, PS, Mme Maison et M. Spelkens) – 6 abstentions (UEA, Mme Margaux, MM. De Bock et Clumeck).

Amendement 18

***M. Cools** s'est rendu il y a quelques jours à Woluwe-Saint-Pierre et y a constaté avec surprise que des horodateurs situés dans une zone près de Stockel offraient une demi-heure gratuite.*

Estimant cette idée excellente, M. Cools propose d'ajouter p. 135, in fine, le paragraphe suivant :

« Comme la commune de Woluwe-Saint-Pierre la commune d'Uccle offrira non plus un quart d'heure gratuit mais une demi-heure gratuite de stationnement automobile dans les zones réglementées. Ceci notamment pour renforcer l'attractivité de nos centres et noyaux commerciaux ».

Le quart d'heure gratuit passe très vite. Il est préférable de disposer d'une demi-heure pour faire ses courses à son aise, notamment quand le stationnement est éloigné des commerces.

***M. le Bourgmestre** estime que M. Cools a émis un peu facilement une proposition très sympathique avec sa demi-heure de stationnement. D'ailleurs, pourquoi pas 45 minutes ou une heure trente ? Les propositions de type « On rase gratis » font toujours plaisir.*

M. le Bourgmestre se permet d'ailleurs de rappeler que M. Cools avait voté naguère contre la proposition de M. Cohen relative au quart d'heure gratuit.

Et à présent, M. Cools témoigne de l'enthousiasme pour une mesure analogue prônée à Woluwe-Saint-Pierre. Ce revirement de position n'est-il pas incohérent ?

Et même si ce type de proposition est toujours sympathique, il y a toujours finalement quelqu'un qui paie.

De plus, cette mesure est illégale, et à supposer que le Collège consentirait à s'éloigner de la légalité – ce qui n'est absolument pas le cas -, il y a une tutelle sourcilleuse qui ne manquerait pas de lui rappeler cette exigence.

***M. Cools** estime qu'il n'est pas illégitime de se demander si la légalité est bien effective. Il constate en tous cas que la commune de Woluwe-Saint-Pierre considère que la mesure qu'elle promet est légale.*

Par ailleurs, M. Cools estime qu'il est un peu facile d'ironiser en prétendant qu'il veut « raser gratis ».

M. Cools n'a jamais proposé un parking gratuit de 45 minutes ou d'une heure et demie, car il est bien conscient de la nécessité de garantir la rotation du stationnement dans les noyaux commerciaux. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle ces quartiers ont d'abord été dotés d'horodateurs et ont ensuite été placés en zone rouge ou orange.

Une heure et demie est un délai trop long pour assurer une rotation effective du stationnement. Par contre, un délai d'une demi-heure est tout à fait raisonnable et n'est en aucune manière démagogique.

M. Cools admet tout à fait que le Collège ait l'intention de donner une réponse légaliste, dont on peut débattre, mais il trouve exagéré d'être traité de démagogue parce qu'il demande la demi-heure gratuite.

***M. le Bourgmestre** persiste à affirmer l'illégalité de la mesure appliquée à Woluwe-Saint-Pierre, en vertu d'une ordonnance bruxelloise.*

Il précise qu'il n'a jamais utilisé le mot « démagogue ».

***M. De Bock** considère que les disques bleus constituent une solution permettant de résoudre le problème en demeurant dans une stricte légalité. Il opte donc pour l'abstention.*

Amendement 18 rejeté.

6 voix pour (UEA et PS) – 31 voix contre (Majorité, Mme Maison et M. Clumeck) – 3 abstentions (Mme Margaux, MM. De Bock et Spelkens).

Amendement 19

***M. Cools** précise que cet amendement traite de la scan car, dont on veut encore élargir les interventions.*

Le texte proposé par le Collège mentionne les éléments suivants :

« Une politique de stationnement efficace doit être effective. Il s'agit de veiller au maintien de contrôles suffisamment fréquents en vue d'atteindre un bon niveau de rotation des places, en particulier dans les zones commerçantes (zones orange notamment) et/ou la préservation du stationnement riverain (zones vertes – zones bleues).

À ce titre, la dématérialisation du contrôle, via les technologies de caméra ANPR (« scan car » ou « scan scooter ») participe à cet objectif d'assurer le respect de la réglementation, en particulier dans les zones bleues. La commune pourrait utilement évaluer l'opportunité de dématérialiser tout ou partie des contrôles ».

Le texte renvoie ensuite vers un site internet de la Région wallonne, pour de plus amples précisions.

M. Cools propose de remplacer ce texte par la version suivante :

« Dans un Etat de droit le respect des réglementations en vigueur s'impose à tous. C'est vrai pour le respect du code de la route par les automobilistes comme par les cyclistes et les trottinettistes. C'est vrai aussi pour le respect des réglementations adoptées en matière de stationnement. Les contrôles de la commune doivent garantir ce respect afin que la rotation du stationnement voulue par ces réglementations soit effective ».

Ce texte n'exclut pas la scan-car, qui s'avère sans doute utile dans les zones bleues (même si s'y pose parfois le problème de la justification de la preuve) mais élargit quelque peu la perspective en ne se limitant pas à l'automobile.

Le respect du code de la route ne concerne pas seulement les automobilistes mais aussi les cyclistes et les usagers de trottinettes.

M. l'Echevin Wyngaard répond que cette partie du plan est consacrée spécifiquement au stationnement.

Il est tout à fait légitime d'aborder les comportements inciviques des cyclistes, trottinettistes et autres usagers (qui ont d'ailleurs fait régulièrement l'objet de débats au sein du Conseil communal), mais dans d'autres parties ou chapitres du plan.

M. l'Echevin Wyngaard conteste l'idée selon laquelle ce paragraphe évoquait le renforcement de la scan car. Le texte parle non de renforcement mais de contrôles opérés par la scan car.

M. l'Echevin Wyngaard propose donc de ne pas retenir l'amendement de M. Cools.

Par ailleurs, il suggère, pour des raisons de pure forme, la suppression de la phrase « La commune pourrait utilement évaluer l'opportunité de dématérialiser tout ou partie des contrôles », parce que c'est déjà le cas. Il s'agit d'une coquille vide de sens.

Amendement 19 rejeté.

Accord sur la suppression de la phrase.

Amendement 19 : 3 voix pour (UEA) – 29 voix contre (Majorité) – 8 abstentions (PS et DéFI).

Amendement 20

M. Cools précise que son amendement concerne le point 5.2.6. « Encourager la mutualisation des espaces de stationnement, notamment ceux localisés hors voirie ».

Le Collège a également proposé son propre amendement au texte initial (amendement 20bis).

Quoiqu'il considère son propre amendement supérieur, M. Cools a décidé de retirer son amendement au profit de celui émis par le Collège, dans la mesure où ce dernier intègre au moins partiellement ses préoccupations, en affirmant notamment qu'en cas de réaménagement de voirie, il faut examiner l'augmentation de l'offre hors voirie lorsqu'il y a des pertes importantes.

L'amendement 20bis présente aussi l'intérêt d'évoquer un point qui n'est pas cité dans le plan, en l'occurrence l'engagement pris par le Collège, dans le cadre du réaménagement de la place de Saint-Job, de compenser au moins partiellement la suppression éventuelle de places de parking par l'accroissement de la capacité de stationnement du parking situé à l'arrière de la place.

Amendement 20 retiré.

Amendement 20bis approuvé à l'unanimité.

Le 1er amendement est rejeté par 29 non, 6 oui et 3 abstentions.

Les 2e, 8e, 12e et 20e amendements sont retirés.

Les 3e et 7e amendements sont adoptés à l'unanimité.

Les 4e et 5e amendement est rejeté par 33 non, 4 oui et 2 abstentions.

Le 6e amendement est rejeté par 37 non, 2 oui et 1 abstention.

Le 9e amendement est rejeté par 30 non, 5 oui et 4 abstentions.

Le 10e amendement est rejeté par 28 non, 4 oui et 2 abstentions.

Le 11e amendement est rejeté par 33 non et 6 oui.

Le 13e amendement est rejeté par 33 non, 5 oui et 1 abstention.

Le 14e amendement est rejeté majorité contre opposition, le PS s'étant abstenu.

Le 15e amendement est rejeté par 31 non, 5 oui et 4 abstentions.

Le 16e amendement est rejeté par 27 non, 8 oui et 3 abstentions.

Le 17e amendement est rejeté par 32 non, 6 oui et 2 abstentions.

Le 18e amendement est rejeté par 31 non, 6 oui et 3 abstentions.

Le 19e amendement est rejeté majorité contre opposition, le PS et DéFi s'étant abstenus.

Les 1er, 2e, 8e et 20e amendements bis sont adoptés à l'unanimité.

Le 17e amendement bis est adopté par 34 oui et 6 abstentions.

Le Plan communal de mobilité (PCM) est adopté par 28 voix pour et 11 contre.

Le Conseil approuve le point.

39 votants : 28 votes positifs, 11 votes négatifs.

Non : Bernard Hayette, Odile Margaux, Nicolas Clumeck, Hans Marcel Joos Van de Cauter, Eric Sax, Marc Cools, Joëlle Maison, Emmanuel De Bock, Cédric Didier Norré, Leïla Kabachi, Jacques Spelkens.

Gemeentelijk Mobiliteitsplan - Goedkeuring van het eindverslag

De raad,

Gelet op de ordonnantie van 26 juli 2013 tot vaststelling van een kader inzake mobiliteitsplanning en tot wijziging van sommige bepalingen die een impact hebben op het vlak van mobiliteit;

Overwegende dat deze ordonnantie:

- Ertoe strekt een samenhang in de mobiliteitsstrategieën en -projecten op gewestelijke en gemeentelijke schaal te verzekeren;
- De opmaak van een Gemeentelijk Mobiliteitsplan verplicht en de modaliteiten ervan bepaalt (zie afdeling 3 van de voornoemde ordonnantie);

Gelet op het Gewestelijk Mobiliteitsplan 2020-2023, in 3e lezing goedgekeurd door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering op 25 maart 2021;

Overwegende dat het Gemeentelijk Mobiliteitsplan:

- Opgemaakt werd door de gemeente Ukkel met behulp van studiebureau Traject;
- Opgevolgd werd door het begeleidingscomité met daarin vertegenwoordigers van verschillende gemeentediensten, leden van het college van burgemeester en schepenen, de politiediensten, vertegenwoordigers van de verschillende openbaarvervoermaatschappijen en van de mobiliteitsdiensten van het gewest;
- Gevoed werd door de bijdragen van de verschillende wijkcomités en door bijdragen van de verenigingen die projecten dragen in verband met de gemeentelijke mobiliteit;
- Gevoed werd door de resultaten van drie participatieve workshops (zie hierna), die plaatsvonden op 10 juni 2021, 26 oktober 2021 en 19 maart 2022;
- Onderworpen werd aan een openbaar onderzoek van 26 mei tot en met 31 augustus 2023;

Overwegende dat fase 1 (diagnose) en 2 (strategische doelstellingen) voor de drie voornoemde actielijnen aan het brede publiek voorgesteld werden op maandag 10 mei 2021 en dat deze voorstelling online plaatsvond zodat zo veel mogelijk burgers eraan konden deelnemen, rekening houdend met de gezondheidsmaatregelen die in mei 2021 van kracht waren;

Overwegende dat de gemeente Ukkel gelijktijdig met de lancering van fase 1 (diagnose) de ruimte gewijd aan het gemeentelijk plan online gezet heeft op het federaal participatief platform <https://uccl.monopinion.belgium.be>;

Overwegende dat de website van de gemeente Ukkel aangepast werd en dat er een tabblad "Gemeentelijk Mobiliteitsplan" toegevoegd werd aan de pagina's gewijd aan

de mobiliteit in Ukkel, met als doel om de presentatie van 10 mei 2021 te publiceren en ze toegankelijk te maken voor iedereen die niet aan de vergadering kon deelnemen; Overwegende dat er een online openbaar onderzoek plaatsvond van 10 mei tot 10 juni 2021 en dat het 1.014 bijdragen in fase 1 (diagnose) verzameld heeft;

Overwegende dat er een communicatie via een huis-aan-huisbericht georganiseerd werd in juni 2021 om de lancering van het Gemeentelijk Mobiliteitsplan aan te kondigen en de structuur ervan voor te stellen aan alle inwoners van de gemeente Ukkel;

Overwegende dat er informatieve en participatieve workshops georganiseerd werden voor de drie fases om het werk van de gemeente en van het studiebureau te voeden;

Overwegende dat over deze workshops gecommuniceerd werd via affiches in de betrokken wijken, op de website van de gemeente en op de sociale media;

Overwegende dat aan de deelnemers gevraagd werd om in te schrijven voor de workshops om ze zo goed mogelijk te organiseren en dat er een uitnodiging verstuurd werd na de inschrijving;

Overwegende dat deze drie participatieve workshops plaatsvonden op 10 juni 2021, 26 oktober 2021 en 19 maart 2022;

Overwegende dat twee workshops online plaatsvonden zodat zo veel mogelijk burgers eraan konden deelnemen, rekening houdend met de gezondheidsmaatregelen die van kracht waren in mei 2021;

Overwegende dat de gemeente twee stedelijke workshops in wijk Homborch en Zwartebeek georganiseerd heeft op 9 juli 2022;

Overwegende dat de volgende collectieven en verenigingen ontmoet werden om het werk van de gemeente en van het studiebureau te voeden: de Gemeentelijke Adviesraad voor Personen met een Handicap (GAPH) op 28 maart 2022, de Association des Comités de Quartier d'Uccle (ACQU) op 2 juni 2022, de Gemeentelijke adviesraad voor actieve verplaatsingswijzen (GAAV) op 2 juni 2022, de Adviesraad voor Ouderen (UAO) op 14 juni 2022, de GRACQ en vzw MautoDéfense;

Overwegende dat de bijdragen van verschillende wijkcomités verzameld werden om het werk van de gemeente en van het studiebureau aan te vullen;

Gelet op de voorstelling van fase 1 en 2 aan de leden van de gemeenteraad op 7 juni 2022;

Gelet op de beslissing van het college van burgemeester en schepenen in zitting van 1 februari 2022 tot goedkeuring van fase 1;

Gelet op de beslissing van het college van burgemeester en schepenen in zitting van 26 juli 2022 tot goedkeuring van fase 2;

Overwegende dat het actieplan ertoe strekt de doelstellingen die bepaald werden in fase 2 van het Gemeentelijk Mobiliteitsplan te bereiken;

Gelet op de beslissing van het college van burgemeester en schepenen in zitting van 2 mei 2023 tot goedkeuring van fase 3;

Overwegende dat het actieplan ertoe strekt de doelstellingen die bepaald werden in fase 2 van het Gemeentelijk Mobiliteitsplan te bereiken;

Overwegende dat de voorgestelde acties rekening houden met de verschillende adviezen en opmerkingen die verzameld werden tijdens de workshops en ontmoetingen met de inwoners, wijkcomités en andere verenigingen tijdens de opmaak van fase 1 en 2;

Overwegende dat het actieplan (fase 3) voorgesteld werd:

- In zitting van het college van burgemeester en schepenen van 22 december 2022;
- Aan het begeleidingscomité op 27 april 2023;
- Tijdens een specifieke vergadering met de leden van de gemeenteraad op 16 mei 2023;
- Aan de Ukkelse burgers tijdens drie vergaderingen op 23, 30 en 31 mei 2023;

Overwegende dat er een huis-aan-huisbericht verdeeld werd op het volledige Ukkelse

grondgebied om de organisatie van het openbaar onderzoek over het ontwerp van Gemeentelijk Mobiliteitsplan en van de infosessies aan te kondigen;

Aangezien het ontwerp van Gemeentelijk Mobiliteitsplan en het milieueffectenrapport overeenkomstig artikel 15 §5 van de voornoemde ordonnantie van 26 juli 2013 onderworpen werden aan een openbaar onderzoek van 60 dagen, van 26 mei tot en met 31 juli 2023;

Overwegende dat er een communicatie over het openbaar onderzoek plaatsvond aan de hand van:

- Een huis-aan-huisbericht verdeeld op het volledige gemeentelijk grondgebied in mei 2023;
- Een publicatie in het gemeenteblad Wolvendael Magazine;
- Een publicatie op de nieuwspagina op de website van de gemeente;
- Een publicatie op de verschillende sociale media;

Overwegende dat de verschillende vormvoorschriften in acht genomen werden, meer bepaald:

- De aanplakking van het bericht van openbaar onderzoek in het gemeentehuis uiterlijk de derde dag voor het begin van dit onderzoek;
- De duur van 60 dagen, waarvan minstens de helft buiten vakantieperiodes;
- De modaliteiten voor de schriftelijke indiening van de adviezen en opmerkingen, met de post of via e-mail;
- De neerlegging van de documenten van het ontwerp van Gemeentelijk Mobiliteitsplan voor raadpleging door het publiek in het gemeentehuis tijdens de volledige duur van het openbaar onderzoek en de gelijktijdige publicatie van dezelfde documenten op de website van de gemeente;

Overwegende dat er 652 reacties ingediend werden binnen de termijn van het openbaar onderzoek;

Overwegende dat de geformuleerde bezwaren, adviezen en opmerkingen samengevat zijn in het bijgevoegde proces-verbaal;

Overwegende dat de gemeentediensten binnen de toegekende termijn het advies van de volgende besturen en instanties ontvangen hebben:

- Brussel Mobiliteit;
- perspective.brussels;
- Leefmilieu Brussel;
- De politiezone Ukkel/Watermaal-Bosvoorde/Oudergem;
- De MIVB;
- De NMBS;

Overwegende dat de gemeentediensten binnen de toegekende termijn het advies van de volgende buurgemeenten ontvangen hebben:

- De gemeente Sint-Genesius-Rode;
- De gemeente Vorst;
- De gemeente Elsene;
- De stad Brussel;

Overwegende dat na de ontvangen bezwaren, adviezen en vragen voorgesteld wordt om aan het Gemeentelijk Mobiliteitsplan de wijzigingen in de bijlage aan te brengen;

Beslist:

Het bijgevoegde proces-verbaal met de resultaten van het openbaar onderzoek en de details van de wijzigingen aan het Gemeentelijk Mobiliteitsplan goed te keuren;

Het aangepast Gemeentelijk Mobiliteitsplan na de relevante opmerkingen van de burgers tijdens het openbaar onderzoek en de opmerkingen van de instellingen, instanties en buurgemeenten aan te nemen;

Het aangepast Gemeentelijk Mobiliteitsplan voor goedkeuring te bezorgen aan de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, overeenkomstig artikel 16 van de voornoemde ordonnantie van 26 juli 2013.

***De burgemeester** is tevreden over de voltooiing van het gemeentelijk mobiliteitsplan (GMP), een zeer belangrijk punt in de algemene beleidsverklaring van deze legislatuur.*

Hoewel mobiliteit een onderwerp is dat vaak aanleiding geeft tot verhitte debatten, vertrouwt hij erop dat dit debat rustig zal verlopen omdat dit plan zeker geen “Good Move bis” is maar wel een evenwichtig, niet-dogmatisch plan is dat rekening houdt met de Ukkelse realiteit en de evolutie van het mobiliteitsgedrag. In dit opzicht is de teleurstelling die extremisten van alle strekkingen onvermijdelijk zullen tonen, een teken van de relevantie van dit plan.

Dit plan is al het onderwerp geweest van een breed democratisch debat, met discussies over een periode van twee maanden, vergeleken met slechts één maand voor het vorige plan dat in 2006 werd opgesteld.

De burgemeester bedankt de raadsleden die amendementen hebben ingediend, omdat deze stof tot nadenken bieden.

Hij haalt ook aan dat dit plan, overeenkomstig de legitieme vraag van de burger, een grote aandacht heeft voor verkeersveiligheid, vooral in schoolomgevingen.

***Schepen Wyngaard** wijst erop dat burgerinspraak moeilijker was door de covidcrisis omdat ontmoetingen soms virtueel moest plaatsvinden.*

Dit plan maakt deel uit van een langetermijnvisie - in dit geval een tiental jaar - omdat het vorige plan in 2006 werd opgesteld.

Hij beweert zeker niet dat dit plan perfect is, vooral omdat dit plan het resultaat is van een compromis. Het houdt echter wel rekening met de versnelde veranderingen in het mobiliteitsgedrag, op basis van statistische gegevens die elk jaar worden verstrekt.

In de realiteit gaat het om een echte verschuiving van de prioriteiten: voetgangers en fietsers staan nu centraal, met een bijzondere aandacht voor verkeersveiligheid.

Maar het college heeft niet gewacht op het GMP om reeds krachtige maatregelen te nemen op dit gebied: de afgelopen 5 jaar heeft het een reeks maatregelen genomen om zachte mobiliteit aan te moedigen en een evenwichtiger gebruik van de openbare ruimte te garanderen, overeenkomstig de principes in de algemene beleidsverklaring.

Het openbaar onderzoek duurde twee maanden (juli en augustus). Ondanks enige kritiek op de timing was er een grote respons (650 bijdrages). De gekozen periode - minder werkdruk voor veel burgers - vormde geen belemmering omdat de meeste bijdrages in juli werden ontvangen.

Het college zal rekening houden met de opmerkingen die tijdens het openbaar onderzoek werden gemaakt. Het document vermeldt expliciet de verschillende bijdrages, die soms tegenstrijdig zijn omdat burgers niet noodzakelijk allemaal dezelfde mening hebben over een bepaald onderwerp.

Het voorstel voor eenrichtingsverkeer in een gedeelte van de Edith Cavellstraat (voorgesteld door het studie bureau om de nabijgelegen schoolomgeving veiliger te maken) kreeg de meeste kritiek van de burger.

Dit voorstel werd bijna unaniem verworpen. Van de 200 bijdrages over dit voorstel waren er slechts 5 of 6 voor.

Ook de directie van de school Notre-Dame des Champs heeft dit voorgelegd aan het eigen personeel en de ouders en het werd eveneens verworpen, met een 2/3-meerderheid bij de ouders.

Dit voorstel zal daarom grondig herzien worden.

De prioriteit wordt behouden in de sector Cavell-Florida omdat dit werd gesteund tijdens het openbaar onderzoek, ondanks enkele negatieve adviezen. Net zoals bij de andere maatregelen van het GMP wordt voorgesteld om een test uit te

voeren in overleg met de bewoners.

De toestand van het Sint-Pietersvoorplein is het tweede onderwerp dat burgers heeft gemobiliseerd. Over het lot van dit plein waren de meningen veel meer verdeeld dat over de Edith Cavellstraat.

De handelaars en de bewoners van de Gelovigenstraat en de Verhulststraat vrezen voor een verplaatsing van het verkeer naar hun straten.

Sommige bewoners zijn voorstander om van een gedeelte van het Sint-Pietersvoorplein een voetgangersgebied te maken maar staan sceptisch tegenover de voorgestelde scenario's.

Het college blijft overtuigd van de noodzaak om de openbare ruimte rond het Sint-Pietersvoorplein te verbeteren en wenst de dialoog te verdiepen om tot een zo breed mogelijk gedragen scenario te kunnen komen.

Over het gedeelte van de Sint-Jobsesteenweg tussen de De Wansijnrotonde en het Sint-Jobsplein kwamen heel wat reacties. De bewoners benadrukten de noodzaak om maatregelen te treffen die het potentiële gevaar verminderen.

De schepen vermeldt nog de lancering van een trajectstudie voor het gedeelte Kalevoet-Wolvendael van de Dieweg, de aandacht voor het vrijmaken van trottoirs en een reeks concrete voorstellen voor de wijken Sterrewacht, Vronerode en Neerstalle.

Sommige maatregelen kunnen erg snel worden ingevoerd, terwijl andere testfasen of objectieve tellingen vereisen omwille van hun impact op het verkeer.

De h. Desmet is van mening dat het huidige GMP - bijna 20 jaar geleden opgestart - achterhaald is door de evolutie in verplaatsingsmethodes en daarom herzien moet worden. Een dergelijke herziening ligt bovendien in de lijn van de verbintenissen die de meerderheid is aangegaan in de algemene beleidsverklaring.

In de naoorlogse groei-jaren zijn onze steden geleidelijk omgevormd volgens het principe "alles voor de auto", wat toen als een teken van vooruitgang werd aanzien. Deze transformatie ging ten koste van de veiligheid en andere vervoerswijzes en de daarbij horende vervuiling heeft bijgedragen aan de klimaatverandering en de ineenstorting van de biodiversiteit, met o.a. ook meer bodemvervuiling, aantasting van het landschap en uitputting van natuurlijke hulpbronnen

Nu dit model zijn beperkingen heeft aangetoond, moeten we prioriteit geven aan actieve vervoerswijzes. We moeten de efficiëntie van het openbaar vervoer verbeteren en wandelen en veilig fietsen aanmoedigen om een sedentaire levensstijl tegen te gaan.

Wie zou de stadsplanning van vroeger betreuren, waar sommige foto's bijvoorbeeld tonen dat de Grote Markt van Brussel als enorme parking werd gebruikt?

De h. Desmet vindt eveneens dat de mobiliteitsverschuiving ook een sociaal voordeel inhoudt omdat het vaak de meest kwetsbare bevolkingsgroepen zijn die meer te lijden hebben onder milieuschade.

Tijdens de burgerraadpleging van het onafhankelijke studiebureau werden meer dan 600 bijdrages ingediend. Zoals vaak het geval is bij dergelijke initiatieven, waren het vooral de tegenstanders die hebben gereageerd. Ecolo wil graag haar waardering uitspreken voor de enorme inspanning die werd geleverd om deze democratische raadpleging mogelijk te maken.

De h. Cools is veel minder enthousiast over dit plan dan de vorige sprekers. Hij beschouwt dit als een plan van de gemiste kansen: het college heeft geen evenwichtig plan opgesteld, heeft geen echte burgerinspraak georganiseerd en heeft ook niet echt geluisterd naar de gemeenteraad bij de opstelling van dit plan.

Hij erkent dat dit plan talrijke positieve maatregelen voor fietsers en voetgangers bevat. De meeste hiervan betreffen de uitvoering, de opvolging en de

versnelling van het PAVE-plan dat aan het einde van de vorige legislatuur werd goedgekeurd.

Dit plan is echter zwak op het vlak van het openbaar vervoer, vooral voor het zuiden van de gemeente.

Het zal bovendien leiden tot een grote vermindering van parkeerplaatsen omwille van de principes waarop het is gebaseerd.

Dit plan verwijst vaak niet gewoon naar het gewestelijke mobiliteitsplan maar steunt resoluut het beleid dat het Gewest wil invoeren.

Het document over de doelstellingen van het plan (fase 2), goedgekeurd in juli 2022 door het college, bevat namelijk het volgende dat de wens weerspiegelt om op gewestelijke schaal 65.000 parkeerplaatsen te schrappen:

“Het gewestelijke mobiliteitsplan stelt terecht dat het huidige beleid (beperking van het parkeeraanbod bij bestemmingen, het aantal parkeerplaatsen en de tarieven) moet worden voortgezet en uitgebreid”.

Volgens de h. Cools vertoont het milieueffectenrapport bovendien gebreken. Het kon de impact van de invoering van eenrichtingsverkeer in de Edith Cavellstraat niet inzien en heeft deze impact geminimaliseerd. Dit rapport is rechtstreeks gebaseerd op de maatregelen van het plan Good Move met betrekking tot het parkeren.

De tekst die vandaag wordt voorgelegd aan de gemeenteraad bevat toch enkele verbeteringen t.o.v. de oorspronkelijke tekst die aan een openbaar onderzoek werd onderworpen: geen waanzinnige intentie meer om eenrichtingsverkeer in te voeren in de Edith Cavellstraat, de beslissing om dieper na te denken over de wijk Ukkel-Centrum (Sint-Pietersvoorplein, Xavier De Buestraat ...) alvorens een eindbeslissing te nemen, meer maatregelen ten bate van personen met een handicap.

Hij stelt echter vraagtekens bij het voornemen om 30 km/u in te voeren in enkele wegen waar nu 50 km/u geldt zoals de Jean en Pierre Carsoellaan, de Dolezlaan, de Van Beverlaan, de Wolvendaellaan, de Godshuizenlaan, de Prins van Oranjelaan en de Messidorstraat tussen de Brugmannlaan en de Winston Churchilllaan.

Volgens hem gaat het plan de verkeerde kant uit omwille van het blijven vasthouden aan de “8 mazen” filosofie.

In de gewijzigde documenten staat expliciet vermeld dat het de doelstelling is om transitverkeer binnen de mazen te verminderen maar als één maas zo divers is zoals de wijken Homborch, Verrewinkel, Prins van Oranje, Fort-Jaco en Sint-Job, is het niet verwonderlijk dat het resultaat onzin is.

De h. Cools heeft ook enige twijfel over de realiteit van de burgerinspraak. Hij had namelijk vernomen dat het spreekrecht niet altijd gelijk verdeeld was tussen de verschillende deelnemers van de inspraakworkshops.

De documenten van het openbaar onderzoek waren beschikbaar op de website van de gemeente op vrijdag 31 mei terwijl de infosessies hierover slechts enkele dagen later gepland waren (de volgende dinsdag en woensdag).

Veel inwoners hebben het huis-aan-huisbericht over deze infosessies te laat ontvangen om er nog aan deel te kunnen nemen. Dit document werd zelfs nooit verdeeld in de straat waarin de h. Cools woont.

Hij is samen met de h. Sax en andere raadsleden door de wijken Cavell en Ukkel-Centrum gelopen om de bewoners op de hoogte te brengen van deze infosessies. Er waren dus wel degelijk gebreken in de verspreiding van informatie, een aandachtspunt voor de toekomst.

Volgens de h. Cools werd er bovendien nauwelijks geluisterd naar de gemeenteraad en werd er weinig moeite gedaan om tot een consensus te komen.

Er werden twee infosessies voor de gemeenteraad georganiseerd: de eerste in 2022 en de tweede kort voor het openbaar onderzoek.

Tijdens de eerste sessie - over de doelstellingen van het plan - maakten hij en

nog andere raadsleden, ook van de meerderheid (waarvan hij de namen liever niet noemt om ze niet in verlegenheid te brengen), praktische en concrete opmerkingen waarmee achteraf nauwelijks rekening werd gehouden.

Tijdens de tweede sessie hebben de opmerkingen van de h. Cools over de waanzinnige suggesties voor Ukkel-Centrum en de Cavellwijk niet geleid tot een reactie die in verhouding stond tot het onderwerp.

Bovendien ontvingen de raadsleden vóór de sessie enkel onvolledige slides i.p.v. volledige of op zijn minst voldoende informatie.

Hij benadrukt dat de gemeente Ukkel specifieke mobiliteitsproblemen heeft door de hogere gemiddelde leeftijd en het hoge aandeel zelfstandigen in de bevolking. Ukkel behoort tot de top drie van Brusselse gemeentes wat betreft het aantal zelfstandigen en tot de top 5 wat betreft de meeste inschrijvingen in het btw-register. Deze toestand vereist de nodige aandacht voor alle vervoerswijzes.

Hij is a priori niet gekant tegen een gedeeltelijk voetgangersgebied op het voorplein maar heeft enkel voorbehoud t.a.v. de plannen die tijdens het openbaar onderzoek werden voorgelegd. Er moet hierover nagedacht worden en men zal zien wat het resultaat hiervan wordt.

Tijdens de sessie voor Ukkel-Centrum zei de vertegenwoordigster van het studiebureau dat “parasitaire auto’s” (auto’s van personen die niet in de betrokken wijk wonen) geëlimineerd moesten worden. In het algemeen wordt een auto niet gebruikt om enkel in de eigen woonwijk rond te rijden!

De h. Cools maakt zich grote zorgen over de onderliggende filosofie van een dergelijk plan.

Om al deze redenen zal Uccle en avant tegen dit GMP stemmen.

De h. Hayette merkt op dat in de algemene beleidsverklaring de mobiliteitskwestie wordt gepresenteerd als een van de belangrijkste prioriteiten van het gemeentelijke beleid voor de zittingsperiode.

Dit gemeentelijk mobiliteitsplan is echter pas een jaar voor de verkiezingen beschikbaar. Na de verklaringen van schepen Wyngaard zou de h. Hayette op zijn hoede zijn voor de Ecolo-partner als deze tot de MR-component van de meerderheid zou behoren, want voor Ecolo is het gemeentelijk mobiliteitsplan vooral een kans om een electoraat te remobiliseren dat ongetwijfeld teleurgesteld is door een bijzonder magere staat van dienst.

Het college presenteert een document van ongeveer drie pagina's, zonder pedagogie, aan het einde van een proces dat loopt van april 2021 tot september 2023, wanneer mobiliteit geïntegreerd had moeten zijn in het volledige beleid.

Het gemeentelijk mobiliteitsplan is een mogelijke manier om Good Move op gemeentelijk niveau uit te rollen.

Het lokaal mobiliteitscontract biedt de gemeente meer speelruimte maar Ukkel gaf de voorkeur aan het meest bindende instrument.

Het Good Move-plan werd tijdens de legislatuur 2014-2019 opgesteld door een regering waaraan Ecolo-Groen niet deelnam. De ecologische formaties valideerden het eindstadium zonder het te wijzigen.

Het is de moeite waard om het grootstedelijke karakter van de mobiliteit in Brussel te benadrukken vanuit het standpunt van dit Good Move-plan: de helft van de 500.000 auto's die dagelijks in Brussel op de weg zijn, komen van buiten de stad. Gelukkig rijden niet al deze voertuigen door de gemeente Ukkel, ook al is het een belangrijke toegangspoort.

Het feit dat bedrijfswagens meer dan 20% van het wagenpark en 40% van het spitsverkeer uitmaken, is ook reden tot bezorgdheid.

Good Move is bindend voor de gemeentes in die zin dat ze hun mobiliteitsbeleid moeten uitvoeren in overeenstemming met de principes van het gewestplan.

Naast een vijftigtal acties van allerlei aard, zoals de "Stad 30", transitparkings en tarifieringsmaatregelen voor het openbaar vervoer, is de centrale doelstelling van Good Move om tegen 2030 het aandeel van alle verplaatsingen met de auto te verminderen van een derde tot een kwart.

De mazen zijn grote gebieden die we proberen vrij te houden van transitverkeer door de openbare ruimte veiliger te maken door het stimuleren van openbaar vervoer en actieve vervoerswijzen.

Twee van de acht mazen die zijn gedefinieerd in het gemeentelijk mobiliteitsplan zijn het onderwerp van maatregelen, namelijk de maas Globe en de maas Altitude 100 - Churchill.

Na de burgerraadplegingen en het openbaar onderzoek was het college verplicht om af te zien van bepaalde oorspronkelijke voorstellen, zoals het eenrichtingsverkeer dat gepland was voor de Edith Cavellstraat.

De zuidelijke maas staat nog steeds onder grote druk van transitverkeer. Ukkel-Zuid heeft grote grijze zones, zoals de Sint-Jobsesteenweg en de Dolezlaan, die nog steeds belangrijke transitroutes heeft, zoals de Waterlooossesteenweg, de as Godshuizenlaan-Dolezlaan, de Horzelstraat, de Drogenbossesteenwegen de Alsebergsesteenweg, allemaal bronnen van enorme overlast tijdens de spitsuren.

De h. Hayette betwistte de neiging van het college om bij elk probleem bijkomende studies te vragen.

De 26 reacties van burgers op de knooppunten Sterrewacht en Ukkel-Zuid benadrukten de noodzaak om de verkeersveiligheid te verbeteren en betreurden het gebrek aan fietsverbindingen en voorstellen van de gemeente over de gevolgen voor de mobiliteit van nieuwe woonprojecten zoals de Tuinen van Kinsendaal.

Wat betreft de halte van de S-GEN in de buurt van het Frans Lyceum, waar wacht het college nog op om de gewestelijke en federale autoriteiten te vragen een halte aan te leggen en de frequentie van de treinen te verhogen?

De meeste van de 153 reacties over maas Globe - Altitude 100 hebben betrekking op de voorgestelde voetgangerszone van het Sint-Pietersvoorplein. Iedereen wil de toegankelijkheid en gebruiksvriendelijkheid van de Xavier De Buestraat en het Sint-Pietersvoorplein verbeteren maar velen zijn het eens over het gebrek aan parkeergelegenheid, de risico's van verplaatsing van het verkeer naar zijstraten, de moeilijkheden die ouders zouden hebben om de scholen in de Dekenijstraat te bereiken en de impact van de voorgestelde maatregelen op de bezoekfrequentie van de winkels.

De socialistische fractie is niet gekant tegen de voetgangerszone op het Sint-Pietersvoorplein maar is van mening dat het raadzaam zou zijn om verschillende scenario's te modelleren en te testen alvorens een beslissing te nemen, en er ook voor te zorgen dat het gekozen scenario geleidelijk wordt ingevoerd, zodat er gewoonten kunnen ontstaan bij de bevolking.

De socialistische fractie is zich bewust van de noodzaak om de congestie in de wijk Ukkel-Centrum te verlichten om de commerciële activiteit te vergemakkelijken en heeft daarom al bij het begin van de legislatuur voorgesteld om een minibus in te zetten om de bewoners van de wijken Melkriek en Homborch, die minder winkels hebben, naar Ukkel-Centrum te brengen.

De h. Hayette betreurt het dat het college goede praktijken aanhaalt, zoals het trottoiractieplan van Schaarbeek, zonder deze daadwerkelijk over te nemen. De gemeente Schaarbeek kwam op het idee om al haar trottoirs te classificeren volgens objectieve criteria op een schaal van 1 tot 5, om te bepalen welke herstellingen prioriteit moeten krijgen.

Door dit proces op Ukkel toe te passen zou de keuze van de te herstellen wegen weer billijk kunnen worden gemaakt en zouden verkeersproblemen zoals bij de plaatsing van een nieuwe trottoiruitstulping op het kruispunt Victor Allardstraat / Elzeboomlaan kunnen worden vermeden.

Ukkel heeft al te vaak de neiging om zichzelf als een eiland te beschouwen, gescheiden van zijn externe omgeving, terwijl het zijn moeilijkheden zou moeten kenbaar maken aan de gewestelijke en federale instanties en de samenwerking met de buurgemeenten zou moeten bevorderen.

Aan het begin van deze legislatuur was het college klaar om juridische stappen te ondernemen voor het Europese Hof van Justitie over de sluiting van het Ter Kamerenbos, een eenzijdige beslissing van Brussel-Stad. Na een erkenning vanwege de rechtbank, sprak de burgemeester met de pers over de beslissing van het gemeentebestuur. Sindsdien is er niets gebeurd.

Het gemeentelijk mobiliteitsplan geeft niet eens duidelijk het standpunt van Ukkel weer over hoe de druk op de Waterlooosesteenweg kan worden verlicht, waarvan het belang niet meer hoeft te worden aangetoond.

De situatie kan alleen worden opgelost als Ukkel tot een akkoord komt met de buurgemeenten Watermaal-Bosvoorde, Sint-Genesius-Rode en vooral met Brussel-Stad. Alle mogelijke oplossingen moeten worden overwogen om het alternatieve verkeer te verhogen en de Waterlooosesteenweg te verlichten door de grotere omleiding naar de Lorrainedreef.

Het wegbedekking en de verlichting van de Lorrainedreef zijn van slechte kwaliteit voor voetgangers.

Het Ukkelse gedeelte van de Terhulpansesteenweg is aan een grondige opknapbeurt toe vanwege het gebrek aan verlichting, de geulen in het dolomiet op de aangrenzende paden en de smalle breedte van de weg tussen de taluds.

Voor fietsers lijkt er in de nabije toekomst niets gepland te zijn op de hoofdassen. Er zijn weliswaar duidelijke verbeteringen aangebracht op de as Albert-Churchill, evenals de aanleg van een prachtig pad op de Burgemeester Jean Herinckxlaan, maar er is niets ondernomen op de twee GEN-lijnen op de L 26 en L 124 spoorlijnen. Bovendien is het tweerichtingsfietspad in de Sint-Hubertusdreef en de Lorrainedreef in een erbarmelijke staat.

Wat het openbaar vervoer betreft, zijn er geen concrete plannen voor de Waterlooosesteenweg. Alleen Brussel-Stad lijkt zich bewust van het probleem en stelt oplossingen voor.

De h. Hayette betreurt ook het ontbreken van standpunten over punten als verplaatsingsplannen voor bedrijven of tijdens evenementen, het beheer van steps, de budgettaire gevolgen van het Ukkelse plan Good Move en het ontbreken van een verwijzing naar de moties over de metro en het Ter Kamerenbos die door de gemeenteraad zijn aangenomen.

In werkelijkheid lijkt dit gemeentelijk mobiliteitsplan het resultaat te zijn van een minimaal akkoord tussen politieke formaties dat buiten adem is.

Om al deze redenen zal de socialistische fractie tegen het gemeentelijk mobiliteitsplan stemmen.

De h. De Bock wijst erop dat DéFI, ondanks de uiteenlopende meningen binnen de fractie over dit onderwerp, tegen het gemeentelijk mobiliteitsplan zal stemmen, ook al werd rekening gehouden met sommige van hun opmerkingen.

Vanuit methodologisch oogpunt was de voorziene duur van het onderzoek voor dit plan veel te kort. Het zou perfect mogelijk zijn geweest om het onderzoek over drie of vier maanden te spreiden.

DéFI had reeds gewezen op het gebrek aan duidelijkheid van het plan, dat duidelijk werd tijdens de presentaties aan de bevolking. De presentatie van verschillende scenario's, in het bijzonder voor het Sint-Pietersvoorplein, maakte de situatie minder duidelijk voor de bevolking en vergemakkelijkte weinig de formulering van een alternatief of de verwerking van de opmerkingen van de burgers. Bovendien werd dit plan beperkt tot twee van de acht mazen en werd meer dan de helft van de voorstellen uit het oorspronkelijke plan geschrapt, terwijl de Ukkelse burgers te lijden

hebben onder de vele verschuivingen van het verkeer als gevolg van beslissingen van buurgemeentes, met name de sluiting van het bos en de parking "Evenementen" in Vorst, die een impact hebben op het hele noordelijke deel van de gemeente.

De h. De Bock betreurt het dat de adviezen van de gemeente Vorst en Brussel-Stad, goedgekeurd door hun respectieve gemeenteraden, niet aan het plan werden toegevoegd. Is dit omdat ze nogal kritisch staan tegenover het Ukkelse plan? De h. De Bock vraagt of ze op de website gepubliceerd kunnen worden. Schepen Wyngaard heeft hier geen bezwaar tegen.

De h. De Bock is blij dat hij samen met mevr. Margaux, mevr. Maison, de h. Cools en de h. Sax de Ukkelaars heeft kunnen overtuigen om te stemmen voor de afschaffing van het ondoordachte eenrichtingsverkeer in de Edith Cavellstraat. Meer dan 200 van de 600 bijdragen gingen over dit specifieke punt.

Voor de h. De Bock is het gemeentelijk mobiliteitsplan gebaseerd op werk dat gemanipuleerd is. Volgens buurtbewoners waren de verkeerstellingen voor de Edith Cavellstraat lager dan die voor straten zoals de Messidorstraat. Waarom dan eenrichtingsverkeer invoeren in de Edith Cavellstraat en niet in wegen met meer verkeer? En aangezien er geen berekening is van de verplaatsing van verkeer naar aangrenzende straten, is er niets dat aantoont dat dit plan de mobiliteit in deze wijk zal verbeteren, al was het maar in algemene termen.

Het volgende citaat illustreert de zwakte van de voorstellen van het gemeentelijk mobiliteitsplan voor het Sint-Pietersvoorplein:

"(...) une proposition alternative visant à maintenir le sens actuel Bens et inverser le sens du tronçon de Floréal situé entre Coghen et Alseberg afin de limiter le nombre de sens uniques vers la chaussée d'Alseberg et réduire la circulation de transit. Si cette proposition permettrait de contrer un transit est-ouest Bens-Floréal, elle ne permet toutefois pas d'influer sur le transit par Doyenné".

En toen wachten we wanhopig op de maatregel maar er gebeurt niets. En zo is het resultaat voor het Sint-Pietersvoorplein precies zoals de h. De Bock had voorspeld: neutralisatie van adviezen, opeenstapeling van scenario's, onleesbaarheid en uiteindelijk geen andere keuze dan de eindeloze voorstellen die gedaan worden om het gezicht te redden, zoals het plaatsen van banken en het planten van bomen, terwijl die er al staan langs de kerk en op het Homère Goossensplein.

Het plan bevat ook het volgende:

"Plusieurs scénarios de piétonnisation partielle du parvis ont été soumis à enquête publique. Ils ont suscité un grand intérêt et de nombreuses réactions de citoyens. Trois groupes se dégagent parmi les participants à l'enquête publique. Globalement, les plaintes formulées portent sur les risques de report du trafic de transit sur des voiries adjacentes, l'accessibilité des commerces et l'offre de stationnement. Les propositions alternatives qui ont été formulées par certains citoyens ont retenu toute l'attention du Collège, du bureau d'études et des services ; force est de constater que l'examen approfondi d'autres scénarios de piétonnisation partielle, de réaménagement du parvis est plus que souhaitable, en vue de susciter une adhésion suffisante tant de la part des riverains que des usagers et commerçants. De fait, une étude d'impact détaillée doit être réalisée. L'évolution du quartier, des nouveaux logements doit également être prise en compte dans son ensemble pour déboucher sur une proposition claire et répondant autant que possible aux différentes attentes exprimées" (p. 98).

Maar de meerderheid is 2 jaar bezig geweest met een proces in 3 fases, met 4 voorgestelde scenario's voor voetgangersgebieden, om uiteindelijk te verklaren dat de hele mobiliteitskwestie rond het Sint-Pietersvoorplein opnieuw onder de loep zou worden genomen! Dit is zelfs onfatsoenlijk tegenover de mensen die tijd en energie hebben gestoken in het uitwerken van dit plan.

Ook over de voorstellen voor het Sint-Jobsplein kunnen we niet tevreden zijn. Winkeliers en bewoners hebben het al gezegd.

Ook de sector Globe-Altitude 100 is niet interessant.

Het gemeentelijk mobiliteitsplan somt enkel de belangrijkste principes op, zoals 30 km/u als algemene regel.

Bovendien is er, in tegenstelling tot wat de MR aan het begin van de legislatuur aankondigde, nog altijd discussie over het verkeer op het Jean Vander Elstplein achter het gemeentehuis. Met betrekking tot dit plein is in het gemeentelijk mobiliteitsplan de volgende bepaling opgenomen:

"Il conviendrait de développer le maillage vert et bleu autour de la place Vander Elst afin de la rendre plus résiliente aux vagues de chaleur en assurant le maintien d'une offre de stationnement".

Aangezien het Vander Elstplein vergroend is en uitgerust met voorzieningen zoals openbare banken, een fontein en een kinderspeeltuin, zijn dergelijke opmerkingen niet meer dan een aaneenschakeling van gemeenplaatsen.

Er zijn geen geloofwaardige voorstellen voor de Churchillrotonde of de kwestie van steps of deelfietsen.

In werkelijkheid heeft de meerderheid, met nog maar een jaar te gaan voor de verkiezingen, genoeg genomen met het absolute minimum, maar wat een verspilling van tijd, energie en geld!

***De h. Vanraes** vindt dat er te weinig rekening is gehouden met de veranderingen in de samenleving.*

Als gevolg van de demografische expansie in het Brusselse gewest telt Ukkel nu 15.000 inwoners meer en hun verplaatsingen zijn niet dezelfde als die van vorige generaties.

Ze wonen liever dicht bij huis en hebben niet meer de reflexen van de jaren '70 en '80, toen men de auto nam om 10 of 15 km verderop te gaan winkelen in hypermarkten, die de lokale winkels in Franse steden de das omdeden.

Alle studies die gewijd zijn aan mobiliteit zijn het erover eens dat voorrang moet worden gegeven aan voetgangers op het trottoir: voetgangers en in het bijzonder mindervalide voetgangers die zich moeilijker kunnen verplaatsen.

Zonder terug te willen keren naar het verleden is het ook normaal om het gebruik van de auto toe te staan voor burgers van in de tachtig voor wie het openbaar vervoer te oncomfortabel blijkt, zelfs voor korte afstanden.

Het argument van de oppositie is nauwelijks geloofwaardig: aan de ene kant wordt beweerd dat er niet genoeg tijd is genomen om dit plan voor te bereiden en aan de andere kant dat het te veel heeft gekost.

De openbare raadpleging is volledig democratisch verlopen, vooral omdat de burgers, in tegenstelling tot 15 jaar geleden, twee maanden in plaats van slechts één maand de tijd hadden om hun mening te geven op basis van de door deskundigen uitgevoerde studie van het mobiliteitsplan.

De h. Cools heeft beweerd dat het plan slecht is, terwijl hij amendementen heeft ingediend die ervan uitgaan dat de punten waarop ze niet van toepassing zijn, zo slecht nog niet zijn. Maar hij had wel de verdienste om deel te nemen aan het democratische debat, terwijl andere leden van de oppositie iets te gemakkelijk wegzakken in demagogie door simpelweg het werk van de meerderheid in een kwaad daglicht te stellen, of zelfs door valse geruchten te verspreiden.

In een debat als dit zou het beter zijn geweest om het algemeen belang te behartigen door over de grens meerderheid-oppositie heen te stappen.

Volgens de h. Vanraes kan de 'modal shift' alleen werkelijkheid worden als de burger zich er goed bij voelt. De perspectieven die in het gemeentelijk mobiliteitsplan worden geschetst, zijn precies daarop gericht.

Bovendien moet elke verandering geleidelijk worden doorgevoerd. Voorstanders van radicale en overhaaste oplossingen vergissen zich jammer genoeg.

Ook al is het opportuun om rekening te houden met de mening van andere

gemeentes, moet een gemeentelijk mobiliteitsplan in de eerste plaats gericht zijn op de mening van de eigen burgers.

De fractie van de h. Vanraes staat volledig achter dit plan, dat een evenwichtig compromis vormt.

***De h. Norré** vraagt naar de plaats van het renovatieprogramma van trottoirs in het gemeentelijk mobiliteitsplan en de omvang van het budget dat daarvoor wordt uitgetrokken.*

***De burgemeester** antwoordt dat er plannen zijn om de maximumsnelheid op 7 wegen te verlagen van 50 naar 30 km/u.*

Sommigen zullen deze ontwikkeling betreuren maar op een gegeven moment moet men accepteren dat verandering onvermijdelijk is. De burgemeester geeft toe dat hij zelf aanvankelijk terughoudend was voor de overgang naar 30 km/u, omdat hij tot een generatie behoort die sceptisch was over de overgang van 60 naar 50 km/u. Maar als goede liberaal weigert hij een dogmatisch standpunt in te nemen en geeft hij toe dat de algemene invoering van 30 km/u uiteindelijk niet alleen maar nadelen heeft.

Hij staat dan ook volledig achter de overgang naar 30 km/u in de Godshuizenlaan, waar ontegensprekelijk te hard wordt gereden, terwijl een dergelijke maatregel niet meteen gerechtvaardigd is in andere wegen.

Daarom voorziet het gemeentelijk mobiliteitsplan in een prioriteitenschaal van 1 tot 4 voor de snelheidsverandering van 50 km/u naar 30 km/u.

Hij merkt op dat de geuite kritiek verdeeld was tussen nostalgische spijtbetuigingen over het verleden (die voortkomen uit een zeer conservatief standpunt) en nogal zinloze kritiek, zonder geloofwaardig alternatief voorstel.

***Schepen Wyngaard** antwoordt dat het normaal is om algemene principes aan te treffen in een gemeentelijk mobiliteitsplan omdat het doel van zo'n plan juist is om een algemeen kader te schetsen.*

Het is ook niet verwonderlijk dat de projecten niet begroot zijn want dat is niet het doel van het plan. Dit soort operaties moet het onderwerp blijven van driejaarlijkse en jaarlijkse begrotingsoefeningen en er kan geen sprake van zijn dat wordt vooruitgelopen op de begrotingskeuzes van opeenvolgende schepencolleges van toekomstige meerderheden in de gemeente.

Schepen Wyngaard heeft nooit beweerd dat dit plan perfect was maar hoewel het het resultaat is van een compromis, is het ambitieus en 2023 waardig, aangezien het de veranderingen in mobiliteit van de bevolking integreert.

Sommigen hebben kritiek geuit op het gebrek aan burgerinspraak. Er is echter nog nooit zoveel gedaan op dit gebied als onder deze meerderheid, die ook een schependienst voor Burgerinspraak heeft ingevoerd.

Naast de verlenging van de termijn voor het openbaar onderzoek heeft het college een hele reeks raadplegingen georganiseerd, zoals workshops, interactieve avonden, enquêtes en online peilingen, of het nu gaat om het Sint-Pietersvoorplein, het Sint-Jobsplein, de Delvauxlaan of de herinrichting van de Alsebergsesteenweg.

Daarnaast werd er gecommuniceerd via Facebook, de Wolvendael, mailinglijsten van workshopdeelnemers en huis-aan-huisberichten.

Schepen Wyngaard erkent dat er enkele incidenten waren geweest tijdens de eerste verspreiding van de huis-aan-huisberichten maar er werd onmiddellijk een herverdeling uitgevoerd en de persoonlijke initiatieven van bepaalde raadsleden om de bevolking te informeren - waarvoor schepen Wyngaard zijn dank uitsprak - verdienen lof omdat ze, zelfs als ze enigszins bevooroordeeld zijn, bijdragen aan de levendigheid van het democratische debat.

Het college is zich altijd terdege bewust geweest van het radicale karakter van het voorstel met betrekking tot de Edith Cavellstraat maar het leek het college gepast

om in het kader van burgerinspraak het debat aan te wakkeren met dergelijke vooruitstrevende voorstellen, ook al zou dat betekenen dat het doel later moet worden bijgesteld.

Schepen Wyngaard betwist de bewering dat het de meerderheid aan ambitie ontbrak op het gebied van openbaar vervoer.

Uit de bepalingen met betrekking tot het spoorvervoer blijkt de wens om de toegankelijkheid van stations, de bewegwijzering en de kwaliteit van het aanbod te verbeteren.

Schepen Wyngaard vermeldt ook de reissnelheid van tram 92, de verbetering van bepaalde haltes (met name Benaets en Danco) en de eigen bedding van de Neerstallesteenweg, evenals de invoering van TC Confort op een reeks wegen.

In het zuiden van de gemeente is er geen gebrek aan openbaar vervoer; aangezien dit gebied wordt bediend door bus 43, trams 51 en 82, evenals door het spoornetwerk via het station Kalevoet. Het college is nog steeds in gesprek met de MIVB om het aanbod van openbaar vervoer verder te verbeteren.

Er is een echte wil om vooruitgang te boeken met het project Sint-Pietersvoorplein, waarvoor burgers interessante alternatieve scenario's hebben voorgesteld. Gezien het aandringen van de wijkcomités op uitwisseling en dialoog, zal hier verder over nagedacht worden.

Schepen Wyngaard weerlegt het argument dat Ukkel uit principe de minste hulp zou weigeren, omdat het zichzelf beschouwt als een eiland dat van de rest van de wereld is afgesneden, terwijl er minstens 4 miljoen euro is aangevraagd.

Terwijl hij erop wees dat budgettaire kwesties niet thuishoren in een gemeentelijk mobiliteitsplan, wees de schepen erop dat het budget voor het herstellen van voetpaden met 50% is gestegen en dat er de afgelopen jaren een groot aantal voetgangersoversteekplaatsen is aangelegd, zowel op het Sint-Jobsplein als in de Vanderkinderestraat en in de buurt van scholen. De schependienst zorgt ervoor dat de herstellingswerken aan de voetpaden over de hele gemeente worden gespreid, zodat geen enkele wijk over het hoofd wordt gezien.

Wat de verkeerssnelheden betreft, wie zou er vandaag de dag nog eisen dat we teruggaan naar 50 km/u in straten zoals de Karmelietenstraat of het smalle gedeelte van de Dieweg? Schepen Wyngaard deelt de overtuiging van de burgemeester dat in de komende jaren andere wegen zullen worden teruggebracht tot 30 km/u, volgens een bepaalde prioriteitsvolgorde.

In de winter/voorjaar van 2024 zal er een grote bijeenkomst worden gehouden over Ukkel-Centrum, onder leiding van een stuurcomité.

De h. Cools vindt dat de burgemeester en schepen Wyngaard in hun antwoorden een karikatuur hebben gemaakt van wat de oppositie heeft gezegd.

In feite heeft niemand in deze vergadering gezegd dat de Karmelietenstraat 30 km/u moet worden.

De h. Cools herinnert er ook aan dat voor het begin van deze legislatuur 60% van de gemeente al in een 30 km/u-zone lag.

Aangezien het Gewest geen 30 km/u oplegt voor alle wegen in het gewest, zijn uitzonderingen altijd mogelijk en aan het begin van deze legislatuur heeft de huidige meerderheid onderhandeld over de verdeling van de verkeerssnelheden over de verschillende wegen.

Het plan rechtvaardigt de snelheidslimiet van 30 km/u op de Godshuizenlaan omdat het transitverkeer zal ontmoedigen. Maar of we het nu leuk vinden of niet, het verkeer is zodanig dat er inderdaad een transitroute Godshuizen-Dolez-Prins van Oranje-Waterloosesteenweg is, en het plan zelf erkent dit expliciet.

De h. Cools zou voorstander zijn geweest van een veel ambitieuzer plan wat betreft het groener maken van de openbare ruimte of het aanleggen van voetgangersgebieden, maar op voorwaarde dat er compensatiemechanismen worden

ingesteld, bijvoorbeeld door parkeerplaatsen ter beschikking te stellen, en dat er maatregelen worden genomen om de vlotte doorstroming van het verkeer te garanderen, zoals hij zelf in bepaalde Spaanse steden heeft ervaren.

Volgens de h. Cools is er niet meer burgerinspraak nodig maar een andere manier om deze te beheren.

Als de publicatie van de documenten op de website bijvoorbeeld op 31 mei was gepland en het openbaar onderzoek op 1 september, dan hadden geïnteresseerden genoeg tijd gehad om de documenten zorgvuldig te lezen en hun vragen voor te bereiden.

Op de zogenaamde "burgerinspraak"-bijeenkomst over het Sint-Jobsplein, die de h. Cools heeft bijgewoond, kregen de winkeliers, die een hele tekst met voorstellen hadden voorbereid, niet het woord en hoefden ze na het horen van een presentatie alleen maar hun opmerkingen op post-it briefjes te noteren.

De h. Cools benadrukt echter de zeer intelligente opmerking van de h. Vanraes (De modal shift zal alleen werkelijkheid worden als de burger er zich er prettig bij voelt.). In feite zal de modal shift zijn bereikt wanneer we kaderleden in stadskledij in de metro zien, zoals de h. Cools zelf heeft gezien in Californië en Seoul in Zuid-Korea.

De h. Hayette wil benadrukken dat zijn tussenkomst niet bedoeld was om het gemeentelijk mobiliteitsplan aan te vallen maar om het in een veel ambitieuzer perspectief te plaatsen.

Hij blijft overtuigd van de noodzaak om de samenwerking met andere gemeentes te intensiveren.

De h. Hayette herinnert eraan dat de inwoners van Melkriek en Homborch geen gebruik zouden maken van hun auto als ze winkels in de buurt van hun huis zouden hebben en vraagt zich af of bij het verlenen van bouwvergunningen geen rekening moet worden gehouden met het creëren van winkels.

Dit zou ook in overeenstemming zijn met de filosofie van het Good Move-plan, volgens welke mobiliteit niet selectief moet worden benaderd, maar moet worden geïntegreerd met andere dimensies, met name de sociale dimensie.

De h. De Bock betreurt het dat sommige mensen zijn gaan geloven dat de meerderheid automatisch gelijk heeft en de oppositie automatisch ongelijk.

Het is wat gemakkelijk om de oppositieraadsleden als demagogen te bestempelen als hun kritiek overeenkomt met die van het Brusselse college en de gemeenteraad van Vorst, waarin Ecolo zetelt.

De gemeente Vorst heeft het volgende advies uitgebracht over de Zeven Bunderslaan:

"Le scénario 1C impliquerait de modifier le plan communal forestois et de revoir le sens de circulation proposé sur Forest et reporterait tous les véhicules vers la rue Roosendaël, déjà surchargée à l'heure actuelle et pour laquelle aucune mesure n'est prévue dans le projet du plan communal uclois".

In het advies van de gemeente Vorst (dat enkel op uitdrukkelijk verzoek van de h. De Bock aan de Ukkelse gemeenteraad zal worden meegedeeld) staat ook het volgende:

"Nous avons fait des propositions de mesures qui avaient été transmises à la commune d'Uccle lors de l'enquête publique, avec demande d'avis de la commune d'Uccle sur notre plan, et elles n'ont fait l'objet d'aucune remarque. La commune d'Uccle n'ayant pas transmis l'avis sur le plan communal forestois, un avis favorable a donc été émis par défaut, conformément à l'article 15 § 5 de l'ordonnance de 2013."

Brussel-Stad heeft een gelijkaardig standpunt:

"Le plan communal de mobilité ne clarifie pas ses intentions vis-à-vis des

mesures ou recommandations concrètes visant à améliorer la circulation des transports en commun sur la chaussée de Waterloo";

"Dans le cadre de l'étude du bois, quel que soit le scénario retenu, il aurait été intéressant que le plan communal d'Uccle intègre des mesures concrètes plus ambitieuses, tant sur la maille Churchill que sur la maille Observatoire".

De meerderheid in Ukkel moet dus zelfkritisch zijn en leren luisteren naar anderen.

***De h. Norré** bedankt schepen Wyngaard voor zijn uiteenzetting over de reeds ondernomen acties maar herhaalt zijn vraag over de voetpaden.*

Hij vindt het paradoxaal dat er in een gemeentelijk mobiliteitsplan geen verbintenissen zijn met betrekking tot voetpaden.

***Schepen Wyngaard** antwoordt dat burgerinspraak een realiteit is, vooral in de wijk Sint-Job.*

Schepen Delwart en schepen Wyngaard brengen regelmatig avonden door met de winkeliers van Sint-Job. Ze hebben hen voorafgaand aan elk van deze burgeravonden ontmoet om hun legitieme vragen te beantwoorden.

Ukkel is geen eenzaam eiland als het gaat om de meningen van de verschillende overheden.

Het is niet meer dan normaal dat de gemeente Vorst wijst op de noodzaak om in overleg met haar de maatregelen te testen die haar aanbelangen, in dit geval de maatregelen met betrekking tot de oost-westassen, waarvan een deel zich op haar grondgebied bevindt (Emile Regard, Joffre, Roosendael). Het plan vermeldt ook expliciet de verbintenis om dit overleg op te zetten voor de Maarschalk Joffrelaan.

Brussel-Stad stond volledig in haar recht toen ze vond dat Ukkel op bepaalde punten niet ambitieus genoeg was. Met betrekking tot het advies van Ukkel wil schepen Wyngaard er echter op wijzen dat er een periode was, die nu voorbij is, waarin het gemeentebestuur bijzonder weinig middelen had om te reageren.

Het college is van plan zijn vergroeningsinitiatieven te intensiveren. Afgelopen winter zijn er bijna 100 bomen geplant in de straten en komende winter zullen er, na een verzoek van burgers in het kader van het participatief budget, nieuwe bomen met lage begroeiing worden geplant voor de kerk van het Sint-Pietersvoorplein.

***De voorzitter** verzoekt de vergadering om de door de h. Cools ingediende amendementen te onderzoeken.*

Bij handopsteken wordt een consensus bereikt.

Amendement 1

***De h. Cools** wijst erop dat op bladzijde 13 van het document, met betrekking tot doelstelling 2 "Améliorer la qualité de la vie dans les quartiers ucclóis", de tekst melding maakt van het bestaan van 8 mazen, deze 8 mazen noemt en preciseert dat sommige ervan zijn geselecteerd voor een diepgaande studie of mogelijke voorstellen.*

In dit geval gaat het om de 8 mazen van het gewestelijk mobiliteitsplan.

Volgens de h. Cools is het niet gepast om in een gemeentelijk mobiliteitsplan te specificeren dat bepaalde aspecten van het gewestelijk mobiliteitsplan niet gepast zijn, maar dat betekent ook niet dat ze zo expliciet herhaald moeten worden, vooral omdat dit mazensysteem deel uitmaakt van een specifiek perspectief.

In zijn inleidende opmerkingen noemde hij de gevolgen van de buitensporige omvang van de zuidelijke maas.

Ondanks deze enorme zuidelijke maas wordt echter gesteld, ook in het Ukkelse actieplan, dat de as Godshuizen-Dolez-Prins van Oranje uiteindelijk een auto-WIJK

zonder transitverkeer moet worden maar waar moet dit transitverkeer dan heen?

De h. Cools stelt daarom voor de oorspronkelijke tekst te vervangen door het volgende:

“Objectif 2 : Améliorer la qualité de vie dans les quartiers uclois.

L’amélioration de la qualité de vie dans les quartiers passe par la poursuite des efforts de rénovation de l’espace public et de verdurisation de celui-ci, ainsi que par l’encouragement des modes de déplacement alternatifs à la voiture, tout particulièrement pour les courts déplacements, et par une limitation chaque fois que c’est raisonnablement possible des trafics de transit dans les voiries secondaires. Le PCM s’attachera à définir des mesures dans ce sens pour l’ensemble des quartiers uclois avec le souci de sécuriser l’ensemble des modes de déplacement”.

***Schepen Wyngaard** bedankt de h. Cools voor de moeite die hij heeft genomen om zijn amendementen van tevoren in te dienen omdat het college daardoor in goede omstandigheden heeft kunnen werken.*

Het college gaat niet akkoord met dit amendement omdat in de alinea die de h. Cools wil laten schrappen louter feitelijke elementen van het gewestelijke kader werden genoemd, die geenszins vooruitlopen op de gevoelens die men erover zou kunnen hebben.

Het college acht het echter wel nuttig een alinea toe te voegen (amendement 1 bis) waarin wordt herinnerd aan de doelstellingen die voortvloeien uit documenten 1 en 2 van de vorige fases.

Amendement 1 verworpen.

6 voor (Uccle en avant-UEA en DéFI) - 29 tegen - 3 onthoudingen.

***De h. Cools** is het eens met het dispositief van amendement 1bis maar wil een extra vermelding toevoegen.*

Volgens de h. Cools moet de zin "Le réseau auto doit être cohérent" als volgt worden verduidelijkt:

"Le réseau auto doit être cohérent et permettre une fluidité de circulation".

***Schepen Wyngaard** antwoordt dat de formules in kwestie de vermelding “Commune idéale pour la marche”, in de tekst die aan dit thema is gewijd.*

Het zou natuurlijk mogelijk zijn om de titels telkens te veranderen, maar schepen Wyngaard is er voorstander van om het amendement van het college in de oorspronkelijke versie te houden omwille van de formele consistentie, zodat het verband kan worden gelegd met de verwijzingen in de vorige documenten.

***De h. Cools** deelt mee dat Uccle en avant voor amendement 1bis zal stemmen.*

Amendement 1bis unaniem aangenomen.

Amendement 2

***De h. Cools** deelt mee dat Uccle en avant heeft besloten haar eigen amendement in te trekken en het amendement van het college (amendement 2bis) te steunen.*

Het amendement van de h. Cools is bedoeld om aan het eind van punt "Objectif 4 : Développer une stratégie de stationnement globale et adaptée" de woorden: "en bonne cohérence avec la feuille de route régionale en matière de stationnement" te schrappen.

Schepen Wyngaard legt uit dat het college de verwijzing naar het gewestelijke stappenplan, die de h. Cools geschrapt wil zien, wil vervangen door een preciezere juridische formulering: "dans le respect de la législation et de la réglementation régionales en matière de stationnement".

Amendement 2bis unaniem aangenomen.

Amendement 3

De h. Cools merkt op dat op veel plaatsen in het document groene banners staan die zouden moeten wijzen op de tussenkomst van burgers die een bijdrage hebben geleverd, maar waarvan de identificatie is doorgestreept.

Hij vindt het proces enigszins dubbelzinnig, omdat het feit dat een voorstel wordt ingediend door een bepaalde vereniging niet noodzakelijkerwijs betekent dat het door anderen wordt gedeeld. Het komt bijvoorbeeld niet vaak voor dat een voorstel van GRACQ wordt gesteund door de automobilistenverenigingen. De aanwezigheid van deze banner zou echter de indruk wekken dat er werkelijk brede publieke steun is.

De h. Cools is daarom voorstander van het schrappen van de volgende zin:

“À cet effet, un ruban a été développé afin d’identifier ces apports tout au long du rapport”.

Hij pleit ook voor het schrappen van verwijzingen naar linten in het hele verslag.

Schepen Wyngaard stelt voor het amendement van de h. Cools te aanvaarden, maar slechts gedeeltelijk.

Hij is voorstander van het schrappen van de passage waarin de redenen van de banner worden uitgelegd (blz. 14) vanwege het gebrek aan duidelijkheid, maar hij vond het gepast om dit dispositief in het hele document te behouden.

Het studiebureau was van meet af aan voorstander van deze procedure, die het document dynamischer maakt en de mobilisatie van de bijdragen van de burgers benadrukt zonder expliciet te vermelden van welke instantie ze afkomstig zijn.

Amendement 3 - aldus gewijzigd - unaniem aangenomen.

Amendement 4

De h. Cools wijst erop dat de voorgestelde tekst de volgende alinea bevat:

“Le niveau d’ambition acté pour chaque voirie : il s’agit de la Spécialisation multimodale des voiries (SMV) issue du Plan régional et adaptée à l’occasion de la phase 2 du présent PCM”.

Hoewel de h. Cools voorstander is van MWS heeft hij bedenkingen bij de versie in het gewestplan, waarvan sommige keuzes volgens hem moeten worden herzien.

Daarom stelt hij voor om de oorspronkelijke tekst te vervangen door de volgende formulering:

“Le niveau d’ambition acté pour chaque voirie : il s’agit de la Spécialisation multimodale des voiries (SMV)”.

De h. Cools is van mening dat zijn versie het voordeel heeft dat het niet frontaal tegen het Gewest ingaat, zonder het gewestplan als een "catechismus" te beschouwen.

Schepen Wyngaard antwoordt dat er geen sprake is van een catechismus in de formulering van de tekst in kwestie, aangezien de elementen die worden uiteengezet, namelijk de gewestelijke oorsprong van deze multimodale specialisatie van wegen en de aanpassing ervan op bepaalde punten tijdens fase 2 van het huidige GMP van puur feitelijke aard zijn.

Schepen Wyngaard is daarom van mening dat de oorspronkelijke tekst die door het college is voorgesteld, moet worden gehandhaafd.

De h. Cools blijft bij zijn standpunt, dat hij illustreert door te verwijzen naar de Engelandstraat, de Kasteelstraat en de Drogenbossteenweg, die worden beschouwd als "auto-WIJK", terwijl het in feite echte multimodale wegen zijn.

Amendement 4 verworpen.

4 voor (UEA en de h. De Bock) - 33 tegen (meerderheid, PS en mevr. Maison)
- 2 onthoudingen (de hh. Spelkens en Clumeck).

Amendementen 5 en 6

De h. Cools bevestigt dat amendement 5 belangrijker is dan de vorige amendementen omdat het betrekking heeft op de Waterlooosesteenweg.

De ambities in het actieplan voor deze verkeersader zijn om er een "auto-COMFORT", "fiets-COMFORT" of "voetganger-COMFORT" weg van te maken en ook om de weg gedeeltelijk uit te rusten met eigen beddingen voor het openbaar vervoer.

Maar aangezien er geen concrete voorstellen zijn om al deze doelstellingen te bereiken, is er alle reden om te vrezen dat de enige manier om ze te bereiken het schrappen van parkeerplaatsen is.

In dit opzicht is het gewestelijk mobiliteitsplan zeer dubbelzinnig wat betreft de criteria om te bepalen of een bepaalde weg "auto-COMFORT", "fiets-COMFORT", "voetganger-COMFORT" ... moet zijn, afhankelijk van de omstandigheden.

De keuzes die worden voorgesteld voor de Waterlooosesteenweg verschillen per sectie.

De h. Cools stemt in met het statuut "fiets plus" dat in het actieplan wordt voorgesteld voor het kleine gedeelte van de Waterlooosesteenweglaan tussen de zijlaan en de Montanalaan, gezien de aanwezigheid op de Zijlaan van een fietspad in eigen bedding met doorgang naar de Montanalaan en uiteindelijk naar het Ter Kamerenbos.

Het toekennen van het statuut "fiets-COMFORT" vanaf de grens van Sint-Genesius-Rhode tot aan de Van Beverlaan heeft ook een zekere logica, gezien de aanwezigheid van een fietspad op de Waterlooosesteenweg ter hoogte van Sint-Genesius-Rhode, dat uitkomt op de Van Beverlaan en uiteindelijk aansluit op het fietspad van de Lorrainedreef en het Ter Kamerenbos binnengaat.

De voorstellen voor fietspaden langs de rest van de Waterlooosesteenweg zijn daarentegen veel twijfelachtiger, of het nu gaat om de as Lorrainedreef - Ter Kamerenbos of de andere noord-zuidassen aan de linkerkant. Dergelijke maatregelen expliciet opnemen in het gemeentelijk mobiliteitsplan zou het volgens de h. Cools bijzonder moeilijk maken om de verschillende doelstellingen met elkaar te verzoenen.

De h. Cools is ook van mening dat de meest geschikte keuze voor de Waterlooosesteenweg misschien niet noodzakelijk de fiets is maar wel het openbaar vervoer, dat op sommige plaatsen een knelpunt vormt.

De h. Cools vreest echter dat de toevoeging van een "fiets-COMFORT"-systeem op een verkeersader als de Waterlooosesteenweg de doorstroming van het

verkeer nog verder zal belemmeren.

Schepen Wyngaard antwoordt dat het gedeelte van de Waterlooosesteenweg tussen de Zijlaan en de Montanalaan de status "fiets plus" zou krijgen, ofwel het hoogste niveau (niveau 3), omdat het deel uitmaakt van het geplande traject van het fiets-GEN: dit vertrekt vanuit Sint-Job via de zijlaan laan en neemt dan dit gedeelte van de Waterlooosesteenweg, dat leidt naar de Montanalaan en uiteindelijk naar het Ter Kamerenbos.

De rest van de Waterlooosesteenweg wordt verondersteld de status "fiets-COMFORT" te hebben, ofwel niet het hoogste niveau maar het gemiddelde niveau.

Gezien de aanwezigheid van winkels en scholen zou het onlogisch zijn om een "fiets-WIJK"-regeling aan te nemen voor de Waterlooosesteenweg, gewoon door een klein logo op de grond te plaatsen. Een dergelijke maatregel zou zelfs gevaarlijk zijn voor fietsers.

Het "fiets-COMFORT"-systeem maakt het mogelijk om waar mogelijk een fietspad aan te leggen zonder het parkeren aan te tasten. Bovendien zal de aanleg van een eigen busbedding deze verkeersader over 10 of 15 jaar vergelijkbaar maken met de Kroonlaan.

Daarom vindt schepen Wyngaard dat amendementen 5 en 6 van de h. Cools niet moeten worden aanvaard.

Amendementen 5 en 6 verworpen.

Amendement 5: 4 voor (UEA en de h. De Bock) - 33 tegen (meerderheid, PS en mevr. Maison) - 2 onthoudingen (de hh. Spelkens en Clumeck).

Amendement 6: 2 voor (UEA zonder de h. Sax) - 37 tegen (meerderheid, DéFI zonder de h. De Bock, PS en de h. Sax) - 1 onthouding (de h. De Bock).

Amendement 7

De h. Cools wijst erop dat er in de toekomstplannen geen rekening is gehouden met de Horzelstraat, ondanks het feit dat de gemeenteraad vaak over deze kwestie heeft gedebatteerd en tot de conclusie is gekomen dat het noodzakelijk is de herinrichting van deze weg te plannen.

De h. Cools stelde daarom voor om de Horzelstraat op te nemen in de planningsprojecten (p. 43).

Schepen Wyngaard is voorstander van deze toevoeging. En andere wegen zouden ongetwijfeld de moeite waard zijn om toe te voegen.

De Horzelstraat is helemaal niet verwaarloosd door het college: er zijn verkeersdrempels geplaatst en er staat een vaste flitspaal langs de spoorlijn.

Bovendien zullen de MIVB-bushaltes in de buurt van de kruising met de Horzelstraat opnieuw worden ingericht.

Er zullen ook werken worden uitgevoerd op het gedeelte van de Horzelstraat ter hoogte van Linkebeek maar Vivaqua zal op voorhand moeten tussenkomen om een riool aan te leggen.

Amendement 7 unaniem aangenomen.

Amendement 8

De h. Cools herinnert eraan dat de gemeenteraad in 2020 op zijn initiatief en in overleg met alle fracties unaniem een motie heeft aangenomen om het openbaar vervoer in Ukkel te verbeteren en te versterken.

Hij zou graag zien dat de referenties en de inhoud van deze motie in het

gemeentepan worden opgenomen, vooral omdat sommige punten die in de motie worden aangehaald, niet zijn opgenomen, zoals de busverbinding tussen het zuiden van de gemeente en de ULB of de mogelijke uitbreiding van de metro naar de Heldensquare.

Het college stelt een amendement voor met een iets andere formulering (amendement 8bis), waarbij in het gemeentepan verwijzingen naar de tekst en de belangrijkste punten zouden worden opgenomen, in plaats van de tekst in zijn geheel.

Uccle en avant kan dit amendement van het college steunen.

Schepen Wyngaard licht toe dat in vergelijking met fase 1 in de huidige versie van het document wordt verwezen naar de invoering van hoogwaardige openbaar vervoerlijnen.

Deze toevoeging is het resultaat van recente contacten met Beliris, die momenteel met dit onderwerp bezig is.

Deze hoogwaardige lijnen zouden kunnen bestaan uit een metronetwerk of een spoorwegnet. In dit geval moet het type infrastructuur gekozen worden op basis van wat betaalbaar is.

Het gemeentepan vermeldt dus wel degelijk de elementen uit de motie die op initiatief van de h. Cools ter stemming werd gebracht, maar in een andere formulering.

Is Uccle en avant bereid enkel over amendement 8bis te stemmen?

De h. Cools stemt hiermee in.

Amendement 8 bis unaniem aangenomen.

Amendement 9

De h. Cools licht toe dat amendement 9 betrekking heeft op de kwestie van de eigen beddingen, waarvan de aanleg is gepland op de Neerstallesteenweg in het verlengde van het in Vorst ingevoerde systeem, namelijk van de Merlostraat tot het kruispunt Stalle.

Een soortgelijke infrastructuur is gepland voor de Sterstraat, eveneens van de Stallestraat tot de Vergeet-mij-nietjesstraat.

De h. Cools stelt voor de volgende alinea toe te voegen:

“Pour la commune, la réalisation de sites propres pour le tram rue de l’Etoile et chaussée de Neerstalle doit être conditionnée par une analyse de l’impact des pertes de stationnement qui seraient engendrées par ces aménagements et par la recherche de la création de stationnements compensatoires”.

De h. Cools zegt niet of hij voor of tegen een dergelijke infrastructuur is maar hij is van mening dat het voor een weloverwogen beslissing noodzakelijk is om te weten of het voorgestelde project gevolgen zal hebben en in welke mate.

Hij wijst erop dat de werkzaamheden aan het bosgedeelte van de Neerstalleweg hadden geleid tot het verlies van een groot aantal parkeerplaatsen.

Schepen Wyngaard stelt voor het amendement niet te aanvaarden maar wil de h. Cools geruststellen over het parkeerprobleem.

Tijdens de besprekingen met het Gewest over de inrichting van het gedeelte van de Neerstallesteenweg waren namelijk twee scenario's overwogen: het eerste koos voor een eigen trambedding met tweerichtingsverkeer en het tweede voor een eigen bedding met eenrichtingsverkeer.

Het college koos voor het tweede scenario omwille van de verminderde impact

op het parkeren.

In de beraadslagingen van het college over de werken aan de Sterstraat, waarvoor besprekingen met het Gewest aan de gang zijn, wordt expliciet melding gemaakt van de invoering van een mechanisme om het verlies aan parkeerplaatsen te compenseren door de bouw van een parkeergarage van 700 tot 800 plaatsen ernaast. De regering heeft in juli jl. ingestemd met dit project.

Het scenario voor de werkzaamheden aan de Sterstraat is nog niet definitief vastgelegd.

Amendement 9 verworpen.

5 voor (UEA, mevr. Margaux en de h. De Bock) - 30 tegen (meerderheid, mevr. Maison en de h. Spelkens) - 4 onthoudingen (PS en de h. Clumeck).

Amendement 10

De h. Cools legt uit dat dit amendement verwijst naar wat hij eerder heeft gezegd over het probleem van de verlaging van de maximumsnelheid van 50 km/u naar 30 km/u.

Hij verzoekt om schrapping van het punt "Zorgen voor de consistentie van het netwerk in termen van snelheidsbeperkingen".

Schepen Wyngaard antwoordt dat de Wolvendaelaan en het deel van de Jean en Pierre Carsoelaan dat langs het park loopt zeker een snelheidslimiet van 30 km/u verdienen, gezien het grote aantal kruispunten en zebrapaden erlangs.

Bovendien heeft een groot aantal burgers petitie ondertekend waarin wordt opgeroepen tot meer verkeersveiligheid op andere wegen, zoals de Prins van Oranjelaan.

Amendement 10 verworpen.

4 voor (UEA en de h. De Bock) - 28 tegen - 2 onthoudingen (de hh. Norré en Hayette).

Amendement 11

De h. Cools wijst op de volgende paragrafen in het document:

“Etudier les possibilités d’adaptation de la SNV auto-confort. Le réseau des voiries de la Commune d’Uccle présente une particularité dans la partie sud du territoire (maille Uccle-Sud). En effet, aucune voirie n’est reprise en réseau auto-confort, bien que dans les faits, l’avenue des Hospices, l’avenue Dolez et l’avenue du Prince d’Orange tendent à assurer cette fonction, en « évitement » de la chaussée de Waterloo. Ces axes auto-quartier absorbent par conséquent un trafic non adéquat aux standards fixés par leur statut.

Il conviendra d’assurer un monitoring régulier des conditions de trafic (vitesse congestion, accidentologie, etc.) sur ces axes et d’envisager à moyen-long terme des aménagements complémentaires pour assurer le niveau auto-quartier de ces voiries”.

De h. Cools concludeert dat er een duidelijke wens is om de stroom transitverkeer langs deze oost-westroute te stoppen.

Hij stelt daarom voor deze tekst te vervangen door de volgende versie:

“Etudier les possibilités d’adaptation de la SNV auto-confort. Le réseau viaire de la commune d’Uccle présente une particularité dans la partie sud du territoire (maille Uccle-Sud du PRM). En effet, aucune voirie n’est reprise en réseau auto-confort dans le Plan régional de mobilité, bien que dans les faits, l’avenue des Hospices, l’avenue Dolez et l’avenue du Prince d’Orange assurent cette fonction et

absorbent un trafic important. Il convient dès lors que ces voiries soient traitées comme des voiries auto-confort”.

De h. Cools is van mening dat het standpunt om vrijwel geen "auto-COMFORT"- of "auto-plus"-wegen te willen, verkeerd is, omdat als er geen echt onderscheid wordt gemaakt tussen de wegen, het risico bestaat dat er verwarring ontstaat tussen grote wegen en straten zoals de Karmelietenstraat.

Schepen Wyngaard antwoordt dat dit in het gewestplan inderdaad "auto-WIJKEN" zijn, wat in de praktijk niet verhindert dat het verkeer er doorheen stroomt zoals nu het geval is.

Een verkeersader als de Prins van Oranjelaan “auto-COMFORT” maken zou echter betekenen dat er meer auto's worden toegelaten dan in het gewestplan is voorzien, n daarmee zou het Gewest een vreemd signaal afgeven, geheel in strijd met het gestelde doel om transitverkeer in woonwijken te verminderen.

Schepen Wyngaard is van mening dat dit een strategische fout zou zijn.

De h. De Bock heeft een zeker belang bij het amendement van de h. Cools.

De Winston Churchilllaan is "auto-COMFORT". Dit betekent dat voor het Gewest een weg de status "auto-COMFORT" kan hebben en toch onderworpen kan zijn aan een snelheidsbeperking van 30 km/u.

Maar de h. Cools zegt niet anders.

De h. De Bock bestrijdt dan ook dat het standpunt dat de h. Cools verdedigt een inconsequente boodschap zou zijn voor het Gewest.

Schepen Wyngaard antwoordt dat de status van wegen niet gekoppeld is aan de verkeerssnelheid maar aan de dichtheid van het autoverkeer.

De h. De Bock is zich hiervan bewust maar volgens hem heeft het Gewest aangetoond dat er geen echte hiërarchie meer is in het wegennet, in die zin dat auto-COMFORT niet automatisch 50 km/u impliceert.

Het Gewest heeft immers aangetoond dat op de grote wegen auto-COMFORT met 30 km/u mogelijk is.

De h. Cools is het volledig eens met de h. De Bock.

Als we verschillende wegen hetzelfde statuut geven, bijvoorbeeld de Prins van Oranjelaan en de parallel lopende Foestraetslaan en Jacques Pasturlaan, kan het verkeer zonder onderscheid langs deze verschillende verkeersaders stromen.

In een weg auto-WIJK - een status die ooit werd overwogen voor de Foestraetslaan en de Jacques Pasturlaan - kan transitverkeer worden voorkomen door doodlopende straten of eenrichtingsstraten in de tegenovergestelde richting te creëren.

Maar in dat geval moeten auto's nog steeds ergens langs. Het blijkt dat het profiel van de Prins van Oranjelaan veel breder is dan dat van de Foestraetslaan en de Jacques Pasturlaan.

De h. Cools concludeert dat in dergelijke gebieden de verschillende wegen niet op dezelfde manier moeten worden behandeld.

Schepen Wyngaard antwoordt dat het college niet wil dat het verkeer op de Foestraetslaan en de Jacques Pasturlaan toeneemt maar wel dat het verkeer op de Prins van Oranjelaan afneemt.

Schepen Wyngaard blijft van mening dat goedkeuring van het amendement van de h. Cools een verkeerd signaal aan het Gewest zou zijn.

Amendement 11 verworpen.

6 voor (UEA en DéFI zonder mevr. Maison en de h. Spelkens) - 33 tegen (meerderheid, PS, mevr. Maison en de h. Spelkens).

Amendement 12

De h. Cools deelt mee dat hij een telefoongesprek heeft gehad met schepen Wyngaard over amendement 12.

Dit amendement heeft geen betrekking op belangrijke beginselen, maar beoogt slechts de formele formulering van de tekst te verbeteren. Het blijft echter zeer dicht bij de door het college voorgestelde versie.

De h. Cools besluit zijn amendement in te trekken om het debat niet onnodig te rekken.

Amendement 12 ingetrokken.

Amendement 13

De h. Cools wijst op de volgende tekst in het actieplan:

"Concernant la chaussée d'Alseberg, un réaménagement de façade à façade ayant été récemment réalisé, il s'agira à moyen-long terme de suivre l'évolution du trafic notamment pour évaluer si la pression du trafic est acceptable pour un axe de statut auto-quartier ou si la situation et les nuisances (performance du tramway par exemple) nécessitent des interventions plus poussées" (p.84).

Volgens de h. Cools is er na de uitgevoerde renovatiewerken geen enkele noodzaak om op welke manier dan ook in te grijpen in de Alsebergsesteenweg. De Alsebergsesteenweg wordt in elk geval beschouwd als een belangrijke weg, ook in gewestplannen.

De h. Cools is voorstander van het schrappen van deze paragraaf.

Schepen Wyngaard dringt erop aan dat dit slechts een beoordeling op middellange en lange termijn is.

Amendement 13 verworpen.

5 voor (UEA, mevr. Margaux en de h. De Bock) - 33 tegen (meerderheid, PS, mevr. Maison en de h. Spelkens) - 1 onthouding (de h. Clumeck).

Amendement 14

De h. Cools wijst erop dat het mazenstelsel volgens de tekst van het actieplan een verbintenis inhoudt om het transitverkeer binnen deze mazen te verminderen of zelfs te elimineren.

In het plan staat ook dat deze doelstelling kan worden bereikt door gebruik te maken van instrumenten zoals doodlopende wegen en eenrichtingsstraten in tegengestelde richting.

De h. Cools stelt voor om ook zigzagdoorgangen op te nemen in de lijst van instrumenten die voor dit doel kunnen worden ingezet, door de volgende passage toe te voegen:

"La création de chicanes. Déjà réalisées dans plusieurs voiries communales, elles y ralentissent la vitesse et découragent le trafic de transit".

Volgens de h. Cools zijn zigzagdoorgangen vooral interessant omdat ze door hun afschrikkende werking het transitverkeer helpen beperken zonder het helemaal te verhinderen, terwijl doodlopende straten en eenrichtingsstraten in de

tegenovergestelde richting een onoverkomelijke barrière opwerpen die transitverkeer onmogelijk maakt.

De h. Cools haalt het voorbeeld aan van de Oude Molenstraat, de eerste straat in de gemeente met zigzagdoorgangen . De installatie van zigzagdoorgangen op deze weg hielp niet alleen de snelheid te vertragen, maar ontmoedigde ook het gebruik van de weg, zonder het oversteken onmogelijk te maken.

Schepen Wyngaard antwoordde dat het college helemaal voor het installeren van zigzagdoorgangen was, maar wees erop dat het document hier al naar verwees:

"Pour les axes en ligne droite, un réaménagement avec des chicanes créées via l'alternance du stationnement et de la végétalisation peut aussi avoir un impact sur les vitesses pratiquées ; cette mesure devra être envisagée en phase de mise en œuvre du PCM" (p. 60).

Volgens schepen Wyngaard moet het amendement van de h. Cools niet worden aangenomen omdat het overbodig zou zijn met bovengenoemde passage.

De h. Cools betwist dat zijn amendement overbodig zou zijn.

De door het college voorgestelde tekst gaat namelijk over zigzagdoorgangen als snelheidsremmend middel en de h. Cools ontkent uiteraard geenszins het snelheidsremmende effect van deze voorziening.

Maar het amendement van de h. Cools is van een andere aard, in die zin dat het zigzagdoorgangen niet ziet als een snelheidsremmende voorziening, maar als een middel om transit te beperken.

Er is dus geen sprake van redundantie en de h. Cools vindt het enigszins onlogisch van het college om zigzagdoorgangen niet op te nemen in de lijst van middelen om de doorgang te beperken maar enkel doodlopende wegen en straten met eenrichtingsverkeer in tegengestelde richting.

Amendement 14 verworpen.

8 voor (UEA en DéFI) - 29 tegen (meerderheid) - 3 onthoudingen (PS).

Amendement 15

De h. Cools legt uit dat dit amendement tot doel heeft de punten 3.4.3.2 tot en met 3.4.3.3 in hun geheel uit het document te schrappen en alleen de elementen met betrekking tot het gedeelte "Petite maille Globe-Altitude 100" te behouden.

In zijn wijsheid heeft het college zich verwaardigd te luisteren naar de "vox populi" met betrekking tot de Edith Cavellstraat en het Sint-Pietersvoorplein maar de maatregelen met betrekking tot de Joseph Bensstraat, de Emile Regardstraat, de Maarschalk Joffrelaan en de Zeven Bunderslaan gehandhaafd.

De h. Cools wenst zich aan te sluiten bij het advies van de gemeente Vorst dat de h. De Bock aan de vergadering heeft voorgelezen.

Hij wijst er ook op dat de Zeven Bunderslaan een zeer brede weg is. Als het niet mogelijk zou zijn deze laan te gebruiken, zou men minstens tot aan de Molièrelaan moeten gaan, wat nog meer verkeersopstoppingen op de Alsebergsesteenweg zou veroorzaken.

Het is normaal dat het college zich bezint maar dit is geen bezinning maar de bevestiging van een scenario dat volgens de h. Cools nauwelijks relevant is.

Schepen Wyngaard antwoordt dat de in het plan voorgestelde maatregelen aan een externe toets zullen worden onderworpen.

De h. Cools heeft de neiging om de situatie van het Sint-Pietersvoorplein gelijk te stellen aan die van de Edith Cavellstraat, terwijl het in feite om verschillende realiteiten gaat.

Aangezien de vox populi bijna unaniem voor de Edith Cavellstraat was, is de stopzetting van het project duidelijk, ondubbelzinnig en aanvaard.

Wat het Sint-Pietersvoorplein betreft, zijn er zeer sterke verwachtingen en een echte wil om verder te gaan, maar de vraag blijft open omdat we nog moeten bepalen welk scenario het meest verstandig zou zijn, welk soort herinrichting van de openbare ruimte de voorkeur moet krijgen ...

Schepen Wyngaard, die de gelegenheid had om de zaak met zijn collega van Vorst te bespreken, verklaarde dat de gemeente Vorst niet gekant is tegen de Zeven Bunderslaan. Het zal gewoon nodig zijn om de mogelijke impact op de wegen te controleren als onderdeel van de test.

Schepen Wyngaard merkt echter op dat de aanleg van een fietspad op dit traject zou zorgen voor een continuüm langs de hele Zeven Bunderslaan, aangezien fietsers momenteel beschermd zijn op het gedeelte in Vorst, maar niet op het Ukkelse gedeelte.

Amendement 15 verworpen.

5 voor (UEA, mevr. Margaux en de h. De Bock) - 31 tegen (meerderheid, mevr. Maison en de h. Spelkens) - 4 onthoudingen (PS en de h. Clumeck).

Amendement 16

***De h. Cools** is voorstander van het schrappen van punt 3.4.4.2 betreffende het omkeren van het eenrichtingsverkeer in de Joseph Bensstraat.*

[Wegens een technisch probleem met de microfoons is de voorstelling van amendement 16 door de h. Cools niet hoorbaar in de opname van de zitting.]

***Schepen Wyngaard** wijst erop dat deze maatregel - die net als de Zeven Bunderslaan aan een test zal worden onderworpen - niet hevig is aangevochten. Tijdens het openbaar onderzoek waren er in feite zeer weinig interventies over dit onderwerp.*

Deze maatregel is een van de overwogen maatregelen om een deel van het verkeer in de Dekenijstraat te ontlasten, en met name om deze veiliger te maken voor kinderen, aangezien het verkeer op deze weg in feite te druk is, gezien de smalle trottoirs en de aanwezigheid van twee scholen, de academie, de bibliotheek enz.

De test zal uitwijzen of de maatregel geschikt is. Maar het zou niet verstandig zijn om de maatregel bij voorbaat uit te sluiten, zoals de h. Cools voorstelt.

Amendement 16 verworpen.

8 voor (UEA, PS, mevr. Margaux en de h. De Bock) - 27 tegen (meerderheid) - 3 onthoudingen (mevr. Maison, de hh. Clumeck en Spelkens).

Amendement 17

***De h. Cools** wijst erop dat de huidige versie van het document de volgende passage bevat:*

"Adapter la tarification et/ou la durée du stationnement en voirie.

En cohérence avec les prescriptions régionales qui visent à assurer une politique régionale de stationnement équilibrée, la commune d'Uccle veillera au renforcement progressif de sa politique en matière de stationnement en adaptant la tarification de ses zones et la durée de stationnement" (p. 135).

Na erop gewezen te hebben dat "aanpassen van de tarieven" vaak "de tarieven verhogen" betekent en dat het zogenaamde "evenwichtige" parkeerbeleid van het gewest geleid heeft tot het schrappen van 65.000 parkeerplaatsen, stelt de h. Cools

voor om de versie van het college te vervangen door de volgende tekst:

"Adopter une politique de stationnement équilibrée et évolutive.

La commune d'Uccle veillera à développer une politique équilibrée en matière de stationnement et raisonnable au niveau de sa tarification qui répondra aux besoins tant de ses concitoyens et de leurs visiteurs que de ses noyaux commerciaux et des activités économiques implantées sur son territoire".

Schepen Wyngaard is van mening dat het amendement van de h. Cools niet moet worden aangenomen.

Hij stelt echter een alternatief amendement voor (amendement 17 bis), waarin een aantal ideeën van de h Cools zijn verwerkt.

Dit amendement voorziet in de toevoeging, na de titel "Adapter la tarification et/ou la durée du stationnement en voirie", de vermelding: "pour répondre aux besoins constatés".

In de alinea zou de vermelding "au renforcement progressif de sa politique" vervangen worden door "à développer sa politique", en aan het einde ervan wordt, om aan te sluiten bij de voorstellen van de h. Cools, de volgende zin toegevoegd: "afin de répondre aux besoins tant de ses concitoyens et de leurs visiteurs que de ses noyaux commerciaux et activités économiques".

Dit is de geest waarin de gemeentediensten al werken.

Schepen Wyngaard betwist de bewering van de h. Cools dat een aanpassing van de tarieven altijd naar boven zou zijn.

Hij gaf als voorbeeld het geval van de Van Beverlaan, waarvan een deel gereguleerd was, maar waar bleek dat de betreffende plaatsen nooit bezet waren. Als gevolg daarvan ging het bestuur terug op deze beslissing.

De h. Cools stelt voor om eerst over zijn eigen amendement te stemmen, omdat dit het meest radicale is.

Ten aanzien van het amendement van het college zal Uccle en avant ervoor kiezen om zich te onthouden omdat dit amendement weliswaar de tekst verbetert, maar ten onrechte blijft stellen dat het gewestelijke parkeerbeleid evenwichtig is.

De h. De Bock zal het amendement van de h. Cools steunen en zich onthouden over het amendement van schepen Wyngaard, omdat de Van Beverlaan een uitzondering is die de regel bevestigt: in de realiteit werd het tarief op veel andere wegen verhoogd, met name op de as Errera-Dupuich.

Amendement 17 verworpen.

Amendement 17bis goedgekeurd.

Amendement 17: 6 voor (UEA, de h. De Bock, PS zonder mevr. Kabachi) - 32 tegen (meerderheid, mevr. Kabachi en de h. Spelkens) - 2 onthoudingen (mevr. Margaux en de h. Clumeck).

Amendement 17 bis: 34 voor (meerderheid, PS, mevr. Maison en de h. Spelkens) - 6 onthoudingen (UEA, mevr. Margaux, de hh. De Bock en Clumeck).

Amendement 18

De h. Cools ging een paar dagen geleden naar Sint-Pieters-Woluwe en zag tot zijn verbazing dat parkeerautomaten in een gebied bij Stockel een half uur gratis parkeren aanbieden.

Hij vindt dit een uitstekend idee en stelt voor om de volgende alinea toe te voegen aan het einde van p. 135:

"Comme la commune de Woluwe-Saint-Pierre la commune d'Uccle offrira

non plus un quart d'heure gratuit mais une demi-heure gratuite de stationnement automobile dans les zones réglementées. Ceci notamment pour renforcer l'attractivité de nos centres et noyaux commerciaux".

Het gratis kwartier is snel voorbij. Het is beter om een half uur de tijd te hebben om op het gemak boodschappen te kunnen doen, vooral als men ver van de winkels moet parkeren.

***De burgemeester** vindt dat de h. Cools nogal gemakkelijk een heel sympathiek voorstel heeft gedaan met zijn parkeertijd van een half uur. Bovendien, waarom geen 45 minuten of anderhalf uur? Zo'n beloftes gaan er altijd wel in.*

Hij wil er ook op wijzen dat de h. Cools eerder tegen het voorstel van de h. Cohen voor een gratis kwartier heeft gestemd.

En nu toont de h. Cools zijn enthousiasme voor een soortgelijke maatregel die in Sint-Pieters-Woluwe wordt bepleit. Is deze omkering van standpunt niet inconsequent?

En hoewel dit soort voorstellen altijd sympathiek is, moet er uiteindelijk altijd iemand betalen.

Bovendien is deze maatregel illegaal en zelfs als het college ermee zou instemmen om van de wet af te wijken - wat absoluut niet het geval is - is er een waakzame toezichhoudende overheid die niet zou nalaten om het aan deze vereiste te herinneren.

***De h. Cools** is van mening dat het niet onterecht is om zich af te vragen of de wet wel van kracht is. In ieder geval merkt hij op dat de gemeente Sint-Pieters-Woluwe van mening is dat de maatregel die zij promoot legaal is.*

Hij vond het ook een beetje gemakkelijk om het of loze beloftes te hebben.

Hij heeft nooit voorgesteld om 45 minuten of anderhalf uur gratis te parkeren omdat hij zich terdege bewust is van de noodzaak om parkeerrotatie in handelswijken te garanderen. Daarom werden deze zones eerst uitgerust met parkeerautomaten en vervolgens in rode of oranje zones geplaatst.

Anderhalf uur is te lang om een effectieve parkeerrotatie te garanderen. Een half uur is daarentegen heel redelijk en geenszins demagogisch.

Hij aanvaardt volledig dat het college van plan is een legalistisch antwoord te geven, waarover gediscussieerd kan worden, maar hij vindt het overdreven om hem een demagoog te noemen omdat hij om een gratis half uur vraagt.

***De burgemeester** blijft volhouden dat de maatregel in Sint-Pieters-Woluwe illegaal is krachtens een Brusselse ordonnantie.*

Hij herinnert eraan dat hij nooit het woord "demagoog" heeft gebruikt.

***De h. De Bock** is van mening dat de blauwe schijven een oplossing bieden die het mogelijk maakt het probleem op te lossen en tegelijkertijd strikt legaal te blijven. Hij heeft er daarom voor gekozen zich te onthouden.*

Amendement 18 verworpen.

6 voor (UEA en PS) - 31 tegen (meerderheid, mevr. Maison en de h. Clumeck) - 3 onthoudingen (mevr. Margaux, de hh. De Bock en Spelkens).

Amendement 19

***De h. Cools** wijst erop dat dit amendement betrekking heeft op scanauto, waarvan het interventiegebied verder wordt uitgebreid.*

In de door het college voorgestelde tekst worden de volgende elementen

genoemd:

“Une politique de stationnement efficace doit être effective. Il s’agit de veiller au maintien de contrôles suffisamment fréquents en vue d’atteindre un bon niveau de rotation des places, en particulier dans les zones commerçantes (zones orange notamment) et/ou la préservation du stationnement riverain (zones vertes – zones bleues).

À ce titre, la dématérialisation du contrôle, via les technologies de caméra ANPR («scan car » ou «scan scooter ») participe à cet objectif d’assurer le respect de la réglementation, en particulier dans les zones bleues. La commune pourrait utilement évaluer l’opportunité de dématérialiser tout ou partie des contrôles”.

De tekst verwijst vervolgens naar een website van het Waalse Gewest voor meer details.

Hij stelt voor deze tekst te vervangen door de volgende versie:

“Dans un Etat de droit le respect des réglementations en vigueur s’impose à tous. C’est vrai pour le respect du code de la route par les automobilistes comme par les cyclistes et les trottinettistes. C’est vrai aussi pour le respect des réglementations adoptées en matière de stationnement. Les contrôles de la commune doivent garantir ce respect afin que la rotation du stationnement voulue par ces réglementations soit effective”.

Deze tekst sluit de scanauto niet uit, die ongetwijfeld nuttig is in blauwe zones (ook al levert het soms het probleem op om het bewijs te rechtvaardigen), maar verbreedt het perspectief enigszins door het niet te beperken tot auto's.

Naleving van de verkeersregels is niet alleen een zaak van automobilisten maar ook van fietsers en gebruikers van steps.

Schepen Wyngaard antwoordt dat dit deel van het plan specifiek gewijd is aan parkeren.

Het is volstrekt legitiem om het onbeschaafde gedrag van fietsers, steppers en andere gebruikers aan de orde te stellen (waarover ook regelmatig binnen de gemeenteraad is gedebatteerd), maar dan wel in andere delen of hoofdstukken van het plan.

De schepen bestrijdt het idee dat deze paragraaf verwijst naar de versterking van de scanauto. In de tekst wordt niet gesproken over versterking, maar over controles door de scanauto.

Hij stelt daarom voor het amendement van de heer Cools te verwerpen.

Ook stelt hij voor om, om puur formele redenen, de zin “La commune pourrait utilement évaluer l’opportunité de dématérialiser tout ou partie des contrôles” te schrappen omdat dit al het geval is. Het is een lege huls.

Amendement 19 verworpen.

Akkoord over de schrapping van de zin.

Amendement 19: 3 voor (UEA) - 29 tegen (meerderheid) - 8 onthoudingen (PS en DéFI).

Amendement 20

De h. Cools licht toe dat zijn amendement betrekking heeft op punt 5.2.6. *“Encourager la mutualisation des espaces de stationnement, notamment ceux localisés hors voirie”.*

Het college heeft ook een eigen amendement op de oorspronkelijke tekst voorgesteld (amendement 20bis).

Hoewel hij zijn eigen amendement superieur acht, heeft hij Cools besloten het in te trekken ten gunste van het amendement van het college, in zoverre dat dit laatste

althans gedeeltelijk rekening houdt met zijn bezorgdheid, met name door te stellen dat in het geval van herinrichting van de openbare ruimte moet worden overwogen het aanbod buiten de openbare ruimte te vergroten wanneer er sprake is van aanzienlijke verliezen.

Amendement 20bis heeft ook het voordeel dat het een punt aan de orde stelt dat niet in het plan wordt genoemd, namelijk de verbintenis van het college om in het kader van de herinrichting van het Sint-Jobsplein een eventueel verlies aan parkeerplaatsen ten minste gedeeltelijk te compenseren door de parkeercapaciteit van de parking achter het plein te vergroten.

Amendement 20 ingetrokken.

Amendement 20bis unaniem goedgekeurd.

Het 1ste amendement werd verworpen met 29 stemmen tegen, 6 stemmen voor en 3 onthoudingen.

Amendementen 2, 8, 12 en 20 werden ingetrokken.

Amendementen 3 en 7 zijn unaniem aangenomen.

Amendementen 4 en 5 zijn verworpen met 33 stemmen tegen, 4 stemmen voor en 2 onthoudingen.

Het 6de amendement werd verworpen met 37 stemmen tegen, 2 stemmen voor en 1 onthouding.

Het 9de amendement werd verworpen met 30 stemmen tegen, 5 stemmen voor en 4 onthoudingen.

Het 10de amendement werd verworpen met 28 stemmen tegen, 4 stemmen voor en 2 onthoudingen.

Het 11de amendement werd verworpen met 33 stemmen tegen en 6 stemmen voor.

Het 13de amendement werd verworpen met 33 stemmen tegen, 5 stemmen voor en 1 onthouding.

Het 14de amendement werd met meerderheid van stemmen tegen de oppositie verworpen. De PS onthield zich.

Het 15de amendement werd verworpen met 31 stemmen tegen, 5 stemmen voor en 4 onthoudingen.

Het 16de amendement werd verworpen met 27 stemmen tegen, 8 stemmen voor en 3 onthoudingen.

Het 17de amendement werd verworpen met 32 stemmen tegen, 6 stemmen voor en 2 onthoudingen.

Het 18de amendement werd verworpen met 31 stemmen tegen, 6 stemmen voor en 3 onthoudingen.

Het 19de amendement werd met meerderheid van stemmen tegen de oppositie verworpen. De PS en DéFi onthielden zich.

Amendementen 1, 2, 8 en 20 bis zijn unaniem aangenomen.

Het 17de bis amendement werd aangenomen met 34 stemmen voor en 6 onthoudingen.

Het gemeentelijk mobiliteitsplan (GMP) wordt goedgekeurd met 28 stemmen voor en 11 tegen.

De Raad keurt het punt goed.

39 stemmers : 28 positieve stemmen, 11 negatieve stemmen.

Nee : Bernard Hayette, Odile Margaux, Nicolas Clumeck, Hans Marcel Joos Van de Cauter, Eric Sax, Marc Cools, Joëlle Maison, Emmanuel De Bock, Cédric Didier Norré, Leïla Kabachi, Jacques Spelkens.

5 annexes / 5 bijlagen

230920_PCM Uccle_Phase 3_Plan d'actions_amendé_CONSEIL_SUIVI
MODIFICATIONS.pdf, 230920_PCM Uccle_Phase 3_Plan
d'actions_amendé_CONSEIL.pdf, FINAL Plan Communal de Mobilité - Annexe - PV
enquête publique.pdf, FINAL Plan Communal de Mobilité - Annexe - PV enquête
publique_nl.docx, GMP UKKEL_Fase 3_Actieplan DRAFT.pdf

Bernard Hayette quitte la séance / verlaat de zitting.

Odile Margaux quitte la séance / verlaat de zitting.

Carine Gol-Lescot quitte la séance / verlaat de zitting.

Joëlle Maison quitte la séance / verlaat de zitting.

Leïla Kabachi quitte la séance / verlaat de zitting.

DÉPARTEMENT FACILITY MANAGEMENT - DEPARTEMENT FACILITY MANAGEMENT

Maintenance - Onderhoud

28.09.2023/A/0015 **Fourniture et installation de stores supplémentaires sur le site du CAU (Centre Administratif d'Uccle) - Marché de travaux - Procédure négociée sans publication préalable avec consultation d'un opérateur économique déterminé pour des raisons techniques, esthétiques et de garantie décennale - Approbation des conditions du marché.**

Le Conseil,

Considérant que, suite aux incidents survenus dûs aux fortes chaleurs pendant l'été dernier ayant impacté le confort des occupants du nouveau Centre Administratif d'Uccle (CAU), il est nécessaire et indispensable de procéder à la fourniture et à l'installation de stores supplémentaires sur les façades extérieures (identiques à ceux déjà installés par la firme Francovera nv lors des travaux de rénovation du Centre Administratif d'Uccle) et de faire appel à la firme précitée pour des raisons technique (adaptation à la gestion centralisée des stores et étanchéité à l'air et à l'eau du bâtiment), esthétiques (homogénéité de la couleur des stores et de la section des profils des stores) et de garantie décennale;

Considérant que les travaux envisagés concernent l'enveloppe du bâtiment et que la garantie de celle-ci peut devenir caduque si l'étanchéité à l'air et à l'eau du bâtiment est impactée sachant que la firme Francovera nv possède toutes les données techniques pour éviter de mettre en péril ou de fragiliser l'enveloppe du bâtiment et de pouvoir garantir la pérennité de celle-ci;

Considérant que le coût des châssis installés par la firme précitée s'est élevé en 2018 à 2.593.471,24 € (hors tva 21 %); que la pose et le raccordement de stores supplémentaires implique de percer les châssis en plusieurs points pour les fixations et les passages de câbles; que, en cas de perte de performances ou d'infiltrations, si les travaux envisagés ont été réalisés par un tiers entrepreneur, la garantie décennale ne pourra plus être invoquée à l'égard de la firme Francovera nv et qu'un tel risque ne peut pas être encouru pour un montant aussi élevé;

Considérant que, vu ce qui précède, il y a donc lieu de passer un marché public par procédure négociée sans publication préalable ayant pour objet les travaux précités en ne consultant qu'un opérateur économique déterminé;

Considérant que le service Rénovation et maintenance des bâtiments a rédigé le cahier spécial des charges qui prévoit une dépense estimée de 450.000,00 € (hors tva), soit

544.500,00 € (tva 21 % autoliquidation);

Considérant que la dépense précitée pourra être engagée à l'article 137/724-60/85 du budget extraordinaire 2023;

Vu l'article 234, alinéa 1 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 42, § 1er, 1^o, d), ii) de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics stipulant que les travaux, fournitures ou services ne peuvent, être fournis que par un opérateur économique déterminé pour l'une des raisons suivantes :

...

ii) il y a absence de concurrence pour des raisons techniques ;

Vu l'article 42, § 1er, 1^o, d), ii) de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics,

Approuve :

- le projet de fourniture et d'installation de stores supplémentaires sur les façades extérieures du site du CAU (Centre Administratif d'Uccle) et identiques à ceux déjà installés;

- les documents d'adjudication y relatifs (cahier spécial des charges, Plan général de sécurité et de santé, ...)

- la procédure de passation d'un marché public de travaux par procédure négociée sans publication préalable avec consultation d'un opérateur économique déterminé conformément à l'article 42, § 1er, 1^o, d), ii) de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

- l'estimation de la dépense totale envisagée, à savoir 450.000,00 € (hors tva), soit 544.500,00 € (tva 21 % autoliquidation); qui pourra être engagée à l'article 137/724-60/85 du budget extraordinaire 2023;

- la transmission de la présente délibération aux services de la tutelle.

Le Conseil approuve le point.

34 votants : 34 votes positifs.

Levering en installatie van bijkomende zonwering op de site van het ACU (Administratief Centrum Ukkel) - Overheidsopdracht voor werken - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking met raadpleging van een bepaalde ondernemer om technische, esthetische en tienjarige aansprakelijkheid redenen - Goedkeuring van de voorwaarden van de opdracht.

De Raad,

Overwegende dat, na de incidenten die zich hebben voorgedaan als gevolg van het warme weer van afgelopen zomer dat het comfort van de bewoners van het nieuwe Administratieve Centrum van Ukkel (ACU) beïnvloedde, het noodzakelijk en onmisbaar is om tot de levering en de installatie over te gaan van bijkomende zonwering op de buitengevels (identieke aan de reeds door de firma Francovera nv geïnstalleerde zonwering tijdens de renovatiewerken van het ACU) en aan de bovengenoemde firma beroep te doen om technische (aanpassing aan het gecentraliseerde beheer van de zonwering en de lucht- en waterdichtheid van het gebouw), esthetische (homogeniteit van de kleur en van het profielgedeelte van de zonwering) en tienjarige aansprakelijkheid redenen ;

Overwegende dat de beoogde werkzaamheden betrekking hebben op de gebouwschil en de aansprakelijkheid daarvan ongeldig kan worden als de lucht- en waterdichtheid van het gebouw wordt aangetast, wetende dat de firma Francovera nv over alle technische gegevens beschikt om te voorkomen dat de gebouwschil in gevaar wordt gebracht of verzwakt en de duurzaamheid ervan kan worden gegarandeerd;

Overwegende dat de kosten van de door de bovengenoemde firma geïnstalleerde raamprofielen € 2.593.471,24 (buiten btw 21%) bedroegen in 2018; dat de installatie

en aansluiting van de bijkomende zonwering inhoudt dat de raamprofielen op verschillende punten worden doorgeboord voor de bindingen en de kabeldoorvoeringen; dat, in geval van prestatieverlies of infiltratie, indien de beoogde werkzaamheden door een derde contractant zijn uitgevoerd, de tienjarige aansprakelijkheid niet langer kan worden ingeroepen tegenover de firma Francovera nv en dat geen dergelijk risico voor zo'n groot bedrag wordt gemaakt;

Overwegende dat, gezien het bovenstaande, een overheidsopdracht moet worden gegund via een onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking met als doel de bovengenoemde werken en door alleen een bepaalde ondernemer te raadplegen;

Overwegende dat de dienst Renovatie en onderhoud van de gebouwen het bestek heeft opgemaakt waarin een geraamde uitgave is voorzien van € 450.000,00 (buiten btw), hetzij € 544.500 (inclusief btw verlegd 21%);

Overwegende dat de voormelde uitgave geboekt moet worden onder artikel 137/724-60/85 van de buitengewone begroting 2023;

Gelet op artikel 234, alinea 1 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 42, § 1er, 1°, d), ii) van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten bepalend dat de werken, leveringen of diensten alleen door een bepaalde ondernemer kunnen worden verricht, om een van de volgende redenen :

...

ii) mededinging ontbreekt om technische redenen;

Gelet op artikel 42, § 1er, 1°, d), ii) van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten,

Keurt de volgende punten goed :

- het ontwerp van de levering en de installatie over te gaan van bijkomende zonwering op de buitengevels van de site van het Administratieve Centrum van Ukkel (ACU) en identieke aan de reeds geïnstalleerde zonwering;

- de daarbij horende aanbestedingsdocumenten (het bestek, het algemeen gezondheids- en veiligheidsplan,...);

- de plaatsingsprocedure van de overheidsopdracht voor werken via een onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking door alleen een bepaalde ondernemer te raadplegen overeenkomstig artikel 42, § 1er, 1°, d), ii) van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

- de raming van de totale uitgave van € 450.000,00 (buiten btw), hetzij € 544.500,00 (inclusief btw verlegd 21 %) te boeken onder artikel 137/724-60/85 van de buitengewone begroting 2023;

- de financiering van de uitgave door middel van een lening;

- de overmaking van onderhavige beraadslaging aan de toezichthoudende diensten.

De Raad keurt het punt goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

13 annexes / 13 bijlagen

PSS - 2309-0158 - STORES CAU.pdf, Csch Admin_21.09.2023.pdf, 1526-20 CA

UCCLE - STORES_Liste des plans_230612.pdf, Csch_Technique.pdf, 1526-20 CA

UCCLE - STORES_20-04-REPÉRAGE STORES_C_Façade SUD ZUIDEN

Geve.._.pdf, 1526-20 CA UCCLE - STORES_20-02-REPÉRAGE STORES_A_Façades

EST et OUEST O.._.pdf, 1526-20 CA UCCLE - STORES_20-05-REPÉRAGE

STORES_D_Façade EST OOSTEN Geve.._.pdf, 1526-20 CA UCCLE - STORES_20-

06-REPÉRAGE STORES_D_Façade OUEST SUD WES.._.pdf, 1526-20 CA UCCLE -

STORES_Détails_230612.pdf, CAU stores complémentaires 05.05.23.pdf, 1526-20

CA UCCLE - STORES_20-01-REPÉRAGE STORES_A_Façade SUD ZUIDEN

Geve.._.pdf, Mètré.pdf, 1526-20 CA UCCLE - STORES_20-03-REPÉRAGE

DÉPARTEMENT AFFAIRES ÉDUCATIVES - DEPARTEMENT EDUCATIEVE ZAKEN

Egalité - Gelijkheid

28.09.2023/A/0016 **L'urgence est demandée. - Service Egalité des chances et des genres.-
Monoparentalité.- Convention d'occupation des lieux de Galipette.**

Le Conseil,

Considérant que, dans la Déclaration de Politique Générale, le Collège s'est engagé à lutter contre toutes les discriminations, notamment les discriminations envers les femmes;

Considérant que les familles monoparentales constituent un public "à risque", composé à plus de 80% de femmes à Bruxelles, et retiennent dès lors une attention particulière de la part du service Egalité des Chances et des Genres;

Attendu que les familles monoparentales sont très souvent fragilisées dans plusieurs domaines et que leur situation économique ne permet quasiment jamais de trouver une aide et un soutien suffisants ou suffisamment longs pour stabiliser la situation sociale, financière, affective ou émotionnelle de la famille;

Attendu qu'en réponse à cette problématique, plusieurs initiatives ont été mises en place comme les groupes de parole et de soutien, les permanences juridiques et les permanences psychologiques avec notamment le soutien financier d'Equal Brussels et Bruxelles Pouvoirs Locaux;

Attendu qu'en date du 16 mai 2023, le Collège a marqué son accord sur la demande de subside en vue d'organiser des ateliers ludiques de bien-être pour enfants de parents solos à Uccle, à raison d'un samedi après-midi par mois pour les 3 à 6 ans et les 6 à 12 ans;

Attendu que la totalité du subside demandé a été accordée par Bruxelles Pouvoirs Locaux, d'un montant global de 21.200 €;

Attendu qu'en date du 16 août 2023, l'Assemblée a marqué son accord sur la réalisation du projet "Un temps pour eux", destiné aux enfants des familles monoparentales à Uccle, nécessitant l'occupation des lieux de l'asbl Galipette pour les ateliers destinés aux enfants de 3 à 6 ans;

Attendu que la proposition de Convention de Galipette nous a été transmise tardivement, à savoir le 14 septembre 2023, par Galipette;

Décide :

de signer la convention d'occupation des lieux de l'asbl Galipette à raison d'un samedi après-midi par mois.

Le Conseil approuve le point.

34 votants : 34 votes positifs.

**De hoogdringendheid is gevraagd. - Dienst Gelijke Kansen en Gendergelijkheid.-
Eenoudergezinnen.- Overeenkomst voor de bezetting van de lokalen van
Galipette.**

De Raad,

Overwegende dat het College zich in de Algemene Beleidsverklaring ertoe heeft verbonden alle vormen van discriminatie te bestrijden, in het bijzonder discriminatie van vrouwen;

Overwegende dat eenoudergezinnen een "risicogroep" vormen, waarvan meer dan 80% vrouwen in Brussel zijn, en die bijgevolg bijzondere aandacht van de dienst Gelijke Kansen en Gendergelijkheid vereisen;

Overwegende dat eenoudergezinnen zeer vaak kwetsbaar zijn op verschillende gebieden en dat hun economische situatie hen bijna nooit in staat stelt voldoende of voldoende langdurige hulp en steun te vinden om de sociale, financiële, affectieve of emotionele situatie van het gezin te stabiliseren;

Overwegende dat, als antwoord op dit probleem, een aantal initiatieven zijn opgezet, zoals gespreks- en steungroepen, juridische en psychologische permanenties, met m.b. de financiële steun van Equal Brussels en Brussel Plaatselijke Besturen;

Overwegende dat het College op 16 mei 2023 heeft ingestemd met de subsidieaanvraag voor de organisatie van ludieke welzijnsworkshops voor kinderen van alleenstaande ouders in Ukkel, op één zaterdagmiddag per maand voor kinderen van 3 tot 6 jaar en van 6 tot 12 jaar;

Overwegende dat het volledige bedrag van de gevraagde subsidie is toegekend door Brussel Plaatselijke Besturen, voor een totaalbedrag van € 21.200;

Overwegende dat de vergadering op 16 augustus 2023 heeft ingestemd met de uitvoering van het project "Un temps pour eux", gericht op kinderen uit eenoudergezinnen in Ukkel, waarvoor de lokalen van vzw Galipette moeten worden gebruikt voor workshops voor kinderen van 3 tot 6 jaar;

Overwegende dat de voorgestelde overeenkomst van Galipette ons te laat, namelijk op 14 september 2023, is toegezonden door Galipette;

Beslist:

de overeenkomst voor de bezetting van de lokalen van Galipette op basis van één zaterdagmiddag per maand te ondertekenen.

De Raad keurt het punt goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION - relecture SJ.DOCX

Bernard Hayette entre en séance / treedt in zitting.

Blaise Godefroid entre en séance / treedt in zitting.

DÉPARTEMENT ESPACE PUBLIC - DEPARTEMENT OPENBARE RUIMTE

Service vert - Groendienst

28.09.2023/A/0017 **Prise d'acte de l'annulation par la Tutelle de la délibération du Conseil du 22 juin 2023 approuvant la mise à disposition d'un terrain situé avenue Princesse Paola, 9 à 1180 Uccle dans le cadre de la création d'un vignoble écologique et participatif.**

Le Conseil prend acte.

Kennisneming van de vernietiging door de toezichhoudende overheid van de beslissing van de Gemeenteraad van 22 juni 2023 houdende goedkeuring van de

terbeschikkingstelling van een terrein in de Prinses Paolalaan 9 te 1180 Ukkel in het kader van de aanleg van een ecologische en participatieve wijngaard.

De Raad neemt akte.

*1 annexe / 1 bijlage
Tutelle annulation.pdf*

DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN

Solidarité internationale - Internationale solidariteit

28.09.2023/A/0018 **Soutien aux populations civiles marocaine et lybienne suite aux catastrophes naturelles intervenues en septembre 2023.- Accord et engagement de la dépense.**

Le Conseil,

Vu le séisme qui a frappé lundi 8 septembre le Maroc qui a fait plus de 2900 morts selon un dernier bilan communiqué par les autorités marocaines, alors que les recherches se poursuivent pour tenter de retrouver des rescapés et atteindre les villages du Haut Atlas restés isolés en raison d'importants éboulements consécutifs au séisme;

Vu que 2562 personnes ont également été blessées selon la même source;

Vu que pour le Maroc, il s'agit du pire bilan depuis le séisme de 1960, d'une magnitude de 5.8 qui avait tué 12 000 personnes;

Vu qu'il est proposé que la commune d'Uccle apporte son soutien aux populations survivantes qui affrontent dans le plus grand dénuement les conséquences du séisme ;

Vu que la Croix Rouge souligne qu'il y a actuellement surtout un besoin d'aide financière, afin de soutenir les organisations humanitaires locales ;

Vu qu'il est proposé d'attribuer un subside à la Croix rouge de Belgique qui est en relation avec le Croissant rouge marocain actif sur le terrain avec plus de 8000 volontaires pour venir en aide aux victimes du séisme pour un montant de 1000 euros sur l'article (15001/332-02/64) qui inclut le Fonds calamités ;

Vu qu'il est possible de faire un virement bancaire sur le compte de la Croix rouge de Belgique sur le compte BE72 0000 0000 1616 ;

Vu les inondations causées par la tempête Daniel dans la nuit du 10 septembre 2023 qui ont frappé la ville de Derna en Lybie et que si le bilan humain est encore incertain, plus de 10 000 personnes seraient disparues et 35 000 déplacés ;

Vu que la situation humanitaire est particulièrement complexe, que le manque d'eau potable et de soins menace également les survivants et que le risque d'épidémie existe selon l'OMS,

Décide :

- d'octroyer un don de 2000,00 € à La Croix rouge de Belgique pour venir en aide aux populations victimes du séisme au Maroc et aux populations victimes des inondations en Lybie;

- d'approuver et d'engager la dépense budgétaire de 2000,00 € sur l'article budgétaire 15001/332-02/64 en faisant un virement bancaire sur le compte de la Croix rouge de Belgique sur le compte BE72 0000 0000 1616 avec les communications Maroc et Lybie.

Le Conseil approuve le point.
36 votants : 36 votes positifs.

Steun aan de Marokkaanse en Libische bevolking na de natuurrampen in september 2023.- Goedkeuring en vastlegging van de uitgave.

De Raad,

Gelet op de aardbeving die Marokko getroffen heeft op maandag 8 september en meer dan 2.900 slachtoffers gemaakt heeft volgens een laatste balans van de Marokkaanse overheid, terwijl de zoektocht naar overlevenden voortgezet wordt en geprobeerd wordt de dorpen in de Hoge Atlas te bereiken, die geïsoleerd werden door aanzienlijke inzakkingen als gevolg van de aardbeving;

Aangezien er volgens dezelfde bron ook 2.562 gewonden zijn;

Aangezien het voor Marokko de slechtste balans is sinds de aardbeving van 1960, met een schaal van 5,8 en die 12.000 slachtoffers gemaakt heeft;

Aangezien voorgesteld wordt dat de gemeente Ukkel haar steun betuigt aan de overlevenden die in grote nood verkeren als gevolg van de aardbeving;

Aangezien het Rode Kruis benadrukt dat er momenteel vooral financiële hulp nodig is om de lokale humanitaire organisaties te ondersteunen;

Aangezien voorgesteld wordt een subsidie toe te kennen aan het Belgische Rode Kruis, dat in contact staat met de Marokkaanse Rode Halvemaan, die op het terrein werkzaam is met meer dan 8.000 vrijwilligers om hulp te bieden aan de slachtoffers van de aardbeving, voor een bedrag van 1.000 euro op artikel 15001/332-02/64, dat het Rampenfonds omvat;

Aangezien het mogelijk is een overschrijving te doen op de rekening van het Belgische Rode Kruis op rekeningnummer BE72 0000 0000 1616;

Gelet op de overstromingen door storm Daniel in de nacht van 10 september 2023, die de stad Derna in Libië getroffen hebben, en aangezien er meer dan 10.000 mensen vermist en 35.000 gevlucht zouden zijn, hoewel de menselijke balans nog onzeker is;

Aangezien de humanitaire situatie bijzonder complex is, het gebrek aan drinkwater en verzorging ook de overlevenden bedreigt en het risico op een epidemie bestaat volgens de WHO,

Beslist :

- een gift van € 2.000,00 toe te kennen aan het Belgische Rode Kruis om hulp te bieden aan de slachtoffers van de aardbeving in Marokko en aan de slachtoffers van de overstromingen in Libië;

- de budgettaire uitgave van € 2.000,00 goed te keuren en vast te leggen op begrotingsartikel 15001/332-02/64 door een overschrijving te doen op de rekening van het Belgische Rode Kruis op rekeningnummer BE72 0000 0000 1616, met als mededeling "Marokko en Libië".

De Raad keurt het punt goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

Carine Gol-Lescot entre en séance / treedt in zitting.

Joëlle Maison entre en séance / treedt in zitting.

Odile Margaux entre en séance / treedt in zitting.

Leïla Kabachi entre en séance / treedt in zitting.

Maëlle De Brouwer quitte la séance / verlaat de zitting.

Participation citoyenne - Burgerparticipatie

28.09.2023/A/0019 **Participation citoyenne.- Subside de fonctionnement comités de quartier.- Engagement appel 2023**

Le Conseil,

Considérant que le service participation citoyenne a pour objectif de contribuer à faire vivre la participation citoyenne, accompagner et soutenir les citoyens qui souhaitent réaliser des projets pour améliorer la qualité de vie à Uccle;

Considérant que l'une des dix recommandations des Etats généraux ucclois est de soutenir les comités de quartier notamment via l'attribution d'un budget; Que les comités de quartier ucclois, constituent des regroupements de citoyens, servant d'interlocuteur entre les habitants d'un quartier et les élus locaux ; que leur champ d'activité concerne, non pas la défense d'intérêts particuliers, mais les questions d'intérêt général (voirie, circulation, propreté, voisinage, etc.), qu'ils contribuent notamment à la question de la démocratie participative et peuvent tenir un rôle de proposition et d'action;

Attendu que lors de sa séance du 22 juin 2023, le Conseil a approuvé le règlement relatif au subside de fonctionnement des comités de quartiers ucclois ;

Attendu que les candidatures étaient ouvertes du 7 juillet 2023 au 31 août 2023 ;

Attendu qu'au cours de cette période 8 dossiers ont été remis ;

Attendu que sur les 8 formulaires relatifs au subside de fonctionnement pour les comités de quartier analysés par le service, seuls 7 sont éligibles eu égard aux conditions fixées dans le règlement communal précité et ont reçu une évaluation positive à l'unanimité ;

Attendu que le comité non éligible « Stalle-Merlo » ne remplit pas la condition d'octroi relative à une existence minimum d'un an ;

Attendu que les comités de quartiers éligibles sont les suivants: le comité de quartier Uccle Centre- Parvis Saint Pierre représenté par Marc Van Roy ; le comité de quartier « Fais une fleur à ton quartier » représenté par Danielle Brion ; le comité de quartier Parc Brugmann représenté par Jean D'have ; le comité de quartier Vanderkindere-Bascule représenté par Christella Di Fiore ; le comité de quartier du Collectif Riverains Uccle Centre représenté par Stephane Nicolas ; le comité de quartier Durable Messidor représenté par Caroline Leemans ; le comité de quartier de L'Observatoire représenté par Dominique Vaes ;

Attendu que le montant total attribué aux comités de quartiers est de 3.500 €;

Attendu que le détail de l'évaluation des dossiers se trouve en annexe ;

Décide :

- d'approuver l'octroi d'un subside de fonctionnement aux 7 comités de quartier susmentionnés;

- d'autoriser l'engagement des dépenses et le paiement de la somme totale de 3.500€ dans le cadre du Subside de « Fonctionnement pour les comités de quartier », premier appel de 2023, à l'article 104/332-02 /17 de l'exercice 2023 selon la répartition suivante : 500 € pour le comité de quartier Uccle Centre- Parvis Saint Pierre représenté par Marc Van Roy ; 500 € pour le comité de quartier « Fais une fleur à ton quartier » représenté par Danielle Brion ; 500 € pour le comité de quartier Parc Brugmann représenté par Jean D'have ; 500 € pour le comité de quartier Vanderkindere-Bascule représenté par Christella Di Fiore ; 500 € pour le comité de quartier du Collectif Riverains Uccle Centre représenté par Stephane Nicolas ; 500 € pour le comité de quartier Durable Messidor représenté par Caroline Leemans ; 500 € pour le comité de quartier de L'Observatoire représenté par Dominique Vaes.

M. Cools précise que, par cohérence avec son vote antérieur contre le principe de ces subsides, le groupe Uccle en avant va s'abstenir sur le point relatif à leur octroi.

Selon M. Cools, ce n'est pas le rôle de la commune de subsidier le fonctionnement des comités de quartier, et ce d'autant plus qu'une telle pratique peut nuire à l'indépendance de ces derniers.

L'octroi d'un subside peut être tout à fait justifié lorsqu'il s'agit d'initiatives particulières, de projets concrets. Or, ici il ne s'agit nullement d'un projet concret mais d'un subside de fonctionnement.

De surcroît, le montant octroyé est le même pour tous les comités quel que soient leur niveau d'activité, qui peut fortement diverger.

En général, l'octroi de subsides à des associations sportives ou de jeunesse est conditionné par des critères tels que par exemple, le nombre de leurs membres. Ici, on accorde à tout le monde un forfait indistinctement.

En outre, l'octroi d'un tel subside peut servir à financer des actions contre la commune devant le Conseil d'Etat. Le cas s'est d'ailleurs déjà produit.

Tous ces éléments rendent M. Cools particulièrement perplexe. Le groupe Uccle en avant opte donc pour l'abstention.

Le Conseil approuve le point.

39 votants : 36 votes positifs, 3 abstentions.

Abstentions : Eric Sax, Marc Cools, Hans Marcel Joos Van de Cauter.

Burgerinspraak.- Werkingssubsidies aan buurtcomités.- Vastlegging van de uitgaven.

De raad,

Overwegende dat de dienst Burgerinspraak als doel heeft te helpen om de burgerparticipatie te laten leven en de burgers die projecten willen uitvoeren ter verbetering van de levenskwaliteit in Ukkel te begeleiden en te ondersteunen;

Overwegende dat een van de tien aanbevelingen van de Ukkelse Staten-Generaal erin bestaat de wijkcomités te ondersteunen, meer bepaald via de toekenning van een budget; dat de wijkcomités burgergroeperingen zijn die dienen als gesprekspartner tussen de inwoners van een wijk en de lokale verkozenen; dat hun activiteitendomein geen betrekking heeft op de verdediging van particuliere belangen, maar wel op de kwesties van algemeen belang (wegen, verkeer, reinheid, buurt, enz.), dat ze onder andere bijdragen aan de kwestie van de participatieve democratie, voorstellen kunnen formuleren en acties kunnen voeren;

Aangezien de raad in zitting van 22 juni 2023 het reglement met betrekking tot de werkingssubsidie voor de Ukkelse wijkcomités goedgekeurd heeft;

Aangezien de kandidaturen geopend waren van 7 juli 2023 tot 31 augustus 2023;

Aangezien tijdens deze periode 8 dossiers ingediend werden;

Aangezien slechts 7 van de 8 formulieren met betrekking tot de werkingssubsidie voor de wijkcomités die geanalyseerd werden door de dienst in aanmerking komen gezien de voorwaarden in het voornoemde gemeentereglement en unaniem een positieve beoordeling gekregen hebben;

Aangezien comité "Stalle-Merlo", dat niet in aanmerking komt, niet voldoet aan de toekenningsvoorwaarde van het minstens eenjarig bestaan;

Aangezien de wijkcomités die in aanmerking komen de volgende zijn: wijkcomité Ukkel-Centrum - Sint-Pietersvoorplein, vertegenwoordigd door Marc Van Roy; wijkcomité "Fais une fleur à ton quartier", vertegenwoordigd door Danielle Brion; wijkcomité Brugmannpark, vertegenwoordigd door Jean D'have; wijkcomité

Vanderkindere-Bascule, vertegenwoordigd door Christella Di Fiore; wijkcomité van het collectief van buurtbewoners van Ukkel-Centrum, vertegenwoordigd door Stephane Nicolas; duurzaam wijkcomité Messidor, vertegenwoordigd door Caroline Leemans; wijkcomité Sterrenwacht, vertegenwoordigd door Dominique Vaes; Aangezien het totaalbedrag dat toegekend wordt aan de wijkcomités € 3.500 belooft; Aangezien de details van de beoordeling van de dossiers in de bijlage zitten;

Beslist:

- de toekenning van een werkingssubsidie aan de 7 voornoemde wijkcomités goed te keuren;
- De betaling van het totaalbedrag van € 3.500 in het kader van de werkingssubsidie voor de wijkcomités, eerste oproep van 2023, op artikel 104/332-02 /17 van het dienstjaar 2023, toe te staan volgens de volgende verdeling: € 500 voor wijkcomité Ukkel-Centrum - Sint-Pietersvoorplein, vertegenwoordigd door Marc Van Roy; € 500 voor wijkcomité "Fais une fleur à ton quartier", vertegenwoordigd door Danielle Brion; € 500 voor wijkcomité Brugmannpark, vertegenwoordigd door Jean D'have; € 500 voor wijkcomité Vanderkindere-Bascule, vertegenwoordigd door Christella Di Fiore; € 500 voor het wijkcomité van het collectief van buurtbewoners van Ukkel-Centrum, vertegenwoordigd door Stephane Nicolas; € 500 voor duurzaam wijkcomité Messidor, vertegenwoordigd door Caroline Leemans; € 500 voor wijkcomité Sterrenwacht, vertegenwoordigd door Dominique Vaes.

De h. Cools legt uit dat Uccle en avant zich, in lijn met haar eerdere stem tegen het principe van deze subsidies, zal onthouden over het punt met betrekking tot de toekenning ervan.

Volgens hem is het niet de taak van de gemeente om de werking van buurtcomités te subsidiëren, vooral omdat dit hun onafhankelijkheid zou kunnen aantasten.

De toekenning van subsidies kan volledig gerechtvaardigd zijn in het geval van specifieke initiatieven en concrete projecten. In dit geval gaat het echter niet om een specifiek project maar om een werkingssubsidie.

Bovendien is het toegekende bedrag voor alle comités hetzelfde, ongeacht hun activiteitsniveau, dat sterk kan variëren.

Over het algemeen is de toekenning van subsidies aan sport- of jeugdverenigingen afhankelijk van criteria zoals het aantal leden. Hier wordt een forfaitair bedrag toegekend aan iedereen zonder onderscheid.

Bovendien kunnen dergelijke subsidies gebruikt worden om acties tegen de gemeente bij de Raad van State te financieren. Dit is bovendien al gebeurd.

Al deze elementen maken de h. Cools bijzonder verbijsterd. Uccle en avant heeft er daarom voor gekozen om zich te onthouden

De Raad keurt het punt goed.

39 stemmers : 36 positieve stemmen, 3 onthoudingen.

Onthoudingen : Eric Sax, Marc Cools, Hans Marcel Joos Van de Cauter.

2 annexes / 2 bijlagen

Tableau recap 2023_nl.xlsx, Tableau recap 2023.xlsx

28.09.2023/A/0020 **Règlement-taxe sur les résidences non-principales.- Adaptation de la version néerlandophone.**

Le Conseil,

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu la délibération du 24 novembre 2022 relative à l'adoption du règlement sur les résidences non-principales;

Considérant qu'une erreur de traduction a été constatée dans la version néerlandophone du règlement précité;

Qu'en effet, l'article 5 relatif à l'application du taux réduit du règlement est actuellement libellé comme suit : « iedere meerderjarige die minstens 25 jaar is op 1 januari van het aanslagjaar »;

Qu'à la lecture de cet article, le taux réduit s'applique aux personnes âgées d'au moins 25 ans;

Que toutefois, l'intention initiale de l'Assemblée est bien d'appliquer un taux réduit pour les personnes de moins de 25 ans;

Qu'à cet égard, le principe d'un taux réduit pour les personnes âgées de moins de 25 ans était déjà repris dans le règlement-taxe antérieur du 19 décembre 2019 tant dans la version francophone que néerlandophone;

Que dès lors, il convient de procéder à la correction de l'erreur matérielle susvisée dans la version néerlandophone du règlement et de remplacer les termes « die minstens 25 jaar is » par « minder dan 25 jaar oud is »;

Décide de modifier le règlement comme suit :

REGLEMENT

GRONDSLAG VAN DE BELASTING

Artikel 1

Er wordt vanaf 1 januari 2023 tot en met 31 december 2025 een jaarlijkse directe belasting geheven op de niet-hoofdverblijven gelegen op het grondgebied van de gemeente Ukkel.

Artikel 2

Onder niet-hoofdverblijf wordt verstaan: elke al dan niet ingerichte privéwoning die niet als hoofdverblijf wordt gebruikt en waarover de personen die niet ingeschreven zijn in het bevolkings- of vreemdelingenregister van de gemeente Ukkel op elk ogenblik beschikken, gratis of betalend, als eigenaar, blote eigenaar, vruchtgebruiker, huurder of gebruiker, zelfs indien dit met tussenpozen gebeurt.

BELASTINGPLICHTIGEN

Artikel 3

De belasting is verschuldigd door de natuurlijke persoon die over een niet-hoofdverblijf beschikt en die niet ingeschreven is in het bevolkings- of vreemdelingenregister van de gemeente Ukkel. Indien de persoon, die over een niet-hoofdverblijf beschikt, geen bewijs van de verhuuring aan derden voorlegt, zal ervan uitgegaan worden dat deze persoon de betrokken woning gebruikt.

AANSLAGVOET VAN DE BELASTING

Artikel 4

Het bedrag van de belasting is vastgelegd op € 1.732 (tarief 1) per jaar en per niet-hoofdverblijf beschikt.

Artikel 5

De belasting wordt teruggebracht tot € 142 (tarief 2) per jaar en per niet-hoofdverblijfplaats waarover beschikt:

- iedere meerderjarige die minder dan 25 jaar oud is op 1 januari van het aanslagjaar
- iedere meerderjarige die in de loop van het aanslagjaar onderwijs met volledig leerplan volgt in een door de overheid erkende onderwijsinstelling. Het bewijs van het studentenstatuut moet bestaan uit een officieel attest van de onderwijsinstelling dat waarborgt dat de persoon wel degelijk onderwijs met volledig leerplan volgt in de loop van het betrokken aanslagjaar.

Artikel 6

Als de belastingplichtige het bewijs aanvoert dat hij niet langer definitief over het goed beschikt of zich ingeschreven heeft in het bevolkings- of vreemdelingenregister van de gemeente Ukkel in de loop van een boekjaar, wordt de belasting berekend pro rata temporis, dat wil zeggen in verhouding tot het aantal maanden van werkelijke en effectieve beschikking over de niet-hoofdverblijfplaats, waarbij elke begonnen maand aangerekend wordt.

Artikel 7

De bedragen worden op 1 januari van elk jaar verhoogd met 4 %, het resultaat zal worden afgerond naar de hogere eenheid.

	2023	2024	2025
Tarief 1	€ 1.732	€ 1.802	€ 1.875
Tarief 2	€ 142	€ 148	€ 154

VRIJSTELLINGEN

Artikel 8

Worden van de belasting vrijgesteld:

- 1) de buitenlandse persoon die krachtens het koninklijk besluit van 30 oktober 1991 over een identiteitsbewijs model I, II, III of IV beschikt en voor zover deze persoon voldoet aan de voorwaarden die vereist zijn door artikel 12 b van het Protocol betreffende de voorrechten en immuniteiten van de Europese Gemeenschappen;
- 2) de niet-ingeschreven persoon, die over een niet-hoofdverblijf zoals bepaald in artikel 2 beschikt, in een rusthuis, een verzorgings- of verblijfscentrum voor gehandicapte personen die er door zijn gezondheidstoestand de gepaste verzorging krijgt;
- 3) de persoon die zich in de onmogelijkheid bevindt om zijn niet hoofdverblijfplaats te bezetten wegens de uitvoering van aanzienlijke werken die het gebruik van het goed verhinderen. De facturen die de omvang van de werken aantonen, moeten aan het bestuur bezorgd worden. Het voordeel van deze vrijstelling wordt berekend pro rata temporis van de duur van de werken en is beperkt tot een jaar;
- 4) iedere persoon die mede-eigenaar van een onroerend goed geworden is ingevolge het opvallen van een erfenis en die geen toestemming heeft erover te beschikken in afwachting van de verdeling;
- 5) de persoon die zijn niet-hoofdverblijfplaats wenst te verkopen of te verhuren en die ze in het kader van de organisatie van bezoeken niet meer gebruikt. Het voordeel van deze vrijstelling is beperkt tot een aanslagjaar.

ONTSTAAN VAN DE BELASTINGSCHULD EN VASTSTELLINGSPROCEDURE

Artikel 9

De belastingplichtige dient zich binnen de 15 dagen na zijn aankomst spontaan naar het gemeentebestuur te begeven dat een aangifteformulier zal overhandigen. Dit formulier moet behoorlijk ingevuld en ondertekend door de belastingplichtige teruggestuurd worden binnen een termijn van 30 dagen na de uitreiking ervan.

Wanneer het gemeentebestuur het bestaan van een tweede verblijf vaststelt en de belastingplichtige niet binnen de voorgeschreven termijn naar het gemeentebestuur gegaan is, stuurt het de belastingplichtige een aangifteformulier, dat deze behoorlijk ingevuld en ondertekend moet terugsturen binnen een termijn van 30 dagen, te rekenen vanaf de verzending ervan.

Artikel 10

De aangifte blijft geldig tot herroeping. De herroeping moet gebeuren in de maand die volgt op de wijziging van de situatie van de belastingplichtige. De belastingplichtige dient het bewijs van deze wijziging voor te leggen.

INNING

Artikel 11

De belasting wordt via inkohiering ingevorderd.

Artikel 12

Bij gebrek aan een aangifte binnen de voorziene termijnen, of in geval van een onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte van de belastingplichtige, kan de belasting ambtshalve vermeerderd met een bedrag dat gelijk is aan de oorspronkelijk voorziene belasting.

Alvorens over te gaan tot de ambtshalve inkohiering zal het bestuur de belastingplichtige per aangetekend schrijven de redenen meedelen om tot deze procedure over te gaan, de elementen waarop de aanslag werd gebaseerd en de wijze van de vaststelling van deze elementen en het bedrag van de belasting. De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig kalenderdagen, te rekenen vanaf de derde werkdag die volgt op de verzending van de kennisgeving, om zijn opmerkingen schriftelijk mee te delen.

Artikel 13

Elke inbreuk op de bepalingen van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen of het onderhavige belastingreglement kan leiden tot een administratieve boete van € 500. Het bedrag van deze vermeerdering zal via inkohiering geïnd worden.

Artikel 14

Het belastingkohier wordt opgemaakt en uitvoerbaar verklaard door het college van burgemeester en schepenen. De belastingplichtige zal kosteloos een aangifte ontvangen.

Artikel 15

De belasting moet binnen de twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet betaald worden.

Artikel 16

Onverminderd de bepalingen van de ordonnantie van 3 april 2014 en alles wat niet geregeld zou zijn door het onderhavige reglement, zijn de bepalingen van Titel VII, hoofdstuk 1, 3, 4, 6 tot en met 9bis van het Wetboek van de inkomstenbelastingen en

artikel 126 tot en met 175 van het uitvoeringsbesluit van dit Wetboek van toepassing, voor zover ze niet specifiek betrekking hebben op de inkomstenbelastingen, alsook de gewestelijke bepalingen die verwijzen naar het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen of alle andere gewestelijke bepalingen met betrekking tot de lokale fiscaliteit.

Artikel 17

§1. De belastingplichtige die zich ten onrechte belast acht, kan een bezwaar indienen bij het college van burgemeester en schepenen.

§2. Het bezwaar moet ondertekend en met redenen omkleed zijn en moet schriftelijk, op straffe van verval, ingediend worden binnen de drie maanden vanaf de derde werkdag die volgt op de verzendingsdatum van het aanslagbiljet kohieruittreksel of vanaf de datum van kennisgeving van de aanslag.

§3. De bezwaren kunnen ingediend worden op een duurzame drager (elektronisch communicatiemiddel, e-mail).

§4. Als de belastingplichtige dat in het bezwaarschrift gevraagd heeft, wordt hij uitgenodigd om door het college van burgemeester en schepenen gehoord te worden tijdens een hoorzitting.

§5. De indiening van het bezwaarschrift schort de invorderbaarheid van de belasting niet op en ontheft niet van de verplichting om deze binnen de voorziene termijn te betalen.

§6. De eiser die de beslissing van het college van burgemeester en schepenen - dat optreedt als administratieve rechtsmacht - betwist, kan in de vereiste vorm een beroep indienen bij de rechtbank van eerste aanleg.

Artikel 18

Het onderhavige reglement trekt op 1 januari 2023 het belastingreglement op de niet-hoofdverblijven, beraadslaagd door de gemeenteraad van 19 december 2019, in en vervangt het.

Le Conseil approuve le point.

39 votants : 39 votes positifs.

Belastingreglement op de niet-hoofdverblijven.- Aanpassing van de Nederlandstalige versie.

De Raad,

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de beraadslaging van 24 november 2022 met betrekking tot de goedkeuring van het reglement op de niet-hoofdverblijven;

Overwegende dat er een vertaalfout vastgesteld werd in de Nederlandse versie van het voornoemde reglement;

Dat artikel 5 van het reglement met betrekking tot de toepassing van het verminderd tarief momenteel immers als volgt luidt: "Iedere meerderjarige die minstens 25 jaar is op 1 januari van het aanslagjaar";

Dat bij het lezen van dit artikel het verminderd tarief van toepassing is op personen van minstens 25 jaar;

Dat de oorspronkelijke intentie van de vergadering echter was om een verminderd tarief toe te passen voor personen jonger dan 25 jaar;

Dat in dit opzicht het principe van een verminderd tarief voor personen jonger dan 25 jaar reeds opgenomen was in het vorige belastingreglement van 19 december 2019, zowel in de Franse als in de Nederlandse versie;

Dat de voornoemde materiële fout bijgevolg in de Nederlandse versie van het reglement verbeterd moet worden en de woorden "die minstens 25 jaar is" vervangen

moeten worden door "minder dan 25 jaar oud is",
Beslist het reglement als volgt te wijzigen :

REGLEMENT

GRONDSLAG VAN DE BELASTING

Artikel 1

Er wordt vanaf 1 januari 2023 tot en met 31 december 2025 een jaarlijkse directe belasting geheven op de niet-hoofdverblijven gelegen op het grondgebied van de gemeente Ukkel.

Artikel 2

Onder niet-hoofdverblijf wordt verstaan: elke al dan niet ingerichte privéwoning die niet als hoofdverblijf wordt gebruikt en waarover de personen die niet ingeschreven zijn in het bevolkings- of vreemdelingenregister van de gemeente Ukkel op elk ogenblik beschikken, gratis of betalend, als eigenaar, blote eigenaar, vruchtgebruiker, huurder of gebruiker, zelfs indien dit met tussenpozen gebeurt.

BELASTINGPLICHTIGEN

Artikel 3

De belasting is verschuldigd door de natuurlijke persoon die over een niet-hoofdverblijf beschikt en die niet ingeschreven is in het bevolkings- of vreemdelingenregister van de gemeente Ukkel. Indien de persoon, die over een niet-hoofdverblijf beschikt, geen bewijs van de verhuuring aan derden voorlegt, zal ervan uitgegaan worden dat deze persoon de betrokken woning gebruikt.

AANSLAGVOET VAN DE BELASTING

Artikel 4

Het bedrag van de belasting is vastgelegd op € 1.732 (tarief 1) per jaar en per niet-hoofdverblijf beschikt.

Artikel 5

De belasting wordt teruggebracht tot € 142 (tarief 2) per jaar en per niet-hoofdverblijfplaats waarover beschikt:

- iedere meerderjarige die minder dan 25 jaar oud is op 1 januari van het aanslagjaar
- iedere meerderjarige die in de loop van het aanslagjaar onderwijs met volledig leerplan volgt in een door de overheid erkende onderwijsinstelling. Het bewijs van het studentenstatuut moet bestaan uit een officieel attest van de onderwijsinstelling dat waarborgt dat de persoon wel degelijk onderwijs met volledig leerplan volgt in de loop van het betrokken aanslagjaar.

Artikel 6

Als de belastingplichtige het bewijs aanvoert dat hij niet langer definitief over het goed beschikt of zich ingeschreven heeft in het bevolkings- of vreemdelingenregister van de gemeente Ukkel in de loop van een boekjaar, wordt de belasting berekend pro rata temporis, dat wil zeggen in verhouding tot het aantal maanden van werkelijke en effectieve beschikking over de niet-hoofdverblijfplaats, waarbij elke begonnen maand aangerekend wordt.

Artikel 7

De bedragen worden op 1 januari van elk jaar verhoogd met 4 %, het resultaat zal worden afgerond naar de hogere eenheid.

	2023	2024	2025
Tarief 1	€ 1.732	€ 1.802	€ 1.875
Tarief 2	€ 142	€ 148	€ 154

VRIJSTELLINGEN

Artikel 8

Worden van de belasting vrijgesteld:

- 1) de buitenlandse persoon die krachtens het koninklijk besluit van 30 oktober 1991 over een identiteitsbewijs model I, II, III of IV beschikt en voor zover deze persoon voldoet aan de voorwaarden die vereist zijn door artikel 12 b van het Protocol betreffende de voorrechten en immuniteiten van de Europese Gemeenschappen;
- 2) de niet-ingeschreven persoon, die over een niet-hoofdverblijf zoals bepaald in artikel 2 beschikt, in een rusthuis, een verzorgings- of verblijfcentrum voor gehandicapte personen die er door zijn gezondheidstoestand de gepaste verzorging krijgt;
- 3) de persoon die zich in de onmogelijkheid bevindt om zijn niet hoofdverblijfplaats te bezetten wegens de uitvoering van aanzienlijke werken die het gebruik van het goed verhinderen. De facturen die de omvang van de werken aantonen, moeten aan het bestuur bezorgd worden. Het voordeel van deze vrijstelling wordt berekend pro rata temporis van de duur van de werken en is beperkt tot een jaar;
- 4) iedere persoon die mede-eigenaar van een onroerend goed geworden is ingevolge het openvallen van een erfenis en die geen toestemming heeft erover te beschikken in afwachting van de verdeling;
- 5) de persoon die zijn niet-hoofdverblijfplaats wenst te verkopen of te verhuren en die ze in het kader van de organisatie van bezoeken niet meer gebruikt. Het voordeel van deze vrijstelling is beperkt tot een aanslagjaar.

ONTSTAAN VAN DE BELASTINGSSCHULD EN VASTSTELLINGSPROCEDURE

Artikel 9

De belastingplichtige dient zich binnen de 15 dagen na zijn aankomst spontaan naar het gemeentebestuur te begeven dat een aangifteformulier zal overhandigen. Dit formulier moet behoorlijk ingevuld en ondertekend door de belastingplichtige teruggestuurd worden binnen een termijn van 30 dagen na de uitreiking ervan.

Wanneer het gemeentebestuur het bestaan van een tweede verblijf vaststelt en de belastingplichtige niet binnen de voorgeschreven termijn naar het gemeentebestuur gegaan is, stuurt het de belastingplichtige een aangifteformulier, dat deze behoorlijk ingevuld en ondertekend moet terugsturen binnen een termijn van 30 dagen, te rekenen vanaf de verzending ervan.

Artikel 10

De aangifte blijft geldig tot herroeping. De herroeping moet gebeuren in de maand die volgt op de wijziging van de situatie van de belastingplichtige. De belastingplichtige dient het bewijs van deze wijziging voor te leggen.

INNING

Artikel 11

De belasting wordt via inkohiering ingevorderd.

Artikel 12

Bij gebrek aan een aangifte binnen de voorziene termijnen, of in geval van een onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte van de belastingplichtige, kan de belasting ambtshalve vermeerderd met een bedrag dat gelijk is aan de oorspronkelijk voorziene belasting.

Alvorens over te gaan tot de ambtshalve inkohiering zal het bestuur de belastingplichtige per aangetekend schrijven de redenen meedelen om tot deze procedure over te gaan, de elementen waarop de aanslag werd gebaseerd en de wijze van de vaststelling van deze elementen en het bedrag van de belasting. De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig kalenderdagen, te rekenen vanaf de derde werkdag die volgt op de verzending van de kennisgeving, om zijn opmerkingen schriftelijk mee te delen.

Artikel 13

Elke inbreuk op de bepalingen van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen of het onderhavige belastingreglement kan leiden tot een administratieve boete van € 500. Het bedrag van deze vermeerdering zal via inkohiering geïnd worden.

Artikel 14

Het belastingkohier wordt opgemaakt en uitvoerbaar verklaard door het college van burgemeester en schepenen. De belastingplichtige zal kosteloos een aangifte ontvangen.

Artikel 15

De belasting moet binnen de twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet betaald worden.

Artikel 16

Onverminderd de bepalingen van de ordonnantie van 3 april 2014 en alles wat niet geregeld zou zijn door het onderhavige reglement, zijn de bepalingen van Titel VII, hoofdstuk 1, 3, 4, 6 tot en met 9bis van het Wetboek van de inkomstenbelastingen en artikel 126 tot en met 175 van het uitvoeringsbesluit van dit Wetboek van toepassing, voor zover ze niet specifiek betrekking hebben op de inkomstenbelastingen, alsook de gewestelijke bepalingen die verwijzen naar het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen of alle andere gewestelijke bepalingen met betrekking tot de lokale fiscaliteit.

Artikel 17

§1. De belastingplichtige die zich ten onrechte belast acht, kan een bezwaar indienen bij het college van burgemeester en schepenen.

§2. Het bezwaar moet ondertekend en met redenen omkleed zijn en moet schriftelijk, op straffe van verval, ingediend worden binnen de drie maanden vanaf de derde werkdag die volgt op de verzendingsdatum van het aanslagbiljet kohieruitreksel of vanaf de datum van kennisgeving van de aanslag.

§3. De bezwaren kunnen ingediend worden op een duurzame drager (elektronisch communicatiemiddel, e-mail).

§4. Als de belastingplichtige dat in het bezwaarschrift gevraagd heeft, wordt hij uitgenodigd om door het college van burgemeester en schepenen gehoord te worden tijdens een hoorzitting.

§5. De indiening van het bezwaarschrift schort de invorderbaarheid van de belasting niet op en ontheft niet van de verplichting om deze binnen de voorziene termijn te betalen.

§6. De eiser die de beslissing van het college van burgemeester en schepenen - dat

optreedt als administratieve rechtsmacht - betwist, kan in de vereiste vorm een beroep indienen bij de rechtbank van eerste aanleg.

Artikel 18

Het onderhavige reglement trekt op 1 januari 2023 het belastingreglement op de niet-hoofdverblijven, beraadslaagd door de gemeenteraad van 19 december 2019, in en vervangt het.

De Raad keurt het punt goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

Recette - Ontvangerij

28.09.2023/A/0021 **Marché financier 2023 pour la conclusion des emprunts communaux en vue du financement du budget extraordinaire.- Exercice 2018-2022. Approbation de l'estimation, désignation des banques et fixation de la date limite de dépôt des offres.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, et notamment les articles 117, alinéa 1 et 234, § 1 ;

Vu l'article 28, § 1, 6° de la Loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics selon lequel : « ne sont pas soumis à l'application de la présente loi, les marchés publics de services ayant pour objet les prêts qu'ils soient ou non liés à l'émission, à la vente, à l'achat ou au transfert de titres ou d'autres instruments financiers » ;

Considérant que les emprunts en vue de couvrir les investissements émergeant au budget extraordinaire de la Commune sont visés par cette disposition ;

Considérant que les principes de bonne administration, de transparence et d'égalité de traitement doivent néanmoins être observés ;

Considérant qu'il y a lieu que soit passé un marché ayant pour objet la conclusion d'emprunts pour le financement des dépenses extraordinaires des budgets communaux de 2018 à 2022 comme spécifié dans le règlement de consultation annexé au dossier ;

Vu la nouvelle loi communale dont notamment l'article 136/6 ;

Considérant qu'il convient de confier au Receveur communal la mission d'informer la banque des résultats de la présente consultation et de commander les emprunts nécessaires ;

Considérant que le montant estimé du marché dont il est question à l'alinéa qui précède s'élève à 48.469.002,31 € ;

Vu qu'il est proposé d'envoyer le règlement de consultation auprès de quatre banques ;

Vu qu'il convient également de fixer la date limite pour recevoir les offres des banques au plus tard le 30 octobre 2023 ;

Marque son accord sur :

- l'estimation du marché au montant de 48.469.002,31 € ;
- le règlement de consultation;

Et décide :

- de transmettre le règlement de consultation des emprunts 2018 à 2022 afin d’obtenir une offre auprès de quatre banques ;
- de consulter les quatre banques suivantes :
 1. ING Banque S.A. - Avenue Marnix, 24 – 1000 Bruxelles
 2. Belfius Banque S.A. - Place Charles Rogier, 11 – 1210 Bruxelles
 3. BNP Paribas Fortis banque S.A. - Montagne du Parc, 3 – 1000 Bruxelles
 4. KBC Bank S.A. – Avenue du Port, 2 - 1080 Bruxelles
 5. Triodos Banque S.A. - Rue Haute, 139/3 - 1000 Bruxelles
 6. VDK Banque S.A. - Sint-Michielsplein, 16 - 9000 Gent
- de fixer la date ultime de la réception des offres des banques au lundi 30 octobre 2023 au plus tard ;
- de charger Monsieur Bernard De Vos, Receveur communal, d’informer les banques des résultats de la présente consultation et de commander les emprunts nécessaires auprès de la banque ayant remis la meilleure offre.

Le Conseil approuve le point.

39 votants : 39 votes positifs.

Financiële opdracht 2023 voor de afsluiting van leningen voor de financiering van de buitengewone dienst 2018-2022. Goedkeuring van de raming, aanwijzing van de banken en het vaststellen van de limietdatum voor het indienen van de offertes.

De Raad,

Gelet op de nieuwe Gemeentewet, en o.a. artikelen 117, alinea 1 en 234, § 1;

Gelet op artikel 28, § 1, 6° van de wet van 17 juni 2016 met betrekking tot de overheidsopdrachten volgens hetwelk: “leningen, al dan niet in samenhang met de uitgifte, de aankoop, de verkoop of de overdracht van effecten of andere financiële instrumenten” niet onder de toepassing van deze wet vallen”;

Overwegende dat de leningen om investeringen uit de buitengewone begroting van de Gemeente te dekken onder deze wetgeving vallen;

Overwegende dat de principes van goed bestuur, van transparantie en van gelijkheid van behandeling niettemin moeten in acht genomen worden;

Overwegende dat het nodig is een opdracht te gunnen voor het afsluiten van leningen voor de financiering van de buitengewone investeringen uit de gemeentebegroting van 2018 tot en met 2022 zoals gespecificeerd in het consultatiereglement, bijgevoegd in het dossier,

Gelet op de nieuwe Gemeentewet, en o.a. artikel 136/6;

Overwegende dat Meneer Bernard De Vos, de Gemeenteontvanger, in staat dient te worden gesteld om de banken op de hoogte te brengen van de uitkomst van dit overleg en de nodige leningen te bestellen;

Overwegende dat het geraamde bedrag van de opdracht waarvan sprake in vorig artikel, 48.469.002,31 € bedraagt;

Overwegende dat het consultatiereglement aan 4 bankinstellingen toegestuurd zal worden;

Overwegende dat de limietdatum van de overgave van de offertes vastgelegd moet worden ten laatste op 30 oktober 2023;

Verklaart zich akkoord met :

- het geraamde bedrag van de opdracht dat 48.469.002,31 € bedraagt;
- het consultatiereglement;

En beslist :

- dit consultatiereglement aan 4 bankinstellingen voor te leggen;
 - deze 4 bankinstellingen te consulteren :
1. ING Bank N.V. - Marnixlaan, 24 - 1000 Brussel
 2. Belfius Bank N.V. - Karel Rogierplein, 11 - 1210 Brussel
 3. BNP Paribas Fortis Bank N.V. - Warandepark, 3 - 1000 Brussel
 4. KBC Bank N.V. - Havenlaan, 2 - 1080 Brussel
 5. Triodos Bank nv - Hoogstraat, 139/3 - 1000 Brussel
 6. VDK Bank N.V. - Sint-Michielsplein, 16 - 9000 Gent
- de limietdatum voor de ontvangst van de offertes vast te leggen op ten laatste maandag 30 oktober 2023.
 - om Meneer Bernard De Vos, de Gemeenteontvanger, opdracht te geven de banken op de hoogte te brengen van de uitkomst van dit overleg en de nodige leningen te bestellen bij de bank die de beste offertes aanbiedt.

De Raad keurt het punt goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

Consultation de marché 2023 NL.doc.pdf, Consultation de marché 2023 FR.pdf

DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN

Service juridique - Juridische dienst

28.09.2023/A/0022 **Accueil extrascolaire.- Modification de la convention de gestion conclue entre la commune et l'A.S.B.L. Le Parascolaire d'Uccle.**

Le Conseil,

Vu les articles 117 et suivants de la Nouvelle Loi Communale;

Vu le Code des Sociétés et des Associations;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu le décret et ordonnance conjoints de la Région de Bruxelles-Capitale, la Commission communautaire commune et la Commission communautaire française du 16 mai 2019 relatifs à la publicité de l'administration dans les institutions bruxelloises;

Vu l'ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale (ci-après l'Ordonnance) et la circulaire ministérielle du 3 juillet 2020 y relative;

Vu le décret du 3 juillet 2003 relatif à la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire (ci-après décret ATL), et notamment ses articles 17 et 34;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les modalités d'application du décret du 3 juillet 2003 relatif à la coordination de l'accueil des

enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire, et notamment ses articles 2/1 et 3;

Vu la convention conclue pour une « durée indéterminée » entre l'Office de la Naissance et de l'Enfance et la commune le 23 juillet 2010, et notamment ses articles 6 et 8;

Vu la convention de gestion signée entre la commune d'Uccle et l'ASBL Le Parascolaire d'Uccle approuvée par le Conseil communal lors de sa séance du 16 décembre 2021 et signée par les Parties;

Vu la convention de gestion « volet coordination Accueil Temps Libre » adoptée par le Conseil communal lors de sa séance du 29 septembre 2022;

Considérant que dans sa décision du 29 septembre 2022, le Conseil a validé le projet présenté par le Collège des Bourgmestres et Echevins du 6 septembre 2022 consistant à déléguer à l'A.S.B.L. « Le parascolaire d'Uccle » l'ensemble des missions de coordination de l'Accueil Temps Libre confiées à la Commune par le décret du 3 juillet 2003 relatif à la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire ainsi que la mise à disposition à ladite A.S.B.L. des deux coordinatrices actuellement engagées par la Commune pour réaliser cette coordination;

Considérant que ce projet remplissait l'objectif d'intérêt général d'améliorer la coordination, sur le terrain, des projets communs développés par les opérateurs d'accueil tout en formalisant la gestion comptable et financière de ces missions déjà réalisée par l'A.S.B.L.;

Considérant que l'article 34 du décret ATL précité stipule que :

« Chaque commune, dès la première réunion de la CCA et la signature de la convention visée à l'article 5, bénéficie d'une subvention annuelle forfaitaire de coordination destinée à la rémunération du coordinateur ATL ainsi qu'à ses frais de fonctionnement, notamment des frais de courrier, de déplacement et d'achat de petit matériel.

(...)

Lorsque la mission de coordination est confiée à une asbl, conformément à l'article 17, §1er, la subvention annuelle forfaitaire de coordination, visée à l'alinéa 1er du présent article, est versée à cette asbl » ;

Considérant que, dans le cadre de la mise à disposition des deux coordinatrices communales vers ladite ASBL, il était prévu que leur rémunération resterait à charge de la Commune et que tous leurs avantages communaux seraient maintenus ; Que la subvention versée actuellement à la Commune par l'ONE conformément à l'article 34 du décret ATL susmentionné permet de couvrir ces frais;

Qu'il est, cependant, ressorti des échanges avec l'ONE, pouvoir subsidiant, que la subvention doit être versée à l'entité exécutant concrètement les missions de coordination de l'Accueil Temps Libre;

Que, vu la délégation de missions, cette subvention devrait dès lors être versée directement à l'ASBL et qu'aucun transfert global de cette dernière ne peut être effectué en faveur de la Commune et ce, même si la rémunération des coordinatrices ATL et autres frais éventuels y relatifs restaient à charge de la Commune;

Considérant que les objectifs d'intérêt général visés par le projet de transfert de missions à l'AS.B.L. doivent cependant être rencontrés;

Considérant qu'en concertation avec l'ONE, il est désormais envisagé de maintenir l'essentiel des missions de coordination ATL ainsi que les deux coordinatrices au sein de la Commune et de ne transférer à l'ASBL que la mise en œuvre concrète des projets communs du programme CLE, sous la supervision et l'implication active des coordinateurs-trices ATL communales;

Considérant que pour réaliser cette mission l'ASBL disposera entre autre de moyens financiers issus du mécanisme de rétrocession d'un montant équivalent à 10% des montants perçus par les opérateurs de l'accueil subsidiés par l'ONE dans le cadre du

décret ATL, tel que fixé par l'article 19 du règlement d'ordre intérieur de la Commission Communale d'Accueil ; que ce mécanisme de rétrocession résulte d'un accord en vertu duquel les différents partenaires ont volontairement accepté cette rétrocession et auquel prend part la Commune en sa qualité d'opérateur de l'accueil agréé et subventionné;

Considérant que le choix de l'ASBL « Le Parascolaire d'Uccle, se justifie, d'une part, en raison de sa longue expérience de terrain en la matière et de sa vision panoramique de l'ensemble l'activité extrascolaire sur le territoire de la commune ainsi que de l'important réseau de contacts dont elle jouit et, d'autre part, par le fait que l'A.S.B.L. était déjà chargée de la gestion comptable et financière du mécanisme de rétrocession; Considérant que la formalisation de la nouvelle version du projet nécessite la conclusion d'un accord entre la Commune et l'A.S.B.L. ; qu'il est plus opportun de maintenir intacte la convention de gestion globale conclue avec l'A.S.B.L. et d'approuver un projet de convention complémentaire portant exclusivement sur le volet propre à la coordination ATL;

Considérant que cette convention complémentaire nouvelle remplacera la convention de gestion « volet coordination Accueil Temps Libre » adoptée par le Conseil communal lors de sa séance du 29 septembre 2022 et antérieurement signées entre les Parties,

Décide de marquer son accord sur :

- le principe de déléguer à l'A.S.B.L. « Le Parascolaire d'Uccle » la mission d'intérêt général de mise en œuvre concrète des projets communs du programme CLE, sous la supervision et l'implication active des coordinateurs-trices ATL communales ;
- le nouveau projet de convention complémentaire de gestion (volet « coordination ATL ») entre l'A.S.B.L. « Le Parascolaire d'Uccle » et la commune ci-annexé;
- le remplacement la convention de gestion « volet coordination Accueil Temps Libre » adoptée par le Conseil communal lors de sa séance du 29 septembre 2022 et antérieurement signées entre les Parties par la nouvelle convention ci-annexée ;
- le projet de modification des statuts de l'A.S.B.L. communale « Le Parascolaire d'Uccle » ci-annexé.

Le Conseil approuve le point.

39 votants : 39 votes positifs.

Buitenschoolse opvang.- Wijziging van de beheersovereenkomst tussen de gemeente en de V.Z.W. Le Parascolaire d'Uccle.

De Raad,

Gelet op artikel 117 en volgende van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het Wetboek van Vennootschappen en Verenigingen;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen;

Gelet op het gezamenlijk decreet en ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie van 16 mei 2019 betreffende de openbaarheid van bestuur bij de Brusselse instellingen;

Gelet op de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten (hierna genoemd de Ordonnantie) en de desbetreffende ministeriële omzendbrief van 3 juli 2020;

Gelet op het decreet van 3 juli 2003 betreffende de coördinatie van de opvang van de

kinderen tijdens hun vrije tijd en betreffende de ondersteuning van de buitenschoolse opvang (hierna ATL-decreet), en meer bepaald artikel 17 en 34;

Gelet op het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de toepassingsmodaliteiten van het decreet van 3 juli 2003 betreffende de coördinatie van de opvang van kinderen tijdens hun vrije tijd en betreffende de ondersteuning van de buitenschoolse opvang, meer bepaald artikel 2/1 en 3;

Gelet op de overeenkomst die op 23 juli 2010 voor een onbepaalde duur gesloten werd tussen het Office de la Naissance et de l'Enfance en de gemeente, meer bepaald artikel 6 en 8;

Gelet op de beheersovereenkomst tussen de gemeente Ukkel en vzw Le Parascolaire d'Uccle, goedgekeurd door de gemeenteraad in zitting van 16 december 2021 en ondertekend door de partijen;

Gelet op de beheersovereenkomst - luik coördinatie Accueil Temps Libre, goedgekeurd door de gemeenteraad in zitting van 29 september 2022;

Overwegende dat de raad in zijn beslissing van 29 september 2022 het ontwerp voorgesteld door het college van burgemeester en schepenen van 6 september 2022 bekrachtigd heeft, dat erin bestaat aan vzw Le Parascolaire d'Uccle alle coördinatieopdrachten van de Accueil Temps Libre af te vaardigen, die aan de gemeente toevertrouwd zijn door het decreet van 3 juli 2003 betreffende de coördinatie van de opvang van de kinderen tijdens hun vrije tijd en betreffende de ondersteuning van de buitenschoolse opvang, alsook de terbeschikkingstelling aan deze vzw van de twee coördinatrices die momenteel door de gemeente tewerkgesteld worden om deze coördinatie te verwezenlijken;

Overwegende dat dit ontwerp de doelstelling van algemeen belang vervulde om de coördinatie op het terrein van de gezamenlijke projecten ontwikkeld door de opvangoperatoren te verbeteren en het boekhoudkundig en financieel beheer van deze opdrachten, dat al door de vzw verwezenlijkt wordt, te formaliseren;

Overwegende dat artikel 34 van het voornoemde ATL-decreet bepaalt:

"Elke gemeente geniet, van bij de eerste vergadering van de GOC, een jaarlijkse forfaitaire coördinatiesubsidie bestemd voor de bezoldiging van de coördinator(trice) voor opvang alsmede voor zijn werkingskosten, inzonderheid op de verzendings- en vervoerkosten, alsmede kosten voor de aankoop van klein materiaal.

(...)

Wanneer de coördinatieopdracht aan een vzw wordt toevertrouwd overeenkomstig artikel 17, lid 1, wordt de jaarlijkse coördinatiesubsidie bedoeld in lid 1 van dit artikel gestort op de rekening van deze vzw";

Overwegende dat het in het kader van de terbeschikkingstelling van de twee gemeentelijke coördinatrices aan deze vzw voorzien was dat hun bezoldiging voor rekening van de gemeente bleef en dat al hun gemeentelijke voordelen behouden bleven;

Dat de subsidie die momenteel door het ONE aan de gemeente gestort wordt overeenkomstig artikel 34 van het voornoemde ATL-decreet het mogelijk maakt deze kosten te dekken;

Dat uit de contacten met het ONE, de subsidiërende overheid, echter gebleken is dat de subsidie gestort moet worden aan de entiteit die de coördinatieopdrachten van de Accueil Temps Libre concreet uitvoert;

Dat deze subsidie wegens de afvaardiging van de opdrachten bijgevolg rechtstreeks aan de vzw gestort zou moeten worden en dat er geen globale overdracht van deze laatste verricht kan worden ten bate van de gemeente, zelfs indien de bezoldiging van de ATL-coördinatrices en andere eventuele kosten die ermee gepaard gaan voor rekening van de gemeente blijven;

Overwegende dat de doelstellingen van algemeen belang beoogd door het ontwerp van overdracht van de opdrachten aan de vzw echter vervuld moeten zijn;

Overwegende dat er in overleg met het ONE voortaan overwogen wordt om de kern van de ATL-coördinatieopdrachten en de twee coördinatrices binnen de gemeente te behouden en aan de vzw enkel de concrete uitvoering van de gezamenlijke projecten van het LCK-programma over te dragen, onder het toezicht en met de actieve medewerking van de gemeentelijke ATL-coördinatoren;

Overwegende dat de vzw voor deze opdracht onder andere beschikt over financiële middelen afkomstig van het teruggavemechanisme voor een bedrag gelijk aan 10 % van de bedragen die ontvangen worden door de opvangoperatoren die door het ONE gesubsidieerd worden in het kader van het ATL-decreet, zoals bepaald in artikel 19 van het huishoudelijk reglement van de Gemeentelijke Opvangcommissie;

Dat dit teruggavemechanisme voortvloeit uit een overeenkomst krachtens dewelke de verschillende partners deze teruggave vrijwillig aanvaard hebben en waaraan de gemeente deelneemt in haar hoedanigheid van operator van de erkende en gesubsidieerde opvang;

Overwegende dat de keuze voor vzw Le Parascolaire d'Uccle gerechtvaardigd wordt enerzijds door haar lange terreinervaring ter zake, haar overzicht van alle buitenschoolse activiteiten op het grondgebied van de gemeente en het grote netwerk van contacten dat ze heeft, en anderzijds door het feit dat de vzw al belast was met het boekhoudkundig en financieel beheer van het teruggavemechanisme;

Overwegende dat de formalisering van de nieuwe versie van het ontwerp vereist dat er een overeenkomst gesloten wordt tussen de gemeente en de vzw;

Dat het wenselijker is de globale beheersovereenkomst met de vzw intact te houden en een ontwerp van aanvullende overeenkomst goed te keuren, dat uitsluitend betrekking heeft op het luik van de ATL-coördinatie;

Overwegende dat deze nieuwe aanvullende overeenkomst de beheersovereenkomst luik coördinatie Accueil Temps Libre vervangt, die door de gemeenteraad goedgekeurd werd in zitting van 29 september 2022 en voordien ondertekend werd door de partijen,

Beslist zijn goedkeuring te verlenen aan :

- het principe om aan vzw Le Parascolaire d'Uccle de opdracht van algemeen belang voor de concrete uitvoering van de gezamenlijke projecten van het LCK-programma af te vaardigen, onder het toezicht en met de actieve medewerking van de gemeentelijke ATL-coördinatoren;
- het nieuwe bijgevoegde ontwerp van aanvullende beheersovereenkomst (luik ATL-coördinatie) tussen vzw Le Parascolaire d'Uccle en de gemeente;
- de vervanging van de beheersovereenkomst luik coördinatie Accueil Temps Libre, die door de gemeenteraad goedgekeurd werd in zitting van 29 september 2022 en voordien ondertekend werd door de partijen, door de nieuwe bijgevoegde overeenkomst;
- het bijgevoegde ontwerp van wijziging van de statuten van de gemeentelijke vzw Le Parascolaire d'Uccle.

De Raad keurt het punt goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

4 annexes / 4 bijlagen

convention spécifique v3_nl.docx, modification statuts ASBL_v2.docx, Modification des statuts de l'ASBL_nl.docx, Projet cvt de gestion version volet extrascolaire version définitive.docx

28.09.2023/A/0023 **Marchés publics.- Nouvelle loi communale, article 234, § 3.- Prise pour information des décisions du Collège échevinal.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234, § 3 et 236,

Prend pour information les décisions du Collège des Bourgmestre et échevins suivantes :

- 05 septembre 2023 - Fourniture d'un établi pour le magasin du Service Vert - 2.102,19 € (T.V.A. comprise) - Article 766/741-51/83 - Fonds de réserve;
- 05 septembre 2023 - Achat d'un bio Broyeur - 150.000 € (T.V.A. comprise) - Article 766/744-51/58;
- 05 septembre 2023 - Achat d'un serveur de test de la production - 36.295,16 € (T.V.A. comprise) - Article 139/742-53/53;
- 12 septembre 2023 - Asphaltages quartier Floride - 185.152,99 € (T.V.A. comprise) - Article 421/731-60/82;
- 12 septembre 2023 - Fournitures d'outillages et de machines (Atelier/Chantier/Plantation/ Nettoyage) - 115.889,84 € (T.V.A. comprise) - Articles 136/741-51/58, 139/744-98/58, 421/744-98/58, 722/741-51/40; 75102/744-51/40, 764/744-51/58, 766/744-98/58, 76701/744-51/58 et 875/744-98/62;
- 19 septembre 2023 - Réparations ponctuelles de voiries en asphalte - 185.681,16 € (T.V.A. comprise) - Article 421/731-60/82;
- 19 septembre 2023 - Crèche du Chat.- Placement impulsions sur installation gaz et électricité - 854,26 € (T.V.A. comprise) - Article 137/722-60/96;
- 19 septembre 2023 - Crèche du Chat - Raccordement sur le réseau de distribution d'eau - 19.959,38 € (T.V.A. comprise) - Article 137/722-60/96;
- 19 septembre 2023 - Achat et livraison d'une machine de désherbage thermique - 25 479,71 € (T.V.A. comprise) - Article 766/744-51/58;
- 19 septembre 2023 - Conception d'un projet d'ameublement et aménagement du nouveau centre administratif communal - 15.773,49 € (T.V.A. comprise) - Article 137/741-51/58.

Le Conseil prend connaissance.

39 votants : 39 votes positifs.

Overheidsopdrachten.- Nieuwe gemeentewet, artikel 234, § 3.- Kennisneming van beslissingen van het Schepencollege.

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikels 234, § 3 en 236,

Neemt kennis van de volgende beslissingen van het college van burgemeester en schepenen :

- 05 september 2023 - Aankoop van een werkbank voor de opslagplaats van de Groendienst - 2.102,19 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 766/741-51/83 - Reservefonds;
- 05 september 2023 - Aankoop van een biohakselaar - 150.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 766/744-51/58;
- 05 september 2023 - Aankoop van een productie testserver - 36.295,16 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 139/742-53/53;
- 12 september 2023 - Asfaltering Floridewijk - 185.152,99 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 421/731-60/82;
- 12 september 2023 - Aankoop van werktuigen en machines (Werkplaats / Werf / Beplanting / Schoonmaak) - 115.889,84 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikels 136/741-

51/58, 139/744-98/58, 421/744-98/58, 722/741-51/40, 75102/744-51/40, 764/744-51/58, 766/744-98/58, 76701/744-51/58 en 875/744-98/62;
- 19 septembre 2023 - Plaatselijke herstellingen van wegen in asfalt - 185.681,16 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 421/731-60/82;
- 19 september 2023 - Kinderdagverblijf Chat - Installatie van impulsen op gas- en elektriciteitsinstallaties - 854,26 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 137/722-60/96;
- 19 september 2023 - Kinderdagverblijf Chat - Aansluiting op het waterdistributienet - 19.959,38 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 137/722-60/96;
- 19 september 2023 - Aankoop en levering van een thermische onkruidverdelgingsmachine - 25 479, 71 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 766/744-51/58;
- 19 september 2023 - Ontwerp van een project inzake meubilair en inrichting van het nieuwe gemeentelijke administratieve centrum - 15.773,49 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 137/741-51/58.

De Raad neemt kennis.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

Centrale des marchés - Opdrachtcentrale

28.09.2023/A/0024 **Marché de services d'assurance - Augmentation de l'estimation globale du marché.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 234 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment les articles 36 et 57;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques;

Considérant que le 22 juin 2023, l'Assemblée a approuvé les conditions d'un marché intitulé « Marché de services d'assurance »;

Considérant que ce marché est divisé en :

- Marché de base (Marché des assurances 2024), estimé à 702.479,33 € hors TVA ou 849.999,99 €, 21 % TVA comprise

- Marché des assurances 2024 - Reconduction 2025, estimé à 702.479,33 € hors TVA ou 849.999,99 €, 21 % TVA comprise;

- Marché des assurances 2024 - Reconduction 2026, estimé à 702.479,33 € hors TVA ou 849.999,99 €, 21 % TVA comprise ;

- Marché des assurances 2024 - Reconduction 2027, estimé à 702.479,33 € hors TVA ou 849.999,99 €, 21 % TVA comprise;

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à 2.809.917,32 € hors TVA ou 3.399.999,96 €, 21 % TVA comprise;

Considérant qu'une seule offre est parvenue, pour un montant total de 1.255.706,90 € pour le marché de base ;

Considérant que ce montant s'explique par les évolutions suivantes depuis l'établissement de l'estimation du marché :

Ajout de personnels et/ou de biens, augmentation des sinistres, augmentation de valeurs, sinistres causés en 2022 par des travaux et chantiers communaux, acquisition de nouveaux véhicules ;

Considérant que ce montant correspond aux projections budgétaires établies entre-temps pour 2024;

Considérant qu'il est dès lors nécessaire de revoir l'estimation initiale du marché comme suit :

- Marché de base (Marché des assurances 2024), estimé à 1.260.000, €, 21 % TVA comprise ;

- Marché des assurances 2024 - Reconduction 2025, estimé à 1.260.000, €, 21 % TVA comprise ;

- Marché des assurances 2024 - Reconduction 2026, estimé à 1.260.000, €, 21 % TVA comprise ;

- Marché des assurances 2024 - Reconduction 2027, estimé à 1.260.000, €, 21 % TVA comprise ;

Considérant que le nouveau montant global estimé de ce marché s'élève à 5.040.000 €, 21 % TVA comprise;

Décide :

De revoir l'estimation du marché de services d'assurance comme suit :

- Marché de base (Marché des assurances 2024), estimé à 1.260.000, €, 21 % TVA comprise ;

- Marché des assurances 2024 - Reconduction 2025, estimé à 1.260.000, €, 21 % TVA comprise ;

- Marché des assurances 2024 - Reconduction 2026, estimé à 1.260.000, €, 21 % TVA comprise ;

- Marché des assurances 2024 - Reconduction 2027, estimé à 1.260.000, €, 21 % TVA comprise ;

Le Conseil approuve le point.

39 votants : 39 votes positifs.

Dienstopdracht van verzekeringen - Verhoging van de globale raming van de opdracht.

De raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 234 betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, meer bepaald artikel 36 en 57;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

Overwegende dat de raad op 22 juni 2023 de voorwaarden van een opdracht genaamd "Dienstopdracht van verzekeringen" goedgekeurd heeft;

Overwegende dat deze opdracht verdeeld is in:

- Basisopdracht (opdracht van verzekeringen 2024), geraamd op € 702.479,33 excl. btw of € 849.999,99 inclusief 21 % btw;
- Opdracht van verzekeringen 2024 - verlenging 2025, geraamd op € 702.479,33 excl. btw of € 849.999,99 inclusief 21 % btw;
- Opdracht van verzekeringen 2024 - verlenging 2026, geraamd op € 702.479,33 excl. btw of € 849.999,99 inclusief 21 % btw;
- Opdracht van verzekeringen 2024 - verlenging 2027, geraamd op € 702.479,33 excl. btw of € 849.999,99 inclusief 21 % btw;

Overwegende dat het geraamde totaalbedrag van deze opdracht € 2.809.917,32 excl. btw of € 3.399.999,96 inclusief 21 % btw belooft;

Overwegende dat slechts een offerte ingediend werd, voor een totaalbedrag van € 1.255.706,90 voor de basisopdracht;

Overwegende dat dit bedrag verklaard wordt door de volgende evoluties sinds de opmaak van de raming van de opdracht:

Toevoeging van personeel en/of goederen, stijging van de schadegevallen, waardeinstijging, schadegevallen veroorzaakt in 2022 door gemeentelijke werken en werven, aankoop van nieuwe voertuigen;

Overwegende dat dit bedrag overeenkomt met de begrotingsvoorspellingen die intussen opgesteld werden voor 2024;

Overwegende dat het bijgevolg noodzakelijk is de oorspronkelijke raming van de opdracht als volgt te herzien:

- Basisopdracht (opdracht van verzekeringen 2024), geraamd op € 1.260.000,00 inclusief 21 % btw;
- Opdracht van verzekeringen 2024 - verlenging 2025, geraamd op € 1.260.000,00 inclusief 21 % btw;
- Opdracht van verzekeringen 2024 - verlenging 2026, geraamd op € 1.260.000,00 inclusief 21 % btw;
- Opdracht van verzekeringen 2024 - verlenging 2027, geraamd op € 1.260.000,00 inclusief 21 % btw;

Overwegende dat het nieuwe geraamde totaalbedrag van deze opdracht € 5.040.000,00 inclusief 21 % btw belooft;

Beslist:

De raming van de dienstopdracht van verzekeringen als volgt te herzien:

- Basisopdracht (opdracht van verzekeringen 2024), geraamd op € 1.260.000,00 inclusief 21 % btw;
- Opdracht van verzekeringen 2024 - verlenging 2025, geraamd op € 1.260.000,00 inclusief 21 % btw;
- Opdracht van verzekeringen 2024 - verlenging 2026, geraamd op € 1.260.000,00 inclusief 21 % btw;
- Opdracht van verzekeringen 2024 - verlenging 2027, geraamd op € 1.260.000,00 inclusief 21 % btw;

Voor een geraamd totaalbedrag van € 5.040.000,00 inclusief 21 % btw.

De Raad keurt het punt goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

DÉPARTEMENT AFFAIRES SOCIALES ET ÉCONOMIQUES - DEPARTEMENT SOCIALE EN ECONOMISCHE ZAKEN

Action sociale - Sociale actie

28.09.2023/A/0025 **Permanences Espace Public Numérique au Melkriek. Convention de partenariat.**

Le Conseil,

Vu la décision du Collège du 13/10/2020 qui approuve l'accord de principe relatif au fonctionnement 2021-2024 de l'Espace public numérique (EPN) d'Uccle ;

Vu la décision du Collège du 12/09/2023 qui approuve l'organisation de permanences EPN, les jeudis du 05 octobre au 21 décembre 2023 au siège du PCS Melkriek situé rue Georges Ugeux à Uccle ;

Considérant que l'EPN est dédié à la lutte contre la fracture numérique et labellisé comme tel par la Région de Bruxelles-Capitale, et qu'il permet, plus largement de participer à des projets sociaux, citoyens, culturels ou créatifs portés par la commune, des asbl ou des groupes de citoyens ;

Que la fermeture des guichets humains entraîne des difficultés dans les démarches administratives pour toute une frange de la population, essentiellement dans les quartiers prioritaires ;

Vu le besoin d'informer sur les missions de l'EPN et les différentes possibilités d'offre d'accompagnement dans le quartier du Melkriek ;

Considérant qu'une convention de partenariat doit être conclue entre le service Action sociale, la société de logements sociaux BinHôme et le PCS Melkriek, organisant ces permanences.

Décide :

D'approuver la convention de partenariat entre la commune d'Uccle - Service Action sociale, la société de logements sociaux BinHôme et le PCS Melkriek, dans le cadre de ces permanences.

Le Conseil approuve le point.

39 votants : 39 votes positifs.

Permanenties Openbare Computerruimte Melkriek. Partnerovereenkomst.

De raad,

Gelet op de beslissing van het college van 13/10/2020, die het principeakkoord met betrekking tot de werking 2021-2024 van de Openbare Computerruimte (OCR) van Ukkel goedkeurt;

Gelet op de beslissing van het college van 12/09/2023, die de organisatie van permanenties in de OCR op donderdag van 5 oktober tot 21 december 2023 op de zetel van PCS Melkriek, gelegen Georges Ugeuxstraat te Ukkel, goedkeurt;

Overwegende dat de OCR gewijd is aan de strijd tegen de digitale kloof en als dusdanig gelabeld is door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en dat ze het in ruimere zin mogelijk maakt om deel te nemen aan sociale, culturele, creatieve en burgerprojecten gedragen door de gemeente, vzw's of burgergroeperingen;

Dat de sluiting van de menselijke loketten leidt tot moeilijkheden bij de administratieve stappen voor een minderheid van de bevolking, voornamelijk in de prioritaire wijken;

Gelet op de noodzaak om te informeren over de opdrachten van de OCR en de verschillende mogelijkheden van begeleiding in wijk Melkriek;

Overwegende dat er een partnerovereenkomst gesloten moet worden tussen de dienst

Sociale Actie, de socialehuisvestingsmaatschappij BinHôme en PCS Melkriek, dat deze permanenties organiseert;

Beslist:

De partnerovereenkomst tussen de gemeente Ukkel - dienst Sociale Actie, de socialehuisvestingsmaatschappij BinHôme en PCS Melkriek in het kader van deze permanenties goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

Convention de partenariat Permanences EPN au Melkriek.pdf

28.09.2023/A/0026 **Projet Bibliothèque vivante. Convention.**

Le Conseil,

Vu la décision du Collège du 15.03.2022 de marquer son accord de principe pour l'organisation du projet Bibliothèque vivante, d'autoriser la « cellule Cohésion sociale » de l'Action sociale à collaborer dans le cadre de ce projet avec l'Asbl « la Concertation », porteur du projet.

Vu la décision du Collège du 25.07.2023 d'autoriser la collaboration entre le service Action sociale-cellule cohésion sociale, la Concertation Asbl et le Centre Culturel d'Uccle dans le cadre de ce projet et d'approuver l'organisation d'un premier évènement lié au projet;

Attendu que la Bibliothèque Vivante est un outil qui s'inscrit dans un esprit de pluralisme, de mixité sociale et culturelle qui vise à favoriser une véritable rencontre propice à la réflexion autour de stéréotypes qui affectent souvent le rapport à l'autre ;

Attendu que la cellule « Cohésion sociale » a notamment pour mission de mettre en place des actions qui favorisent la lutte contre toute forme d'exclusion sociale et de discrimination par le développement d'actions d'inclusion sociale, d'émancipation, d'interculturalité, de diversité socioculturelle, de reliance, de vivre et faire ensemble ;

Attendu que la cellule de cohésion sociale a pour objectif de favoriser l'interconnaissance, le travail en réseau, la transversalité des démarches, le décloisonnement des actions, l'intersectorialité des pratiques, l'échange de bons usages et la création de projets communs ;

Considérant que le CCU est partenaire de ce projet au niveau local ;

Que l'évènement « Bibliothèque vivante » sera organisé à Uccle à l'initiative de l'Action sociale, en collaboration avec La Concertation ASBL, porteuse du projet, et le Centre Culturel d'Uccle;

Que l'évènement « Bibliothèque vivante » s'adresse aux associations uccloises ainsi qu'au grand public ;

Que l'évènement « Bibliothèque vivante » se tiendra au Centre Culturel d'Uccle le 14 octobre 2023 ;

Qu'il convient de conclure une convention de partenariat entre la commune d'Uccle - Service Action sociale, la Concertation Asbl et le Centre Culturel d'Uccle dans le cadre de ce projet.

DÉCIDE :

- D'approuver la convention de partenariat entre la commune d'Uccle - Service Action sociale, la Concertation Asbl et le Centre Culturel d'Uccle dans le cadre du projet Bibliothèque vivante.

Le Conseil approuve le point.
39 votants : 39 votes positifs.

Onderwerp: Project Levende bibliotheek. Overeenkomst.

De raad,

Gelet op de beslissing van het college van 15/03/2022 om zijn principeakkoord te verlenen aan de organisatie van het project Levende bibliotheek en de cel Sociale Samenhang van de dienst Sociale Actie toe te staan in het kader van dit project samen te werken met vzw La Concertation, de projectdrager;

Gelet op de beslissing van het college van 25/07/2023 om de samenwerking tussen de dienst Sociale Actie - cel Sociale Samenhang, vzw La Concertation en het Cultureel Centrum van Ukkel in het kader van dit project toe te staan en de organisatie van een eerste evenement dat gepaard gaat met het project goed te keuren;

Aangezien de Levende bibliotheek een hulpmiddel is dat past in een geest van pluralisme, sociale en culturele gemengdheid en ertoe strekt een echte ontmoeting te stimuleren geschikt voor reflectie over stereotypen die vaak de relatie met anderen beïnvloeden;

Aangezien de cel Sociale Samenhang onder andere als opdracht heeft om acties op touw te zetten die de strijd tegen elke vorm van sociale uitsluiting en discriminatie bevorderen door de ontwikkeling van acties van sociale inclusie, emancipatie, interculturaliteit, socioculturele diversiteit, vertrouwen, samenleven en samen doen;

Aangezien de cel Sociale Samenhang als doel heeft om de onderlinge kennis, het werken in netwerk, de transversaliteit van de initiatieven, de ontzuiling van de acties, de intersectionaliteit van de praktijken, de uitwisseling van goede gebruiken en de oprichting van gezamenlijke projecten te stimuleren;

Overwegende dat het CCU de partner van dit project is op lokaal vlak;

Dat het evenement "Levende bibliotheek" in Ukkel georganiseerd wordt op initiatief van de dienst Sociale Actie, in samenwerking met vzw La Concertation, de projectdrager, en het Cultureel Centrum van Ukkel;

Dat het evenement "Levende bibliotheek" zich richt tot Ukkelse verenigingen en het brede publiek;

Dat het evenement "Levende bibliotheek" op 14 oktober 2023 plaatsvindt in het Cultureel Centrum van Ukkel;

Dat er in het kader van dit project een partnerovereenkomst gesloten moet worden tussen de gemeente Ukkel - dienst Sociale Actie, vzw La Concertation en het Cultureel Centrum van Ukkel;

BESLIST:

- De partnerovereenkomst tussen de gemeente Ukkel - dienst Sociale Actie, vzw La Concertation en het Cultureel Centrum van Ukkel in het kader van het project Levende bibliotheek goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

Convention Commune_Concertation-CCU.pdf

28.09.2023/A/0027 **Octroi d'un subside ponctuel à Dynaco Asbl pour la fête de quartier du Melkriek du 30 septembre 2023.**

Le Conseil,

Attendu que la cellule « Cohésion sociale » de l'Action sociale a pour mission d'apporter un soutien aux associations de terrain dans les quartiers prioritaires pour mener des actions de vivre et de faire ensemble;

Que cette cohésion peut passer par l'organisation d'événements propices à la rencontre, aux échanges intergénérationnels, interculturels entre habitants des quartiers en question;

Que le PCS Melkriek qui a pour mission de faciliter l'échange, créer du lien et améliorer la cohésion sociale et le cadre de vie des habitants du quartier du Melkriek organise en concertation avec les acteurs locaux, dont fait partie la cellule cohésion sociale du Service Action sociale, une fête de quartier le 30 septembre 2023;

Attendu que la demande de subside communal « Coup de pouce », censé financer la fête de quartier du Melkriek n'a pas été rentrée dans les délais par Dynaco Asbl-PCS Melkriek;

Vu que le service de l'Action sociale a participé au financement de la fête de quartier du Homborch, ainsi qu'à la fête de quartier du Merlo;

Vu le délai limité pour l'organisation de la fête, un subside ponctuel de 800 euros sera accordé à l'Asbl Dynaco –PCS Melkriek pour le financement de la fête de quartier du Melkriek;

Que ce subside sera accordé pour l'achat de matériel d'animation, de petit matériel et de denrées alimentaires,

Décide :

- d'accorder un subside ponctuel d'un montant de 800 euros à l'Asbl Dynaco- PCS Melkriek pour la fête de quartier du Melkriek du 30 septembre 2023;

- d'engager la dépense à l'article 849/332-02/92;

- de liquider le subside ponctuel à l'association Dynaco sur le compte bancaire BE61 0016 8839 3417.

Le Conseil approuve le point.

39 votants : 39 votes positifs.

Toekenning van een eenmalige subsidie aan vzw Dynaco voor het wijkfeest van Melkriek van 30 september 2023.

De Raad,

Aangezien de cel Sociale Cohesie van de dienst Sociale Actie moet zorgen voor de ondersteuning van verenigingen op het terrein in de prioritaire wijken om acties te organiseren die samen leven en samen werken aanmoedigen;

Aangezien deze cohesie kan worden bereikt door het organiseren van evenementen die bevorderlijk zijn voor ontmoetingen en intergenerationele uitwisselingen tussen de bewoners van de betrokken wijken;

Aangezien PCS Melkriek, die uitwisseling moet vergemakkelijken, banden moet smeden en de sociale cohesie en de leefomgeving van de bewoners van de Melkriekwijk moet verbeteren, een wijkfeest zal organiseren op 30 september 2023 in overleg met de lokale actoren, waaronder de cel Sociale Cohesie van de dienst Sociale Actie;

Aangezien vzw Dynaco - PCS Melkriek de aanvraag voor de subsidie Ondersteuning Burgerprojecten, bestemd voor de financiering van het wijkfeest van Melkriek, niet binnen de termijnen heeft ingediend;

Aangezien de dienst Sociale Actie heeft deelgenomen aan de financiering van de wijkfeesten van Homborch en Merlo;

Aangezien er, gelet op de beperkte tijd om het feest te organiseren, een eenmalige subsidie van € 800 toegekend zal worden aan vzw Dynaco - PCS Melkriek voor de

financiering van het wijkfeest van Melkriek;
Aangezien deze subsidie toegekend zal worden voor de aankoop van animatiemateriaal, klein materiaal en voeding,

Beslist :

- een eenmalige subsidie van € 800 toe te kennen aan vzw Dynaco - PCS Melkriek voor het wijkfeest van Melkriek van 30/09/2023;
- de uitgave vast te leggen onder artikel 849/332-02/92;
- de eenmalige subsidie uit te betalen aan vereniging Dynaco.

De Raad keurt het punt goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

5 annexes / 5 bijlagen

statuts dynaco asbl.pdf, comptes et bilan Dynaco Asbl.pdf, Affiche fête de quartier Melkriek.pdf, Formulaire PCS Melkriek Subside ponctuel.pdf, rib Dynaco.pdf

Prévention - Preventie

28.09.2023/A/0028 **Prévention.- Approbation de la convention d'occupation de la salle de sport de l'Athénée Royal Uccle II 2023-2024 pour les activités des éducateurs de rue du service prévention.**

Le Conseil,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 9 décembre 2021 relatif à l'octroi d'une subvention à la commune d'Uccle de € 580.798,00 euros en vue de financer ses projets favorisant l'accrochage scolaire pour la période 2022-2024;

Vu le projet 5 du Plan d'Accrochage Scolaire communal 2021-2024 (PASc) « Renforcer le tissu local des quartiers à Uccle » qui a pour objectif de favoriser la mise en place d'activités dans le quartier pour améliorer la cohésion sociale, mobiliser et motiver à la scolarité, créer des liens de confiance et donner la possibilité de développer les capacités et savoir-faire du jeune;

Vu l'objectif du service de cibler les jeunes entre 12 et 25 ans des quartiers du Melkriek, du Homborch et du Merlo pour la durée du plan;

Vu la mise en place d'activités sportives extrascolaires par le service qui permettent de rentrer en contact avec le public cible afin d'aboutir à d'autres formes d'intervention dans l'objectif de cohésion sociale;

Considérant que les éducateurs de rue encadrent des activités de foot et de boxe pendant les périodes scolaires à cet effet;

Considérant que ces activités permettent une bonne accroche du public cible (filles et garçons);

Considérant que le service souhaite reconduire ces activités pour l'année 2023-2024;

Considérant que la reconduction de ces activités fera l'objet d'un Collège ultérieur;

Considérant que la bonne tenue de ces activités est conditionnée à la signature d'une convention type d'occupation de salle de l'Athénée Royal Uccle II;

Considérant que la direction de l'école, contactée en juin 2023 a marqué son accord sur la prolongation de la convention sur l'année scolaire 2023-2024;

Sur proposition du Collège,

Décide d'approuver la nouvelle convention d'occupation de la salle de sport de l'Athénée Royal Uccle II pour l'année scolaire 2023-2024 en annexe.

Le Conseil approuve le point.
39 votants : 39 votes positifs.

Preventie.- Goedkeuring van de bezettingsovereenkomst van de sportzaal van het Athénée Royal Uccle II 2023-2024 voor de activiteiten van de straathoekwerkers van de Preventiedienst.

De Raad,

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 9 december 2021 betreffende de toekenning van een subsidie van € 580.798 aan de gemeente Ukkel met het oog op de financiering van haar projecten ter bevordering van het schoolbehoud voor de periode 2022-2024;

Gelet op project 5 van het gemeentelijk Preventieplan tegen Schoolverzuim 2021-2024 (gpS) “Renforcer le tissu local des quartiers à Uccle” dat tot doel heeft de invoering van activiteiten in de wijk aan te moedigen om de sociale cohesie te verbeteren, mensen te mobiliseren en te motiveren om naar school te gaan, vertrouwensbanden te creëren en jongeren de kans te geven hun vaardigheden en knowhow te ontwikkelen;

Gelet op de doelstelling van de dienst om zich gedurende de looptijd van het plan te richten op jongeren tussen 12 en 25 jaar in de wijken Melkriek, Homborch en Merlo;

Gelet op de organisatie van buitenschoolse sportactiviteiten door de dienst die het mogelijk maken contact te leggen met het doelpubliek om zo te komen tot andere vormen van interventie met het oog op sociale cohesie;

Overwegende dat de straathoekwerkers met dit doel voetbal- en boksactiviteiten tijdens schoolperiodes begeleiden;

Overwegende dat deze activiteiten een goede impact hebben op het doelpubliek (meisjes en jongens);

Overwegende dat de dienst deze activiteiten wenst te verlengen voor het jaar 2023-2024;

Overwegende dat de verlenging van deze activiteiten het onderwerp zal zijn van een volgend college;

Overwegende dat het goede verloop van deze activiteiten onderworpen is aan de ondertekening van een bezettingsovereenkomst van de sportzaal van het Athénée Royale Uccle II;

Overwegende dat de schooldirectie, waarmee in juni 2023 contact is opgenomen, heeft ingestemd met de verlenging van de overeenkomst voor het schooljaar 2023-2024;

Op voorstel van het college,

Beslist zijn goedkeuring te verlenen aan de nieuwe bezettingsovereenkomst van de sportzaal van het Athénée Royale Uccle II voor het schooljaar 2023-2024 in de bijlage.

De Raad keurt het punt goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

Convention ARU II_2023_2024_2.pdf

28.09.2023/A/0029 **Question écrite de M. Desmet : chemins non-nommés**

Comme l'indique notre règlement de police en son article 52 bis : « Chaque place, chaque rue ou chaque voie publique doit porter une dénomination permanente. Ces noms sont apposés sur des plaques et sont placés de manière lisible là où cela s'avère utile et plus particulièrement aux carrefours. Après rénovation des bâtiments situés en coin de rue, où étaient apposées des plaques identifiant les rues, il y a lieu de veiller à de nouveau fixer ces plaques. » Pourtant mes promenades m'ont amené à constater que plusieurs chemins ne portent aucun nom officiel.

Puis-je en connaître la raison ? Notre Collège envisage-t-il de mettre en application dispositions prévues par notre R.G.P. en son article 52bis, pour ces chemins aujourd'hui toujours anonymes ?

Quels avantages pourraient en découler ? A mes yeux, bien évidemment les sortir de l'anonymat ce qui en faciliterait la connaissance. Egalement, de pouvoir « associer » des noms de personnalités. Dès lors, il serait sans doute plus simple pour ses utilisateurs d'ainsi les situer plutôt que « le chemin qui démarre à... et relie »

Réponse:

Monsieur le Conseiller,

Le Règlement Général de Police (commun aux 19 communes de la Région de Bruxelles-Capitale), voté par notre Conseil de Police en date du 16 décembre 2019, approuvé par notre Conseil communal et entré en vigueur le 1er octobre 2020, ne prévoit plus cette obligation. En conséquence, l'article 52 bis auquel vous faites référence est abrogé depuis cette date.

S'il est bien entendu indispensable d'attribuer un nom aux voiries habitées pour des raisons bien logiques d'identification des habitations, cela l'est nettement moins pour des chemins et a fortiori des sentiers (servitudes publiques sur fonds privés) ne desservant aucune habitation. Cela peut par contre se révéler utile à l'heure du développement des déplacements alternatifs à l'automobile.

Ceci dit, l'Atlas des Communications Vicinales adopté le 14 décembre 1850 par la Députation Permanente de la province de Brabant relate bel et bien les noms usuels des voies qu'il recense, mais la plupart des chemins apparus spontanément après cette date – et dits "innommés" car non-inscrits à l'Atlas – ne portent pas de nom, du moins officiel. Cependant, les voies de communication créées par voie réglementaire bénéficient bien d'un nom puisqu'elles furent établies dans un but d'urbanisation.

L'attribution d'un nom aux voies piétonnes peut se révéler utile, mais il n'y a pas de raison d'y procéder de manière systématique. Ces noms ne seront cependant pas officiels puisque ces chemins et sentiers ne sont pas immatriculés officiellement au moyen d'un numéro INS (Voir l'état civil pour savoir les règles en la matière) ; il y aura dès lors lieu d'utiliser un graphisme différent pour les plaques signalétiques, en s'inspirant par exemple de ce qui se fait dans le parc de Wolvendael (plaques vertes).

Le Conseil prend connaissance.

Schriftelijke vraag van de h. Desmet : naamloze paden

Artikel 52 bis van onze algemeen politiereglement bepaalt het volgende: "Ieder plein, straat of elke openbare weg, ook in afgelegen gehuchten, dient een vaste benaming te dragen. Deze namen worden op platen gezet en duidelijk zichtbaar aangebracht op plaatsen waar het nuttig voorkomt en voornamelijk op kruispunten. Na vernieuwing van hoekgebou waartegen straatnaamplaten waren aangebracht, dient er voor gezorgd te worden dat die platen opnieuw aanbevestigd worden." Tijdens mijn wandelingen merkte ik echter dat verschillende plaatsen geen officiële naam hebben. Mag ik vragen waarom? Is ons college van plan de bepalingen van artikel 52bis van APR toe te passen op deze wegen, die vandaag de dag nog steeds anoniem zijn? Welke voordelen kan dit opleveren? Ik denk natuurlijk dat als je ze uit de anonimiteit haalt, je ze beter leert kennen. Ook de namen van bekende personen kunnen "associëren". Vanaf dat moment zou het voor gebruikers ongetwijfeld gemakkelijker zijn om hen te vinden in plaats van "de weg van... naar".

Antwoord van het college:

Het algemeen politiereglement (gemeenschappelijk voor de 19 Brusselse gemeentes), aangenomen door onze politieraad op 16 december 2019, goedgekeurd door onze gemeenteraad en in werking getreden op 1 oktober 2020, voorziet niet langer in deze verplichting. Bijgevolg is artikel 52 bis waarnaar u verwijst, sinds die datum opgeheven.

Terwijl het natuurlijk essentieel is om een naam te geven aan bewoonde wegen om de zeer logische reden van het identificeren van woningen, is dit veel minder het geval voor paden en a fortiori voetpaden (openbare erfdienstbaarheden op privégrond) die geen woningen bedienen. Aan de andere kant kan het nuttig zijn in een tijd waarin alternatieve vervoersmiddelen voor de auto worden ontwikkeld.

In de Atlas der Buurtwegen die op 14 december 1850 door de Bestendige Deputatie van de Provincie Brabant werd aangenomen, worden wel de gebruikelijke namen van de geïnventariseerde wegen vermeld, maar de meeste wegen die na die datum spontaan zijn ontstaan - en die "naamloos" worden genoemd omdat ze niet in de Atlas zijn opgenomen - hebben geen naam, althans geen officiële naam. De wegen die door regelgeving zijn gecreëerd, hebben echter wel een naam, omdat ze zijn aangelegd voor stedenbouwkundige doeleinden.

Het benoemen van voetpaden kan nuttig zijn maar er is geen reden om het systematisch te doen. Deze namen zullen echter niet officieel zijn omdat deze paden en lanen niet officieel geregistreerd zijn met een INS-nummer (zie Burgerlijke Stand voor de regels hierover); het zal daarom nodig zijn om een ander ontwerp voor de naamplaatjes te gebruiken, bijvoorbeeld geïnspireerd op wat er gedaan is in het Wolvendaelpark (groene naamplaatjes).

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

Réponse QE M. Demset Noms Chemins.docx

Le parc de Wolvendael est un joyau de notre commune et est fort apprécié comme lieu de promenade et de détente par les ucclois. Plusieurs de ses chemins sont toutefois ravinés. Ce qui y rend très difficile le passage de poussettes pour enfants. Une rénovation de ces chemins est-elle programmée et quand ?

Réponse:

L'état des chemins du parc de Wolvendael font l'objet d'une attention depuis plusieurs années et d'un travail en vue de rendre ce parc davantage accessible aux personnes à mobilité réduite. Le caractère classé du site limite considérablement les possibilités d'action de la Commune et retarde la remise en état de chemins dont l'état est loin d'être satisfaisant pour les usagers usagers du parc.

Les démarches entreprises par la Commune sont les suivantes :

Le Service vert a introduit une demande de permis d'urbanisme le 11/05/2020 pour restaurer la totalité de chemins en dolomie prévoyant que la « Dolomie sera remplacée par une couche de finition composée de divers types de pierre, de sable et de liants hydrauliques (de type Komex ou similaire) »

Le permis d'urbanisme délivré la même année (2020) imposant plusieurs conditions dont le fait de maintenir un profil légèrement bombé pour l'ensemble des chemins, d'associer un membre de la DPC aux différents stades d'avancement ainsi qu'élaborer un plan et un reportage photographique de la situation existante afin de déterminer les différentes anomalies des chemins, bordures, filets d'eaux... et le soumettre à un membre de la Direction du Patrimoine culturel (DPC), ex Monuments et Sites.

Après approbation du cahier des charges par le Conseil communal, une entreprise est désignée en décembre 2021 pour la Restauration des chemins du parc du Wolvendael à Uccle.

Conformément au permis, préalablement au commencement des travaux, une réunion a été organisée l'été 2022 avec le demandeur, l'entrepreneur désigné et un représentant de la DPC afin de déterminer l'organisation du chantier. Il en est principalement ressorti : la problématique des pentes et des filets d'eau. La DPC demande à la commune de :

- Trouver un autre matériau à mettre dans les chemins en pente
- Mieux gérer les eaux (ex. orienter les pentes vers les massifs, faire des noues par endroits, etc.)

Le service de l'environnement commande en conséquence une étude au bureau d'étude de l'environnement pour gérer durablement les eaux du parc.

Préalablement à l'étude, la Commune devait disposer d'un levé topographique du Parc de Wolvendael. Le premier géomètre (qui n'a pas fait le travail) a reçu son bon de commande le 27 juillet 2021. Ce bureau d'étude qui devait faire le mesurage ne l'a jamais fait et s'est finalement désisté. Un autre géomètre expert a été désigné en octobre 2022.

Le bureau étude accompagne la commune dans la gestion durable des eaux a reçu le métré et le plan en janvier 23.

Un diagnostic a été réalisé et des propositions d'aménagements sont faites en conséquence. L'étude comporte notamment :

- L'établissement d'un diagnostic des désordres constatés sur le terrain (dont il apparaît une compaction importante des chemins et l'effondrement de certaines conduites enterrées) et leurs solutions
- L'amélioration du petit étang

- L'intégration de la mise à ciel ouvert de l'Ukkelbeek traversant l'étang
- La présentation du rapport coûts/bénéfices de plusieurs matériaux appropriés à des chemins dont les pentes atteignent jusqu'à 15% et propose le choix d'un liant végétal.

Le 12 avril, une réunion concernant le réaménagement des chemins dans le parc de Wolvendael est planifiée en présence des services vert et de l'environnement, le bureau d'étude et la DPC pour établir les choix principaux. Suite à cette rencontre, la proposition du bureau d'étude est amendée et transmise le 12 mai aux fonctionnaires de la DPC de sorte à solliciter un avis préalable de la Commission royale des Monuments et Sites (CRMS).

Le 13 juillet, la DPC confirme que notre demande d'aménagements spécifiques au parc de Wolvendael en vue de la gestion des eaux dans le parc fait bien l'objet dans la suite du processus d'une demande d'avis de principe à la CRMS et devrait être abordé dès la prochaine réunion de la CRMS, à savoir le 23 août.

Le 19 septembre, l'avis de principe émis par la CRMS en sa séance du 06 septembre, nous est transmis par mail. Cet avis est favorable aux démarches entreprises par la Commune, nos « propositions témoignent d'une sensibilité aux qualités patrimoniales du parc ». Une étude plus poussée et l'en vue de « permettre de projeter des solutions globales et durables, face à l'évolution climatiques et aux pluies de plus en plus intenses, de retenir les eaux le plus en amont possible du parc et de limiter au strict minimum le « tout à l'égout ».

En conséquence, une nouvelle demande de permis d'urbanisme devra être introduite. Cette obligation retarde de facto le démarrage des travaux de réfections des chemins au parc de Wolvendael. La Commune ne souhaitant pas laisser les chemins en mauvais état en attendant l'obtention du permis, deux voies s'offrent pour rendre plus acceptable la qualité des chemins du parc. D'une part, il s'agirait – classiquement – de remettre une couche de dolomie sur les chemins en plus mauvais état. D'autre part, le service vert s'est mis en contact avec l'entrepreneur désigné pour la réfection des chemins de sorte à étudier la possibilité de racler les couches de dolomie successivement rajoutée pour retrouver un état plus lisse des chemins.

Le Conseil prend connaissance.

Schriftelijke vraag van de h. Cools : de vernieuwing van paden in het Wolvendaelpark

Het Wolvendaelpark is een van de parels in onze gemeente en wordt door de Ukkelaars zeer gewaardeerd als een plek om te wandelen en te ontspannen. Verschillende paden zijn echter gegroefd. Hierdoor kunnen kinderwagens er moeilijk doorheen. Zijn er plannen om deze paden te renoveren en wanneer?

Antwoord:

De toestand van de paden in het Wolvendaelpark is al een aantal jaren onderwerp van aandacht en er wordt gewerkt om het park toegankelijker te maken voor personen met een beperkte mobiliteit. Het beschermde karakter van de site beperkt aanzienlijk de actiemogelijkheden van de gemeente en vertraagt het herstel van de paden waarvan de staat verre van bevredigend is voor de gebruikers van het park.

De gemeente heeft de volgende stappen ondernomen:

De Groendienst heeft op 11/05/2020 een aanvraag voor een stedenbouwkundige vergunning ingediend om alle dolomietpaden te herstellen, met de bepaling dat "dolomiet zal worden vervangen door een afwerkingslaag bestaande uit verschillende soorten steen, zand en hydraulische bindmiddelen (van het type Komex of

gelijkwaardig)".

De stedenbouwkundige vergunning die datzelfde jaar (2020) werd afgeleverd, legde een aantal voorwaarden op, waaronder het behouden van een licht gebogen profiel voor alle paden, het betrekken van een lid van de DCE bij de verschillende fasen van de werkzaamheden en het opstellen van een plan en een fotoreportage van de bestaande situatie om de verschillende afwijkingen van de paden, stoepanden, waterlopen ... vast te stellen en voor te leggen aan een lid van de Directie Cultureel Erfgoed (DCE), voorheen Monumenten en Landschappen.

Zodra het bestek is goedgekeurd door de gemeenteraad, zal er in december 2021 een onderneming worden aangesteld om de paden in het Wolvendaelpark in Ukkel te herstellen.

In overeenstemming met de vergunning werd in de zomer van 2022 vóór de start van de werkzaamheden een vergadering gehouden met de aanvrager, de aangestelde aannemer en een vertegenwoordiger van de DCE om de organisatie van de werken te bepalen. De belangrijkste kwesties die aan de orde werden gesteld, waren hellingen en waterlopen. De DCE vraagt de gemeente om:

- een ander materiaal te vinden voor de hellende paden
- water beter te beheren (bijv. de hellingen naar de perken leiden, op sommige plaatsen greppels maken enz.)
- De Milieudienst laat daarom een studie uitvoeren door het milieustudiebureau over duurzaam waterbeheer voor het park.
- Voorafgaand aan de studie had de gemeente een topografische opmeting van het Wolvendaelpark nodig. De eerste landmeter (die het werk niet heeft uitgevoerd) heeft op 27 juli 2021 zijn bestelbon ontvangen. De onderneming die de opmeting had moeten uitvoeren, heeft dit nooit gedaan en heeft zich uiteindelijk teruggetrokken. In oktober 2022 werd een andere landmeter aangesteld.
- Het studiebureau dat de gemeente bijstaat op het gebied van duurzaam waterbeheer heeft de opmeting en het plan in januari 23 ontvangen.
- Er is een diagnose uitgevoerd en op basis daarvan zijn ontwikkelingsvoorstellen gedaan. De studie omvat:
 - een diagnose van de problemen die op het terrein werden vastgesteld (waaronder een aanzienlijke verdichting van de paden en het instorten van bepaalde ondergrondse leidingen) en de oplossingen daarvoor
 - verbeteringen aan de kleine vijver
 - integratie van de openstelling van de Ukkelbeek, die de vijver doorkruist
 - een presentatie van de kosten-batenverhouding van verschillende materialen die geschikt zijn voor paden met hellingen tot 15% en een voorstel om een plantaardig bindmiddel te kiezen.

Op 12 april was er een bijeenkomst gepland met de Groendienst en de Milieudienst, het studiebureau en de DCE om de belangrijkste keuzes voor de herinrichting van de paden in het Wolvendaelpark vast te stellen. Na deze bijeenkomst werd het voorstel van het studiebureau aangepast en op 12 mei doorgestuurd naar ambtenaren van de DCE om vooraf advies te vragen aan de Koninklijke Commissie voor Monumenten en Landschappen (KCML).

Op 13 juli bevestigde de DCE dat ons verzoek voor specifieke verbeteringen aan het Wolvendaelpark met het oog op de waterhuishouding in het park inderdaad het onderwerp was van een principeadvies van de KCML en besproken zou moeten worden tijdens de volgende vergadering van de KCML, op 23 augustus.

Op 19 september werd ons het principeadvies gemaïld dat de KCML had uitgebracht op zijn vergadering van 6 september. Het advies was positief over de door de gemeente ondernomen stappen, aangezien onze "voorstellen blijken geven van gevoeligheid voor de erfgoedkwaliteiten van het park". Er werd een meer

gedetailleerde studie uitgevoerd met het oog op "het ontwikkelen van globale en duurzame oplossingen voor de klimaatverandering en de steeds intensere regenval, waarbij het water zo ver mogelijk stroomopwaarts wordt vastgehouden en de behoefte aan riolering tot een strikt minimum wordt beperkt".

Als gevolg hiervan zal een nieuwe bouwaanvraag moeten worden ingediend.

Deze verplichting zal de start van de werkzaamheden voor het herstel van de paden in het Wolvendaelpark de facto vertragen. Omdat de gemeente de paden niet in slechte staat wil laten in afwachting van de bouwvergunning, zijn er twee manieren om de kwaliteit van de paden in het park te verbeteren. Enerzijds kan er een laag dolomiet worden aangebracht op de paden die er het slechtst aan toe zijn. Anderzijds heeft de Groendienst contact opgenomen met de aannemer die aangesteld is om de paden te herstellen, om de mogelijkheid te onderzoeken om de opeenvolgende lagen dolomiet af te schrapen om de paden gladder te maken.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

09 Question écrite sur les chemins du Parc de Wolvendael.docx

28.09.2023/A/0031 **Question écrite de M. Cools : les coussins berlinois rue du Bourdon**

Des coussins berlinois sont placés dans le bas de la rue du Bourdon où en général la vitesse des voitures n'est pas excessive en raison de la configuration de la rue. Ces coussins en raison de l'étroitesse de la rue, de trottoirs étroits provoquent des effets bruits et vibrations très dommageables pour les habitants des maisons riveraines. Un contrôle périodique de la vitesse par le LIDAR serait de loin préférable à ces coussins.

Le Collège ne pourrait-il envisager de les enlever et de les replacer plus loin rue du Bourdon à hauteur du cimetière de Saint-Gilles. Ce tronçon en ligne droite connaît des excès de vitesse (y compris des bus). L'absence d'habitations riveraines évite tout effet sur celles-ci de bruits et de vibrations. Un tel déplacement éviterait de devoir attendre pour cette implantation un nouveau marché pour l'acquisition de coussins berlinois comme souligné par l'Echevin Thibaud Wyngaard en réponse à une question orale que j'ai posée le 27 avril dernier.

Réponse:

Plusieurs riverains du quartier se plaignent de vitesses excessives pratiquées rue du Bourdon, notamment dans son tronçon en pente, entre la rue des Bigarreux et la chaussée d'Alseberg.

Celui-ci est notamment fréquenté par de nombreux enfants compte tenu de la présence de l'école néerlandophone, de la crèche Pluchke et de l'école Notre-Dame de la Consolation.

Il y a quelques mois deux paires de coussins en plastique ont été installées rue du Bourdon, deux à hauteur du numéro 36, deux autres le long du chemin de fer. Comme cela se fait systématiquement dorénavant, une phase de test de minimum 3 mois a été organisée. Au terme de celle-ci, et faisant suite à une réunion avec plusieurs habitants du quartier, il a été décidé de déplacer les deux coussins qui étaient situés à hauteur du numéro 36 et de les installer sur le tronçon entre l'avenue des Tilleuls et la gare de

Moensberg.

D'autres mesures sont dès lors à l'étude afin d'améliorer la sécurité des piétons et des cyclistes sur le tronçon situé entre la chaussée d'Alseberg et la rue des Bigarreux : installation de feux intelligents, placement d'un radar fixe etc. Des contrôles périodiques par le lidar seront, par ailleurs, organisés.

Le Conseil prend connaissance.

Schriftelijke vraag van de h. Cools : Berlijnse kussens Horzelstraat.

Er zijn Berlijnse kussens geïnstalleerd onderaan de Horzelstraat, waar de snelheid van auto's over het algemeen niet te hoog is door de configuratie van de straat. Vanwege de smalle straat en de smalle trottoirs veroorzaken deze kussens lawaai en trillingen die zeer schadelijk zijn voor de bewoners van naburige huizen. Periodieke LIDAR-snelheidscontroles zouden veel beter zijn dan deze kussens.

Zou het college kunnen overwegen om ze te verwijderen en verderop in de Horzelstraat, bij het kerkhof van Sint-Gillis, te vervangen? Op dit rechte stuk van de weg wordt veel te hard gereden (ook door bussen). Omdat er geen huizen in de buurt staan, hebben ze geen last van lawaai en trillingen. Een dergelijke verhuizing zou voorkomen dat er gewacht moet worden op een nieuwe opdracht voor de aankoop van kussens, zoals schepen Thibaud Wyngaard aangaf in antwoord op een mondelinge vraag die ik op 27 april heb gesteld.

Antwoord van het college:

Verschillende buurtbewoners hebben geklaagd over te hoge snelheden in de Horzelstraat, vooral op het hellende gedeelte tussen de Vleeskersenstraat en de Alsebergsesteenweg.

Op dit traject komen veel kinderen, gezien de aanwezigheid van de Nederlandstalige school, het kinderdagverblijf Pluchke en de school Notre-Dame de la Consolation.

Enkele maanden geleden werden er twee paar plastic kussens geplaatst in de Horzelstraat, twee in de buurt van nummer 36 en nog eens twee langs de spoorlijn. Zoals voortaan systematisch gebeurt, werd er een testfase van minstens 3 maanden georganiseerd. Aan het einde van deze fase, en na een vergadering met een aantal buurtbewoners, werd besloten om de twee kussens die zich op nummer 36 bevonden te verplaatsen en ze te installeren op het traject tussen de Lindenlaan en het station Moensberg.

Er worden nu andere maatregelen bestudeerd om de veiligheid voor voetgangers en fietsers te verbeteren op het stuk tussen de Alsebergsesteenweg en de Vleeskersenstraat, waaronder de installatie van intelligente verkeerslichten en een vaste flitspaal. Er zullen ook periodieke LIDAR-controles worden georganiseerd.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

Réponse QE M. Cools les coussins berlinois rue du Bourdon.pdf

Maëlle De Brouwer entre en séance / treedt in zitting.

28.09.2023/A/0032 **Interpellation de Mme Kokaj : les animations EVRAS dans les écoles communales.**

Mme Kokaj rappelle que, lors de la séance du Conseil du 7 septembre dernier, elle avait interpellé le Collège sur la création d'un musée des résistances et des libertés pour lutter contre toutes les formes menaçantes d'obscurantisme. Elle avoue ne pas avoir pensé alors que la menace était à ce point imminente et que dans la semaine qui suivrait, des ennemis de l'Etat de droit s'attaqueraient à l'institution corollaire de la démocratie : l'école.

Mme Kokaj a omis de dire dans son interpellation qu'en réalité, ces petits musées vivants de la résistance et des libertés existent déjà, car ils sont mis en place chaque jour dans l'institution la plus noble qui soit : l'école.

Chaque jour, des milliers d'instituteurs et de professeurs consacrent leur vie à l'enseignement de l'histoire, des sciences, des sciences humaines, de la littérature, de l'éducation à la citoyenneté, pour promouvoir la confiance en soi et le développement de la personnalité de chaque élève, pour former des citoyens susceptibles d'activer les leviers d'une société démocratique, solidaire, pluraliste et ouverte. Mme Kokaj vient de citer ici non le projet pédagogique de l'une ou l'autre école innovante mais un extrait du décret « Missions » de 1997, qui définit les missions prioritaires de toutes les écoles fondamentales et secondaires en Fédération Wallonie-Bruxelles. Chaque jour, les enseignants reçoivent les petits et gros chagrins, les petites et grandes questions existentielles qui jalonnent l'existence des enfants et des adolescents. Quelle lourde responsabilité ! Comme les enseignants se sentent parfois seuls et désarmés pour y faire face !

L'école est la cheville ouvrière de la démocratie. Sans elle, on ne peut tout simplement pas faire société. C'est la raison pour laquelle les régimes totalitaires commencent toujours par prendre le contrôle des écoles.

L'école est en ce sens un lieu sacré. L'attaquer, c'est attaquer les fondements de la démocratie, s'en prendre à nos enfants et menacer leur avenir.

Ce lieu sacré a pourtant été lâchement attaqué il y a quelques semaines, tout le monde a découvert avec horreur les images de ces écoles calcinées et les visages défaits des enfants et des équipes éducatives face à ce spectacle insoutenable.

Les méthodes choisies par les auteurs sont sans équivoque. Derrière chaque acte terroriste se trouve une forme d'endoctrinement et d'empoisonnement de l'esprit orchestrés par ceux qui envoient très courageusement au front des personnes souvent moins outillées qu'eux pour faire leur sale besogne.

Le « motif » de ces attaques serait la mise en place de deux fois deux heures (en 6ème primaire pour les élèves de 12 ans et en 4ème secondaire pour les élèves de 15 ans) d'animation EVRAS (Education à la vie relationnelle, affective et sexuelle), dont les priorités sont les suivantes :

- apprendre aux jeunes, avec la notion de consentement, qu'ils peuvent dire non en toute circonstance ;
- apprendre aux jeunes que tout au long de leur vie, il faut respecter quelqu'un qui dit non ;
- protéger les élèves de situations dangereuses ;
- rassurer les élèves face aux questions légitimes qui apparaissent quand on grandit ;
- apprendre à respecter les autres.

Tout le reste est issu de l'imaginaire d'un groupe de personnes affiliées à l'extrême-droite et/ou adeptes des thèses complotistes et/ou des théories

pédocriminelles. À cet égard, il y a lieu de féliciter les journalistes dont les investigations ont permis d'identifier ce groupe de personnes.

Ceux-là préfèrent sans doute que les adolescents découvrent la sexualité en cachette via des images pornographiques qui détruiront durablement leur vision de l'intimité (parce que oui, c'est ce qui se passe). Ceux-là préfèrent peut-être que les enfants victimes de violences sexuelles se murent dans le silence et la honte comme s'ils étaient responsables de ce qui leur est arrivé (nous connaissons les chiffres qui concernent les abus d'enfants dans la sphère familiale, dans les cercles sportifs, etc). Ceux-là préfèrent qu'un adolescent mal dans sa peau, mal dans son corps, commette l'irréparable plutôt que de trouver des personnes-ressources à qui s'adresser.

Alors ceux-là nous trouveront sur leur chemin, puisque nous, nous voulons très précisément qu'on ne touche pas à nos enfants !

Les questions sont toujours légitimes, les inquiétudes doivent pouvoir être exprimées et reçues. Il y a certainement un travail pédagogique à mener auprès des familles désinformées, inquiètes, et on peut toujours faire mieux. Mais ce n'est ni dans les « fake news », ni dans l'extrémisme religieux ni dans la manipulation et la diffusion lâche de contre-vérités auprès des milieux moins informés que se situent les réponses et façons d'agir dignes d'un Etat de droit.

Comment les équipes pédagogiques se préparent à la mise en place de ces deux fois deux heures d'animation en 6ème primaire ? Comment les membres des services de l'Education proposent de les encadrer pour cette collaboration avec des structures extérieures ?

Ces informations mensongères se sont-elles propagées dans les familles des enfants qui fréquentent les écoles communales ? Comment les éventuelles réticences et inquiétudes étaient-elles reçues ?

Mme Kokaj souhaite que son interpellation donne l'occasion de rappeler l'attachement de tous les membres de cette assemblée à la lutte contre toutes les formes d'obscurantisme ainsi que leur solidarité à l'égard des équipes pédagogiques victimes de ces actes innommables.

Mme Maison signale que le groupe DÉFI soutient résolument l'interpellation de Mme Kokaj et l'action de tous les enseignants.

Elle rappelle que les animations EVRAS ont déjà été dispensées précédemment dans les écoles communales.

M. Van de Cauter éprouve une certaine inquiétude à l'égard de ces animations EVRAS, car, d'après un témoignage recueilli auprès d'un parent d'élève, il semblerait que des enfants de 10 ans auraient reçu des explications quant aux « positions sexuelles ». M. Van de Cauter ne remet pas en cause la légitimité d'une éducation sexuelle dans le cadre scolaire, mais 10 ans lui semble un âge trop précoce pour recevoir ce genre d'enseignement. De tels sujets ne devraient pas être abordés avant que les enfants n'aient atteint l'âge de 12 ans, qui, pour M. Van de Cauter, constitue un seuil minimal absolu.

D'autre part, il semblerait que des équipes pilotes débarquent dans les classes à l'improviste, sans annonce préalable. Les gens qui dispensent cet enseignement sont-ils encadrés, de manière à éviter d'éventuels dérapages ?

Il serait opportun de vérifier le contenu de ces cours pour éviter les malentendus.

Mme l'Echevin Gol-Lescot répond en évoquant tout d'abord un témoignage personnel : lorsqu'elle était elle-même élève en 6ème primaire à l'école des Eglantiers, il y a une cinquantaine d'années, elle a bénéficié d'un cours d'« éducation sexuelle ». Ce type d'animation, qui depuis 12 ans s'intitule EVRAS (Education à la vie relationnelle, affective et sexuelle), est donc loin d'être une nouveauté dans

l'enseignement communal.

Ces animations sont supervisées par le service Promotion de la santé à l'école (PSE) dans tout l'enseignement communal, à l'exception d'une école qui travaille avec le Planning familial de Saint-Gilles. Ces deux structures assurent l'encadrement des personnes chargées de cette mission.

Pour ce qui concerne le service PSE, une infirmière se rend dans les classes, donne une enveloppe aux enfants afin qu'ils posent de façon anonyme les questions qui les perturbent. Deux semaines plus tard, l'infirmière PSE retourne dans les classes pour répondre à leurs questions. Il n'y a donc pas lieu de s'inquiéter d'une éventuelle inadaptation du contenu à l'âge des enfants, puisque l'on ne fait que répondre à leurs propres questions. Dans le cas où les enfants auraient une question particulière ou une question qu'ils ne souhaiteraient pas aborder devant leurs condisciples, ils sont invités à s'adresser directement à l'infirmière.

Mme l'Echevin Gol-Lescot confirme donc que ce sujet fait actuellement l'objet d'une vaste désinformation, au point que certains parents d'élèves des écoles communales s'en sont même émus. Dès lors, après en avoir discuté avec les différentes directions d'écoles, M. le Bourgmestre et Mme l'Echevin Gol-Lescot ont envoyé un courrier aux parents pour leur expliquer en quoi consistent les animations EVRAS.

Il n'y a donc pas de différence fondamentale entre l'ancienne « éducation sexuelle » et l'actuelle « éducation à la vie relationnelle, affective et sexuelle », mais juste un élargissement du spectre, dont témoigne la nouvelle qualification, avec notamment une plus grande insistance sur le caractère primordial du consentement : il faut bien expliquer aux enfants que oui signifie oui et non signifie non.

D'ailleurs, ce principe déborde largement le cadre des relations affectives : le fair-play, le respect de l'autre sont aussi enseignés via d'autres cours, comme par exemple les cours de gymnastique. De manière générale, il convient de saluer les enseignants ucclois pour leur engagement à faire de nos enfants des citoyens respectables et respectés.

La désinformation résulte de la diffusion inconsidérée d'un ouvrage qui était réservé exclusivement aux professionnels du secteur et dont l'ensemble des éléments n'est pas nécessairement destiné à faire l'objet d'échanges directs avec les enfants. Il a suffi de quelques phrases de ce document, sorties de leur contexte, pour générer de la désinformation.

Quoi qu'il en soit, l'échevinat se tient aux côtés du corps enseignant, du service PSE, du Planning familial, comme il l'a toujours fait.

Mme l'Echevin Gol-Lescot demeure convaincue de la nécessité d'intégrer une formation à la vie relationnelle, affective et sexuelle dans l'enseignement qu'une école doit dispenser, non pour se substituer à la mission éducative des parents, mais pour pallier parfois les réticences de certains parents à aborder des sujets délicats.

Par exemple, certains parents ont émis quelques réserves à l'égard de la sensibilisation à l'égalité entre filles et garçons mise en place avec l'aide de Mme l'Echevine De Brouwer, mais une école authentiquement démocratique a le devoir d'enseigner aux enfants que tous les citoyens sont égaux quels que soient leur sexe, leur race, leur intelligence, etc.

Mme Kokaj estime que les réponses rassurantes de Mme l'Echevin Gol-Lescot présentent l'avantage de resituer cette thématique dans un cadre d'une plus vaste envergure : en réalité, ces formations existent depuis longtemps dans la plupart des écoles mais elles n'étaient pas institutionnalisées.

Désormais, tous les établissements sont tenus de les organiser, quelle que soit leur sensibilité particulière.

Par ailleurs, il faut bien insister sur le fait que ces animations ne consistent en aucune manière en un endoctrinement dogmatique de quelque nature que ce soit. Il ne

s'agit pas de cours ou de leçons. Une série de professionnels, issus pour la plupart des plannings familiaux, se rend dans les écoles, non pour tenir un discours a priori, mais pour répondre aux questions que se posent les enfants et adolescents. Quoi qu'il en soit, Mme Kokaj a été profondément marquée par les actes de vandalisme qui ont été commis, car elle y voit le signe de menaces plus larges qui ont déjà fait l'objet de débats au sein du Conseil communal.

Le Conseil prend connaissance.

Interpellatie van Mevr. Kokaj : de begeleidingen EVRAS in de gemeentelijke scholen

Mevr. Kokaj herinnert eraan dat ze tijdens de zitting van de raad van 7 september het college had geïnterpelleerd over de oprichting van een museum van het verzet en de vrijheden om alle bedreigende vormen van obscurantisme te bestrijden. Ze geeft toe dat ze op dat moment niet dacht dat de dreiging zo acuut was en dat vijanden van de rechtsstaat binnen een week een aanval zouden doen op de instelling die het logisch gevolg is van de democratie: de school.

Mevr. Kokaj verzuimde in haar interpellatie te vermelden dat deze kleine levende musea van het verzet en de vrijheden in werkelijkheid al bestaan, omdat ze elke dag worden opgezet in de meest nobele instelling van allemaal: de school.

Elke dag wijden duizenden leerkrachten hun leven aan het onderwijzen van geschiedenis, wetenschap, humane wetenschap, literatuur en burgerschap om het zelfvertrouwen en de ontwikkeling van de persoonlijkheid van elke leerling te bevorderen, om burgers op te leiden die in staat zijn de hefboomen van een democratische, solidaire, pluralistische en open samenleving te activeren. Mevr. Kokaj citeerde zojuist niet het pedagogisch project van een of andere vernieuwende school, maar een uittreksel uit het decreet "Missions" van 1997 dat de prioritaire missies van alle lagere en middelbare scholen in de Federatie Wallonië-Brussel bepaalt. Elke dag hebben leerkrachten te maken met de kleine en grote zorgen, kleine en grote existentiële vragen die het leven van kinderen en tieners bepalen. Wat een zware verantwoordelijkheid! Hoe eenzaam en hulpeloos voelen leerkrachten zich soms in hun omgang!

Scholen zijn de spil van de democratie. Zonder scholen kan de maatschappij niet bestaan. Daarom beginnen totalitaire regimes altijd met de controle over scholen.

In die zin zijn scholen heilige plaatsen. Een aanval op de school is een aanval op de fundamente van de democratie, onze kinderen en hun toekomst.

Toch werd deze heilige plaats een paar weken geleden lafhartig aangevallen. Iedereen was geschokt bij het zien van de beelden van afgebrande scholen en de radeloze gezichten van de kinderen en het onderwijzend personeel toen ze hiermee geconfronteerd werden.

De door de ouders gekozen methoden spreken duidelijk voor zich. Achter elke terreurdaad gaat een vorm van indoctrinatie en geestvergiftiging schuil, georkestreerd door degenen die moedig anderen naar het front sturen om hun vuile werk op te knappen.

Het "motief" voor deze aanvallen zou de invoering zijn van 2x twee uur activiteit (6de basis en 4de middelbaar) van "EVRAS" (Education à la vie relationnelle, affective et sexuelle), waarvan de prioriteiten zijn:

- jongeren door middel van het begrip 'toestemming' leren dat ze onder alle omstandigheden 'nee' kunnen zeggen;
- jongeren leren dat ze hun hele leven lang respect moeten hebben voor iemand die nee zegt;
- leerlingen beschermen tegen gevaarlijke situaties;

- leerlingen geruuststellen over de legitieme vragen die opkomen als ze opgroeien;
- leren anderen te respecteren.

Al de rest is een hersenspinsel van een groep mensen die aangesloten zijn bij extreemrechts en/of aanhangers van complot- en/of pedofieltheorieën. Wat dat betreft verdienen de journalisten die met hun onderzoek deze groep mensen hebben kunnen identificeren felicitaties.

Deze mensen geven er waarschijnlijk de voorkeur aan dat tieners in het geheim seksualiteit ontdekken via pornografische beelden die hun visie op intimiteit voorgoed zullen vernietigen (want ja, dat is wat er gebeurt). Ze hebben misschien liever dat kinderen die seksueel misbruikt zijn, zwijgen en zich schamen, alsof zij verantwoordelijk zijn voor wat hen overkomen is (we kennen de cijfers van kindermisbruik in de familiekring, in sportkringen ...). Dit zijn de mensen die liever zien dat een puber die zich slecht voelt over zichzelf of zijn lichaam een onherstelbare daad begaat dan dat ze een hulpverlener vinden tot wie ze zich kunnen wenden.

We komen deze mensen tegen op hun weg, terwijl we willen dat ze van onze kinderen met rust laten!

Vragen zijn altijd legitiem en zorgen moeten geuit en onthaald kunnen worden. Er is zeker opvoedkundig werk te doen met gezinnen die verkeerd geïnformeerd en bezorgd zijn en we kunnen altijd beter. Maar de antwoorden en manieren van handelen die een rechtsstaat waardig zijn, liggen niet in fake news, religieus extremisme, manipulatie en laffe verspreiding van onwaarheden onder de minder goed geïnformeerden.

Hoe bereiden de onderwijsteams zich voor op de invoering van deze 2x keer twee uur in het 6de lager? Hoe denkt de dienst Opvoeding hen te begeleiden in deze samenwerking met externe organisaties?

Wordt deze misleidende informatie verspreid onder de gezinnen van de kinderen die naar de gemeentescholen gaan? Hoe zijn eventuele bedenkingen of bezorgdheden?

Mevr. Kokaj hoopt dat haar interpellatie de gelegenheid biedt om de betrokkenheid van alle leden van deze vergadering in de strijd tegen alle vormen van obscurantisme te herhalen, evenals hun solidariteit met het onderwijzend personeel dat het slachtoffer is geworden van deze afschuwelijke daden.

Mevr. Maison herinnert eraan dat DÉFI resoluut de interpellatie van mevr. Kokaj en de actie van alle leerkrachten steunt.

Ze wijst erop dat er in het verleden al EVRAS-activiteiten zijn georganiseerd in de gemeentescholen.

De h. Van de Cauter uit zijn bezorgdheid over de EVRAS-activiteiten omdat het er volgens een verklaring van een ouder op lijkt dat kinderen vanaf 10 jaar uitleg krijgen over "seksuele standjes". De h. Van de Cauter trekt de legitimiteit van seksuele voorlichting op scholen niet in twijfel maar vindt 10 jaar een te jonge leeftijd voor dit soort onderwijs. Dergelijke onderwerpen zouden pas op 12-jarige leeftijd aan bod mogen komen, een absoluut minimum.

Aan de andere kant lijkt het erop dat deze teams onaangekondigd in de klas komen. Wordt er toezicht gehouden op de teams die deze activiteit verzorgen, zodat er geen ontsporingen zijn?

Het zou raadzaam zijn om de inhoud van deze cursussen te controleren om misverstanden te voorkomen.

Schepen Gol-Lescot deelt een persoonlijke ervaring: toen ze vijftig jaar geleden in het 6de lager van de school Eglantiers zat, volgde ze een les "seksuele opvoeding". Dit type activiteit, dat sinds 12 jaar EVRAS heet, is dus verre van nieuw

in het lokale onderwijs.

Deze activiteiten staan in alle gemeentescholen onder toezicht van de dienst Promotion de la santé à l'école (PSE), met uitzondering van één school die samenwerkt met de Planning familial van Sint-Gilles. Deze twee organisaties houden toezicht op de mensen die verantwoordelijk zijn voor deze missie.

Wat de PSE betreft, gaat een verpleegster de klaslokalen binnen en geeft de kinderen een envelop zodat ze anoniem de vragen kunnen stellen die hen dwarszitten. Twee weken later komt de PSE-verpleegkundige terug naar de klassen om hun vragen te beantwoorden. Je hoeft je dus geen zorgen te maken dat de inhoud niet geschikt is voor de leeftijd van de kinderen, want het enige wat we doen is hun vragen beantwoorden. Als de kinderen een specifieke vraag hebben of een vraag die ze niet in het bijzijn van hun klasgenoten willen bespreken, worden ze uitgenodigd om rechtstreeks contact op te nemen met de verpleegkundige.

Schepen Gol-Lescot bevestigt dat er momenteel veel verkeerde informatie is over dit onderwerp, in die mate zelfs dat sommige ouders van gemeentescholen hun bezorgdheid hebben geuit. Na gesprekken met de verschillende schooldirecties hebben de burgemeester en schepen Gol-Lescot een brief naar de ouders gestuurd waarin ze uitleggen wat de EVRAS-activiteiten inhouden.

Er is dus geen fundamenteel verschil tussen de oude "seksuele opvoeding" en EVRAS, alleen een verbreding van het spectrum, zoals weerspiegeld in de nieuwe kwalificatie, met meer nadruk op het belang van toestemming: we moeten kinderen uitleggen dat ja ja betekent en nee nee. En dit principe gaat verder dan seksuele opvoeding.

Sterker nog, dit principe reikt veel verder dan het kader van emotionele relaties: fair play en respect voor anderen worden ook onderwezen in andere lessen, zoals de turnles. In het algemeen moeten de Ukkelse leerkrachten geprezen worden voor hun inzet om van onze kinderen respectabele en gerespecteerde burgers te maken.

De desinformatie komt voort uit de ondoordachte verspreiding van een boek dat uitsluitend bestemd was voor professionals in de sector en waarvan de inhoud niet noodzakelijkerwijs bedoeld was om direct met kinderen te bespreken. Er waren slechts een paar uit hun verband gerukte zinnen nodig om desinformatie te genereren.

De dienst Opvoeding staat achter het onderwijzend personeel, de PSE de Planning familial, zoals de dienst altijd al heeft gedaan.

Schepen Gol-Lescot blijft overtuigd van de noodzaak om vorming rond relaties, emoties en seksualiteit op te nemen in het onderwijs, niet om de opvoedkundige rol van ouders te vervangen, maar om de terughoudendheid van sommige ouders rond gevoelige onderwerpen bespreekbaar te maken.

Sommige ouders hebben bijvoorbeeld hun bedenkingen geuit over de sensibiliseringscampagne over gelijkheid tussen jongens en meisjes die met de hulp van schepen De Brouwer is opgezet maar een echte democratische school heeft de plicht kinderen te leren dat alle burgers gelijk zijn, ongeacht hun geslacht, ras, intelligentie ...

Mevr. Kokaj is van mening dat de geruststellende antwoorden van schepen Gol-Lescot het voordeel hebben dat ze deze kwestie in een bredere context plaatsen: in werkelijkheid bestaat dit al langer in de meeste scholen maar het was niet geïnstitutionaliseerd.

Vanaf nu zijn alle scholen verplicht om ze te organiseren, ongeacht hun specifieke gevoeligheden.

Bovendien moet worden benadrukt dat deze activiteiten op geen enkele manier een dogmatische indoctrinatie vormen. Het zijn geen cursussen of lessen. Een reeks professionals, voor het merendeel afkomstig van centra voor gezinsplanning, bezoekt scholen, niet om a priori een toespraak te houden maar om te antwoorden op

vragen die kinderen en tieners stellen.

Mevr. Kokaj is diep getroffen door de vandalistische daden die zijn gepleegd omdat ze deze ziet als een teken van bredere bedreigingen die al onderwerp van debat zijn geweest binnen de gemeenteraad.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation - Mise en place des animations EVRAS dans nos écoles (définitif).pdf

Aleksandra Kokaj préside la séance / zit de zitting voor.

28.09.2023/A/0033 **Interpellation de M. Cools : la lutte contre les inondations.**

M. Cools rappelle qu'à plusieurs reprises dans le passé, la commune a été confrontée à des inondations dans plusieurs de ses quartiers situés dans le bas de ses trois vallées.

Toute une politique a alors été mise en œuvre pour éviter le retour des inondations. Un règlement communal d'urbanisme relatif à la gestion des eaux a été adopté pour encourager l'infiltration des eaux de pluie. Trois bassins d'orage ont été construits par Vivaqua, l'un dans la vallée de l'Ukkelbeek (le UTube), les deux autres dans la vallée de Saint-Job (l'un en-dessous de la place et l'autre en-dessous du parking situé chaussée de Saint-Job près de la rue de Walzin). Selon les études hydrologiques de Vivaqua, un troisième bassin d'orage est nécessaire près de la plaine du Bourdon. Sans un tel aménagement, les habitants de la chaussée de Drogenbos subiront à nouveau des inondations en cas d'orages violents.

M. Cools a posé précédemment des questions sur la création de ce bassin, auxquelles il lui a été répondu que Vivaqua, confrontée à de grosses difficultés financières, n'a toujours pas programmé sa réalisation. M. Cools se demande si la situation a évolué depuis son interpellation du 24 juin 2021 sur ce sujet. Les terrains de l'ex-entreprise Illochroma rue du Château d'Or pourraient être une localisation propice pour une telle infrastructure. Un projet immobilier va se développer sur ces terrains et M. Cools se demande si des contacts ont été établis avec le propriétaire pour réserver en sous-sol un espace nécessaire à la création de ce bassin. Le promoteur devra réaliser un bassin d'orage d'une capacité conforme aux obligations réglementaires en la matière. Ce bassin devra être conçu de manière à ce que les constructions nouvelles n'aient pas d'impact sur la situation hydraulique des lieux. M. Cools se demande aussi s'il est envisageable de programmer un bassin surdimensionné par rapport aux obligations précitées, avec le cas échéant un financement public de ce surdimensionnement et une prise en gestion du bassin par Vivaqua.

M. Cools se demande également si le « bassin à ciel ouvert » de l'aménagement réalisé au coin Dolez/Saint-Job a bien fonctionné lors des dernières grosses pluies ?

Dans sa réponse à l'interpellation du 24 juin 2021, M. l'Echevin Wyngaard avait mentionné les éléments suivants :

« Pour ce qui concerne le secteur Gazelle/Engeland/Homborchveld, une conduite supplémentaire devrait être placée au bas de l'avenue de la Gazelle jusqu'au carrefour Engeland/Bigarreux dans le courant de l'année 2022.

Le projet prévu pour la « mer d'asphalte » envisage de verduriser un espace de 1.500 m², en y ajoutant un dispositif de rétention et d'infiltration d'eau, avec possibilité d'écoulement vers une noue située en contrebas, à proximité du pont de chemin de fer. »

Toutefois, ces travaux n'ont pas encore été réalisés, à tout le moins dans leur totalité. Ils sont nécessaires pour éviter de nouvelles inondations à cet endroit. M. Cools se demande donc où en est la programmation.

Mme l'Echevine De Brouwer répond que limiter les risques d'inondations à l'échelle communale demande une bonne planification pour prioriser les zones à risques d'inondations et ainsi protéger les habitants, mais aussi une capacité de réaction lorsque des opportunités se présentent, comme le réaménagement public ou privé d'une parcelle ou d'une voirie.

Pour revenir sur la gestion des eaux chaussée de Drogenbos et du troisième bassin d'orage, la situation financière de Vivaqua est toujours compliquée. Il conviendrait de contacter le promoteur du site Illochroma pour envisager ensemble la suite du projet. Il est dommage que le PPAS ne prévoise pas un espace dédié à un bassin d'orage sur ce site.

Il convient de noter que plusieurs chantiers ont été entrepris autour de la zone concernée pour limiter les risques d'inondations.

L'espace vert de la rue du Melkriek, à son croisement avec la chaussée de Drogenbos et la rue Vervloet, est en cours de réaménagement.

Le futur lit du ruisseau est également en cours d'aménagement. En effet, quelques avaloirs de l'égout ont été déconnectés, et l'eau est rejetée dans le futur lit du ruisseau. Cet aménagement permet d'éviter la saturation trop rapide des égouts et limite donc le risque d'inondations.

Cet été, un subside a également été demandé auprès de Bruxelles-Environnement pour mettre le Linkebeek à ciel ouvert dans son lit historique, entre la rue Steenvelt et la Grote Baan. Ce projet permettrait de gérer les eaux pluviales recueillies par les surfaces imperméables avoisinantes.

Il y a quelques années, des zones humides ont été réalisées rue des Trois Rois. Lors du réaménagement de la chaussée de Drogenbos, il faudra prévoir une gestion exemplaire et durable des eaux.

L'espace humide naturel au coin Dolez/Saint-Job comprend deux parties : d'une part, des noues qui récupèrent les eaux de la chaussée de Saint-Job, et d'autre part, une partie qui tamponne les eaux du Kauwberg en tant que telles. Cet espace est prêt à accueillir les futures eaux de ruissellement provenant de l'amont, et à récupérer les sources du Geleytsbeek qui se situent dans le parc Fond'Roy. Le but serait de les reconnecter dans le ruisseau qui a été remis à ciel ouvert il y a quelques années. Cela permettrait d'arrêter d'envoyer cette eau à l'égout et limiterait donc les risques d'inondations. Le coin Dolez/Saint Job est partiellement fonctionnel car il a été conçu pour accueillir plus d'eau que ce qu'il ne reçoit actuellement. La demande de permis d'urbanisme est actuellement en cours de rédaction. Mme L'Echevine De Brouwer en profite pour saluer la collaboration fructueuse avec le service de la Voirie et M. l'Echevin Wyngaard.

Mme l'Echevine De Brouwer ajoute que le bassin d'orage en face de Séquoia fonctionne bien depuis que des dysfonctionnements ont été décelés et que Vivaqua est intervenu. De plus, une partie des travaux du carrefour Gazelle/Engeland/Homborchveld pouvant être réalisée hors voirie a commencé. Une noue a notamment été aménagée au coin des rues Engeland et Bigarreux pour recueillir les eaux du ruissellement de voirie. Ces eaux sont ensuite dirigées par un petit chemin d'eau vers une marre qui a été creusée à proximité du centre André Deridder près du Broek. Une conduite a également été placée entre le pont et la rue Engeland dans le but de recueillir les eaux du carrefour qui sera aménagé en 2024, après l'intervention des impétrants et de Vivaqua.

M. Cools remercie Mme l'Echevine De Brouwer et aborde la problématique du carrefour Homborchveld. M. Cools souligne l'importance d'agir dans cette zone qui présente actuellement un véritable phénomène de striction au niveau du pont. La commune est concernée car elle a touché de l'argent pour couvrir une partie du coût de l'aménagement de ce carrefour.

Concernant la problématique du troisième bassin, la situation de Vivaqua est inquiétante et implique que certains aménagements nécessaires ne sont pas réalisés. Ceci dit, la création d'un bassin d'orage nécessite aussi de trouver un terrain propice. Bruxelles Environnement ne permet notamment pas d'en placer en-dessous d'un espace vert. Les terrains propices n'étant pas nombreux, il conviendrait éventuellement d'envisager de mettre des bassins d'orage en dessous d'une voirie. Il conviendrait donc de réserver à cet effet un espace en sous-sol lors de la conception de la voirie ou de la pose des impétrants.

Le Conseil prend connaissance.

Interpellatie van de h. Cools : de strijd tegen de overstromingen.

De h. Cools herinnert zich dat de gemeente in het verleden verschillende keren te maken heeft gehad met overstromingen in verschillende wijken onderaan de drie valleien.

Er werd toen een heel beleid geïmplementeerd om te voorkomen dat overstromingen zich opnieuw zouden voordoen. Er werd een gemeentelijk stedenbouwkundig reglement inzake waterbeheer aangenomen om de infiltratie van regenwater aan te moedigen. Er werden drie regenwaterbekkens gebouwd door Vivaqua, één in de vallei van de Ukkelbeek (de UTube), de andere twee in de vallei van Sint-Job (één onder het plein en de andere onder de parking van de Sint-Jobsesteenweg ter hoogte van de Walzinlaan). Volgens de hydrologische studies van Vivaqua is er een derde bekken nodig in de buurt van het Horzelplein. Zonder deze voorziening zullen de bewoners van het Drogenbossesteenweg opnieuw te maken krijgen met overstromingen bij hevig stormweer.

De h. Cools had al eerder gevraagd naar de aanleg van dit bekken, waarop hij te horen kreeg dat Vivaqua, geconfronteerd met grote financiële problemen, de aanleg ervan nog steeds niet had gepland. De h. Cools vraagt zich af of de situatie is veranderd sinds zijn interpellatie van 24 juni 2021 hierover. Het voormalige Illochroma-terrein aan de Gulden Kasteelstraat zou een geschikte locatie kunnen zijn voor een dergelijke infrastructuur. Op deze percelen zal een immoproject worden uitgevoerd en de h. Cools vraagt zich af of er contact is opgenomen met de eigenaar om de nodige ondergrondse ruimte te kunnen reserveren voor de aanleg van dit bekken. De ontwikkelaar zal een regenwaterbekken moeten aanleggen met een capaciteit die voldoet aan de relevante wettelijke vereisten. Dit bekken moet zo worden ontworpen dat de nieuwe constructies geen invloed hebben op de hydraulische situatie van het terrein. De h. Cools vraagt zich ook af of het haalbaar is om een bekken te plannen dat groter is dan de bovengenoemde vereisten, met overheidsfinanciering voor de eventuele overmaat en met Vivaqua als beheerder van het bekken.

De h. Cools vraagt zich ook af of het "openluchtbekken" op de hoek Dolez / Sint-Job naar behoren heeft gefunctioneerd tijdens de recente hevige regens.

In zijn antwoord op de interpellatie van 24 juni 2021 zei schepen Wyngaard dat er wat betreft de sector Gazelle/Engeland/Homborchveld in de loop van 2022 een extra leiding zou worden aangelegd onderaan de Gazellelaan tot aan het kruispunt Engeland/Vleeskersen en dat het plan voor de "zee van asfalt" was om een oppervlakte van 1.500 m² te vergroenen en er een waterretentie- en infiltratiesysteem aan toe te voegen met de mogelijkheid om af te voeren naar drasland eronder, ter hoogte van de spoorwegbrug.

Dit werk is echter nog niet uitgevoerd, althans niet in zijn geheel. Het is noodzakelijk om verdere overstromingen in dit gebied te voorkomen. De h. Cools vraagt zich daarom af hoe het staat met de planning.

Schepen De Brouwer antwoordt dat het beperken van het overstromingsrisico op gemeentelijk niveau een goede planning vereist om gebieden met een overstromingsrisico te prioriteren en zo bewoners te beschermen, evenals het vermogen om te reageren wanneer zich kansen voordoen, zoals de publieke of private herontwikkeling van een stuk grond of een weg.

Terugkomend op de kwestie van het waterbeheer op de Drogenbossesteenweg en het derde stormbekken, is de financiële situatie van Vivaqua nog steeds ingewikkeld. Er moet contact worden opgenomen met de ontwikkelaar van het Illochroma-terrein om de volgende fase van het project te bespreken. Het is jammer dat het BBP niet voorziet in een ruimte voor een stormbekken op dit terrein.

Er wordt op gewezen dat er verschillende werken zijn uitgevoerd rond het betrokken gebied om het risico op overstromingen te beperken.

De groene ruimte in de Melkriekstraat, op de kruising met de Drogenbossesteenweg en de Vervloetstraat, wordt momenteel heraangelegd.

De toekomstige bedding van de beek wordt ook aangelegd. Een deel van de rioolkolken is afgekoppeld en het water wordt in de toekomstige bedding van de beek geloosd. Dit voorkomt dat de riolen te snel verzadigd raken, waardoor het risico op overstromingen afneemt.

Deze zomer werd ook een subsidie aangevraagd bij Leefmilieu Brussel om de Linkebeek open te leggen in zijn historische bedding, tussen de Steenveltstraat en de Grote Baan. Dit project zou het mogelijk maken om het regenwater te beheren dat wordt opgevangen door de aangrenzende ondoordringbare oppervlakken.

Enkele jaren geleden werden in de Drie Koningenstraat vochtige gebieden aangelegd. Bij de heraanleg van de Drogenbossesteenweg is een voorbeeldig en duurzaam waterbeheer vereist.

Het natuurlijke watergebied op de hoek Dolez/Sint-Job bestaat uit twee delen: enerzijds de draslanden die het water van de Sint-Jobsesteenweg opvangen, en anderzijds een deel dat het water van de Kauwberg als dusdanig buffert. Dit gebied is klaar om toekomstige afvloeiingen van stroomopwaarts te ontvangen en om de bronnen van de Geleytsbeek, die zich in het Vronerodepark bevinden, te recupereren. Het doel zou zijn om ze opnieuw te verbinden met de beek die enkele jaren geleden werd geopend. Dit zou het mogelijk maken om dit water niet langer naar de riolering te sturen en zo het risico op overstromingen te beperken. De hoek Dolez/Sint Job is gedeeltelijk functioneel omdat hij ontworpen is om meer water op te vangen dan hij momenteel ontvangt. De bouwaanvraag wordt momenteel opgesteld. Schepen De Brouwer maakt van de gelegenheid gebruik om de vruchtbare samenwerking met de Wegendienst en schepen Wyngaard te prijzen.

Schepen De Brouwer voegde eraan toe dat het stormwaterbekken tegenover Séquoia goed werkt sinds er storingsen werden vastgesteld en Vivaqua ingreep. Daarnaast is begonnen met een deel van de werkzaamheden aan het kruispunt Gazelle / Engeland / Homborchveld die buiten de weg kunnen worden uitgevoerd. Er is met name drasland aangelegd op de hoek van de Engelandstraat en de Vleeskersenstraat om het afvloeiende water van de weg op te vangen. Dit water wordt vervolgens via een klein waterpad naar een vijver geleid die vlakbij het centrum André Deridder bij het Broek is gegraven. Er is ook een leiding aangelegd tussen de brug en de Engelandstraat om het water van het kruispunt op te vangen, dat in 2024 zal worden aangelegd na werkzaamheden van de ontwikkelaars en Vivaqua.

De h. Cools bedankt schepen De Brouwer en ging in op de kwestie van het kruispunt Homborchveld. De h. Cools benadrukt dat het belangrijk is om actie te ondernemen in dit gebied, waar het momenteel erg krap is op brugniveau. De gemeente is betrokken omdat ze geld heeft ontvangen om een deel van de kosten voor de ontwikkeling van dit kruispunt te dekken.

Wat het derde bekken betreft, is de situatie van Vivaqua zorgwekkend, waardoor sommige noodzakelijke verbeteringen niet worden doorgevoerd. Voor de aanleg van

een stormbekken moet echter ook geschikte grond worden gevonden. Leefmilieu Brussel staat met name niet toe dat ze onder een groene ruimte worden geplaatst. Aangezien er niet veel geschikte locaties zijn, kan het de moeite waard zijn om te overwegen om stormbekkens onder een weg te plaatsen. Hiervoor moet dan een ondergrondse ruimte worden voorzien bij het ontwerp van de weg of bij de aanleg van ondergrondse leidingen.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation sur la lutte contre les inondations.docx

Yannick Franchimont préside la séance / zit de zitting voor.

28.09.2023/A/0034 **Interpellation de M. Desmet : l'avenir du site Pasteur.**

M. Desmet signale qu'un article de presse, relayé sur les réseaux sociaux, a annoncé la création, d'ici deux ans, d'une piscine à ciel ouvert sur une partie du site de l'Institut Pasteur rue Engeland.

Il semble qu'il soit question d'un bassin de 450 m², chauffé naturellement et dont l'eau serait filtrée et traitée grâce à l'action de plantes. Ce bassin s'inscrit parmi quelques autres à l'échelle bruxelloise, dont celui sur les toits des abattoirs de Cureghem, dont la finalisation est prévue pour le printemps prochain. L'intérêt de ce type de piscine, qui veut répondre à l'accroissement des températures, réside dans sa contribution à l'amélioration de la santé humaine.

En 2022, le Journal des Grands Travaux Inutiles pointait la situation ubuesque et mégalomane – ou peut-être classiquement belge – des deux bâtiments érigés dès 1966, à l'initiative de la défunte Province du Brabant. Les sommes astronomiques investies dans ce projet, prévu pour la production de vaccins, n'auront amené que des kilomètres de bureaux inoccupés ! Pourtant, après quasi 60 ans, ces constructions, aujourd'hui propriétés de la Régie fédérale des bâtiments, permettraient de répondre très partiellement à la pénurie de logements, mais uniquement en fonction de critères d'intérêt public strict, comme le permet le PRAS démographique. Des avancées allant en ce sens sont-elles proposées ? À tout le moins, la réaffectation et la rénovation de ces vastes bâtiments s'avèrent indispensables. Le potentiel du complexe pourrait être adapté à de nombreuses fonctions telles que le logement ou d'autres activités à vocation collective. Des habitants consultés à une certaine époque ont exprimé le souhait d'y voir du commerce. L'augmentation du nombre d'habitants dans le quartier et la faiblesse du transport public pourraient justifier ce développement commercial. Qu'en est-il actuellement ?

Aujourd'hui, l'éventualité d'une valorisation partielle du site, y compris des espaces non-construits, est à nouveau prise en considération. Néanmoins, il convient d'être attentif aux contraintes imposées par Natura 2000 ainsi qu'à leurs incidences sur le développement de certaines activités.

Quels sont les projets portés actuellement par le Collège ? Quelles sont leurs projections financières ?

M. De Bock félicite le Collège pour cette proposition, pour laquelle des contacts ont été établis avec l'échelon fédéral. Il serait opportun que ce ne fût pas le seul projet sur ce terrain. Il rappelle à cet égard que lors de la séance du mois dernier, il avait déposé une interpellation relative à la piscine Longchamp où il abordait la question de son accessibilité durant la période estivale.

M. De Bock estime d'ailleurs que les expériences régionales en ce domaine

ont été parfois fort coûteuses sans être toujours concluantes quant à l'objectif de l'accès pour tous.

M. De Bock insiste encore sur l'importance de l'encadrement financier car, dans le contexte actuel, on ne peut pas se permettre le luxe de deux piscines communales.

M. le Bourgmestre répond que le Collège suit ce projet de très près parce qu'il s'agit du dernier site de grande ampleur sur le territoire communal.

Il n'y a pas encore de projet précis pour le bâtiment, mais la Régie foncière fédérale travaille actuellement en vue de l'exploitation de ses capacités.

C'est une parcelle d'un peu plus d'un hectare, située dans une zone d'équipements d'intérêt collectif en bordure d'une zone Natura 2000, qui est destinée à accueillir la piscine naturelle publique à ciel ouvert.

La Régie foncière fédérale a été invitée à examiner la faisabilité du projet. Il serait question d'un bail emphytéotique, non pour le bâtiment, mais pour la piscine, dont le modèle s'inspire de celui de la piscine naturelle publique de la ville de Beaune, en service depuis 2014, sans être aussi ambitieux, mais M. le Bourgmestre est très enthousiaste.

Le Collège a reçu un signal positif de la part de la Régie foncière fédérale.

Ce projet ne causera aucun préjudice à qui que ce soit puisqu'il est développé sur un site aujourd'hui totalement fermé au public. Il constitue une opportunité pour un quartier très décentré et présente aussi l'avantage d'être un vivier d'emplois locaux, notamment pour les habitants du quartier du Homborch.

M. le Bourgmestre imagine un partenariat public-privé analogue au modèle de la piscine Longchamp, mais il est encore trop tôt pour se prononcer sur ce point. En tous cas, les travaux ont commencé pour doter la commune d'Uccle d'une seconde piscine, naturelle et à ciel ouvert, dont la durée d'ouverture sera évidemment plus réduite que celle de la piscine Longchamp.

Le Conseil prend connaissance.

Interpellatie van de h. Desmet : de toekomst van de Pasteursite.

De h. Desmet wijst erop dat in een persartikel, dat via sociale netwerken is verspreid, wordt aangekondigd dat er binnen twee jaar een openluchtzwembad zal worden aangelegd op een deel van het terrein van het Institut Pasteur in de Engelandstraat.

Het gaat om een zwembad van 450 m² dat op natuurlijke wijze wordt verwarmd en waarvan het water wordt gefilterd en behandeld door planten. Dit zwembad is een van de vele zwembaden die gepland zijn in heel Brussel, waaronder een zwembad op het dak van het slachthuis van Kuregem, dat volgend voorjaar klaar moet zijn. De aantrekkingskracht van dit type zwembad, dat ontworpen is om te reageren op stijgende temperaturen, ligt in zijn bijdrage aan het verbeteren van de gezondheid.

In 2022 belichtte het Journal des Grands Travaux Inutiles de absurde en megalomane - of misschien wel klassiek Belgische - situatie van de twee gebouwen die in 1966 werden opgetrokken op initiatief van de nu ter ziele gegane provincie Brabant. De astronomische bedragen die werden geïnvesteerd in dit project, bedoeld om vaccins te produceren, resulteerden alleen maar in kilometerslange leegstaande kantoren! En toch zouden deze gebouwen, nu na bijna 60 jaar eigendom van de Federale Regie der Gebouwen, een zeer gedeeltelijke oplossing bieden voor het woningtekort, maar alleen op basis van strikte criteria van algemeen belang, zoals toegestaan door het demografische GBP. Worden er stappen in deze richting voorgesteld? Het is op zijn minst essentieel om deze enorme gebouwen te

herbestemmen en te renoveren. Het potentieel van het complex zou kunnen worden aangepast voor een breed scala aan functies, waaronder huisvesting en andere collectieve activiteiten. Bewoners die ooit werden geraadpleegd, gaven aan dat ze graag winkelruimtes zouden zien. De toename van het aantal bewoners in het gebied en het gebrek aan openbaar vervoer zouden deze commerciële ontwikkeling kunnen rechtvaardigen. Wat is de huidige situatie?

Vandaag wordt de mogelijkheid van een gedeeltelijke ontwikkeling van de site, met inbegrip van de onbebouwde gebieden, opnieuw overwogen. Het is echter belangrijk om rekening te houden met de beperkingen die worden opgelegd door Natura 2000 en hun impact op de ontwikkeling van bepaalde activiteiten.

Wat zijn de huidige projecten van het college? Wat zijn de financiële vooruitzichten?

De h. De Bock feliciteert het college met dit voorstel, waarvoor contacten zijn gelegd met het federale niveau. Het zou goed zijn als dit niet het enige project op dit terrein was. Hij herinnert eraan dat hij tijdens de zitting van vorige maand een vraag had ingediend over het zwembad van Longchamp, waarin hij de toegankelijkheid ervan tijdens de zomerperiode had aangehaald.

De h. De Bock is van mening dat gewestelijke experimenten op dit gebied soms zeer kostbaar zijn geweest, zonder altijd afdoende te zijn wat betreft de doelstelling van toegankelijkheid voor iedereen.

De h. De Bock benadrukt ook het belang van de financiële omkadering, aangezien we ons in het huidige klimaat de luxe van twee gemeentelijke zwembaden niet kunnen veroorloven.

De burgemeester antwoordt dat het college dit project op de voet volgt omdat het de laatste grootschalige site in de gemeente is.

Er zijn nog geen precieze plannen voor het gebouw maar de federale grondregie werkt momenteel aan de exploitatie van het potentieel ervan.

Het gaat om een perceel van iets meer dan een hectare, gelegen in een zone voor openbare voorzieningen grenzend aan een Natura 2000-gebied, waar het openbaar natuurlijkzwembad in de open lucht moet komen.

De federale grondregie werd verzocht de haalbaarheid van het project te onderzoeken. Er wordt gesproken over erfpacht, niet voor het gebouw, maar voor het zwembad, waarvan het model is geïnspireerd op dat van het openbaar natuurlijk zwembad in de stad Beaune, dat sinds 2014 in gebruik is. Het is niet zo ambitieus, maar de burgemeester is erg enthousiast.

Het college heeft een positief signaal gekregen van de federale grondregie.

Dit project zal niemand benadelen aangezien het wordt ontwikkeld op een terrein dat momenteel volledig gesloten is voor het publiek. Het is een kans voor een wijk buiten het centrum en heeft bovendien het voordeel dat het een kweekvijver is voor lokale werkgelegenheid, met name voor de bewoners van de Homborchwijk.

De burgemeester denkt aan een publiek-private samenwerking naar het voorbeeld van het zwembad Longchamp maar het is nog te vroeg om daar uitspraken over te doen.

In ieder geval zijn de werkzaamheden begonnen om de gemeente Ukkel te voorzien van een tweede, natuurlijk zwembad in de open lucht, dat uiteraard korter open zal zijn dan het zwembad Longchamp.

De Raad neemt kennis.

*1 annexe / 1 bijlage
institut Pasteur (interpellation).docx*

Interpellation de M. De Bock : la remise en pristin état des trottoirs des rues Errera et Dupuich suite aux travaux de la firme Proximus.

M. De Bock signale qu'à l'occasion de travaux d'envergure entrepris sur les avenues Errera et Dupuich, les sociétés sous-traitantes ont éventré les trottoirs en juin et début juillet.

Vu que les congés du bâtiment pointaient à l'horizon, les trottoirs ont été refermés en toute hâte, les dalles posées à même le sol, sans cimentage ni rejointoiement, ce qui va aboutir à des descelllements nombreux, particulièrement dangereux pour les piétons, qui risquent de tomber et de se fracturer un membre.

M. De Bock a informé la commune du comportement cavalier du maître de l'ouvrage. Toutefois, depuis les aménagements de juillet 2023, rien de plus n'a été entrepris à ce jour.

Selon M. De Bock, il faut mentionner aux responsables de chantier les problèmes résultant des mauvaises réalisations sur les trottoirs. Dans le cadre d'un chantier en cours, l'impétrant doit savoir que la commune veille et qu'il lui faut s'appliquer pour la fin du chantier.

Quelles sont les démarches entreprises par la commune à cet égard ? Le Collège pourrait-il fournir une copie des courriers envoyés ? Pourquoi n'y a-t-il eu en deux mois aucune réparation sur les tronçons mal rebouchés ?

M. l'Echevin Wyngaard a indiqué que la réception provisoire n'était pas encore faite. Est-ce le cas aujourd'hui ? Si oui, il y a sans doute eu des réunions en amont et des échanges entre la commune et le gestionnaire de chantier. Serait-il possible d'avoir une copie des procès-verbaux de ces échanges ?

Quel est le référent de la commune chargé du suivi des chantiers ?

La commune doit assurer le respect de ses trottoirs : les impétrants qui au fil du temps détruisent les trottoirs au point que toutes les dalles en viennent à être descellées ne peuvent demeurer dans l'impunité.

Quelles sont les démarches effectuées depuis le 15 juillet dernier pour assurer la bonne remise en pristin état des trottoirs ?

M. l'Echevin Wyngaard répond que les services se sont rendus sur place et n'ont pas le sentiment que la situation soit aussi grave que M. De Bock le prétend, même si l'une ou l'autre intervention est encore nécessaire de la part de l'entrepreneur.

Le mauvais état de certaines portions du trottoir est imputable aux propriétaires riverains plutôt qu'à Proximus, qui est intervenu sur une bande de 60 cm. En effet, selon le règlement relatif aux trottoirs, si la dégradation du trottoir est due au réseau racinaire d'arbres relevant de propriétés riveraines, c'est le riverain propriétaire qui est tenu de procéder à la réparation.

M. l'Echevin Wyngaard invite M. De Bock à prendre part au rendez-vous avec le contrôleur du service de la Voirie et l'entrepreneur de Proximus, afin de se rendre compte par lui-même de la situation sur le terrain.

M. De Bock précise que les différents impétrants intervenus au fil du temps ont mal rebouché les trottoirs au terme de leurs interventions.

Lorsque des dalles sont mal recimentées, elles ne sont plus solidaires, se déplacent et sont sujettes à d'amples mouvements de sol lors de fortes inondations.

Il serait injuste d'imputer la totalité des problèmes à Proximus mais il s'avère que cette entreprise a aménagé deux rangées de dalles côté Dupuich et réalisé l'ensemble des trottoirs côté Errera selon une technique qui est loin de relever des règles de l'art.

L'administration communale doit assurer un suivi intransigeant de l'ensemble des chantiers, même de ceux dont elle n'a pas été avisée.

M. l'Echevin Wyngaard tient à rassurer M. De Bock sur la rigueur des services communaux en la matière.

Dans le cas où un impétrant n'aurait pas réparé correctement une première voirie, il n'est pas autorisé à opérer dans une seconde tant que le travail initial n'est pas effectué selon les règles de l'art.

Le Conseil prend connaissance.

Interpellatie van de h. De Bock : de herstelling in oorspronkelijke staat van de voetpaden in de Dupuich- en Errerastraat na de werken van Proximus.

De h. De Bock meldt dat de onderaannemers tijdens de grote werken aan de Errera- en Dupuichlaan in juni en begin juli de trottoirs hebben opengebroken.

Met het bouwverlof in het vooruitzicht werden de trottoirs inderhaast opnieuw bestraat, waarbij de tegels op de grond werden gelegd, zonder enige cementering of hervoeving, waardoor ze zullen loskomen, wat bijzonder gevaarlijk is voor voetgangers die kunnen vallen en ledematen breken.

De h. De Bock heeft de gemeente op de hoogte gebracht van de nonchalante houding van de bouwheer. Sinds de verbeteringen van juli 2023 is er echter niets meer gedaan.

Volgens de h. De Bock moeten bouwplaatsbeheerders worden gewezen op de problemen als gevolg van de slechte afwerking van de trottoirs. In het geval van een lopend project moet de aannemer zich ervan bewust zijn dat de gemeente een oogje in het zeil houdt en dat hij of zij alles in het werk moet stellen om ervoor te zorgen dat het project wordt afgerond.

Welke stappen heeft de gemeente in dit verband ondernomen? Kan het college een kopie van de verzonden brieven bezorgen? Waarom werden er nog geen herstellingen uitgevoerd in twee maanden tijd aan de slecht opgevulde gedeeltes?

Schepen Wyngaard geeft aan dat er nog geen voorlopige oplevering heeft plaatsgevonden. Is dit vandaag wel het geval? Zo ja, dan zijn er vooraf ongetwijfeld gesprekken en uitwisselingen geweest tussen de gemeente en de werfbeheerder. Is het mogelijk om een kopie van de pv's van deze gesprekken te krijgen?

Wie is de contactpersoon van de gemeente voor de opvolging van werven?

De gemeente moet ervoor zorgen dat haar trottoirs worden gerespecteerd: concessiehouders die trottoirs vernielen tot alle tegels zijn losgeraakt, mogen na verloop van tijd niet ongestraft blijven.

Welke stappen zijn er sinds 15 juli ondernomen om ervoor te zorgen dat de trottoirs naar behoren worden hersteld?

Schepen Wyngaard antwoordt dat de diensten ter plaatse zijn geweest en de situatie niet zo ernstig vinden als de h. De Bock beweert, ook al moet de aannemer nog tussenkomen.

De slechte staat van bepaalde delen van het trottoir is te wijten aan de eigenaars van de naburige panden en niet aan Proximus, dat ingreep op een strook van 60 cm. Als de schade aan het trottoir te wijten is aan het wortelgestel van bomen van naburige percelen, is het volgens het trottoirreglement de naburige eigenaar die de herstelling moet uitvoeren.

Schepen Wyngaard nodigt de h. De Bock uit om de vergadering met de controleur van de Wegendienst en de aannemer van Proximus bij te wonen om met eigen ogen de situatie op het terrein te zien.

De h. De Bock wijst erop dat de verschillende aannemers die in de loop der tijd zijn tussengekomen, de trottoirs aan het einde van hun werkzaamheden verkeerd hebben opgevuld.

Bij een verkeerde cementering van tegels verschuiven ze en zijn ze onderhevig aan aanzienlijke bodembewegingen bij zware overstromingen.

Het zou niet eerlijk zijn om Proximus de schuld te geven van alle problemen, maar het blijkt dat deze onderneming twee rijen tegels heeft gelegd aan de kant Dupuich en alle trottoirs heeft aangelegd aan de kant Errera met een techniek die verre van volgens de regels van de kunst is.

Het gemeentebestuur moet ervoor zorgen dat alle bouwplaatsen streng worden gecontroleerd, ook die waarvan het niet op de hoogte werd gesteld.

Schepen Wyngaard wil de h. De Bock geruststellen dat de gemeentediensten op dit gebied streng zijn.

Als een aannemer een weg niet naar behoren heeft hersteld, mag hij niet aan een tweede weg werken zolang het eerste werk niet volgens de regels van de kunst werd uitgevoerd.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation trottoirs Dupuich et Errera.pdf

28.09.2023/A/0036 **Interpellation de M. De Bock : le respect du bien-être animal à la Foire de St-Job.**

Le point est reporté.

Interpellatie van de h. De Bock : de naleving van het dierenwelzijn op de jaarmarkt van Sint-Job.

Het punt wordt verdaagd.

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation M. DE BOCK concernant le respect du bien-être animal.pdf

28.09.2023/A/0037 **Question orale de Mme Margaux : l'organisation d'études et d'ateliers dans les écoles communales.**

Mme Margaux signale que, lors de la rentrée des classes, les parents de l'école de Messidor ont appris que les élèves de 3ème et 4ème primaire n'auraient plus d'étude dirigée en raison d'un manque d'enseignants volontaires pour l'encadrer.

Cela a eu pour conséquence que les élèves de 3ème et 4ème primaire n'ont pas eu de devoirs en semaine, à l'exception de la lecture, et que seules les interrogations-surprises ont été possibles. L'étude n'était prévue que pour les élèves de 5ème et 6ème primaire.

En outre, les parents ont appris que la commune a décidé de ne plus organiser d'ateliers à l'école de Messidor, et ce pour tous les niveaux de la maternelle à la primaire.

En début d'année, la direction a écrit au comité des parents qu'elle mettait tout

en œuvre pour trouver une solution et reviendrait vers eux.

A la mi-septembre, toujours pas de nouvelle, situation identique. Il n'y avait pas d'inscription ouverte pour les ateliers et les stages de vacances.

Les parents de l'école se sont inquiétés de ce changement fondamental pour eux et pour leurs enfants.

Depuis la rédaction de sa question orale, Mme Margaux a appris que l'étude avait été réinstallée en 3ème et 4ème primaire et que certains ateliers avaient été ouverts (échecs, italien et anglais).

Le Collège pourrait-il expliquer les raisons de ce début d'année un peu chaotique pour l'école de Messidor ? Comment cette situation a-t-elle pu se produire dans l'école communale ?

Mme l'Echevin Gol-Lescot répond que l'école de Messidor est le seul établissement communal uclois à avoir été confronté à cette situation.

Les travaux dirigés font partie intégrante du projet pédagogique de l'enseignement communal uclois depuis toujours.

Pour que ces travaux dirigés aient effectivement lieu, il faut trouver des enseignants volontaires. Ceux-ci perçoivent une rémunération pour cette tâche.

Par ailleurs, les ateliers sont organisés à titre privé par les enseignants, la contribution de la commune se limitant à leur donner accès aux locaux et au matériel.

L'échevinat a toujours dit que les ateliers à titre privé ne pourraient avoir lieu que si les enseignants intéressés dispensent les travaux dirigés prévus par le projet pédagogique.

Jusqu'à présent, il n'y a jamais eu le moindre problème mais cette année-ci, pendant une quinzaine de jours, aucun enseignant n'a voulu s'occuper des travaux dirigés, et donc aucun atelier n'a été organisé.

Toutefois, les enseignants ont à nouveau décidé de dispenser les travaux dirigés, et les demandes d'ateliers bloquées à l'administration communale ont toutes été signées et renvoyées à l'école.

Cela signifie donc que la situation devrait rentrer dans l'ordre.

L'échevinat a effectivement décidé, en accord avec la direction, de ne pas imposer des devoirs aux élèves de 3ème et 4ème primaire.

À partir du moment où il n'y a pas de travaux dirigés, il est un peu excessif d'exiger des devoirs de la part des enfants, et ce d'autant plus que certains d'entre eux restent à la garderie jusqu'à 18h30 et ne seraient en mesure de ne faire des devoirs que par après. C'est donc dans le but de préserver la santé des enfants que la réduction des devoirs et leçons a été décidée.

Mme Margaux comprend la décision prise concernant les devoirs, étant donné que ceux-ci sont souvent censés être faits durant les week-ends et génèrent des problèmes d'organisation pour les parents, surtout dans le contexte de couples séparés.

Bien qu'ils ne soient pas organisés par la commune, les ateliers sont présentés sur le site de l'école. Les parents les ont donc considérés comme un service de la commune.

Mme l'Echevin Gol-Lescot réplique que les enseignants qui organisent des ateliers ou des stages pendant les vacances scolaires sont tenus de préciser qu'il s'agit d'une initiative privée.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van Mevr. Margaux : de organisatie van studies en workshops in de gemeentelijke scholen.

Mevr. Margaux deelde mee dat de ouders van de Messidor-school aan het begin van het nieuwe schooljaar te horen hadden gekregen dat leerlingen van het 3de en 4de lager niet meer onder toezicht zouden studeren bij gebrek aan vrijwillige leerkrachten.

Als gevolg daarvan hadden leerlingen in het 3de en 4de lager geen huiswerk tijdens de week, met uitzondering van lezen, en waren er alleen onverwachte overhoringen mogelijk. Studietijd was alleen gepland voor leerlingen in het 5de en 6de lager.

Ouders hebben ook vernomen dat de lokale overheid heeft besloten om geen workshops meer te organiseren in de school Messidor, voor alle niveaus van kleuter tot lager.

Aan het begin van het jaar schreef de directie aan het oudercomité dat ze alles in het werk stelde om een oplossing te vinden en dat ze contact met hen zou opnemen.

Half september was er nog steeds geen nieuws en bleef de situatie ongewijzigd. Er was geen open inschrijving voor workshops of vakantiestages.

De ouders van de school waren bezorgd over deze fundamentele verandering voor hen en hun kinderen.

Sinds het opstellen van haar mondelinge vraag heeft mevr. Margaux vernomen dat de studie in het 3de en 4de lager opnieuw is ingevoerd en dat er enkele workshops zijn geopend (schaken, Italiaans en Engels).

Kan het college uitleggen wat de redenen zijn voor deze enigszins chaotische start van het jaar van de school Messidor? Hoe kon deze situatie in een gemeenteschool ontstaan?

Schepen Gol-Lescot antwoordt dat Messidor de enige gemeenteschool in Ukkel is met een dergelijke situatie .

Bijlessen zijn altijd een integraal onderdeel geweest van het lesprogramma van het Ukkelse gemeenteonderwijs.

Om deze lessen te kunnen geven moeten we vrijwillige leerkrachten vinden en zij worden hiervoor betaald .

Bovendien worden de workshops privé georganiseerd door de leerkrachten, waarbij de bijdrage van de gemeente beperkt is tot het verlenen van toegang tot de lokalen en het materiaal.

De gemeente heeft altijd gezegd dat privéworkshops alleen konden plaatsvinden als de betrokken leerkrachten de lessen gaven die in het onderwijsproject waren voorzien.

Tot nu toe is er nooit het minste probleem geweest maar dit jaar wou geen enkele leerkracht gedurende twee weken geen bijlessen geven.

De leerkrachten hebben echter weer besloten om bijlessen te geven en de workshopaanvragen die bij het gemeentebestuur waren geblokkeerd, zijn allemaal ondertekend en teruggestuurd naar de school.

Dit betekent dat de situatie weer normaal zou moeten zijn.

De gemeente heeft in overleg met de schooldirectie besloten om de leerlingen van het 3de en 4de lager geen huiswerk op te leggen.

Zolang er geen bijlessen zijn, is het een beetje overdreven om huiswerk van de kinderen te eisen, vooral omdat sommigen tot 18.30 uur in de opvang blijven en pas daarna huiswerk kunnen maken. Daarom is in het belang van de gezondheid van de kinderen besloten om het huiswerk en de lessen te verminderen.

Mevr. Margaux heeft begrip voor de beslissing die is genomen met betrekking tot huiswerk, aangezien dit vaak in het weekend moet worden gedaan en organisatorische problemen oplevert voor ouders, vooral in de context van gescheiden ouders.

Hoewel ze niet door de gemeente worden georganiseerd, worden de

workshops op de website van de school gepresenteerd. Ouders zagen ze daarom als een dienst van de gemeente.

Schepen Gol-Lescot antwoordt dat leerkrachten die workshops of stages tijdens schoolvakanties organiseren, verplicht zijn om aan te geven dat het om een privé-initiatief gaat.

De Raad neemt kennis.

28.09.2023/A/0038 **Question orale de M. Cools : diffusion des conseils communaux.**

M. Cools rappelle que depuis quelque temps, les séances du Conseil communal peuvent être visionnées en direct et en différé sur YouTube, ce qui constitue assurément une aide appréciable pour les citoyens intéressés par la vie politique locale.

Contrairement à ce qui se pratiquait il y a quelques mois, le lien de cette diffusion n'est plus renseigné sur le compte Facebook de la commune. Et contrairement à ce qui se passe dans d'autres communes, le lien de la diffusion des dernières séances du Conseil ne figure pas sur le site internet communal.

Le Collège pourrait-il donner des instructions pour que la diffusion sur YouTube et les liens de celle-ci figurent tant sur le compte Facebook que sur le site internet de la commune ?

Par ailleurs, M. Cools a constaté que les dispositifs analogues déployés sur YouTube par d'autres communes étaient plus avancés, dans la mesure où il y a moyen de sélectionner le point recherché sans devoir tâtonner avec le curseur.

M. le Bourgmestre confirme qu'il y a eu un oubli à cet égard et que tout est en ordre à présent.

L'administration communale dispose actuellement d'un community manager extrêmement compétent.

Les services vont examiner la proposition de M. Cools quant à l'introduction d'une technologie plus avancée

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h. Cools : uitzending van de gemeenteraden.

De h. Cools wijst erop dat het sinds enige tijd mogelijk is om de vergaderingen van de gemeenteraad live en als opname op YouTube te bekijken, wat ongetwijfeld een grote hulp is voor burgers die geïnteresseerd zijn in de lokale politiek.

In tegenstelling tot een paar maanden geleden staat de link naar deze uitzending niet meer op de Facebook-account van de gemeente. En in tegenstelling tot wat er in andere gemeentes gebeurt, staat de link naar de uitzending van recente raadsvergaderingen niet op de website van de gemeente.

Kan het college instructies geven zodat de YouTube-uitzending en de links ernaar zowel op het Facebook-account als op de website van de gemeente verschijnen?

Hij merkt ook op dat soortgelijke YouTube-systemen van andere gemeentes geavanceerder zijn, in die zin dat het mogelijk is om het gewenste punt te selecteren

zonder met de cursor te hoeven klungelen.

De burgemeester bevestigt dat er in dit opzicht een onoplettendheid was en dat alles nu in orde is.

Het gemeentebestuur heeft momenteel een uiterst competente community manager.

De diensten zullen zich buigen over het voorstel van de heer Cools om meer geavanceerde technologie in te voeren.

De Raad neemt kennis.

Aleksandra Kokaj préside la séance / zit de zitting voor.

DÉPARTEMENT ESPACE PUBLIC - DEPARTEMENT OPENBARE RUIMTE

Service vert - Groendienst

28.09.2023/A/0039 **Projet « le Homborch se met au vert » - Convention de commodat relative aux modalités de prêt du terrain sis avenue de la Gazelle et à son aménagement. – Approbation.**

Le Conseil,

Vu les articles 117 et 232 de la Nouvelle loi communale ;

Vu qu'un collectif d'habitant(e)s du plateau Homborch a introduit un projet dans le cadre du budget participatif 2020 de la commune d'Uccle avec le soutien d'ABC et du PCS Homborch ;

Que ce projet, « Le Homborch se met au vert », consiste en la mise en place d'une « promenade fruitière », d'un espace détente, le remplacement du jeu extérieur existant et l'installation d'équipement de street work-out sur une partie de l'espace vert dit « la plaine Gazelle » ;

Que ce projet a été sélectionné par les Ucclois(es) suite à la mise au vote et est réalisé et financé par la commune ;

Vu qu'en lieu et place du remplacement du jeux extérieur existant, il a été décidé de procéder à un aménagement complet d'une plaine de jeux inclusive ;

Vu que les plantations d'arbres et arbustes fruitiers ont été réalisées en présence des habitants le 4 mars 2023 ;

Que l'aménagement de l'aire de jeux est terminé depuis début septembre 2023 ;

Que les aménagements sportifs seront pris en charge par le Service des Sports ;

Vu que le terrain où les aménagements et installations sont situés est de la propriété de La S.C. Alliance Bruxelloise Coopérative (ABC) ;

Qu'une convention fixant les modalités relatives à la mise à disposition de ce terrain en faveur de la commune est donc nécessaire ; Que cette convention permettra également de prévoir les modalités de son aménagement ;

Qu'eu égard au caractère gratuit de cette mise à disposition, une convention de commodat a été rédigée en collaboration avec le service juridique ;

Vu ces éléments ;

Décide :

d'approuver la convention de commodat entre la S.C. Alliance Bruxelloise Coopérative (ABC) et la Commune d'Uccle telle qu'annexée

Le Conseil approuve le point.
40 votants : 40 votes positifs.

Project "Homborch kleurt groen" - Bruikleenovereenkomst met betrekking tot de uitleenmodaliteiten van het terrein gelegen Gazellelaan en de inrichting ervan. - Goedkeuring.

De raad,

Gelet op artikel 117 en 232 van de Nieuwe Gemeentewet;

Aangezien een collectief van bewoners van het Homborchplateau een project ingediend heeft in het kader van het participatief budget 2020 van de gemeente Ukkel, met de steun van ABC en PCS Homborch;

Aangezien dit project, "Homborch kleurt groen", bestaat in de aanleg van een "fruitwandeling", een ontspanningsruimte, de vervanging van het bestaande speeltuig buiten en de plaatsing van street work-out voorzieningen op een deel van de groene ruimte "het Gazelleplein";

Aangezien dit project door de Ukkelaars geselecteerd werd na de stemming en verwezenlijkt en gefinancierd wordt door de gemeente;

Aangezien ter vervanging van het huidige speeltuig buiten beslist werd om over te gaan tot de volledige aanleg van een inclusieve speeltuin;

Aangezien de fruitbomen en -struiken op 4 maart 2023 geplant werden in aanwezigheid van de inwoners;

Aangezien de aanleg van de speeltuin afgerond is sinds begin september 2023;

Aangezien de sportieve inrichting ten laste genomen zal worden door de Sportdienst;

Aangezien het terrein waarop de inrichtingen en installaties gelegen zijn eigendom is van cv Alliance Bruxelloise Coopérative (ABC);

Aangezien een overeenkomst die de modaliteiten vastlegt met betrekking tot de terbeschikkingstelling van dit terrein ten bate van de gemeente dus noodzakelijk is;

Dat deze overeenkomst het ook mogelijk maakt de modaliteiten voor de inrichting ervan te voorzien;

Dat gezien de kosteloze aard van deze terbeschikkingstelling een bruikleenovereenkomst opgesteld werd in samenwerking met de Juridische dienst;

Gelet op deze elementen;

Beslist:

De bruikleenovereenkomst tussen cv Alliance Bruxelloise Coopérative (ABC) en de gemeente Ukkel zoals in de bijlage goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

40 stemmers : 40 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

COMMODAT Uccle-ABC Gazelle MDB dernière version 12.07.23_nl.docx,

COMMODAT Uccle-ABC Gazelle MDB dernière version 12.07.23.docx

DÉPARTEMENT AFFAIRES ÉDUCATIVES - DEPARTEMENT EDUCATIEVE ZAKEN

Education - Onderwijs

28.09.2023/A/0040 **Enseignement communal.- Suppression d'une indemnité.**

Le Conseil,

Attendu qu'usuellement, les enseignants de nos écoles reçoivent une indemnité en fin d'année scolaire pour toutes les journées pendant lesquelles ils ont été en excursion pendant l'année scolaire, à la condition qu'ils soient partis avant 8h en excursion ou rentrés après 16h;

Qu'à cette indemnité s'ajoutait, uniquement pour les enseignants titulaires de surveillances du midi ou de travaux dirigés, les prestations de midi et/ou des travaux dirigés;

Que cette mesure semble avoir été mise en place pour motiver les enseignants de l'époque à faire des sorties scolaires;

Que le Service Education ne trouve pas de littérature juridique relative à la mise en place ni de réglementation par les autorités compétentes pour l'application de cette mesure;

Que ce dispositif différencié ne met pas tous les enseignants sur le même pied d'égalité alors qu'ils fournissent les mêmes prestations pendant les excursions;

Que le Collège échevinal a statué en séances des 07 septembre 2021 et 14 février 2023 sur l'octroi des rémunérations pour les prestations des travaux dirigés, des surveillances du midi et surveillances du soir;

Que les prestations fournies par les enseignants lors des excursions s'inscrivent dans les conditions d'octroi de ces rémunérations vu que leurs élèves sont sous leur surveillance sans discontinu;

Décide:

de prendre acte de la décision formelle de ne plus octroyer l'indemnité qui s'élevait à 20 € aux enseignants qui sont en excursion pour la journée;

d'autoriser le paiement des prestations du midi à tous les enseignants (cette mesure ne concerne pas les agents ACS ni PTP engagés dans l'enseignement) qui se trouvent sur le temps de midi (entre 12h et 13h30) en excursion à l'extérieur de leur établissement avec leurs élèves;

d'autoriser le paiement des prestations des travaux dirigés à tous les enseignants (cette mesure ne concerne pas les agents ACS ni PTP engagés dans l'enseignement) à la condition que le retour de l'excursion se fasse après 17 heures.

Le Conseil approuve le point.

40 votants : 40 votes positifs.

Gemeentesonderwijs - Afschaffing van een vergoeding.

De raad,

Aangezien het de gewoonte is dat de leerkrachten van onze scholen aan het einde van het schooljaar een vergoeding ontvangen voor alle dagen waarop zij tijdens het schooljaar op uitstap zijn geweest, op voorwaarde dat zij vóór 8 uur op uitstap zijn vertrokken of na 16 uur zijn teruggekeerd;

Aangezien aan deze vergoeding, enkel voor leerkrachten die verantwoordelijk waren voor het middagtoezicht of geleide activiteiten, de middagprestaties en/of geleide activiteiten werden toegevoegd;

Aangezien deze maatregel destijds lijkt te zijn ingevoerd om leerkrachten te motiveren schooluitstappen te maken;

Aangezien de dienst Opvoeding geen juridische literatuur kan vinden met betrekking tot de invoering van deze maatregel, noch reglementen van de bevoegde autoriteiten voor de toepassing ervan;

Aangezien dit gedifferentieerde systeem niet alle leerkrachten op gelijke voet plaatst, ook al verlenen zij dezelfde diensten tijdens de uitstappen;

Aangezien het schepencollege zich in zitting van 7 september 2021 en 14 februari 2023 heeft uitgesproken over de toekenning van een vergoeding voor de prestaties inzake geleide activiteiten, middag- en avondtoezicht;
Aangezien de prestaties van de leerkrachten tijdens uitstappen vallen onder de toekenningsvoorwaarden van deze vergoedingen, aangezien hun leerlingen onder hun permanente toezicht staan;

Beslist:

kennis te nemen van de formele beslissing om de vergoeding van € 20 niet langer toe te kennen aan leerkrachten tijdens daguitstappen;
de betaling van de middagprestaties toe te staan aan alle leerkrachten (deze maatregel is niet van toepassing op GESCO- of DSP-ambtenaren aangeworven in het onderwijs) die met hun leerlingen tijdens de middagpauze (tussen 12 en 13.30 uur) een uitstap buiten hun school maken;
toestemming te verlenen voor de betaling van prestaties inzake geleide activiteiten aan alle leerkrachten (GESCO- of DSP-ambtenaren aangeworven in het onderwijs) op voorwaarde dat zij na 17 uur terugkeren van de uitstap.

De Raad keurt het punt goed.

40 stemmers : 40 positieve stemmen.

Levée de la séance à 23:10
Opheffing van de zitting om 23:10

La Secrétaire communale,
De Gemeentesecretaris,

La Présidente,
De Voorzitster,

Laurence Vainsel

Aleksandra Kokaj